TRENTE-HUITIÈME ANNÉE — N° 11 183

DERNIÈRE ÉDITION

MARDI 13 JANVIER 1981

Les conflits politiques et sociaux se multiplient en Pologne

LIRE PAGE 8

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,50 F

Algérie, 2 DA; Maroc, 2,30 dir.; Tunisie, 220 m.; Allemagne, 1,40 DM, Autriche, 14 sch ; Belgique, 20 fr. ; Canada, $ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 265 CFA ; Danemark, 5 kr. Espagne 80 pes. G.-B., 35 p. ; Grèce, 40 dr. ; Iran, 125 rls. ; Irlande, 55 p. ; Italie, 700 l. ; Liban, 300 p. ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 4 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal, 40 esc. ; Sénégal, 340 CFA ; Suède, 3,75 kr. ; Suisse, 1,30 fr. ; E.-U., 95 cents; Yougoslavie, 36 din.

Tarif des abonnements page 25

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207-23 PARIS
Télex Paris n° 650572

TÉL : 246-72-23

Les remous en Afrique centrale

La semi-éviction du « père du Zimbabwe »

Près de neuf mois après l'indépendance, la vie politique du Zimbabwe aborde un tournant majeur. Maître d'œuvre des changements, M. Robert Mugabe, le premier ministre, confirme s'il en était besoin ses qualités de fin stratège. Le remaniement ministériel annoncé samedi 10 janvier, à Salisbury — le premier depuis la naissance du gouvernement de coalition, en mars 1980 — est un modèle d'habileté manœuvrière.

M. Mugabe porte un coup à ses rivaux, à l'intérieur comme à l'extérieur de son parti, la ZANU-P.F., tout en consolidant l'emprise de sa formation sur l'appareil d'Etat. Il écarte du gouvernement M. Edgar Tekere, secrétaire général du parti majoritaire, acquitté au début de décembre de l'inculpation du meurtre d'un fermier blanc, et dont l'éviction ne peut que satisfaire la minorité européenne. Il rétrograde M. Joshua Nkomo, président du Front patriotique. Enfin, il renforce le pouvoir de ses fidèles, notamment de M. Mnangagwa, étoile montante du parti, qui, chargé de veiller à l'intégration des anciens guérilleros dans l'armée, en devient le chef « de facto ».

La rétrogradation de M. Nkomo du ministère de l'intérieur à celui de la fonction publique est la décision la plus lourde de conséquences. Le vieux dirigeant perd le contrôle de la police civile et paramilitaire — confié à M. Richard Hove — et se voit reléguer dans une fonction mineure. Il a promptement et vivement réagi à cette décision, qui lui avait été signifiée au cours d'un bref tête-à-tête, la qualifiant d'« inacceptable ». Sur le fond, M. Nkomo accuse le premier ministre d'avoir violé l'accord postélectoral conclu entre eux en mars 1980 et qui instaurait une sorte de coresponsabilité en matière de sécurité.

Avant de donner sa réponse définitive, M. Nkomo va prendre un délai de réflexion qui s'explique par l'importance de l'enjeu et l'étroitesse de sa liberté de manœuvre. Se soumettre, c'est perdre la face et accepter sa mise à l'écart des centres de responsabilité, prélude à une retraite politique inévitable. Se démettre, c'est entraîner presque à coup sûr ses amis dans son sillage, provoquer la rupture de la coalition et hâter l'instauration d'un régime de parti unique, comblant d'aise ainsi les éléments les plus radicaux de la ZANU-P.F.

M. Mugabe s'est bien gardé de froisser publiquement son rival. Lors de sa conférence de presse, il l'a au contraire couvert de fleurs en lui présentant comme une « offre très généreuse » un marchandage : en contrepartie de la rétrogradation de son chef, le P.F. recevra un ministère et un vice-ministère supplémentaires. En outre, on ne peut qu'interpréter l'annonce simultanée du limogeage de M. Tekere comme un geste de bonne volonté envers M. Nkomo. L'ancien ministre de l'emploi, en effet, passait à juste titre pour son ennemi le plus virulent.

En rétrogradant le « père du Zimbabwe », M. Mugabe semble avoir pris un risque politique calculé. Il estime que M. Nkomo préférera conserver un poste gouvernemental — fût-il modeste — plutôt que prendre la tête d'une opposition parlementaire, au demeurant très minoritaire (20 sièges contre 57).

Avec amertume, M. Nkomo a assisté depuis des mois à l'encerclement de son parti, écarté notamment de la police politique et de la radio-télévision, laquelle, récrivant l'histoire, minimise ou tourne en dérision son rôle pendant la guerre de libération. Certes, sur les trente-six mille anciens maquisards, de dix mille à quinze mille demeurent fidèles au dirigeant aujourd'hui poussé vers la sortie. Mais M. Nkomo, n'ayant ni le goût ni les moyens d'une aventure militaire, ne peut jouer ni de cet atout ni même d'un prestige intact en pays ndebele pour renverser la situation à son profit.

• Tripoli lance une offensive diplomatique pour justifier son action au Tchad
• Paris envoie une mission militaire au Soudan

S'élevant avec vigueur contre la « condamnation » de sa politique par Paris, la Libye lance une vaste offensive diplomatique pour justifier sa position dans l'affaire tchadienne. En particulier, le secrétaire libyen aux affaires extérieures a été reçu ce lundi à N'Djamena par M. Goukouni Oueddei.

Par ailleurs, une incertitude pèse sur la tenue du sommet ad hoc de l'O.U.A., convoqué ce lundi à Lomé.

Alors qu'une délégation du ministère français de la défense arrivait dimanche soir au Soudan — pays frontalier du Tchad et de la Libye — pour, selon l'A.F.P., s'entretenir de la « situation dans la région avec les militaires de Khartoum », *trois cent vingt hommes des forces françaises d'intervention renforçaient la base de Bouar, en République Centrafricaine.*

Le Centrafrique « sous perfusion »

I. — Après « Dracula »

De notre envoyé spécial JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

Bangui. — « *C'est Dracula II qui vient d'être condamné !* », s'exclamait, dans un commentaire particulièrement lyrique, un journaliste centrafricain, à l'issue du procès par contumace de Bokassa. Le qualificatif est-il exagéré ? Il y a peut-être une part de phantasme dans tout ce qui a été dit sur les traitements que l'ex-empereur faisait subir à ses prisonniers dans son « palais » de Bérengo et ses « folies » de Bangui. Il y a aussi le fait étonnant que la cour criminelle n'a pas entendu ceux qui, à Bangui, au printemps 1979, accusaient le despote d'avoir tué de sa main plusieurs écoliers à la prison de Ngaragba, ce qui avait amené les magistrats de la commission centrafricaine de constatation à parler des « *massacres d'une centaine d'enfants perpétrés sous les ordres de l'empereur Bokassa et avec sa participation* ».

Mais, en s'en tenant à des accusations précises, aux aveux même réticents des complices, il est bien difficile de prendre au sérieux la thèse du complot intérieur et international pour renverser, par une campagne de calomnies, celui qui, jusqu'à preuve du contraire, pouvait demander qu'on lui donnât la liberté d'aller s'expliquer en personne devant les juges de Bangui s'il en avait eu le courage. La requête que, bien conseillé par un avocat français, il vient d'adresser à M. Kurt Waldheim pour la désignation d'une commission d'enquête dans le cadre de l'ONU, est cependant intéressante en ce qu'elle met l'accent sur l'absence de toute juridiction impartiale pour juger les anciens chefs d'Etat accusés de crimes contre l'humanité par leurs sujets.

(Lire la suite page 7.)

La guerre civile au Salvador

• Le président de la junte adresse un appel à M. Ronald Reagan
• Des gouvernementaux se joignent aux rebelles

De violents combats ont éclaté, le samedi 10 et le dimanche 11 janvier, à San-Salvador et dans plusieurs localités du pays après l'annonce d'une « offensive générale » par les porte-parole du front Farabundo Marti, qui regroupe tous les mouvements révolutionnaires armés de gauche. Selon des estimations provisoires et officieuses, plus de trois cents personnes auraient péri.

Le couvre-feu et la loi martiale ont été instaurés sur l'ensemble du territoire par le gouvernement, qui affirmait, ce lundi 12 janvier, « contrôler la situation ». Les autorités ont reconnu qu'une partie de la garnison de Santa-Ana, seconde ville du pays, avait déserté et rallié les rebelles. M. Napoléon Duarte, président de la junte, a lancé un appel pressant à M. Reagan « au nom de la démocratie ».

Les dirigeants ont aussi demandé à la population de se rendre au travail lundi, tandis que les organisations révolutionnaires incitent les Salvadoriens à se soulever massivement et à obéir à leurs consignes de grève générale.

De notre envoyé spécial

San-Salvador. — Le samedi 10 janvier dans l'après-midi, le Front Farabundo Marti pour la libération nationale (F.M.L.N.) annonçait par radio le déclenchement d'une offensive qualifiée de générale.

Peu après, un officier ouvrait les portes de la caserne, à 60 kilomètres à l'ouest de la capitale, de Santa-Ana, et passait du côté des insurgés avec une partie de ses hommes (soixante, selon le ministère de la défense, un bataillon entier selon d'autres sources non confirmées) alors que d'autres en profitaient pour déserter. Pendant quelques instants, le drapeau rouge et noir du F.M.L.N a flotté sur les bâtiments militaires. Avant de se retirer, les révolutionnaires, qui semblent avoir emporté un armement important, ont mis le feu au magasin des munitions détruisant les deux tiers de la caserne.

Dans la soirée de samedi, les guérilleros ont attaqué simultanément plus de dix localités et des postes militaires, en particulier ceux de Chalatenango, Zacatecoluca, Metapan et Perquin. Des combats ont eu lieu dans la capitale même et dans les quartiers périphériques. Le quartier général de la force aérienne, celui de l'infanterie et celui de la garde nationale ont également été attaqués, parfois avec des roquettes.

FRANCIS PISANI.

(Lire la suite page 3.)

• **ITALIE :** Le nouvel ultimatum des Brigades rouges (p. 8).

• **ISRAËL :** Vers une dissolution du Parlement ? (p. 3).

— POINT —

Le test de l'Eure

Le terme de « test », souvent employé de façon un peu abusive, s'applique parfaitement au second tour de l'élection législative partielle qui se déroulera dimanche prochain dans la quatrième circonscription de l'Eure.

Les électeurs d'un parti socialiste qui vient une fois de plus de consolider très sensiblement sa position (26,33 % des suffrages exprimés au lieu de 17,53 % en mars 1978) arbitreront, en effet, le 18 janvier, entre le R.P.R., tenant du siège, qui perd plus de trois points, et le P.C.F., qui en gagne près de deux.

Arithmétiquement, la victoire de l'opposition semble acquise puisque le total des voix communistes et socialistes est supérieur de plus de cinq mille huit cents voix au nombre des suffrages recueillis par le candidat gaulliste; mais des incertitudes subsistent.

Les électeurs socialistes du premier tour se reporteront-ils massivement sur le candidat communiste ? Respecteront-ils la fameuse « discipline républicaine », ou seront-ils tentés, pour partie, de donner crédit aux « convergences » entre le P.S. et le R.P.R. dont on parle tant et... au grief du P.C.F., qui ne se lasse pas de stigmatiser le « virage à droite » de M. Mitterrand et de ses amis ?

Que sera le comportement des vingt-six mille cent quinze abstentionnistes du premier tour (36,97 % des inscrits) et notamment des électeurs U.D.F. qui semblent ne s'être guère mobilisés dimanche en faveur du candidat R.P.R. ? Pour rétablir une situation fort compromise, les deux formations qui appartiennent à ce que l'on appelle toujours la « majorité » vont-elles se montrer plus solidaires qu'elles ne l'ont été le 11 janvier et ne l'avaient été les 23 et 30 novembre, lors des sept précédentes élections législatives partielles ?

Voilà beaucoup de questions pour un seul siège.

(Lire page 11.)

M. DEBRÉ ACCENTUE SES CRITIQUES A L'ÉGARD DE M. GISCARD D'ESTAING

(Lire page 10.)

AU JOUR LE JOUR

Super-V.S.O.P.

« Mettez de l'extrait de mélasse, de betterave ou de topinambour dans votre moteur ! »

Grâce à l'alcool, adjuvant économique, les pétroliers pourront inventer de nouveaux slogans pour nous vendre leur essence ordinaire.

Toujours avec la bénédiction du gouvernement, ils auront l'embarras du choix pour leur nouveau super. Après tout, les producteurs de cognac et d'armagnac sont bien trop nerveux en ce moment.

Seul inconvénient : il faudra délivrer une licence IV aux stations-service, puisque entre « boire et conduire », *il ne sera plus nécessaire de choisir.*

ALAIN LEBAUBE.

La grande bataille des communications

L'opération boursière qui a suivi la prise de contrôle de la Librairie Hachette par le groupe Matra et ses alliés arrive à son terme. La société Marlis, holding qui doit détenir les actions Hachette acquises par Matra et ses amis, s'était engagée à acheter au cours de 340 F du 22 décembre au 13 janvier tous les titres Hachette qui lui seraient présentés.

Marlis détient déjà plus de 70 % du capital de la Librairie, et l'on pense que ce pourcentage pourrait être compris entre 75 et 80. Les petits porteurs ont donc généralement choisi de vendre leurs titres. Rappelons que le capital de la société Marlis est réparti entre différentes sociétés et personnes physiques appartenant au groupe Matra (51 %), M. Daniel Filipacchi (20 %), la Banque privée de gestion financière (15 %) et la Banque de Paris et des Pays-Bas (10 %).

Dans une série de deux articles, Jean-Michel Quatrepoint analyse la grande bataille des communications qui se déroule en France.

I. — La fusée Matra

par JEAN-MICHEL QUATREPOINT

« *Jean-Luc Lagardère a peut-être joué un coup de trop !* » Traditionnellement prudent, habitué aux arcanes du pouvoir, présidant aux destinées d'un groupe puissant, l'homme qui s'exprime ainsi n'a pas l'habitude de « *parler en l'air* ». Le propos n'en est que plus intéressant. Car, enfin, le groupe Matra et son P.-D. G. n'ont-ils pas la réputation de réussir tout ce qu'ils entreprennent ? Ne cesse-t-on pas de vanter depuis trois ans leur dynamisme, et leur dernier « coup », la prise de contrôle du groupe Hachette, ne leur a-t-il pas permis de terminer 1980 en apothéose ?

Bien sûr, à cela près que l'affaire Hachette est de celle qui provoquent des lames de fond, qui risquent d'avoir de multiples conséquences, y compris politiques, en cette année d'élection résidentielle.

Voilà déjà quelque temps que les milieux d'affaires observent la montée en puissance de Matra. Avec sympathie ou ironie d'abord. Avec une pointe d'envie ou d'irritation ensuite. Avec inquiétude, voire avec colère, aujourd'hui « *L'affaire Hachette a été, en quelque sorte, la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Trop, c'est trop !* » Des alliances se nouent. Des contre-attaques se préparent, tous azimuts publicité, R.T.L., télévision, satellites, télématique.

Pour apprécier les enjeux de cette bataille souterraine, pour saisir les raisons de cette réserve montante à l'égard de Matra et de son P.-D. G., il faut tenter d'analyser — en sortant des images d'Epinal — les raisons du succès du tandem Lagardère-Matra.

Sur les faits proprement dits, les grandes étapes de leur ascension, tout a été dit ou presque. Créée par M. Chassagny, en 1945, les Engins Matra vont rapidement devenir le premier fabricant français de missiles. M. Floirat, déjà tuteur d'Europe 1, entre dans l'affaire en 1957, et M. Lagardère, comme directeur général, en 1963.

(Lire la suite page 45.)

UNE SYMPHONIE D'ALAIN BANCQUART

Eclairs dans un ciel serein

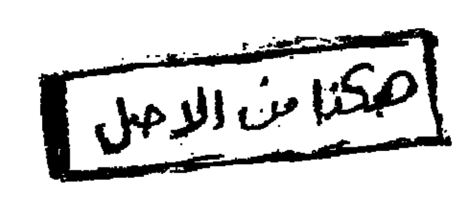
Il y a des compliments qui ressemblent à des perfidies déguisées mais comme certains silences ne valent pas mieux, autant le dire sans ambages : Gabriele Ferro, qui dirigeait, dans la soirée du samedi 10 janvier, l'Orchestre national de France, a pris le risque de sacrifier les « Tableaux d'une exposition » pour apporter tous ses soins à la « Symphonie », d'Alain Bancquart, dont c'était la création. Peut-être a-t-il fait exégérément confiance aux musiciens français en supposant qu'ils étaient capables de jouer les yeux fermés les « Tableaux d'une exposition », mais ce n'est pas excessivement grave : l'œuvre de Moussorgsky reste infiniment plus passionnante à entendre au piano, car elle semble alors outrepasser les limites de l'instrument, et le génie orchestral de Ravel s'est aussi bien exprimé dans la « valse » ou le « Boléro », pour ne prendre que deux exemples.

Il n'en demeure pas moins que ces « Tableaux » sont une musique à succès et certains chefs, plus soucieux de cela que de donner toutes ses chances à une partition nouvelle, auraient pris un autre parti que celui de Gabriele Ferro — à tort cependant, car la chaleur des applaudissements était là pour prouver que le public ne se montre jamais très exigeant lorsqu'il est conquis d'avance. En revanche, les nombreux rappels qui ont salué la « Symphonie », d'Alain Bancquart, témoignaient que le compositeur et ses interprètes venaient de remporter une victoire véritable, une de celles qui nécessitent un sérieux travail préalable.

Cette symphonie, commandée par Radio-France et qui ne porte pas de numéro, n'est cependant pas la première d'Alain Bancquart (né en 1934), dont « l'opus trois » était déjà une symphonie, mais à dix-sept ans de distance on peut penser que le compositeur a repris le problème à la base.

GÉRARD CONDÉ.

(Lire la suite page 17.)



Le Monde

idées

LES SOCIALISTES ET L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Le parti socialiste s'apprête à désigner officiellement, *le 24 janvier, son candidat* à l'élection présidentielle. Tout indique qu'il s'agira de François Mitterrand, en faveur duquel Jacques Mehideb, *convaincu qu'il peut seul* rassembler la totalité de l'électorat de gauche, présente un vigoureux plaidoyer. Jean Rous, quant à lui, pense *que le premier secrétaire* accroîtrait ses chances de l'emporter en faisant équipe avec Michel Rocard. Quant à Suzanne Citron, *elle demande* aux dirigeants du parti d'éclaircir leur attitude à l'égard du P.C.F.

Le seul à pouvoir rassembler la gauche

par JACQUES MEHIDEB (*)

DANS le désenchantement présent, il se révèle de très, très mauvais ton de maintenir et d'affirmer sa fidélité à François Mitterrand. Je désire pourtant le faire ici, en précisant que ces considérations n'émanent pas d'un militant de la tendance majoritaire du parti socialiste mais d'un de ces électeurs *de gauche « basique »* au nom desquels d'aucuns prétendent abusivement parler pour démolir le parti socialiste par dépit de ne pas voir leurs désirs exaucés.

J'ajoute avoir moi-même plaidé pour l'unité du parti socialiste, croyant naïvement que le perdant aurait loyalement admis la décision. Force est de constater que ce qui se commet envers François Mitterrand depuis sa désignation, pas par les « loyaux » chefs de file, certes, mais par les seconds couteaux, est à ce point irrecevable qu'une ferme réaction s'impose.

François Mitterrand, par un travail lent, patient, acharné, semé d'embûches, a, depuis 1971, remonté la maison socialiste. Et que lui reproche-t-on ? De ne pas passer la main, de ne pas tolérer, avec ses aides, que des ouvriers de la quarante-huitième heure prétendent venir les déloger et s'installer dans leurs meubles ? Si ces ouvriers étaient à ce *point assurés de leurs thèses* et de leur candidat, que ne fondent-ils leur propre parti ! Rien de plus facile. Ils possédaient, d'ailleurs, un parti. Pourquoi l'avoir abandonné au profit du parti socialiste ?

On déplore l'archaïsme de François Mitterrand. Ce vieillard chevrotant vivrait encore au dix-neuvième siècle, s'accrochant obsessionnellement au pouvoir au lieu de jouir d'une retraite bien méritée. Bien sûr, seul François Mitterrand est archaïque. Charles de Gaulle, arrivé au pouvoir à l'âge de soixante-huit ans, n'était pas archaïque. La politique de défense de ses privilèges par la bourgeoisie au pouvoir depuis la fin du seizième siècle, n'est pas archaïque, *elle, non ! Elle est moderne*, marche à tête découverte (de cela, aucun doute !) et parle le langage moderne de l'audiovisuel. François Mitterrand, lui, est archaïque. Il faut donc du nouveau.

« Nouveaux » « philosophes », « nouveaux » « économistes », quelque chose, toutefois, gêne : la tendantielle propension du neuf à revêtir un caractère antipopulaire nettement affirmé, à l'adhésion finale aux principes du système établi. Alors, « nouveaux socialistes », j'ai tendance, moi aussi, à tiquer. *D'abord*, que proposent-ils ? Une troisième voie entre capitalisme anarchique et collectivisme totalitaire ! Nouveauté d'une stupéfiante audace ! Ensuite, un « socialisme de marché ». Jouant sans doute, pour se gagner des voix *prolétaires économiquement béotiennes*, sur l'assonance avec Marchais ! Enfin, de parler vrai, plus près des faits, de la réalité. Or une observation attentive des faits, précisément, enseigne que ce réalisme, si fort recommandé et prisé par des patrons qui n'ont, certes, rien de socialistes, s'est toujours incarné par de rigoureuses dispositions antisalariés.

Si les mesures d'austérité que l'on recommande d'appliquer si strictement aux salariés ont fait l'objet de l'étude la plus extrêmement attentive, je n'ai pas encore entendu détailler les mesures envisagées à l'encontre des privilégiés. Jusqu'à quand croira-t-on possible de reprocher à ceux qui gagnent 3 500 francs par mois leurs exorbitantes prétentions sans préciser les mesures prévues envers ceux dont les revenus mensuels excèdent 15 000 francs. On ne peut systématiquement escompter des seuls défavorisés, aux ressources strictement contrôlées, qu'ils en tolèrent la diminution. *Raisonnement primaire au* regard de la complexité du problème ? Lorsque huit millions de personnes le tiendront, ce ne sera plus un raisonnement primaire. Ce sera une révolution.

Pour éviter celle-ci en diminuant ce chômage-là, peut-être qu'un peu de socialisme... Mais l'utopie de François Mitterrand est si archaïque ! Certes, il ose dire ce qu'il est et ce qu'il veut. N'est-il pas plus moderne de rester dans le flou de mots ronflants et de gagner des voix de partout en ne dévoilant rien de son programme.

Drôle de balance

On nous prétend que, par ses échecs répétés et son socialisme par trop affirmé, François Mitterrand n'attirera jamais les trois ou quatre cent mille indécis qui font la victoire. Ce sont eu les frileux, mais c'est François Mitterrand que l'on *voue aux poubelles de l'histoire.* Ben voyons ! En un mot, l'accession au pouvoir des représentants de douze millions d'électeurs dépendant du bon vouloir de quatre cent mille libéraux qui désirent concilier leurs intérêts idéologiques de gauche avec leurs intérêts matériels de droite, il conviendrait de jeter le bébé socialiste et de garder l'eau électorale. Drôle de balance, au curieux fléau !

On maintient que seul peut séduire ces indécis un homme neuf, *avec un langage neuf* ? Plus rassurant, en somme. Je l'admettrai. Le jour où l'on me présentera un ouvrier qui aura bénéficié d'un congé-maladie pour « balance des comptalgies ». Certes, la classe ouvrière n'est pas mathématiquement majoritaire. Mais, en dépit de tous les adieux que peuvent lui adresser quelques intellectuels vivant déjà en l'an 2222, elle demeure, en 1980, un peu plus majoritaire que la classe des cols blancs et autres petits fonctionnaires de la culture. Les organes d'opinion de ces derniers devraient s'en souvenir. S'ils combinaient douze millions d'électeurs, cela se saurait.

Observons telle couverture de journal avant la désignation du candidat socialiste : sur le rouge socialiste du drapeau français se détache l'image pleine page du rival, François Mitterrand se voyant attribuer l'inscription de son nom en petits caractères sur le bleu infamant du mépris aristocratique. Mais l'intoxication ayant fait long feu et la décision ayant abouti au *résultat que l'on sait, on crie* dès lors, à la « une » de tel autre organe : « *Merde* », à ce même rouge socialiste du drapeau. Ou bien on parle de Coluche pour mieux faire l'impasse sur François Mitterrand.

Tout est bon, en tout cas, pour le démolir, pour faire silence sur son nom, jusqu'à la relégation en trois lignes quasiment à la rubrique des chiens écrasés. Au nom, il va de soi, des intérêts supérieurs de la gauche. Et si celle-ci n'admet pas *de voir substitué un homme connu* et respecté à un autre inconnu et « surprenant », on préconisera l'anarchisme de droite, dont on sait trop bien à qui il profite en dernière analyse.

Laissera-t-on encore longtemps *manipuler l'opinion par des* « analystes politiques », voire des « éditorialistes » dont les états d'âme individuels, sinon les intérêts personnels bien compris, représentent l'alpha et l'oméga de la *réalité* à étudier ? Ou par des naïfs, jusqu'à la sottise, « intellectuels » à la pensée si moléculaire qu'elle en est totalement déstructurée ? Certains ont « fait » Normale sup' ? La belle affaire ! Marcel Déat et Robert Brasillach aussi. Ils ne savent plus que penser ? Que, perdant la sécurité d'emploi due à leur statut de petits fonctionnaires de la culture, il se retrouvent chômeurs pendant quelques semaines, qu'ils aillent voir dans le tiers-monde mourir de faim et ces gavés déboussolés reviendront vite à une appréciation plus nuancée des réalités.

Car lorsqu'on nous prescrira, Giscard étant réélu grâce à leurs manœuvres ou leurs égarements, une potion auprès de laquelle l'amertume de celle administrée depuis l'inespérée victoire de 1978 prendra goût de pur sirop ; — qu'on « ouvrira le feu sur le quartier général de la Sécurité sociale » pour lui substituer un système d'assurance personnelle et privée qui n'autorisera plus que les seuls privilégiés à bénéficier d'une couverture sociale satisfaisante ; — que le pouvoir d'achat des « *assistés* » *sera impérativement bloqué*, ne suivant même plus l'inflation, et que les seules croissances de salaires, non pas même supérieures à l'augmentation du coût de la vie mais strictement paritaires à celle-ci, seront réservées aux épiques chevaliers du « *défi mondial* » qui seront « *performants* » et, eux, « *prendront des risques* » ; — en bref, que « *l'initiative* » seule sera récompensée ; lorsque ce régime élitiste nous pendra au nez, que proposeront ces « intellectuels » qui devraient un peu discuter avec des patrons, parfois, juste pour entendre, sans avoir à nourrir de craintes extrêmes pour leurs privilèges qui seront épargnés : que proposeront-ils ? De manifester de la Bastille à la République derrière Coluche mais sans eux, qu'un ouvrage fondamental à rédiger retiendra dans leur poêle ? Quant à Coluche, il jouira, fortune faite, dans sa paradisiaque île, de ses solides revenus.

Redisons-le : la violence des attaques dirigées de partout contre François Mitterrand prouve, si besoin en était, qu'il représente le principal danger pour tous ceux qui ont intérêt à voir les choses demeurer en l'état. Lui seul est capable de rassembler sur son nom la totalité de l'électorat de gauche. Quant aux indécis, ils leur appartient de se décider une bonne fois pour toutes, ni François Mitterrand ni un autre n'y changeront rien. Il ne dépend que de nous, en revanche, en cessant de démolir celui qui portera nos espérances, de rendre contagieuse notre certitude d'une possible victoire — et de vaincre, effectivement.

(*) Electeur de base, chômeur.

Contre les silences du P. S.

par SUZANNE CITRON (*)

LES hommes qui dirigent le P.S. sont enfermés dans une contradiction fondamentale. Ils ne peuvent prendre le pouvoir d'Etat *sans* le P.C. et ils ne peuvent le prendre — sans risque — *avec* lui, ou plutôt avec son appareil actuel. Au lendemain de Vitry, le P.S. devrait produire une analyse et une réflexion courageuses et lucides sur *ce qui est réellement en train de se passer au P.C.F. En même* temps, le P.S. d'Epinay cesserait d'être captif du passé qui l'a conduit à n'être plus qu'une machine à prendre le pouvoir dans le cadre d'une stratégie d'« union » qui stérilise sa force créatrice.

Car, n'ayant pas de stratégie de rechange, il s'enferme dans un double langage : « *Nous faisons cavalier seul mais nous sommes toujours pour l'union.* » Il cesse d'être un relais pour les mouvements sociaux, un réfracteur et un diffuseur d'idées et de propositions, un foyer de luttes contre les arbitraires (a-t-il mobilisé contre le projet « sécurité et liberté », pour les objecteurs emprisonnés, pour un statut des radios libres, etc. ?). Dans ce drôle de mal rampant que nous vivons, dans la béance qui s'approfondit entre la société civile au tissu complexe et contradictoire et la société politique confinée dans ses hargnes et son parisianisme, le P.S., coincé par l'existence de son « projet » qui n'en est pas un, ne mord plus sur la réalité et parle en faisant « comme si » le P.C.F. devait un jour être « contraint » de revenir à l'union.

Or l'affaire de Vitry est si énorme, si incroyable, qu'il est désormais légitime, après d'autres indices, de s'interroger. Le P.C.F. ne serait-il pas en train de vivre une sorte de « doriotisation » ? (1). C'est-à-dire de subir un phénomène de conjonction entre la parole du chef, l'appareil subordonné et les « gros bras » qui agissent. Par une succession de coups d'Etat internes, sur lesquels nous ne savons rien, à partir de la maladie de Waldeck Rochet, Georges Marchais a imposé ses discours et sa pratique. La campagne aberrante *et abêtissante sur la vente de l'Espoir au présent*, poursuivie quotidiennement dans *l'Humanité*, en est l'un des symptômes.

La façon dont Marchais, rédacteur en chef du « Journal inattendu » de R.T.L., le 13 décembre 1980, s'est cité avec complaisance plus de cinq fois en une heure est assez révélatrice de la dimension du personnage. Et que signifient ces actions des « gros bras » de la C.G.T. ici et là, et notamment contre la C.F.D.T. chez Dubigeon-Normandie, à France-Dunkerque, chez Dufour ? (2). Pour en revenir à Vitry, que s'est-il passé, sinon une action de commando contre le foyer de l'ADEF avec pression pour contraindre les occupants à manifester ? Les mensonges, *injures et amalgames de chaque* jour dans les colonnes de *l'Humanité* ou le discours des dirigeants sur la « convergence » du P.S. et du giscardisme, la suspicion jetée sur tous les moyens d'information non P.C. — *Libération, le Monde, le Matin, le Nouvel Observateur, le Canard enchaîné* étant les premiers visés, — tout cela va dans le même sens, de même que l'attitude d'Andrieu au « Club de la presse », plus procureur que journaliste.

Dans quel sens ? Il serait temps, oui, grand temps, même si cela fait mal, même si cela concerne l'appareil et non les militants du P.C.F., de s'interroger et de ne plus se taire... par tactique électoraliste. Un chef de parti *qui ne croit qu'en* lui, un appareil soumis, des militants souvent désorientés et supplantés, pour les actions, par des commandos de choc... cela n'a plus rien à voir avec l'espérance d'un socialisme autogestionnaire.

Et se taire par espoir de gagner n'est ni convenable ni utile. Car gagner en se taisant, c'est à coup sûr une fausse victoire, une victoire de perdants.

Une masse de gens désorientés

Mais, en même temps, il faudrait se demander si la ligne Marchais, la candidature Marchais, le discours Marchais ne vont pas mordre, beaucoup plus qu'on ne l'imagine, sur une masse de gens *désorientés*, victimes de la crise, déboussolés, et dont l'information, oscillant entre la « télé » et *l'Espoir au présent*, ne dressera aucune barrière psychologique ou intellectuelle à la « parole » du candidat Marchais. Les sondages, à l'heure actuelle, ne nous présentent d'hypothèses que pour *le* deuxième tour. Et si Marchais avait plus de voix que Mitterrand ?

Se refuser au seul examen de cette hypothèse est encore un de ces silences du P.S. tout à fait discutable, quand on regarde en face l'éventail des « petites » candidatures de gauche d'Arlette Laguiller à Michel Crépeau, en passant par Hélène Bouchardeau, Alain Krivine et Brice Lalonde. Et je ne parle pas de Michel Colucci.

Alors, d'ici au 25 janvier — et après Vitry — les dirigeants du P.S., tous courants réunis, vont-ils enfin se mettre à l'écoute de leurs bases, de leurs militants ? Y percevoir l'écœurement quasi unanime à l'égard du personnage Marchais ? Traduire en discours courageux les convictions de nombreux militants qui ne voteront jamais pour un homme qui, depuis trois ans, appuyé par tout son appareil leur assène le « virage à droite » ? Même si, par un *nouveau changement de ligne*, le P.C.F. « revenait à l'union », selon la formule consacrée, il faut que les dirigeants du P.S. sachent que, pour beaucoup de militants, la coupe est pleine.

Quelle stratégie, donc, et quelles paroles pour des dirigeants d'un P.S. qui retrouverait sa fonction de relais des mouvements sociaux, à côté et en face d'un P.C. qui a opté pour la fonction « tribunicienne » et pour le néo-archaïsme d'un discours « classe contre classe » ?

1) *Dire clairement ce qui se passerait si Mitterrand était élu.* Rocard n'était pas favorable à une dissolution immédiate de l'Assemblée. Mitterrand l'est-il, avec tous les risques de retombées du mouvement né d'une éventuelle victoire, si l'on ne prend pas des mesures positives dans la foulée ? Le président choisit son premier ministre et nomme le gouvernement. L'électorat doit savoir clairement si des membres de l'actuel bureau politique du P.C.F. entreraient ou non dans ce gouvernement. Et ils doivent le savoir avant le premier tour, pour ne *pas être piégés par des négociations* style 13 mars 1978, et si Mitterrand ne veut pas trahir son électorat du premier tour, socialistes compris. On doit aussi, avant les élections, connaître le nom du premier ministre et, au minimum, des cas de figure de gouvernements possibles ;

2) *Le programme présenté devra être tel qu'il soit non seulement un programme pour gouverner, mais aussi un programme d'opposition*, de batailles à mener, face à un nouveau gouvernement, dont le P.S. ne serait pas membre, programmes d'objectifs à défendre, d'actions concrètes sur le plan économique et social, sur le plan de l'information, de l'école, sur celui des abus d'Etat : réduction des inégalités par le blocage des revenus supérieurs, démantèlement du projet « sécurité et liberté », soutien aux nouveaux entrepreneurs et à l'expérimentation sociale par des mesures de révision des charges et de la fiscalité, soutien aux associations *loi 1091 de la même façon*, défense des objecteurs de conscience, modalités de développement des énergies nouvelles, plan progressif pour un changement du modèle de consommation, lié à de nouvelles relations avec le tiers-monde, etc.

Qu'attendent du P.S. celles et ceux qui pourraient encore lui faire confiance ? Surtout pas le combat oratoire de la République contre la monarchie — discours des républicains, liés aux grandes affaires, des années (18)80, — qui permettrait d'évacuer, par le silence, les vrais problèmes et la réalité de (19)81.

François Mitterrand et ceux qui l'entourent entendront-ils les militantes et les militants, qui en ont assez des silences tactiques et des rhétoriques ballonnées ?

(1) Les contextes sont différents : Jacques Doriot s'oppose à la ligne du parti en 1934 et est exclu en 1936. Mais le style du chef qui s'impose par un verbe démagogique permet le rapprochement.

(2) *Le Monde* daté 28-29 décembre 1980.

(*) Maître-assistant à l'Université Paris-Nord. Membre du P.S.

Pour un tandem Mitterrand-Rocard

par JEAN ROUS (*)

LE vent a tourné. Giscard peut être battu. Pour cela il faut accroître le plus possible les chances du candidat du parti socialiste. Si l'on se souvient du face-à-face décisif de 1974, on sait que la victoire de Giscard a été obtenue avec l'appoint de la majorité des cadres qui ont cru à sa « crédibilité » économique. C'est dans ces nouvelles classes moyennes en plein *développement que la personnalité* de Michel Rocard est particulièrement appréciée, comme l'ont montré non seulement de nombreux sondages, mais la simple observation quotidienne. Par ailleurs, le nouveau socialisme doit savoir associer ces couches nouvelles et leur faire leur place dans la promotion du monde du travail. Dans ces conditions, à défaut de l'amitié et de l'unité morale socialistes à refaire entièrement sur la base d'un nouveau système de direction, le simple bon sens et l'intérêt bien compris devraient conseiller d'associer étroitement Michel Rocard à la campagne socialiste. Or il n'y a pas d'association plus étroite que le tandem. Je sais que le précédent est contesté et n'a pas réussi. Cependant l'idée d'associer Mendès France à Defferre était, en 1969, bonne en soi. La cause de l'échec est que la S.F.I.O. était à l'époque en pleine décadence.

Faisons le portrait-robot du candidat socialiste victorieux. Tout d'abord il est fidèle non à l'union d'appareils appelée union de la gauche, qui a été sabordée par le néo-stalinisme, mais à l'unité d'action conflictuelle de toutes les fractions du monde du travail et de la démocratie. Cette stratégie n'exclut pas l'accord au sommet qui est, certes, préférable quand il est possible, *mais elle suppose que, au lieu de* rechercher les combinaisons centristes, qui lui ont été si funestes sous la IVe République, le socialisme est présent dans toutes les luttes, sur le lieu de l'entreprise, du cadre de vie, des libertés, sans poser d'autres conditions de frapper ensemble sur le même adversaire, même si l'on marche séparément.

La vraie rigueur

Le candidat socialiste doit mon*trer que devant la crise, le socia*lisme est synonyme de rigueur, mais une rigueur exercée sur les monopoles qui régentent *les prix, sur* l'assainissement du réseau des intermédiaires et sur tous les privilégiés. La priorité au plein emploi est inséparable de cette rigueur.

Contrairement au professeur Touraine, qui estime le socialisme dépassé à cause des problèmes et phénomènes nouveaux, le candidat socialiste montrera que le socialisme en renouveau intègre ces phénomènes relativement nouveaux : nouvelles classes moyennes, écologie, émancipation des femmes, promotion des jeunes, association avec le tiers-monde pour un développement à la fois combiné et autocentré, nouvelles formes de croissance, etc.

Ce bref portrait-robot ne fait que confirmer l'utilité du tandem Mitterrand-Rocard et son efficacité, pas seulement électorale. Efficacité aussi pour la construction d'un parti socialiste à la mesure de son électorat qui doit être non ralliement à un *homme par des jeux d'appareil*, *mais synthèse vivante entre les cou*rants et les hommes selon la philosophie proclamée de l'autogestion. Dans le passé, en dépit de la mort sans phrase de la vieille S.F.I.O., on se souvient que des hommes comme Jaurès et Blum, souvent minoritaires dans leur propre parti, en étaient les leaders moraux et spirituels, parce qu'ils pratiquaient après la confrontation une politique de synthèse et d'équilibre.

Le propre du giscardisme est de tout ramener à un seul homme qui a le monopole des idées et qui est le souverain dispensateur du juste et du vrai, voire du beau. Ce système avait déjà les tares, qu'avait dénoncées François Mitterrand avec beaucoup de courage, du temps de de Gaulle, mais il s'agissait alors d'un homme exceptionnel et de circonstances exceptionnelles. Aujourd'hui le pouvoir personnel s'est aggravé de la médiocrité et des mœurs que l'on sait. A plus forte raison le socialisme doit-il donner l'exemple de l'unité et de l'amitié vivantes et créatrices. C'est la contagion de cet exemple qui entraînera la victoire.

(*) Militant du P.S., ancien membre du comité directeur.

Le Monde

étranger

PROCHE-ORIENT

Israël

APRÈS LA DÉMISSION DU MINISTRE DES FINANCES

La plupart des dirigeants de la majorité paraissent résignés au principe de la dissolution de l'Assemblée

De notre correspondant

Le gouvernement israélien a remis à nouveau, ce lundi 12 janvier, sa décision de provoquer des élections anticipées face au malaise politique dont la démission du ministre des finances, M. Horowitz, a confirmé dimanche la profondeur. A l'issue de la réunion du cabinet, M. Begin lui-même a indiqué qu'il était favorable à un scrutin anticipé, mais qu'aucune date n'avait encore été fixée.

Jérusalem. — Après des mois d'hésitations et d'espoirs de plus en plus vains, le gouvernement israélien a, le 11 janvier, sauté le pas qui le rapprochait immanquablement de sa fin en laissant le ministre des finances, M. Horowitz, mettre sa menace de démission à exécution (*le Monde* des 9 et 10 janvier). Implicitement, c'était cette fois reconnaître lui-même qu'il n'était plus en mesure de gouverner.

Le cabinet s'est réuni à nouveau en conseil extraordinaire, le lundi 12 janvier, pour décider plus précisément de son sort. Car il s'est, en fait, résolu dimanche à le fixer lui-même plutôt qu'à la subir. En tout état de cause, la différence entre les deux attitudes était désormais très faible. Il apparaissait, en effet, comme certain lundi matin que les élections normalement prévues pour le mois de novembre seraient avancées.

Alors que sa marge de manœuvre est maintenant extrêmement réduite, M. Begin attache beaucoup d'importance à cette décision. C'est pour lui affaire de « *dignité* ». Il voudrait éviter que son cabinet puisse être renversé par l'opposition à la Knesset. Autre détail auquel il donne une grande signification : pouvoir rester à la tête du gouvernement d'Israël jusqu'au 17 juin, date qui marquera le quatrième anniversaire de son accession au pouvoir. S'il tient jusque-là, il aurait ainsi, malgré l'avancement du scrutin de cinq mois, rempli la durée normale de son mandat, car les précédentes élections, en 1977, avaient elles-mêmes été anticipées.

M. Begin a redit dimanche au conseil des ministres qu'il continuait d'espérer maintenir la survie du gouvernement jusqu'en novembre, avec une infime majorité à la Knesset. Selon certains calculs, celle-ci serait encore de 6 à 8 voix après le départ de la coalition du ministre des finances et de ses deux colistiers du groupe Rafi. Mais il a convenu qu'il serait à la merci de la défection ou de l'abstention de quelques députés depuis longtemps en marge de la coalition. M. Begin a souligné qu'il ne voulait pas prendre un tel risque, bien qu'il lui en coûte. En novembre dernier, il s'en est fallu seulement de 3 voix pour qu'une motion de censure sur la politique économique soit adoptée. Or dimanche, le cabinet de M. Begin vient de perdre 3 voix, celles du Rafi.

Faute d'avoir reçu d'improbables assurances lui permettant de différer sa décision, M. Begin devait finalement recommander ce lundi à ses collègues d'approuver le principe des élections anticipées. Mais il ne voulait pas présenter la démission du cabinet, idée à laquelle il répugne car elle ressemblerait trop à ses yeux à une capitulation. Sur ce point, toutefois, certains ministres n'étaient pas d'accord. En effet, constitutionnellement, au cas où le gouvernement décide des élections anticipées sans pour autant « *aller chez le président* » (de l'Etat), euphémisme en Israël pour démission, le cabinet n'est pas à l'abri d'une motion de censure. Il ne peut bénéficier de cette immunité que s'il devient un gouvernement de transition après s'être démis officiellement de son mandat. Plusieurs ministres ont fait valoir à M. Begin que, tôt ou tard, il serait obligé d'en venir à cette dernière solution, car, désormais, il ne faisait pas de doute que l'opposition travailliste allait multiplier les attaques contre lui à la Knesset.

Le président du parti travailliste, M. Shimon Pérès, a paru leur donner raison en déclarant, dimanche soir, que « *le pays a besoin de prendre un nouveau départ, et ce, immédiatement...* ». M. Pérès avait déjà dit, la semaine dernière, qu'il s'apprêtait à soumettre au Parlement un texte destiné à réduire le délai minimum d'organisation des élections de manière qu'elles puissent avoir lieu deux mois après la dissolution de la Knesset, et non pas quatre comme cela est prévu actuellement. La plupart des dirigeants de la majorité paraissaient résignés à accepter le principe de la dissolution. Cependant, plusieurs personnalités du Likoud ont déclaré qu'il était encore possible de s'assurer les quelques voix de majorité nécessaires à la prolongation de l'activité du gouvernement, au moins pour éviter une démission.

Le ministre des finances, M. Horowitz, a donc quitté le gouvernement quinze mois après y avoir été appelé. En 1978, M. Horowitz avait une première fois démissionné parce qu'il désapprouvait les accords de Camp David. Dimanche, en sortant du conseil des ministres une heure avant ses collègues, il a expliqué aux très nombreux journalistes qui se pressaient à l'entrée de la salle de réunion du cabinet que le gouvernement avait, par un vote de onze voix contre deux, approuvé la revalorisation des salaires des enseignants à laquelle il était fermement opposé pour ne pas créer ainsi une nouvelle accélération de la spirale inflationniste. M. Horowitz a précisé que la décision prise par ses collègues serait « *catastrophique* » pour l'économie du pays, car la satisfaction des revendications des professeurs entraînerait des exigences similaires de la part des autres catégories professionnelles de la fonction publique. Après huit heures de réunion, il a confirmé qu'il recommanderait aux membres de son parti, le Rafi, de quitter le Likoud et la coalition.

M. Horowitz a, d'autre part, exprimé l'espoir de pouvoir un jour prochain rejoindre une nouvelle formation qui, selon ses vœux, pourrait être conduite par M. Moshe Dayan. Il a souligné qu'une telle initiative centriste pourrait empêcher le parti travailliste d'obtenir une majorité absolue lors du prochain scrutin, mais il n'a cependant pas indiqué s'il était opposé à l'idée d'une alliance avec l'actuelle opposition. Avant de quitter le conseil des ministres, M. Horowitz avait eu une dernière altercation avec le ministre de l'agriculture, M. Ariel Sharon.

La presse, dans son ensemble, continue de souhaiter la démission du gouvernement de M. Begin. Ce lundi matin, le *Haaretz*, dans un éditorial, déclarait que « *même si par miracle M. Begin pouvait encore disposer d'une voix de majorité à la Knesset, il devrait comprendre que son gouvernement n'avait plus la confiance du public et ne représentait plus rien* ». D'autre part, le *Jerusalem Post* faisait remarquer qu'« *il y a longtemps que le diagnostic concernant le cabinet Begin était rendu : il en était arrivé à la dernière extrémité* ».

FRANCIS CORNU.

Iran

LES TRACTATIONS FINANCIÈRES SUR LA LIBÉRATION DES OTAGES

Le gouvernement est prêt à l'arbitrage international proposé par les États-Unis

Diverses déclarations et mesures prises en Iran au cours des dernières quarante-huit heures incitent les observateurs à un prudent optimisme quant à un prochain règlement du conflit entre Téhéran et Washington. M. Ali Radjaï, premier ministre iranien, a en particulier évoqué, ce lundi 12 janvier à la radio, l'éventualité d'une prochaine libération des otages américains, tout en précisant que l'Iran garderait, même dans cette hypothèse, « *sa position contre l'impérialisme américain* ».

Le Parlement iranien s'est réuni à huis clos ce lundi 12 janvier, sur l'initiative du gouvernement, pour examiner deux textes destinés à favoriser un compromis. Le premier a trait à la nationalisation des biens à l'étranger de la famille impériale. Le second projet de loi, s'il devait être adopté, autoriserait le gouvernement de M. Radjaï à accepter la proposition américaine de soumettre à un arbitrage international « les problèmes financiers » qui subsistent. On pense que le document se réfère aux créances iraniennes envers les firmes privées. Mais M. Hachemi Rafsandjani, président du Parlement, a indiqué lundi que la libération des otages pourrait avoir lieu avant que le résultat de cet arbitrage soit connu.

L'un des principaux obstacles à un compromis a été levé dimanche par M. Ahmed Azizi, le porte-parole du gouvernement. Celui-ci a en effet déclaré : « *L'Iran a accepté la proposition algérienne de substituer à notre demande d'un dépôt bancaire* (de 23,4 milliards de dollars) *des garanties internationales.* » Il a ajouté que les négociations se déroulaient « *relativement bien* », qu'une solution était possible et qu'une réponse aux nouvelles propositions américaines serait transmise à Washington avant le jeudi 15 janvier.

Tandis que Radio-Téhéran adoptait, aussi, un ton conciliant concernant le contentieux irano-américain, les polémiques se poursuivaient au sujet de la conduite de la guerre contre l'Irak. Bagdad a indiqué ce week-end que ses forces avaient repoussé une importante offensive iranienne contre la ville, assiégée, de Susangerd. En revanche, l'état-major général à Téhéran annonçait que l'armée s'était emparée de plusieurs postes frontaliers dans la province d'Ilam, à l'ouest, et qu'elle avait, pour la première fois depuis le début de la guerre, pénétré en territoire irakien. Aucune source indépendante, toutefois, n'était en mesure de vérifier les bulletins de victoire des deux parties.

En tout cas, les opérations de l'armée iranienne ne paraissent pas satisfaire les dirigeants du parti républicain islamique, qui reprochent au président Bani Sadr d'avoir trop tardé à déclencher l'offensive, jugée elle aussi trop « lente ».

Selon l'hebdomadaire de Hambourg *Der Spiegel*, M. Bani Sadr aurait demandé à l'imam Khomeiny de destituer le gouvernement de M. Radjaï. L'hebdomadaire ouest-allemand reproduit le texte d'une lettre, datée du 31 octobre, adressée au « guide de la révolution » et dans laquelle le président de la République soutenait que « *l'existence du gouvernement actuel est un mal pire que la guerre* ».

Le président iranien expose dans sa lettre la détérioration de la situation économique du pays : « *Je vous en ai parlé je ne sais combien de fois* », et il accuse le gouvernement Radjaï de dépenser les dernières réserves de la Banque centrale iranienne.

« *Je vous ai aussi dit à plusieurs reprises que le rôle de la radio et de la télévision se résume actuellement à ameuter la population* », poursuit M. Bani Sadr.

Le président iranien insiste longuement sur l'état de l'armée : « *Les forces armées doivent être placées sous un commandement unique auquel elles obéissent.* » « *Mais*, ajoute-t-il, *on ne peut le faire sans renvoyer ceux qui se rendent coupables de milliers d'actes de corruption et se présentent ensuite devant vous comme des croyants* »

Par ailleurs, le général Nadir Batmanghilitch, l'un des auteurs du coup d'Etat qui renversa Mossadegh en 1953, a été condamné à la prison à perpétuité par le tribunal islamique de Téhéran. La presse rapporte l'ouverture du procès, pour espionnage, de M. Hamid Djarayedi, ancien haut fonctionnaire sous le gouvernement de M. Bazargan. Il est accusé d'avoir été en contact permanent avec un agent de la C.I.A. à Téhéran depuis 1976 et d'avoir reçu de 500 à 1 000 dollars par mois des services de renseignements américains.

WASHINGTON OFFRIRAIT DE RESTITUER A TÉHÉRAN 9,5 MILLIARDS DE DOLLARS

New York (*A.F.P.*). — Les Etats-Unis ont proposé à Téhéran de verser en deux fois près de 70 % des avoirs iraniens gelés, au moment même et peu après la libération des cinquante-deux otages détenus depuis plus de quatorze mois, a indiqué le dimanche 11 janvier le *New York Times*.

Selon le quotidien, Washington, qui a évalué à 9,5 milliards le montant total des avoirs iraniens détenus aux Etats-Unis ou par des organismes américains à l'étranger, remettrait à l'Iran, par l'intermédiaire de l'Algérie, 5,5 milliards dès que les otages auraient été remis aux autorités algériennes. En outre, 1,5 milliard, en possession de banques américaines à l'étranger, serait débloqué dans les jours suivants et remis à Téhéran.

Le solde, 2,5 milliards, constitué de fonds en litige entre l'Iran et des entreprises ou particuliers américains, pourrait, selon le *New York Times*, être débloqué par Washington si Téhéran accepte que les différends soient réglés par une instance internationale au lieu de tribunaux américains.

En ce qui concerne la fortune du chah aux Etats-Unis, le quotidien affirme que le gouvernement Carter l'estime seulement à « *quelques millions de dollars* ».

[Le gouvernement de Téhéran avait évalué à 10 milliards de dollars la fortune du chah et à 13,4 milliards de dollars l'ensemble des avoirs iraniens bloqués aux Etats-Unis.]

Le Monde *publiera demain*

- **IDÉES** : Contestation à la C.G.T.
- **SCIENCES ET MÉDECINE** : Un dossier sur l'A.D.N. ; La recherche bio-médicale.
- **RÉGIONS** : Retour en Poitou-Charentes.

AMÉRIQUES

Bolivie

Des commandos paramilitaires multiplient les arrestations arbitraires

De notre envoyé spécial

La Paz. — Une nouvelle vague d'arrestations a précédé le train de mesures d'austérité mises en application, le samedi 10 janvier, par le gouvernement bolivien. Le 25 novembre, les autorités avaient fait savoir qu'il n'y avait plus de détenus politiques dans le pays et que la Croix-Rouge internationale avait rappelé ses délégués. Divers témoignages recueillis sur place confirment que les prisons sont à nouveau pleines. De source ecclésiastique, on évalue à au moins trois cent cinquante le nombre actuel de prisonniers politiques.

Les arrestations ont repris à la veille de Noël et n'ont pas cessé depuis. Elles se font généralement à la faveur du couvre-feu, toujours en vigueur entre 22 heures et 6 heures. Ce qui permet aux forces de répression d'agir sans témoins. Dans la plupart des cas, ce sont des civils armés, membres des groupes paramilitaires à la solde du ministère de l'intérieur, qui accomplissent ces basses besognes. Pour la seule ville de La Paz, le ministre de l'intérieur, le colonel Luis Arce Gomez, surnommé l'« *Idi Amin de l'Altiplano* » et connu pour ses liens avec les trafiquants de cocaïne, a recruté quelque mille sept cents hommes de main, encadrés par des mercenaires argentins.

Il suffit d'être soupçonné d'appartenir à un parti politique ou à un syndicat clandestin, de distribuer ou même de ramasser un tract dans la rue, pour être embarqué dans l'une de ces camionnettes brunes qui parcourent la ville et servent de « panier à salade ». Les personnes appréhendées sont ensuite conduites au ministère de l'intérieur, dans des casernes ou dans des maisons privées transformées en prisons et en chambres de torture.

A deux pas du palais présidentiel, un immeuble vétuste aux fenêtres condamnées tient lieu de geôle au service spécial de sécurité (SES). Une soixantaine de détenus, dont une quinzaine de femmes, s'y entassent en attendant d'être envoyés en exil ou dans d'autres lieux de confinement éloignés.

Jusqu'au 31 décembre, le Comité intergouvernemental des migrations (CIM) avait réussi à faire sortir de Bolivie quelque cinq cents réfugiés, dont cent vingt-sept détenus et deux cent dix-neuf personnes qui avaient cherché asile dans des ambassades. Certains sont sortis le bras cassé, les côtes fêlées et des dents brisées des mains de la police.

Dans d'autres lieux de détention, au ministère de l'intérieur ou à la caserne du centre militaire d'entraînement d'Irpavi par exemple, les prisonniers n'ont droit à aucune visite et sont systématiquement soumis à la torture. Plusieurs camps de concentration ont été dénombrés : l'Estancia El Dorado, San-Joaquin, Puerto-Cavinas et Madidi dans le département du Beni, Cobija et Puerto-Rico dans celui du Pando.

De nombreuses arrestations ont également été opérées ces jours derniers à Cochabamba, Oruro, Potosi, Sucre et Santa-Cruz. A La Paz, les patrouilles militaires ont été multipliées pendant la nuit et des renforts ont été dépêchés sur place pour prévenir toute manifestation de mécontentement à l'annonce du plan de réorganisation économique du gouvernement. Des troupes ont aussi été envoyées dans les mines, déjà occupées par l'armée et déclarées « zones militaires ». Ce n'est sans doute pas un hasard si l'on a enregistré une baisse sensible de la production d'étain, principal produit d'exportation, depuis le coup d'Etat du 17 juillet.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

LA GUERRE CIVILE AU SALVADOR

(Suite de la première page.)

Deux mille guérilleros en armes seraient, selon certaines informations non confirmées, descendus de la région de San-Vicente, dans l'est du pays, d'où l'armée malgré des attaques répétées ces dernières semaines n'avait pu les déloger. Les insurgés auraient d'autre part coupé le pont par lequel passent l'essentiel des communications routières entre le centre et l'est du pays.

Dimanche, la plupart des grandes villes avaient retrouvé leur calme, au moins en partie, et le président de la junte, M. Napoléon Duarte, a pu dans une conférence de presse affirmer que l'armée « *contrôlait la situation* ». Il annonçait en même temps la mise en vigueur du couvre-feu de 7 heures du soir à 5 heures du matin dans tout le pays.

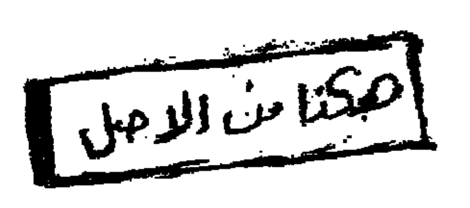
Selon le colonel Abdul Gutierrez, vice-président et commandant en chef des forces armées, le colonel commandant la caserne de Santa-Ana a été tué, trois officiers et quatre soldats ont été blessés. « *J'imagine*, a-t-il ajouté, *que les pertes des subversifs sont importantes.* » Aucun bilan précis des victimes dans l'ensemble du pays n'a pu être dressé pour les journées de samedi et dimanche.

Les stations de radio passent toutes le même programme composé de déclarations officielles entrecoupées de musique disco. Le colonel Garcia, ministre de la défense, s'est efforcé dans un message, répété toutes les heures, de faire vibrer la fibre sentimentale des Salvadoriens. Il s'est élevé contre « *le geste inqualifiable de ses ex-compagnons d'armes* » de Santa-Ana, « *traîtres non seulement à l'institution militaire mais à la patrie* ». Dans une interview accordée samedi à une agence de presse salvadorienne, le ministre avait déclaré : « *Je ne suis ni de droite ni de gauche, mais militaire. Je suis catholique et je respecte beaucoup la personne humaine. Si on me demandait de tuer quelqu'un, je quitterais l'armée et je renoncerais à tout, absolument à tout.* » Le colonel Garcia est généralement considéré comme l'homme fort de la junte.

Le calme provisoire revenu dimanche a permis à M. Napoléon Duarte de déclarer que l'offensive révolutionnaire était un « *échec total* » et d'appeler les Salvadoriens à se rendre au travail ce lundi. Il a promis que 1981 serait « *l'année de la pacification* ». Il semble pourtant que les combats se poursuivent dans les départements de Santa-Ana et de Chalatenango. Selon certaines informations, les révolutionnaires étendraient leur contrôle dans certaines zones rurales.

FRANCIS PISANI.

● *Quelque mille cinq cents personnes ont manifesté dimanche, à Washington*, contre la politique américaine au Salvador, à l'occasion d'un service funèbre à la mémoire des quatre Américaines tuées en décembre dans ce pays. Plusieurs orateurs, dont le frère de l'une des trois religieuses assassinées, ont accusé le gouvernement américain d'avoir une responsabilité importante dans les événements qui déchirent le Salvador, en soutenant la junte actuellement au pouvoir. — (*A.F.P.*)



AMÉRIQUES

Etats-Unis

M. Haig estime qu'il « existe une convergence de vues » entre Washington et Pékin

La poursuite du processus de normalisation des relations sino-américaines est dans l'intérêt des Etats-Unis, a déclaré samedi 10 janvier à Washington le général Alexander Haig, secrétaire d'Etat désigné. Mais, a ajouté M. Haig, « *il faut éviter que ce processus n'ait pour effet d'irriter l'ours* (soviétique), *car cela compliquerait les relations Est-Ouest* ». Au cours de sa seconde déposition devant la commission des affaires du Sénat chargée de la confirmation de sa nomination, M. Haig s'est refusé à indiquer s'il était favorable à la vente d'armes américaines à la Chine. Il a toutefois ajouté qu'il était « *important de comprendre qu'il existe entre les Etats-Unis et la Chine une convergence de vues sur le plan stratégique et que nous avons des relations stratégiques avec Pékin* ».

La Chine populaire, a déclaré M. Haig en réponse à une question sur les liens entre les Etats-Unis et Taiwan, « *ne peut pas actuellement être considérée comme une menace pour Taiwan* ». Les Etats-Unis « *doivent respecter leurs engagements vis-à-vis du peuple de Taiwan* », mais « *ne devraient pas s'opposer à la réunification des deux Chines si cette réunification est dans le sens de l'histoire* », a ajouté le secrétaire d'Etat désigné. M. Haig fera donc part à M. Reagan, dans le cadre de discussions sur la future attitude de Washington envers Taipeh, de son opinion sur « *l'importance du maintien de nos relations stratégiques avec la Chine populaire* ».

M. Reagan s'était prononcé à l'automne 1980, alors que la campagne électorale battait son plein, en faveur du rétablissement de relations « d'Etat à Etat » entre Washington et Taiwan, au moment même où le candidat républicain à la vice-présidence, M. George Bush, déclarait à Pékin qu'il était opposé au rétablissement de ces relations. Pékin avait vivement réagi aux propos de M. Reagan et avait souligné que tout rétablissement des relations officielles entre Taiwan et les Etats-Unis porterait un grave coup aux relations sino-américaines.

M. Haig a donc choisi entre les deux camps qui se partagent le petit monde des conseillers de M. Reagan intéressés par la question chinoise. Il s'est rallié aux « réalistes », apparemment majoritaires, contre la vieille garde du « lobby pro-Taiwan ».

Cette prise de position est à rapprocher de la déclaration faite dimanche à Pékin à un hôte japonais par le premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang, selon laquelle la Chine souhaite continuer à développer ses relations avec les Etats-Unis, mais jugera M. Reagan sur la politique qu'il suivra après son entrée en fonctions et non sur ses propos pendant la campagne électorale. L'agence Chine nouvelle a publié, sans aucun commentaire, la partie de la déposition de M. Haig consacrée aux relations sino-américaines. En revanche, l'agence chinoise avait indiqué samedi qu'il était « *erroné de penser que la Chine avait beaucoup de choses à demander aux Etats-Unis et qu'en conséquence elle se soumettrait au diktat* » de Washington. Chine nouvelle répondait ainsi à un récent article d'un conseiller de M. Reagan, M. Ray Cline, qui garde une vieille nostalgie pour Taiwan.

M. Haig a d'autre part déclaré samedi que les Etats-Unis ne devraient pas rétablir leurs relations diplomatiques avec Cuba tant que le gouvernement de M. Fidel Castro « *organise des activités terroristes* » sur le continent américain.

● *M. Carlucci, secrétaire adjoint à la défense.* — M. Frank Carlucci, actuellement directeur adjoint de la C.I.A., a été nommé ce samedi 10 janvier secrétaire adjoint à la défense dans la future administration. Cette nomination doit être, comme les autres, confirmée par le Sénat. — *(Reuter.)*

DEVANT L'INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES

M. Brzezinski invite les sept principales démocraties industrielles à tenir des « sommets stratégiques »

M. Zbignew Brzezinski, conseiller du président Carter pour les affaires internationales, achève ce lundi 12 janvier un séjour de quarante-huit heures à Paris, son dernier voyage à l'étranger avant son départ de la Maison Blanche dans une semaine.

M. Zbignew Brzezinski a fait devant l'Institut français des relations internationales (IFRI) un long exposé sur le thème « la puissance de l'Occident et la sécurité dans le monde », appelant notamment à la tenue de « *sommets stratégiques* » dans le cadre des rencontres qui réunissent périodiquement les dirigeants des sept principales démocraties du monde industriel (Etats-Unis, Canada, Japon, France, Grande-Bretagne, Allemagne fédérale et Italie).

M. Brzezinski a consacré une grande partie de sa conférence à l'U.R.S.S., dont le régime « *entre actuellement dans une phase de difficultés internes prolongées* », marquées par « *un contraste spectaculaire entre l'homme de la rue et une élite de privilégiés de plus en plus impopulaires* ». Toutefois, en même temps que « *le système soviétique devient de plus en plus stagnant et fragile, sa puissance militaire s'accroît de façon alarmante* ».

L'Occident doit donc « *être prêt à tenir en lisière cette agressivité* » et en même temps déployer « *un effort tout aussi résolu pour amener les Soviétiques à la coopération* ». Le conseiller de M. Carter a poursuivi : « *Nous efforcer d'obtenir un relâchement des tensions ou un contrôle des armements ne sert à rien si, dans le même temps, nous ne prenons pas les mesures appropriées pour assurer notre propre puissance. Un tel déséquilibre déboucherait en fait sur une auto-neutralisation de l'Europe occidentale, objectif suprême des Soviétiques depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Nous ne pouvons non plus nous contenter de constater que nos relations avec l'Est sont fondées sur l'hostilité, car nous renoncerions, ce faisant, à toute discrimination entre les mouvements étonnamment divers qui se font jour là-bas. Une telle attitude ne ferait que raviver les tensions entre l'Est et l'Ouest, rétrécir dangereusement l'intervalle qui sépare la guerre chaude de la guerre froide et compromettre les espoirs que nous plaçons dans une évolution de l'Est européen vers le pluralisme.* »

Après avoir rappelé la « doctrine Carter » par laquelle le président sortant a promis, en janvier 1980, de « *repousser par tous les moyens nécessaires, y compris l'emploi de la force armée* », toute tentative d'une force extérieure de s'assurer la maîtrise du golfe Persique, M. Brzezinski a répondu aux critiques selon lesquelles l'Amérique « *n'aurait ni les moyens ni la volonté de tenir parole* » : « *Les nations démocratiques ne se plaisent pas à accroître leur puissance militaire dans le seul but de pouvoir accumuler des engagements. Elles commencent par promettre d'assurer certaines obligations, comme par exemple la défense du Golfe, puis elles réunissent les ressources nécessaires pour tenir les engagements pris. C'est selon ce schéma que s'est effectué le retour des forces américaines en Europe en 1948 et 1949, à la suite de la promesse que nous avions faite de protéger Berlin.* »

M. Brzezinski a poursuivi : « *Les initiatives des Etats-Unis pour mettre en place un dispositif de sécurité à l'échelle régionale sont cependant restées unilatérale. Or une action multilatérale s'impose, à laquelle participeraient non seulement les Etats intéressés au premier chef, mais aussi nos alliés d'Europe et d'Asie, qui sont, encore plus que nous, tributaires du pétrole du golfe Persique. Il n'est pas nécessaire que cet engagement soit purement militaire ou strictement localisé.* »

L'action « *concrète* » demandée peut être d'ordre diplomatique, surtout à propos du conflit arabe, où « *nos alliés peuvent nous être d'un grand secours dans la pratique, notamment en insistant auprès des parties intéressées pour qu'elles s'emploient plus activement à résoudre le problème palestinien* ». Sans critiquer l'initiative de la Communauté européenne sur le Proche-Orient, il a fait valoir « *la nécessité de sauvegarder les négociations en cours au sujet de l'autonomie, les seules, pour le moment à rallier l'adhésion des Egyptiens et des Israéliens* ». Dans le domaine militaire, « *une coopération plus étroite s'impose dans la région du Golfe* », et l'orateur a « *félicité la France d'avoir pris conscience de ce problème et d'avoir agi en conséquence* ».

Après avoir évoqué l'attitude de certains législateurs américains qui « *se demandent non sans raison si les pays européens font preuve de réalisme en entretenant l'idée d'une détente sélective, en cherchant à s'isoler sur une île où leur commerce échapperait aux problèmes de l'heure* », M. Brzezinski a poursuivi : « *La solution consisterait peut-être à accroître délibérément le programme des consultations, dont les problèmes stratégiques font régulièrement l'objet entre les Etats-Unis et leurs principaux alliés, y compris le Japon. Nous devrions envisager sérieusement la possibilité d'élargir le cadre de nos réunions économiques annuelles au sommet, pour y ajouter une conférence qui traiterait des problèmes stratégiques et nous permettrait d'étudier, au plus haut niveau, les conséquences de l'expansion de la puissance soviétique ainsi que les mesures qui, en matière de sécurité mutuelle, s'imposent pour y remédier. Un sommet stratégique permettrait de faire admettre officiellement que les problèmes qui se posent en Asie, en Europe et au Moyen-Orient sont indissociables, tout comme le sont les questions afférentes à l'économie, à la politique et à la sécurité.* »

ASIE

Chine

FACE AUX DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES

Le gouvernement paraît revenir à des méthodes plus strictes de planification centralisée

Le nom de M. Hua Guofeng est de nouveau mentionné dans la presse

De notre correspondant

Pékin. — Le temps mort se prolonge dans la crise politique chinoise. Quinze jours après la dernière audience du procès des *« deux cliques contre-révolutionnaires de Lin Biao et Jiang Qing »*, le tribunal spécial de Pékin tarde encore à rendre son verdict. Rien de précis ne se dessine non plus dans la restructuration des organes dirigeants du régime, et la situation à cet égard tendrait même à se compliquer. Pour la première fois depuis des semaines, *le Quotidien du peuple* a, en effet, mentionné dimanche 11 janvier le nom de M. Hua Guofeng au premier rang des dirigeants chinois auxquels le premier ministre nord-coréen, arrivé la veille en visite officielle, adressait ses salutations. On y verra au moins le signe qu'à cette date le président du parti communiste n'avait pas encore été totalement éliminé du pouvoir.

La lutte contre l'inflation

Tout aussi étrange était le 9 janvier une dépêche de l'agence Chine Nouvelle démentant que le maréchal Ye Jianying ait été relevé de son titre de président du comité permanent de l'Assemblée nationale populaire et précisant qu'il se trouvait à Canton *« où il a l'habitude de passer l'hiver »*. Cherche-t-on à rassurer ceux qu'intrigue la réserve actuelle du vieux maréchal face aux changements de personnes que s'efforce d'imposer M. Deng Xiaoping ?

Pour la plupart des observateurs, ces indications confirment que l'opération entreprise sous l'impulsion du dynamique vice-président chinois se heurte à des résistances non négligeables, qui peuvent rendre nécessaires des compromis au moins tactiques.

Les nouvelles orientations économiques, définies lors de la conférence de travail réunie par le comité central et qui s'est achevée fin décembre, commencent, en revanche, à apparaître clairement. Le premier ministre, M. Zhao Ziyang, a confirmé dimanche à une délégation de sénateurs japonais — pour la première fois devant des visiteurs étrangers — qu'une priorité presque absolue devait être donnée à la lutte contre l'inflation. Le taux annuel de ce phénomène n'est pas officiellement révélé, mais on sait qu'il est estimé officieusement entre 15 et 20 %. Désormais, écrit *le Quotidien du peuple* du 10 janvier, *« la stabilité des prix constitue un maillon essentiel de la politique de réajustement »* de l'économie. Ce qui ne signifie pas, précise le journal, que l'on peut envisager un *« abaissement »* des prix, d'une part, parce que cela supposerait des subventions aux producteurs qui aggraveraient encore le déficit budgétaire, d'autre part, parce qu'un objectif essentiel, à l'heure actuelle, est d'*« éponger la monnaie excédentaire en circulation »*.

Quelques jours plus tôt, les organismes bancaires avaient reçu des directives de restriction de crédit dont le but était également de réduire, parallèlement au papier monnaie, les autres formes de moyens de paiement disponibles. On reconnaît là les éléments principaux d'une politique monétaire, inédite non seulement en Chine mais dans la plupart des pays socialistes et directement empruntée aux économies capitalistes elles aussi en proie à l'inflation.

Les économistes chinois, qui avaient été les initiateurs des réformes les plus audacieuses envisagées ou inaugurées à la période précédente, opèrent leur tournant avec plus ou moins de bonheur et de conviction. Le principal d'entre eux, M. Xue Muqiao — qui affirmait encore au mois d'octobre que le contrôle des prix par l'État devait être allégé sinon supprimé au profit d'un libre-jeu de la « loi de la valeur » — demande maintenant dans le dernier numéro du *Drapeau rouge* la mise en vigueur d'une politique des prix, du crédit et des impôts ainsi qu'un strict contrôle de la monnaie. Le même auteur, qui avait suggéré que *« l'accroissement du revenu national soit principalement consacré dans les prochaines années à l'amélioration du niveau de vie »*, admet aujourd'hui qu'une aide trop forte à la consommation a été en partie à l'origine du fort déficit budgétaire enregistré en 1979 et qui doit subsister, réduit, espère-t-on, en 1980.

Les conséquences pour l'emploi

On pourrait multiplier ces exemples de « rectifications », mais M. Xue Muqiao souligne, ce qui est plus grave, l'état actuel de « dérèglement » de l'économie nationale. En d'autres termes, la situation échappe au contrôle des dirigeants ou, du moins, les mécanismes n'ont pas joué de la manière qu'ils avaient prévue ou espérée. Les chiffres publiés ces derniers jours sur les résultats obtenus en 1980 confirment cette impression. Le secteur où la situation est le plus sombre est celui, pourtant vital, de l'énergie, ni la production de pétrole, ni celle de charbon, ni celle d'électricité n'ayant atteint les objectifs fixés par le Plan. En revanche, les efforts pour réduire les appétits de l'industrie lourde ont obtenu des résultats décevants : la production d'acier a dépassé 37 millions de tonnes au lieu des 33 millions prévues. Le seul secteur où les résultats soient réellement encourageants est celui où le contrôle de l'autorité centrale s'exerce le plus efficacement, c'est-à-dire le commerce extérieur, dont le déficit se réduit à 800 millions de yuans (au lieu de 3 milliards 100 millions en 1979) malgré une croissance de plus de 20 % du volume global des échanges (1).

Ces derniers chiffres — qui ont exigé l'abandon de projets d'importance majeure afin de réduire les importations — ne suffisent pas à justifier un quelconque optimisme. La presse elle-même révèle que des points de vue très différents se sont exprimés en décembre lors de la conférence de travail convoquée par le comité central. Une partie des assistants ont, en effet, demandé, d'une part, un retour à un monopole plus exclusif de l'État sur la vente et la circulation des marchandises; d'autre part, la recherche d'une amélioration du niveau de vie par un taux de croissance soutenu de l'économie en général, c'est-à-dire par le rétablissement d'une priorité à l'accumulation par rapport à la consommation.

Comme d'habitude, on s'en est tiré par un compromis. « *Le réajustement doit prendre aujourd'hui la priorité, la mise en place des réformes sera ralentie* », écrit M. Xue Muqiao. Pratiquement, cela signifie que l'on en revient à des méthodes strictes de planification centralisée, mais que celles-ci sont censées préparer la voie, par un assainissement de l'économie, à l'instauration d'un système dans lequel les relations « marchandes » joueraient un rôle croissant.

Entre-temps, l'intermède de lutte contre l'inflation doit, théoriquement, permettre au pouvoir central de reprendre le contrôle de mécanismes qui, pour une part au moins, lui ont échappé. Force est de constater qu'il n'est fait allusion nulle part aux effets annexes et négatifs que les mêmes politiques ont entraînés dans les pays où elles ont été appliquées. Si la notion de « stagflation » ne s'applique probablement pas à un pays en voie de développement comme la Chine, il paraît en revanche légitime de s'inquiéter des conséquences que peuvent entraîner de vigoureuses mesures déflationnistes dans un milieu social où le chômage, total ou partiel, affecte déjà des millions d'individus.

ALAIN JACOB.

(1) 1 yuan vaut 2,90 F. F.

Afghanistan

Kaboul serait disposé à faire des concessions en vue de l'ouverture de pourparlers avec le Pakistan et l'Iran

Le gouvernement Karmal est prêt à faire des *« concessions »* si s'ouvrent des pourparlers avec l'Iran et le Pakistan en vue de tenter de trouver une solution au problème afghan. C'est du moins l'impression qu'a rapportée M. R.-D. Sathe, secrétaire général du ministre indien des affaires étrangères, à l'issue d'entretiens, à Kaboul, avec les hauts dirigeants afghans. Le diplomate a déclaré, à son retour à New-Delhi, qu'un *« terrain commun »* commençait à être trouvé pour ces pourparlers. Selon les Indiens, jamais les chances d'un règlement politique n'ont été aussi grandes, le gouvernement afghan ayant *« l'intention de commencer les conversations tripartites au plus vite, sans s'arrêter à des formalités comme sa reconnaissance préalable »*. En revanche, l'Afghanistan demeure très réservé sur le rôle que pourrait jouer l'ONU pendant les pourparlers.

La plupart des groupes de résistants installés à Peshawar, au Pakistan, ne sont pas, en ce qui les concerne, opposés à ces pourparlers auxquels ils ne participeraient pas, indique *The Guardian* du 12 janvier. Mais ils ne pensent pas que de telles conversations aient de grandes chances d'aboutir à un règlement.

A Kaboul, trois parlementaires travaillistes britanniques — M. Ron Brown, Alan Roberts et Robert Lithurlane — ont achevé, le 11 janvier, une visite de six jours en Afghanistan où ils ont été reçus par le président Karmal et un groupe d'industriels afghans. M. Brown a déclaré, selon radio-Kaboul, que les informations rapportées en Occident sur la situation en Afghanistan étaient *« fausses »*. La visite des parlementaires britanniques a été dénoncée par des affiches collées clandestinement la nuit sur des murs de Kaboul après leur arrivée. — *(A.F.P., A.P.)*

Corée du Sud

LE PRÉSIDENT CHON ANNONCE LA LEVÉE DE LA LOI MARTIALE ET INVITE M. KIM IL-SUNG A SÉOUL

Séoul *(A.F.P., Reuter)*. — Le général Chon, chef de l'État sud-coréen, a invité son homologue nord-coréen, M. Kim Il-sung, à se rendre à Séoul afin d'y discuter de la réunification du pays. Le général Chon, qui a évoqué cette invitation au cours d'une allocution télévisée, lundi 12 janvier, a ajouté que le voyage de M. Kim Il-sung pouvait avoir lieu *« sans aucun préalable »* et qu'il était lui-même *« prêt à se rendre à n'importe quel moment en Corée du Nord s'il y était invité dans les mêmes conditions »*.

Au cours de la même allocution, le général Chon a annoncé la levée prochaine de la loi martiale, pour l'élection, en février, du collège électoral qui désignera le futur président de la République. Le général Chon a aussi déclaré qu'il serait souhaitable que les élections législatives, prévues pour avril ou mai, soient *« avancées d'un mois ou deux »*.

Premier pas vers la levée de la loi martiale, les rassemblements politiques sont de nouveau autorisés par les autorités militaires à compter du lundi 12 janvier 1981.

AFRIQUE

République Sud-Africaine

Près d'un millier de personnes ont été détenues en 1980 en vertu des lois sur la sécurité

De notre correspondant

Johannesburg. — « *Au moins neuf cent soixante-cinq personnes ont été détenues en 1980, en vertu de diverses lois sur la sécurité.* » Telle est l'information fournie, vendredi 9 janvier, par l'Institut sud-africain des relations raciales, organisme qui survit grâce à des dons de personnes privées, d'Églises et de milieux d'affaires.

Sur ce petit millier de « *terroristes* » en puissance, trente-six ont été condamnés à un total de deux cent vingt-sept années de prison et quatorze ont été frappés de mesures de « *bannissement* » (stricte assignation à résidence).

Dix journalistes ont été détenus au titre de ces lois en 1980, ainsi que vingt et un syndicalistes, trente-neuf travailleurs sociaux, soixante-sept leaders politiques, trente-deux professeurs, cent dix-sept étudiants et trois cent quarante et un lycéens. La plupart des personnes appartenant à ces trois dernières catégories ont été arrêtées et détenues lors du boycottage quasi général des cours lancé en mai par les lycéens, et qui n'a pas encore tout à fait pris fin, plusieurs écoles ayant été fermées par les autorités dans l'est de la province du Cap. Ces actes de désobéissance civile, et les émeutes qui les ont accompagnés, ont coûté la vie à une soixantaine de personnes. Dernière précision fournie par l'Institut : seize des personnes détenues en 1980 avaient entre quinze et vingt ans.

Ces statistiques, puisées généralement aux meilleures sources, peuvent être rapprochées d'indications, non démenties, fournies début décembre à Johannesburg par M[e] Georges Bizo, avocat sud-africain, connu pour ses campagnes en faveur des droits civiques. Selon lui, « *neuf mille neuf cent cinquante-huit personnes ont été condamnées depuis 1960 au seul titre d'un des textes de l'arsenal des lois sur la sécurité, et vingt-deux organisations diverses (politiques, syndicales, estudiantines) ont été déclarées illégales. Six personnes ont été pendues pour* « actes de terrorisme » *politique et trente-huit ont été condamnées à la réclusion à perpétuité* ». M[e] Biso a ajouté que ces « *statistiques ne comprennent pas les centaines de militants tués au cours d'affrontement avec la police et la quarantaine de décès en prison survenus depuis l'introduction d'une loi autorisant la détention sans procès. Elles n'incluent pas non plus les dix-sept mille non-Blancs emprisonnés un jour ou l'autre pour contravention à la loi sur les* « passes » (permis de circuler).

PATRICE CLAUDE.

A TRAVERS LE MONDE

Égypte

● UN FONCTIONNAIRE DE LA REPRESENTATION COMMERCIALE SOVIETIQUE au Caire a été arrêté pour « *espionnage* », a indiqué dimanche 11 janvier l'Agence d'information du Moyen-Orient (MENA), qui ne donne pas l'identité du fonctionnaire soviétique ni la date de son arrestation. Selon l'agence officielle égyptienne, des « *directives ont été données pour l'expulsion du fonctionnaire soviétique d'Égypte* ». Le diplomate soviétique était entré en contact avec un fonctionnaire égyptien pour obtenir des informations, a ajouté l'agence MENA sans donner de précisions sur la nature de ces informations. — *(A.F.P.)*

Irlande du Nord

● UN GROUPE DE CINQUANTE DETENUS des « blocs H » de la prison de Long-Kesh (Irlande du Nord), qui doivent être transférés dans de nouvelles cellules, ont décidé le dimanche 11 janvier de cesser la « grève de l'hygiène » qu'ils observaient depuis deux ans. Quatre-vingts autres prisonniers avaient été déjà abandonné ce mouvement il y a quelques semaines. Les détenus entendent ainsi favoriser la mise en œuvre par les autorités britanniques des réformes des conditions de détention qui leur ont été promises en décembre. — *(U.P.I.)*

Islande

● PAS DE CRISE GOUVERNEMENTALE EN RAISON DU CAS GERVASONI. — Les autorités islandaises demanderont au Danemark de ne pas renvoyer en France M. Patrick Gervasoni, l'insoumis français expulsé d'Islande à la fin de décembre. Cette assurance, donnée par le premier ministre à Mme Gudrun Helgadottir, député de l'alliance du peuple dont la voix est nécessaire au gouvernement pour avoir la majorité au Parlement, a suffi pour qu'elle accorde de nouveau à la coalition gouvernementale l'appui qu'elle lui avait retiré en raison de l'expulsion de M. Gervasoni. — *(A.F.P.)*

Kenya

● LES RESPONSABLES MAROCAINS DE LA SECURITE ont démenti à Rabat que l'auteur présumé de l'attentat contre l'hôtel Norfolk à Nairobi soit de nationalité marocaine (*le Monde* du 9 janvier). Les responsables marocains déclarent avoir procédé à une enquête qui leur a permis de savoir que le nommé Qaddurah Mohammed Abdelhamid était en réalité un ressortissant *« d'un pays arabe du Moyen-Orient »* dont ils ne précisent cependant pas le nom. *« M. Qaddurah*, ajoutent-ils, *serait affilié à une organisation au service du colonel Kadhafi. Il utilise cinq passeports pour ses déplacements et était entré au Kenya avec un passeport maltais. »* — *(A.F.P.)*

Pays-Bas

● UNE EXPLOSION a provoqué, samedi 10 janvier, un important incendie à la raffinerie de la British Petroleum dans le port pétrolier de Rotterdam. Il n'y a pas eu de victimes, mais les dégâts matériels sont évalués à près de 5 millions de francs. — *(A.F.P.)*

Sénégal

● M. PIERRE-ELLIOT TRUDEAU est arrivé dimanche 11 janvier à Dakar pour une visite officielle de deux jours. Le premier ministre canadien a été reçu par M. Abou Diouf, président de la République, qui a ainsi accueilli la première personnalité importante étrangère depuis son accession à la présidence de la République, le 1[er] janvier dernier. — *(A.F.P.)*

AFRIQUE

LA POLITIQUE DE TRIPOLI ET SES CONSÉQUENCES

M. François-Poncet invite à ne pas « surestimer » l'importance des menaces libyennes

Avant de gagner Luanda, où il est arrivé dimanche soir 11 janvier, M. Jean François-Poncet, qui avait présidé à Abidjan une conférence de vingt-cinq ambassadeurs de France en Afrique, a réaffirmé que Paris répondrait *« avec détermination et sans hésitation »* aux demandes des pays africains si ceux-ci sentaient leur sécurité menacée. *« La solidarité de la France ne fera pas défaut à nos amis africains dès lors qu'ils y feraient appel. C'est pour nous une politique : nous en avons les moyens et nous en avons la volonté »*, a notamment déclaré le ministre des affaires étrangères.

« Il y a eu en Afrique les tentatives de déstabilisation de Cuba. Il y a maintenant celles de la Libye, et nous sommes extrêmement attentifs à l'évolution de la situation », a ajouté le chef de la diplomatie française. Interrogé sur les menaces de Tripoli concernant les intérêts français en Libye (*le Monde* daté 11-12 janvier), M. François-Poncet a répondu qu'il ne fallait pas *« surestimer leur importance »*.

« La France, a-t-il ajouté, *n'achète à la Libye qu'un peu plus d'un demi-million de tonnes de pétrole par an, alors que les Etats-Unis lui en achètent 40 millions de tonnes et la R.F.A. 20. Il ne faut certes pas sous-estimer la Libye mais il ne faut pas, non plus, la surestimer. »* Le ministre, qui n'a pas évoqué les ventes d'armes françaises à Tripoli (2 milliards de francs), a affirmé que *« la crédibilité »* de la France auprès de ses amis africains n'avait pas été entamée par l'intervention libyenne au Tchad.

L'attitude adoptée par Paris a donné lieu, dimanche matin, à une *manifestation* devant l'ambassade de France à Tripoli, sans commune mesure avec la mise à sac de l'ancienne chancellerie en février 1980. *« Cette manifestation, non violente, qui a duré une quarantaine de minutes, a été le fait d'une centaine de jeunes ressortissants tchadiens »* a déclaré l'ambassadeur, M. Charles Malo.

Pour sa part, Radio-Tripoli a déclaré que *« cette importante manifestation »* avait été organisée par *« la Force africaine opérant en Libye »*. C'est la première fois que la radio faisait mention de cette *« force »* qui, selon elle, a *« menacé de proclamer la lutte armée dans le but de détruire les intérêts français dans le monde si la France persistait dans ses interventions sur le continent africain »*.

Après la manifestation, la Force africaine a publié un communiqué dénonçant violemment *« le communiqué irresponsable »* publié par le gouvernement français contre *« la coopération tchado-libyenne »* et *« s'élève contre les tentatives de domination de la France sur le continent africain »*. La radio n'a fait aucun rapprochement entre cette force et la Légion islamique qui est intervenue au Tchad et qui serait composée de Nigériens, de Maliens, d'Egyptiens, de Tunisiens et de Centrafricains.

Le « colonialisme du P.S. »

Samedi, l'ambassadeur de France, M. Malo, s'était entretenu avec M. Ahmed Acyl, ministre tchadien des affaires étrangères, actuellement à Tripoli. Selon l'agence Jana, celui-ci a *« exprimé le mécontentement du peuple tchadien face aux ingérences de la France dans ses affaires intérieures »*.

Par ailleurs, Radio-Tripoli a violemment pris à partie le parti socialiste français *« qui a révélé sa nature colonialiste et raciste en s'opposant aux mouvements de libération et à la liberté des peuples »*. La radio faisait allusion à une déclaration faite le 3 janvier par M. Lionel Jospin, dans laquelle il s'inquiétait de savoir si le projet de fusion ne serait pas *« une pure et simple annexion plutôt qu'une union librement consentie »*.

Pour sa part, M. Charles Hernu, député et maire socialiste de Villeurbanne, s'est demandé dimanche *« au nom de qui intervient la France en Afrique »*. *« Qui ou quoi défend-elle ? Elle-même ? Des Etats modérés qui le demandent ? Les Etats-Unis ? Le pétrole ? L'uranium ? »*, s'interroge M. Hernu, qui conclut : *« Faute d'avoir défini une politique partiaire avec nos partenaires, nous jouons aux apprentis sorciers sans pour autant rassurer le tiers-monde. »*

— Une réunion prévue entre les autorités tchadiennes et des représentants du ministère français de la coopération a été reportée, a-t-on appris de bonne source samedi 10 janvier, à N'Djamena. Elle devait faire suite à un entretien tenu à N'Djamena fin décembre entre dirigeants tchadiens et M. Ricard, chef de la mission de coopération, installé à Maroua (Cameroun).

Dans les milieux gouvernementaux tchadiens, on s'étonne du brusque *« durcissement »* de Paris en faisant valoir que l'aide de la France a été sollicitée dès la fin des combats à N'Djamena, et, donc, bien avant la visite à Tripoli du président Goukouni Oueddeï. — *(A.F.P., Reuter.)*

● *Une incertitude pèse sur la tenue du sommet* ad hoc *de l'O.U.A., convoqué ce lundi* 12 janvier à Lomé. Dans un télégramme adressé au colonel Kadhafi, le général Ayadema, *chef* d'Etat du pays hôte, aurait assuré avoir rejeté, selon l'agence de presse libyenne, le principe de cette réunion, mais être prêt à accueillir les participants *« en qualité d'hôtes venus assister aux festivités de la fête nationale togolaise »*.

Discrétion à Moscou

De notre correspondant

Moscou. — L'Union soviétique, qui ne cache pas ses sympathies pour M. Goukouni Oueddeï et ses alliés libyens, commente avec une certaine discrétion les événements du Tchad. Pour le moment, la presse s'est contentée de publier sans commentaires des dépêches de l'agence Tass, qui reprennent après les avoir soigneusement sélectionnées des informations de la presse française ou internationale.

Il ne fait pourtant aucun doute que les difficultés de la diplomatie française au Tchad sont accueillies avec satisfaction à Moscou. Tout au long de la guerre civile, l'U.R.S.S. a pris position en faveur du GUNT de M. Goukouni Oueddeï contre les partisans de M. Hissène Habré, accusés de défendre les intérêts impérialistes.

Au cours des dernières semaines, la presse de Moscou a observé un silence complet sur la présence des troupes libyennes à N'Djamena et elle s'est bornée à annoncer en quatre lignes le projet *de fusion entre la Libye et le* Tchad, ce qui dénote pour le moins un manque d'enthousiasme *justifié par les échecs successifs* des velléités d'unité entre le régime du colonel Kadhafi et d'autres Etats arabes ou africains.

Alors qu'elle rappelle avec *l'Humanité* que le *« le corps expéditionnaire français a combattu déjà à deux reprises contre le peuple tchadien »*, Tass estime que le communiqué du Quai d'Orsay condamnant la fusion Tchad-Libye *« invective le gouvernement de transition du Tchad »*. Elle dénonce par ailleurs les *« forces d'intervention spéciales, créées sous prétexte de défendre les « intérêts vitaux » de la France en Afrique » et* qui s'appuient *« sur un réseau ramifié de bases militaires »*. Elle considère que l'ajournement des pourparlers sur la reprise de l'assistance française au Tchad *correspond* à un *« durcissement »* de la position de Paris.

Dans la mesure où l'intervention libyenne dans le pays voisin constitue un échec du camp occidental, l'U.R.S.S. ne peut manquer de s'en féliciter.

La question est de savoir aujourd'hui si les *Soviétiques* s'en tiendront à des critiques feutrées ou si la campagne n'en est qu'à ses débuts. Pour l'instant, la prudence de Moscou s'explique. D'une part les Soviétiques ne veulent pas attaquer de front la France alors qu'en général l'attitude française face à la détente — c'est-à-dire selon la conception soviétique, à l'égard de l'U.R.S.S. — est toujours citée en exemple, même si un certain *« durcissement »* observé à Paris les intrigue et les inquiète. D'autre part la complexité de l'imbroglio tchadien, la méfiance instinctive des Soviétiques par rapport au colonel Kadhafi et l'inquiétude des Etats africains, fussent-ils *« modérés »*, ne peuvent qu'inciter le Kremlin à faire preuve de réserve.

DANIEL VERNET.

M. DEBRÉ : on a laissé s'établir l'anarchie.

M. Michel Debré a déclaré, dimanche 11 janvier, lors du « Club de la presse » d'Europe 1 :

« La situation telle qu'elle se présentait il y a dix ans et telle qu'elle se présente aujourd'hui est toute différente. Il y a eu à l'égard de l'Afrique du Nord et de l'Afrique une sorte de renoncement, en tout cas de modification de l'attitude française qui, à mon avis, est à l'origine de certaines ambitions. Si, en particulier, et faisant face à des opinions publiques qui, peut-être, étaient mal informées, nous avions maintenu notre aide à un gouvernement national tchadien, en montrant notre résolution d'éviter l'anarchie au Tchad, peut-être que le gouvernement du colonel Kadhafi n'aurait pas pensé qu'il avait le champ libre pour y aller.

» On ne peut pas à la fois les jours pairs déclarer qu'il ne faut pas que la France intervienne en Afrique et, les jours impairs, regretter une attitude qui fait que certains impérialismes prennent notre place en Afrique. Je considère que l'effort que nous avons fait pour donner l'indépendance à un certain nombre d'Etats qui faisaient partie de l'Union française ne signifiait en aucune façon que nous acceptions que des étrangers viennent les commander, voire, le cas échéant, s'en servir de bases contre nous-mêmes, contre nos intérêts ou nos amis.

» Il fallait faire en sorte que le Tchad ne sombre pas dans l'anarchie car il n'y a pas d'anarchie dans un Etat, s'agissant d'une situation stratégique comme celle-là, qui ne soit en fin de compte immédiatement saisie par un impérialisme étranger. »

En la portant à plus de six cents hommes

La France double les effectifs de sa garnison de Bouar en Centrafrique

La France a envoyé à Bouar (Centrafrique) environ trois cent vingt hommes de ses forces d'intervention, après sa décision, arrêtée jeudi 8 janvier à l'Elysée, de renforcer le dispositif militaire en Afrique.

A l'heure actuelle, un état-major de commandement et deux compagnies du 3ᵉ régiment d'infanterie de marine, stationné à Vannes (Morbihan), ont débarqué à Bouar, dans le nord-ouest du Centrafrique où, indépendamment de sa garnison à Bangui, la capitale, la France maintient déjà un escadron et une compagnie forts de trois cents hommes.

Le 3ᵉ régiment d'infanterie de marine appartient à la 9ᵉ division d'infanterie de marine dont le P.C. est à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) et que M. Giscard d'Estaing a accepté d'aller visiter, à la fin de février prochain, comme il avait déjà visité, en septembre dernier la 11ᵉ division parachutiste. Composé d'engagés volontaires, le 3ᵉ RIMa est déjà intervenu au Tchad.

Dans le même temps, deux compagnies du 3ᵉ régiment parachutiste d'infanterie de marine, basé à Carcassonne (Aude), ont été placées en *alerte renforcée*. Le 3ᵉ R.P.I.Ma est, lui aussi, une unité de professionnels, mais dépendante de la 11ᵉ D.P.

D'autre part, la France a envoyé au Niger vingt-cinq cadres d'active *qui s'ajouteront aux soixante-dix officiers* et sous-officiers français qui servent à l'encadrement des écoles militaires.

Enfin, dans le cadre du système des compagnies dites « tournantes », une compagnie — soit cent cinquante hommes environ — du 8ᵉ régiment parachutiste d'infanterie de marine à Castres (Tarn) est allée relever à Libreville (Gabon) une compagnie du même régiment qui y stationnait depuis plusieurs mois. Ces remplacements d'unités ont lieu régulièrement entre la France et les pays africains qui ont conclu des accords de défense prévoyant ce genre de garnison.

Le Centrafrique « sous perfusion »

(Suite de la première page.)

Cette absence était aussi à déplorer après la chute de l'empereur d'Iran. Si Mᵉ Raymond Geouffre de la Pradelle parvient à cette occasion à lancer le débat qu'il souhaite depuis longtemps à ce sujet, ce sera une raison de plus pour qu'on entende encore parler de Bokassa, décidément vedette d'affaires qui dépassent de beaucoup sa piètre personne.

Père autoritaire — au point de faire construire une « prison privée » pour ses enfants dans une de ses résidences — souverain soucieux de l' « ordre » jusquà participer lui-même au supplice ou à la mise à mort d'auteurs de larcins, Bokassa s'était approprié le patrimoine de la République Centrafricaine et avait utilisé son appareil de production à son seul profit personnel. Il y a eu au cours du procès beaucoup de petites révélations, d'autant plus significatives qu'elles venaient incidemment. Tels dignitaires de l'ancien régime ont évoqué devant le tribunal le moratoire conclu avec la nouvelle administration pour rembourser les villas appartenant à l'État et les Mercedes « *de fonction* » que l'ex-empereur leur avait données pour s'assurer de leur soutien. Tel ancien ministre des affaires étrangères a proposé en toute inconscience que l'on prenne en compte dans le remboursement de sa dette une somme importante qui lui avait été versée à titre de pot-de-vin personnel par un « pays étranger » et qu'il avait eu l'imprudence de remettre à Bokassa.

Depuis l'humble victime des sbires de Bérengo, « *oui, mon président* », jusqu'à l'intellectuel pompeux, « *messieurs de la cour* », le défilé des parties civiles en disait long sur l'arbitraire et la sauvagerie de l'ancien régime. La responsable d'une boîte de nuit réclamait plusieurs millions de francs C.F.A. de dommages et intérêts parce que les hommes de Bokassa avaient transporté tout l'équipement de son établissement à Bérengo sous prétexte qu'elle était en infraction avec un règlement. L'auteur du décret s'appropriait l' « amende » le plus naturellement du monde, puisque, depuis dix ans, il n'y avait plus de tribunal administratif à Bangui. Aujourd'hui encore, il y a, pour une population de deux millions d'habitants, sept avocats en Centrafrique : trois Africains, trois Français et un Américain.

« *Je ne demande pas de l'argent, je demande qu'on me dise ce qu'est devenu mon frère* », a dit pour sa part un inspecteur du Trésor. Ce frère a disparu pendant un voyage aux États-Unis après qu'il eut écrit à Bokassa pour lui reprocher sa mégalomanie. Le procureur général confirme qu'on a trouvé son billet d'avion parmi les documents entassés par l'ex-empereur à Bérengo. Simple épisode de la terreur à visage hilare...

« En état de choc »

« *Après la chute de Bokassa, nous avons trouvé une population en état de choc*, nous dit un expert français. *Ce pays a été pillé et terrorisé. Nous devons le maintenir sous perfusion* ». La France, qui comble le déficit budgétaire, entend contrôler l'application des mesures de redressement d'une situation économique catastrophique. Pour administrer une médication amère, un nouveau premier ministre, présenté comme un technicien compétent et intègre, M. Jean-Pierre Lebouder, a été nommé le 16 novembre.

Dans les semaines qui suivirent, tous les détenus politiques, à l'exception des complices de Bokassa, furent libérés. Puis, du 8 au 14 décembre, un « *séminaire national* », destiné à étudier les modalités de la mise en place de nouvelles institutions, réunit des représentants des partis, des syndicats, des organisations patronales, de l'armée, des organisations de femmes et de jeunesse. D'ici au 31 mars, une Constitution, de type présidentiel, sera soumise à référendum et des élections présidentielle et législatives auront lieu. Un débat s'est ouvert sur l'opportunité d'autoriser plusieurs partis ou de les rassembler au sein d'un « *mouvement d'union nationale à tendances multiples* ». Il est théorique, dans la mesure où la plupart des partis n'ont pas de programme et sont simplement les créations de personnalités disposant d'une certaine clientèle et entendant tirer un avantage maximal de leur ralliement au président Dacko.

Il n'y a pas, dans le gouvernement de M. Lebouder, de ministres notoirement compromis avec Bokassa. On ne saurait en dire autant de la haute administration. Les Africains à l'écoute de la radio, qui diffusait le procès en direct, ne se privaient pas de rappeler le passé de tel haut magistrat, de tel directeur de cabinet en train d'accabler l'ex-empereur à la barre. « *Où sont donc les lettres de démission que tous ces beaux messieurs auraient dû envoyer en constatant ces crimes ?* », a demandé une partie civile au président de la cour criminelle.

Une commission nationale d'enquête a été créée, mais personne ne veut que l'épuration aille trop loin. « *Il n'était pas dans l'intérêt de Bokassa de former des élites, et il faut bien faire avec ce que l'on a* », constate un haut fonctionnaire, qui souhaite que « *la page soit tournée le plus vite possible* ».

« *Sous Bokassa*, dit un autre notable africain, *il y avait en fait deux gouvernements : celui des conseillers à la cour, qui exerçaient, à leur profit personnel, le pouvoir réel ; celui des ministres en titre, dont la seule préoccupation était de survivre sans s'exposer aux foudres impériales par la moindre initiative. Le premier a été décapité et avec lui tout ce qui constituait un semblant d'organisation. Il faudra beaucoup de temps au nouveau régime pour reconstituer l'appareil d'État.* » Après s'être livré à une analyse lucide des maux de son pays et après avoir évoqué les remèdes nécessaires, notre interlocuteur nous déclare cependant qu'il espère bien être engagé prochainement dans une institution internationale et pouvoir aller « *respirer un peu* » hors de son pays.

La province à l'abandon

Le drame de la fuite des cerveaux hors de Bangui est aggravé par le refus des diplômés d'aller servir en province. Sur les quelque vingt-six mille agents de l'État — civils et militaires — que compte actuellement la République Centrafricaine, vingt mille vivent dans la capitale. Au cours du « séminaire national » de décembre, des orateurs ont demandé que les célibataires soient envoyés dans les petites localités.

A Bangui, certains communiqués officiels lus avant les informations font penser aux messages diffusés sur les ondes françaises à l'intention des automobilistes qu'il est impossible de joindre autrement. Tel commissaire de police invite des stagiaires à se présenter sans délai à l'instruction, tel ministre prie sa secrétaire de bien vouloir faire acte de présence à son bureau. Le président Dacko lui-même, à la veille d'un voyage à l'étranger, demande à son médecin personnel d'être à l'aéroport le lendemain « *à compter de 5 heures précises* ».

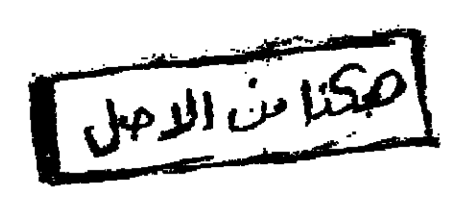
L'absentéisme, le mauvais fonctionnement du téléphone, la paperasserie et la pagaille ne facilitent pas la communication au sein même de l'administration centrale. On imagine ce qu'il en est dans l'administration régionale.

« *Il n'existe pratiquement pas de route asphaltées sur l'étendue du territoire décrit dans ce guide et à peu près aucun panneau indicateur aux embranchements ou carrefours. Il est très difficile, sinon impossible, de connaître le kilométrage exact d'une route.* » Cet avertissement figurait dans l'édition de 1962 du *Guide bleu* consacré à l'Afrique centrale. Aujourd'hui, il n'y a pas davantage de panneau indicateur en République Centrafricaine, et même les pistes ont disparu. Le seul moyen de se rendre d'une localité de province à l'autre est l'avion-taxi, au grand bénéfice de sociétés privées. Obnubilé par le faste napoléonien, Bokassa ne voyait pas que, l'Empire, c'était le faste, mais aussi le travail d'un homme créant une administration au service du pays. Le clown sanguinaire de Bérengo se désintéressait totalement de la mission et des conditions de vie des agents locaux de l'État. Coupés de la capitale, sans solde, ceux-ci avaient pour seule consigne de se servir sur la population pour survivre. Vingt ans après l'indépendance, la vérité crue est que, si un enseignement rudimentaire est encore dispensé en province, si quelques soins médicaux sont encore prodigués, c'est grâce au travail obscur des missions.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

Prochain article :

BARRACUDA PERE NOEL



EUROPE

Pologne

Les conflits politiques et sociaux se multiplient

De notre envoyé spécial

Varsovie. — Les conflits politiques et sociaux se multiplient à nouveau en Pologne après à peine un mois d'accalmie. Les pressions des pays frères étant en ce moment moins spectaculaires que début décembre c'est sans dramatisation excessive, dans un climat malgré tout encore serein, que la situation se dégrade. Mais elle est suffisamment inquiétante pour que M. Walesa se montre hésitant depuis dimanche à entreprendre, mardi 13 janvier, comme prévu, son voyage de six jours en Italie, où il doit être reçu par le pape, puis par l'ensemble des syndicats du pays (1).

La Pologne est entrée samedi dernier dans un cycle de grèves nationales à répétition. Refusant de laisser les autorités revenir sur l'engagement pris cet été d'accorder la semaine de cinq jours à compter du début de l'année, les ouvriers de la plupart des grandes entreprises sont purement et simplement restés chez eux. Le mouvement a été beaucoup moins suivi dans les petites usines, ce qui a permis au gouvernement d'affirmer sans triomphalisme que *« près de 65 % des entreprises »* avaient travaillé normalement (2). Solidarité, qui s'était contenté, sans lancer de mot d'ordre formel, d'annoncer son soutien à cette forme d'action, s'est aussi gardé de chanter victoire. Le pouvoir et le syndicat ont donc souhaité ne pas envenimer les choses, tout en affirmant, le premier sa volonté de ne pas accorder plus d'un samedi libre sur deux, et le second sa détermination de faire respecter les accords d'août.

Une souple reprise en main

Il n'est pas certain que le même scénario puisse se reproduire sans plus de tension le 24 janvier — prochain samedi déclaré ouvrable par les autorités — et il est sûr qu'un affrontement se profile pour la fin du mois lorsque tomberont les feuilles de paie avec les retenues de salaires. Il faut, dans ces conditions, ébaucher au moins un compromis dans les dix jours qui viennent, ce qui ne sera pas aisé, car la marge de manœuvre de la direction du parti s'est considérablement réduite depuis le *« sommet polonais »* de Moscou.

Un sensible coup de frein a été donné au renouveau et l'heure est à la reprise en main, souple, compte tenu du rapport de forces intérieures, mais ferme, compte tenu des avertissements prodigués par les pays frères. Conséquence directe de ce tournant, il n'est plus question d'accorder à Solidarité les temps d'antenne qui devaient lui être attribués à la radio et à la télévision ; le projet de nouvelles lois sur les syndicats, qui est prêt depuis les premiers jours de décembre et devait être largement diffusé, est resté dans les tiroirs, semble-t-il, parce qu'il prévoyait la légalisation des syndicats paysans ; l'élaboration de la nouvelle loi sur la censure s'est heurtée jusqu'à maintenant à de très grandes difficultés ; et la libération des prisonniers politiques, qui semblait en bonne voie grâce notamment à l'intervention de l'Eglise, apparaît maintenant très incertaine.

Sur tous ces points, le blocage est pour l'instant total. Le 29 décembre, lors d'une rencontre avec une délégation gouvernementale, et le 5 janvier lors des discussions entre M. Walesa et le vice-premier ministre, M. Jagielski, les dirigeants de Solidarité ont tenté de faire comprendre aux autorités que, sans un geste politique de leur part, leur changement d'attitude dans l'affaire des samedis libres serait perçu comme une pure volonté de mise au pas du syndicat.

Ils se sont heurtés à une fin de non-recevoir. Plus grave, il semble que sous l'impulsion de M. Olszowski et contre l'avis du premier secrétaire, M. Kania, le bureau politique du parti ait décidé d'adopter une attitude intransigeante dans cette question de la durée du travail et de faire ainsi une démonstration d'autorité. Vendredi soir, M. Olszowski, qui est chargé, au secrétariat, de la presse et de la propagande, s'en est en tout cas pris avec violence à la télévision à *« ceux qui recherchent une épreuve de force »*, et tentent de *« déstabiliser le début de normalisation auquel on était parvenu avec tant de peine »*. Ce ton, tempéré il est vrai dès le lendemain soir par des déclarations beaucoup plus souples du porte-parole du comité central, M. Klasa, ne laisse évidemment pas espérer beaucoup d'esprit de conciliation.

Dans cette situation, le mécontentement, la méfiance, surtout, de la base syndicale, sont très forts. Les arguments économiques avancés par le pouvoir pour justifier sa décision sont d'autant plus mal reçus que les mines, la seule branche où l'introduction des samedis libres pose un problème indiscutable, sont précisément les seules auxquelles on n'ait pas osé retirer cet avantage par crainte de provoquer, là, une véritable grève. Bon indicateur de l'état d'esprit régnant dans les usines, les syndicats dits *« de branche »*, résidus de l'ancien syndicat unique dissous le 31 décembre, se sont élevés eux aussi avec vigueur contre l'attitude du pouvoir dans cette affaire.

Une épreuve de force sur un sujet purement social s'est engagée entre le parti et la classe ouvrière et, contrairement aux espoirs des autorités, le syndicat est sur ce sujet totalement uni. Devenu de force modérateur professionnel, M. Walesa suit sa base et sans aucune réticence. Il le fait, de surcroît, avec d'autant plus d'éclat qu'il doit en ce moment même s'opposer de front à plusieurs organisations régionales de Solidarité qui se sont lancées dans des occupations de bâtiments publics ou des menaces de grève pour obtenir la révocation de dirigeants du parti et de fonctionnaires corrompus ou particulièrement incompétents.

A Jelenia-Gora, dans le sud-est de la Pologne, la section de Solidarité demande la démission du voïvode, du vice-voïvode, du chef de la police, du président du tribunal, de sept dirigeants d'entreprises, du premier secrétaire du parti et de deux de ses collaborateurs, ainsi que celle de M. Ciosek, ministre chargé des affaires syndicales et ancien premier secrétaire de la voïvodie, accusé de *« corruption, d'incompétence et népotisme »*.

M. Kania ne veut pas de syndicat paysan

A Olsztyn, les syndicalistes projetaient, avant d'en être dissuadés par la direction nationale de Solidarité, d'organiser une grève générale pour obtenir la révocation de leur voïvode. Il semble qu'ils avaient quelques raisons de formuler cette revendication puisque les autorités, la menace de grève écartée, étaient disposées à leur donner satisfaction. Le compromis risque toutefois de ne pas se réaliser car les militants exigent maintenant que la presse expose les griefs qu'ils ont contre ce fonctionnaire. A Slupsk, vingt syndicalistes occupent le bureau du voïvode pour obtenir que les biens du C.R.Z.Z. (l'ancien syndicat officiel) soient répartis équitablement entre Solidarité et les syndicats de branche, et non pas entre le parti, les organisations affiliées et les syndicats de branche, comme cela se fait dans beaucoup de régions, suscitant chaque jour des conflits aigus.

A Torun, Wloclawek, Krosno et Czestochowa, d'autres dirigeants sont aussi sur la sellette. Mais c'est dans la voïvodie de Rzeszow, dans le sud-est de la Pologne, près des frontières soviétique et tchécoslovaque, que la situation est la plus grave. Là, ce sont des paysans membres de Solidarité rurale, le syndicat paysan dont l'enregistrement est toujours refusé, qui se sont mis en grève le 31 décembre en occupant la mairie pour obtenir la légalisation de leur mouvement, la fin du harcèlement policier dont ils sont l'objet et la construction d'une église. Les ouvriers se sont joints à eux. Insensiblement, la contestation gagne toute la région malgré la présence sur place de négociateurs délégués par le gouvernement.

Un comité national paysan de grève a été constitué (dans une période de l'année particulièrement propice à un tel mouvement) et une plate-forme de onze revendications a été mise au point, comportant notamment l'autogestion communale, la suppression des dispositions favorisant l'agriculture d'Etat au détriment de l'agriculture privée, et la levée des mesures restrictives sur la vente des terres et la construction des églises. Là non plus, la conciliation n'est pas dans l'air puisque M. Kania a dénoncé samedi, au cours d'une réunion commune du bureau politique du POUP et de la direction du parti paysan (officiel), les *« éléments contre-révolutionnaires »* qui animeraient Solidarité rurale et seraient issus de familles d'anciens grands propriétaires fonciers. *« Nous sommes résolument opposés*, a dit M. Kania, *à toute tentative de semer l'anarchie »* ou de constituer *« une opposition politique dans les campagnes »*.

Frêle lueur dans ce sombre tableau : la presse a publié ce week-end les grandes lignes du projet de réformes économiques qui devrait être soumis au congrès extraordinaire du parti fin mars-début avril. Relativement audacieux, le projet, comme toutes les réformes économiques proposées ou mises en chantier dans les pays socialistes, est principalement axé autour de l'idée de décentralisation. Il propose notamment de réduire le nombre des ministères industriels, directions omnipotentes et impotentes, d'accroître le rôle des banques appelées à favoriser par leur intervention la rationalisation et la rentabilisation des industries ; de donner à la planification un rôle non plus incitatif et illusoirement contraignant, mais stratégique, c'est-à-dire de définition de la politique industrielle ; de renforcer le rôle incitatif des salaires ; et enfin d'envisager à terme la convertibilité du zloty. Ce projet, dont il est précisé qu'il s'inspire des expériences hongroise et soviétique, emprunte aussi à l'autogestion yougoslave en proposant que des conseils ouvriers soient habilités à décider de la répartition des fonds disponibles entre les investissements et la masse salariale.

La réalisation de cette réforme dépendra en tout cas de la réussite du *« plan de stabilisation »* que le gouvernement espère mener à bien d'ici à trois ans, et en particulier d'une modification profonde de la structure des prix à la consommation.

Les explosions sociales de 1970, 1976 et 1980 ont toutes été provoquées par des mesures d'augmentation des prix, et il est peu probable, dans le climat qu'on est en train de développer, qu'une quatrième tentative soit mieux acceptée. *« Il y a*, explique le préambule du projet, *une dépendance profonde entre la réalisation de la réforme et celle de la ligne du renouveau socialiste. »*

BERNARD GUETTA.

(1) Le présidium de Solidarité a toutefois confirmé ce lundi que ce voyage était maintenu, et que M. Walesa quitterait Varsovie pour Rome mardi.

(2) Compte tenu, sans doute, des grandes entreprises qui avaient fait du samedi 10 janvier un jour « libre » et repoussé au samedi 31 janvier la journée ouvrable et où, donc, pour les autorités, le fonctionnement était « normal ».

« LE GOUVERNEMENT NE MET PAS DE FREINS A L'ACTIVITÉ SYNDICALE » estime la délégation C.G.T. à son retour de Varsovie

La délégation de la C.G.T., qui s'est rendue en Pologne, s'est déclarée satisfaite de ses contacts avec les syndicalistes polonais, à son retour de Varsovie, dimanche 11 janvier.

M. Gensous, secrétaire confédéral de la C.G.T., qui a qualifié la situation en Pologne de *« très complexe »*, a affirmé n'avoir pas constaté que le gouvernement polonais mettait des freins à l'activité syndicale. Interrogé sur l'attitude de l'Union soviétique, M. Gensous a précisé : *« Il n'a pas été question des Soviétiques au cours de nos entretiens, mais il ne nous est pas apparu que c'était la préoccupation majeure des syndicalistes polonais. Les Polonais sont assez forts pour résoudre leurs problèmes entre eux. »*

M. Gensous, qui, lors de son séjour en Pologne, était accompagné de deux autres secrétaires confédéraux, MM. Joannès Galland et Gérard Gaume, s'est refusé à porter un jugement sur le syndicat Solidarité et sur M. Lech Walesa : *« La réalité, c'est qu'il existe aujourd'hui une pluralité syndicale et que nous avons rencontré partout, à tous les niveaux, une volonté très affirmée d'établir des relations avec la C.G.T., notamment de la part de Lech Walesa. »*

En ce qui concerne les samedis chômés, le représentant de la C.G.T. a fait remarquer que les accords de Gdansk prévoyaient que ce problème devait être résolu au cours de l'année 1981. C'est dans d'autres accords, a-t-il ajouté, qu'il a été question de l'octroi immédiat de la semaine de cinq jours.

« L'OPPOSITION FACE A LA RÉPRESSION EN EUROPE DE L'EST »

Trois débats de la revue « l'Alternative » à la FNAC

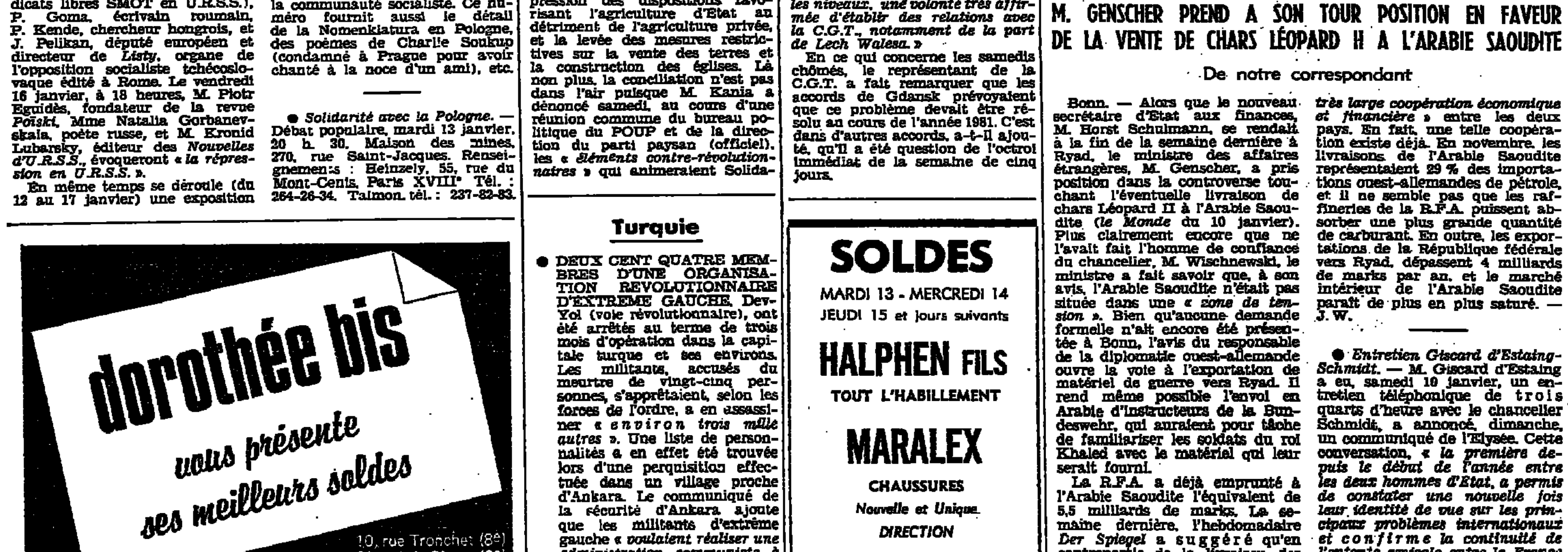
La revue *l'Alternative* (pour les droits et les libertés démocratiques en Europe de l'Est), éditée par François Maspero, organise cette semaine, à l'auditorium de la FNAC, au Forum des Halles, trois débats sur le thème : « L'opposition face à la répression en Europe de l'Est ».

Le mardi 13 janvier à 18 heures, le thème « Pologne, où en est Solidarité ? » sera présenté par M. François Maspero et par MM. K. Pomian et A. Smolar, correspondants du KOR, et Andrzej Seweryn, membre de Solidarité et écrivain. Le jeudi 15 janvier, à 18 heures, le thème « La Pologne vue des pays de l'Est » sera développé par MM. Borissov (fondateur des syndicats libres SMOT en U.R.S.S.), P. Goma, écrivain roumain, P. Kende, chercheur hongrois, et J. Pelikan, député européen et directeur de *Listy*, organe de l'opposition socialiste tchécoslovaque édité à Rome. Le vendredi 16 janvier, à 18 heures, M. Piotr Eguidès, fondateur de la revue *Poïski*, Mme Natalia Gorbanevskaia, poète russe, et M. Kronid Lubarsky, éditeur des *Nouvelles d'U.R.S.S.*, évoqueront *« la répression en U.R.S.S. »*.

En même temps se déroule (du 12 au 17 janvier) une exposition des dessins inédits de M. Viatcheslav Syssoev, qui raille à sa manière la réalité de la vie quotidienne en U.R.S.S. Un album de ses œuvres est paru récemment chez Maspero sous le titre *La vie est devenue meilleure...*

Le numéro 7 d'*Alternative* (novembre et décembre 1980) avait publié l'intégralité du bulletin édité à Gdansk par le comité de grève du 15 août au 31 août 1980 ; le numéro 8 (janvier-février 1981) complète le dossier polonais, tant par des entretiens avec M. Adam Michnik, l'un des principaux animateurs du KOR, qu'avec les principaux dirigeants de Solidarité, et donne en plus un aperçu des réactions aux événements polonais dans les autres pays de la communauté socialiste. Ce numéro fournit aussi le détail de la Nomenklatura en Pologne, des poèmes de Charlie Soukup (condamné à Prague pour avoir chanté à la noce d'un ami), etc.

● *Solidarité avec la Pologne.* — Débat populaire, mardi 13 janvier, 20 h. 30, Maison des mines, 270, rue Saint-Jacques. Renseignements : Heinzely, 55, rue du Mont-Cenis, Paris XVIIIe. Tél. : 264-26-34. Talmon, tél. : 237-82-83.



Turquie

● DEUX CENT QUATRE MEMBRES D'UNE ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE D'EXTREME GAUCHE, Dev-Yol (voie révolutionnaire), ont été arrêtés au terme de trois mois d'opération dans la capitale turque et ses environs. Les militants, accusés du meurtre de vingt-cinq personnes, s'apprêtaient, selon les forces de l'ordre, à en assassiner *« environ trois mille autres »*. Une liste de personnalités a en effet été trouvée lors d'une perquisition effectuée dans un village proche d'Ankara. Le communiqué de la sécurité d'Ankara ajoute que les militants d'extrême gauche *« voulaient réaliser une administration communiste à la suite d'une révolte populaire armée »*. — *(A.F.P.)*

Italie

Le dernier ultimatum des Brigades rouges concernant M. D'Urso s'adresse de nouveau à la presse

De notre correspondant

Rome. — Véritable ultimatum — qui expire ce 12 janvier au soir — le neuvième communiqué des Brigades rouges a balayé les espoirs de ceux qui voyaient une mince possibilité de sauver la vie du magistrat M. D'Urso, enlevé le 12 décembre dernier. Dans ce texte, trouvé à Rome le 10 janvier, le groupe terroriste affirme que, *« si ne sont pas publiés intégralement par les plus grands quotidiens italiens d'ici quarante-huit heures »* les communiqués des prisonniers de Trani et de Palmi, *« il exécutera la sentence à laquelle D'Urso a été condamné »*. Les Brigades rouges, comme elles l'avaient fait pendant l'enlèvement d'Aldo Moro, tentent de faire porter la responsabilité de l'assassinat de l'otage *« aux puissants de ce régime et à leur presse, s'ils ensevelissent la voix des prolétaires prisonniers de Trani et de Palmi, empêchant un possible acte de mansuétude de la justice prolétarienne »*.

Dans leurs communiqués précédents, les B.R. avaient affirmé que la décision d'une éventuelle « suspension » de la condamnation à mort de l'otage appartenait au comité de lutte — contrôlé par elles — des prisons de haute sécurité de Palmi et de Trani. Les détenus avaient jugé le juge et, estimant à la fois que *« son repentir »* était suffisant et que *« le mouvement révolutionnaire avait montré sa force »*, ils avaient tranché en faveur de la libération de l'otage mais en posant comme condition la publication de ces textes par la presse. Le parquet de Rome a, pour sa part, émis soixante-cinq inculpations contre des détenus de Trani et quinze contre des prisonniers de Palmi, pour complicité d'enlèvement, qui peuvent se tranformer en complicité d'assassinat.

Le compte à rebours pour la vie de M. D'Urso bouleverse l'opinion italienne. Le pape Jean-Paul II, lors de l'angélus place Saint-Pierre, a déclaré : *« Suppliez le Seigneur pour qu'il touche les âmes de ceux qui ont entre leurs mains la personne et la vie du magistrat. »*

Le chantage des Brigades rouges s'adresse à nouveau directement à la presse. La femme de M. D'Urso a lancé un troisième et bouleversant appel afin que *« les journaux publient intégralement ce qui est demandé parce que la vie de son mari en dépend »*, s'adressant *« avec humilité à la conscience d'hommes libres »* des journalistes.

Le dilemme est d'autant plus terrible que les textes des terroristes emprisonnés demandent la grâce de l'otage. Mais dans leur quasi-totalité, et justement parce qu'il s'agit explicitement d'un chantage, les journaux ont refusé la publication, sauf quatre : les deux quotidiens d'extrême gauche *Lotta continua* et *Il manifesto*, le quotidien de Gênes, *Il lavoro*, mais aussi *l'Avanti*, organe du parti socialiste.

Le débat parlementaire sur le terrorisme des 9 et 10 janvier a été l'illustration du climat de tension. Les républicains ont accusé les radicaux d'être les *« instruments des Brigades rouges »*. Après un violent échange d'épithètes à la buvette du Parlement, M. Giancarlo Pajetta, membre de la direction du P.C.I., a lancé son verre de bière à la tête d'un député radical, souffleté en outre par deux fois par une parlementaire communiste. Le ministre de la justice démocrate chrétien, Adolfo Sarti, a défendu au nom du gouvernement la « ligne de fermeté » mais les communistes n'en accusaient pas moins explicitement M. Forlani *« de troubles négociations souterraines »* avec les terroristes.

Dans l'attente d'un nouveau débat parlementaire sur le terrorisme prévu pour le 15 janvier, où répondra en personne M. Forlani, le P.C.I. a lancé un appel *« à la vigilance et à la mobilisation »* des forces populaires *« contre l'attaque terroriste à la démocratie et la grave situation créée par les ambiguïtés du gouvernement et des partis de la majorité »*. Un tel appel à la mise en alerte des sections du parti n'avait même pas été lancé pendant l'enlèvement d'Aldo Moro. Cette dramatisation de la situation n'est pas sans arrière-pensée politique pour un parti qui ne cache pas sa volonté de se poser comme « alternative » au pouvoir démocrate chrétien.

La « taupe » découverte

L'enquête sur les ravisseurs de M. D'Urso semble en revanche être arrivée à un tournant. L'« intermédiaire » des Brigades rouges, qui avait contacté les deux journalistes de *l'Espresso* afin de leur fournir le texte des interrogatoires de l'otage et une interview du groupe terroriste, serait M. Giovanni Senzani, trente-huit ans, assistant à la faculté de droit de Florence et criminologue de renom. Il semble qu'il était connu des deux journalistes, et ceux-ci auraient donc menti jusqu'ici au magistrat. Leur position pénale peut devenir d'autant plus grave que le parquet de Rome affirme être convaincu que M. Senzani a mené en personne le « procès prolétarien » de M. D'Urso.

Le substitut procureur, M. Sica, laisse même entendre que M. Senzani serait « la taupe » du ministère de la justice qui, depuis trois ou quatre ans, donnait des informations de première main aux Brigades rouges. M. Senzani avait eu des contacts de travail étroits avec les trois magistrats qui avaient organisé la réforme pénitentiaire italienne et étaient tombés, entre octobre 1978 et mars 1980, sous les balles des Brigades rouges.

Il peut sembler étonnant que jusqu'ici M. Senzani n'ait pas fait l'objet d'une enquête approfondie. Ses travaux sur la criminalité, dont certains avaient été publiés dans la revue *Città e regione* — dirigée par l'actuel ministre de la défense socialiste, M. Lagorio — permettaient à M. Senzani de circuler dans toutes les prisons de la péninsule et de s'entretenir librement avec tous les détenus, y compris les brigadistes ou présumés tels. M. Senzani avait pourtant été arrêté trois jours, il y a deux ans, puis relâché faute de preuves pour un faux témoignage dans le cadre d'une enquête sur les Brigades rouges en Toscane. En outre, son beau-frère, un professeur de Gênes, M. Enrico Fenzi, arrêté puis relâché faute de preuves dans le cadre d'une enquête sur les Brigades rouges, était depuis passé à la clandestinité. Est-ce une négligence des services de sécurité ou bien une telle enquête s'était-elle déjà conclue sans élément de preuves probant ? Dans l'état actuel des choses et de ce qui a été rendu public, il est impossible de savoir si M. Senzani fait bel et bien partie des ravisseurs de M. D'Urso ou n'a été, de par sa position, qu'un intermédiaire obligé ou non des Brigades rouges.

MARC SEMO.

République fédérale d'Allemagne

M. GENSCHER PREND A SON TOUR POSITION EN FAVEUR DE LA VENTE DE CHARS LÉOPARD II A L'ARABIE SAOUDITE

De notre correspondant

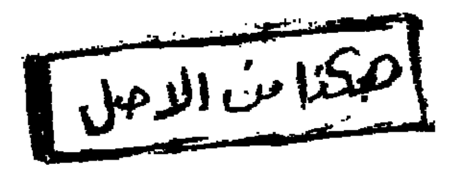
Bonn. — Alors que le nouveau secrétaire d'Etat aux finances, M. Horst Schulmann, se rendait à la fin de la semaine dernière à Ryad, le ministre des affaires étrangères, M. Genscher, a pris position dans la controverse touchant l'éventuelle livraison de chars Léopard II à l'Arabie Saoudite (*le Monde* du 10 janvier). Plus clairement encore que ne l'avait fait l'homme de confiance du chancelier, M. Wischnewski, le ministre a fait savoir que, à son avis, l'Arabie Saoudite n'était pas située dans une *« zone de tension »*. Bien qu'aucune demande formelle n'ait encore été présentée à Bonn, l'avis du responsable de la diplomatie ouest-allemande ouvre la voie à l'exportation de matériel de guerre vers Ryad. Il rend même possible l'envol en Arabie d'instructeurs de la Bundeswehr, qui auraient pour tâche de familiariser les soldats du roi Khaled avec le matériel qui leur serait fourni.

La R.F.A. a déjà emprunté à l'Arabie Saoudite l'équivalent de 5,5 milliards de marks. La semaine dernière, l'hebdomadaire *Der Spiegel* a suggéré qu'en contrepartie de la livraison des Léopard, les dirigeants de Ryad seraient prêts à proposer *« une très large coopération économique et financière »* entre les deux pays. En fait, une telle coopération existe déjà. En novembre, les livraisons de l'Arabie Saoudite représentaient 29 % des importations ouest-allemandes de pétrole, et il ne semble pas que les raffineries de la R.F.A. puissent absorber une plus grande quantité de carburant. En outre, les exportations de la République fédérale vers Ryad, dépassent 4 milliards de marks par an, et le marché intérieur de l'Arabie Saoudite paraît de plus en plus saturé. — J. W.

● *Entretien Giscard d'Estaing-Schmidt.* — M. Giscard d'Estaing a eu, samedi 10 janvier, un entretien téléphonique de trois quarts d'heure avec le chancelier Schmidt, a annoncé, dimanche, un communiqué de l'Elysée. Cette conversation, *« la première depuis le début de l'année entre les deux hommes d'Etat, a permis de constater une nouvelle fois leur identité de vue sur les principaux problèmes internationaux et confirme la continuité de l'entente amicale entre la France et la République fédérale d'Allemagne »*, précise ce communiqué







صحكنا من الاصل

Le Monde

politique

LA PRÉPARATION DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

M. Debré accentue ses critiques contre M. Giscard d'Estaing et précise ses menaces contre M. Chirac

En deux manifestations successives — la réunion de ses partisans à Paris, samedi 10 janvier, et « Le club de la presse » d'Europe 1 le lendemain, — M. Michel Debré a annoncé une intensification de sa campagne électorale et franchi un degré de plus, en précisant ses menaces contre M. Chirac et en accentuant ses critiques à l'égard de M. Giscard d'Estaing.

L'ancien premier ministre proclame sa conviction qu'il est « le meilleur rassembleur » possible des gaullistes et se présente comme un « homme de l'avenir » *et non du passé*, bien qu'il rappelle que, depuis la guerre, il a vécu toutes les gloires et tous les avatars du gaullisme (il fêtera ses soixante-neuf ans jeudi 15 janvier au Havre).

A ce titre, il a donc lancé un appel à M. Jacques Chirac pour le dissuader d'être candidat, car, assure-t-il, « *il diviserait un mouvement en marche* ». Il appelle aussi le R.P.R. à le rejoindre estimant, comme l'a dit M. Boinvilliers, député du Cher et délégué national des comités Debré, que cela lui apporterait une « dynamique énorme ». Mais, M. Debré brandit aussi une menace, celle de la création d'un nouveau mouvement gaulliste, lorsqu'il affirme devant ses partisans que « *sa mission ne fait que commencer* » et qu'elle se poursuivra « *au-delà de l'élection* ».

La réunion, samedi, des quelque sept cents membres des comités de soutien donnait déjà l'image de l'esquisse d'une organisation en gestation avec ses documents bien préparés et ses groupes d'accueil de jeunes gens en tee-shirts bleu pâle frappés du nom du candidat, guidant un public essentiellement composé de membres des classes moyennes ou de la bourgeoisie « bon-chic, bon-genre », de hauts fonctionnaires à la retraite et de gaullistes chenus.

M. Debré doit réunir, cette semaine, les députés qui le soutiennent et qui, au nombre de vingt-huit, approchent le seuil des trente nécessaires à la constitution d'un groupe parlementaire autonome. Mais en annonçant, dès maintenant, la prolongation de son action, M. Debré n'admet-il pas implicitement son échec à l'élection présidentielle ?

De plus, en prenant l'initiative de créer un nouveau mouvement naturellement dirigé contre M. Chirac, M. Debré ne risque-t-il pas d'apparaître comme l'auteur d'une dissidence au sein du parti auquel il appartient toujours et comme le responsable d'une division supplémentaire de la famille gaulliste ?

Au « Club de la presse », le candidat *a été sensiblement en retrait par* rapport à ses déclarations de la veille, et il n'a répondu aux questions précises que par des boutades ou des esquives, démentant seulement l'éventuelle formation d'un groupe parlementaire.

« Un septennat, hélas ! »

Si M. Debré condamne tous les autres candidats, il réserve cependant ses traits les plus vifs à l'action de M. Giscard d'Estaing, lançant, pour résumer sa pensée : « *Un septennat, hélas ! Deux septennats, holà ! Que dire de plus clair ?* » Mais à Europe 1 il n'a pas voulu dire *quelle serait son attitude après le* premier tour, afin de mieux laisser croire qu'il pourrait figurer au second. Son réquisitoire, sans la moindre indulgence, émaillé de formules cinglantes ou ironiques, avait été, la veille, applaudi à maintes reprises par ses partisans.

Le lendemain, il a ajouté l'énoncé d'un « catéchisme » en cinq commandements, et imaginé que le gouvernement de salut public qu'il prône pourrait aller de MM. Chevènement et Rocard à MM. Jean-Pierre Fourcade et Jean-Luc Lagardère (P.-D. G. d'Europe 1).

Reprenant les critiques qu'il développe depuis six mois à l'égard du pouvoir, M. Debré a souvent employé des arguments comparables à ceux qu'utilise M. Chirac — et *plus partiellement Mme Garaud* — pour appeler à l'« effort », pour recréer l'« enthousiasme » et pour garantir l'« espérance ». Cette convergence fait apparaître plus fratricide la concurrence que se livrent les deux anciens premiers ministres.

Toutefois, ne s'adressant pas tout à fait au même électorat, les deux candidatures, si elles se confirment, peuvent devenir complémentaires et offrir un choix plus varié aux « antigiscardiens » de cette fraction de l'électorat majoritaire.

ANDRÉ PASSERON.

Devant ses comités de soutien : « La France vogue »

M. Michel Debré a notamment déclaré samedi 10 janvier devant les délégués de ses comités de soutien :

« *Ce n'est pas vrai que la conduite de la France soit présentement la meilleure ou que tout puisse aller mieux dans six mois, dans un an, comme on ne cesse de le dire ou de le laisser croire.*

» *Entre la satisfaction officielle, l'illusion socialiste et l'imposture communiste, il y a une voie de raison et de sagesse qui est le salut. Il faut mettre fin aux hésitations de la pensée qui condamnent aux hésitations de l'action. Et, pour mettre fin aux hésitations de la pensée et de l'action, il faut mettre fin aux hésitations du cœur.* »

L'orateur rappelle que dans tous les domaines « *la compétition idéologique se double d'une guerre économique* » et que cela fait partie de la part des autres pays « *d'un plan animé par une volonté de richesse et de puissance* ». Il demande « *que des pouvoirs spéciaux soient accordés à un gouvernement capable* », notamment pour redonner priorité à l'entreprise et arrêter la hausse des coûts de production. Il souhaite aussi une réhabilitation du Plan. Il dénonce les « *crises qui menacent l'Etat, notre défense et notre personnalité nationale* ». Il ajoute

« *La France, présentement, vogue. Quand le plus fort apparaît l'Amérique, elle se range aux côtés de l'Amérique : l'on va à la Jamaïque et l'on y cède tout. Quand le plus fort apparaît la Russie, on se range du côté de la Russie, on va à Varsovie et l'on se fait l'avocat de l'agresseur. Quand le plus fort apparaît le Japon, on s'en va à Tokyo et l'on abandonne l'industrie française et l'ouvrier français. Quand le plus fort apparaît le gouvernement de Mme Thatcher, on lui accorde tout ce qu'elle demande et l'on sacrifie sans remords le paysan, le pêcheur et le contribuable français. Quand le plus fort apparaît l'ayatollah Khomeiny, on le courtise... Quand le plus fort apparaît la Libye, on abandonne celui que l'on soutenait hier au Tchad et le Tchad lui-même... Ce n'est pas ainsi que la France doit se conduire dans ce monde désormais difficile et dangereux.* » (...)

» *Soit, me dit-on, mais ne voyez-vous pas que vous êtes un homme du passé ! On me l'a dit toute ma vie que j'étais un homme du passé. On appelle homme du passé quiconque ne cède pas au conformisme des idées reçues. Certes, si c'est être homme du présent que de suivre la mode, je n'appartiens pas à cette race-là. Je suis en 1980 comme je l'étais en 1950 et 1960, comme je le serai en 1990, si Dieu me prête vie, un homme, un homme qui combat pour le bonheur et la fierté des citoyens, la légitimité de la République et la grandeur de la France en un mot comme en cent, un homme de l'avenir.* » (...)

« *Si je me présente, c'est que j'estime le pouvoir insuffisant. Un septennat : hélas ! — deux septennats : holà ! Que dire de plus clair !*

» *Si les nationaux, si les républicains, pour qui le peuple a fait le bon choix en 1978, continuent de suivre la mauvaise voie, celle du laisser-faire, baptisé libéralisme, de l'abandon des valeurs profondes, baptisé modernisme, de la soumission au plus fort, baptisée indépendance, le tout couvert par l'illusion que le bout du tunnel est pour demain, alors un peuple révolté préférera l'aventure à l'indifférence, le saut dans l'inconnu à l'incompréhension, le risque de la révolution à l'égoïsme social. J'ai honte aussi quand je constate chaque mercredi que le conseil des ministres de la France est devenu, dans la perspective de l'élection, un bureau national d'aide sociale.* »

M. Debré déclare en conclusion : « *Qu'ils réfléchissent ceux qui hésitent encore et qu'ils mesurent le danger de diviser un mouvement en marche. Un mouvement qui ne s'arrêtera plus, car le service de la France peut exiger qu'il se poursuive au-delà de l'élection. La mission dont j'ai pris la charge au nom de tant de Françaises et de Français ne fait que commencer. Car il faut à tout prix renouveler la politique, la débarrasser des carcans vétustes qui freinent le combat de la République, que ce soient les carcans de l'immobilisme, des idées fausses, des impostures sentimentales ou intellectuelles. Quelle joie immense saisirait toute la France si l'unité ressoudée donnait une force neuve et une assurance de victoire — je dis bien : de victoire !* »

Au « Club de la presse » : un catéchisme

Hôte du « Club de la presse » d'Europe 1, dimanche 11 janvier, M. Debré a notamment déclaré :

« *J'ai résumé le catéchisme que je me suis fixé et qui correspond aux exigences de la politique française :*

» *Premièrement, l'emploi du mot crise est une excuse pour ne pas agir ; le monde est lancé dans une compétition idéologique et économique pour la puissance.*

» *Deuxièmement, les illusions ne fondent pas une politique, seule la vérité le permet.*

» *Troisièmement, le temps perdu ne se rattrape pas, pour gagner, prenons de l'avance.*

» *Quatrièmement, les nations qui faiblissent ne sont pas un exemple ; pour ne pas être piétinée la France doit grandir.*

» *Cinquièmement, ce que les Français ne feront pas pour leur emploi, pour leur sécurité, pour leur progrès, pour leurs sciences, pour leur défense, nul ne le fera à leur place. L'avenir des Français, c'est l'avenir de la France.* »

Interrogé sur une candidature éventuelle de M. Chirac, il répond : « *La situation de la France dans les années qui viennent me rend plus crédible que d'autres pour défendre certaines orientations du redressement.*

» *Dans la mesure où il faut prendre conscience de ce que représentent dans toute la France les hommes et les femmes animés par une certaine foi dans le redressement national, j'ai acquis la conviction que, pour la majorité d'entre eux et d'entre elles, je suis le meilleur candidat (...).*

» *J'ai été tout à fait stupéfait de penser qu'à la suite de mes propos, brusquement, on les rabaissait à une histoire de groupe parlementaire, comme si nous étions dans les meilleurs moments de la IIIe ou de la IVe République.* »

A propos de son attitude au second tour, M. Debré a déclaré : « *J'ai répondu qu'au deuxième tour on ne vote pas pour mon adversaire.* »

M. Debré ajoute : « *Les objectifs, c'est la reconquête de la France par son redressement économique, par l'approfondissement de sa solidarité sociale, par une volonté de rendre confiance en la France et en assurant la participation de la France à la sauvegarde de la liberté et de la paix. Ce sont de très grands objectifs. Ils exigent des pouvoirs spéciaux temporaires pour faire en sorte que le redressement économique et la solidarité sociale se manifestent par des mesures financières, budgétaires, sociales, qui soient prises rapidement.*

» *Je parle d'un effort et d'un gouvernement de salut qui irait très volontiers de Rocard à Chevènement, voire des deux, jusqu'à Fourcade et puis, pourquoi pas, au patron de cette maison Jean-Luc Lagardère. Il a fait ses preuves.* »

Quatre élections municipales

ARIEGE : Tarascon-sur-Ariège (2e tour).

Inscr., 2 218 ; *vot.*, 1 100 ; *suffr.* expr., 1 060. M. Pierre Conte (liste d'union de la gauche), 533 voix, ELU ; M. Bernard Guittard (liste d'union de défence des intérêts communaux, div. maj.), 527 voix.

[Un siège restait à pourvoir à l'issue du premier tour, qui avait donné vingt-deux élus à la liste d'union de la gauche conduite par le maire sortant, M. Gilles Rousse (P.S.). Le conseil municipal issu de la fusion des communes de Tarascon, Bauat, Cazenave, Serres et Allens avait été dissous à la suite de la séparation de ces communes.

Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : liste d'union de la gauche, entre 631 et 686 voix ; liste d'union pour la défense des intérêts communaux, entre 574 et 601 voix.]

SARTHE : Sablé (1er tour).

Inscr., 7 134 ; vot., 5 066 ; suffr. expr., 4 978. M. François Fillon (maj.), 4 221 voix, *ELU* ; Mme Hélène Marzorati (P.S.), 438 ; M. Dominique Le Vève (P.C.), 319.

[Il s'agissait de pourvoir le siège vacant depuis le décès du maire, Joël Le Theule, député R.P.R., ministre de la défense. M. Fillon, vingt-sept ans, ancien chargé de mission au cabinet de Joël Le Theule, a recueilli 84,79 % des suffrages exprimés. Il est élu dès le premier tour avec un résultat supérieur à celui qu'avait obtenu son prédécesseur au premier tour de 1977 (80,56 %).

En mars 1977, la liste conduite par Joël Le Theule avait enlevé tous les sièges au premier tour. Elle avait obtenu une moyenne de 3 835 voix pour 6 513 inscrits et 5 089 suffrages exprimés. Tête de liste, Joël Le Theule avait réalisé le meilleur *score en recueillant 4 100 voix.*

L'élection du maire aura lieu le vendredi 16 janvier.]

HAUTE-VIENNE : Bilhac-Rancon.

Inscr., 1942 ; vot., 699 ; suffr. expr., 543. M. Michel Blanchard (P.S.), 543 voix, *ELU*.

[Il s'agissait de pourvoir le siège laissé vacant par Mme Senamand (P.S.), démissionnaire pour des raisons de santé. Le conseil municipal est composé de onze communistes, de sept socialistes et de trois divers gauche. M. Blanchard était candidat unique, ce qui explique la faible participation et le nombre élevé (156) de bulletins blancs et nuls.]

YVELINES : Le Pecq (1er tour).

Inscr. 10 752 ; vot. 4 060 ; suffr. expr. 3 985.

M. Georges Roux (R.P.R.), 1 525 voix, Mme Jacqueline Penez (P.S.), 1 234 ; M. Philippe Durrèche (U.D.F.), 546 ; Mme Monique Baignol (div. maj.), 350 ; Mme Monique Kroes (P.C.), 330. *Il y a ballottage.*

[Il s'agit de pourvoir le siège vacant depuis le décès de M. Charles Villeneuve (div. mod.). M. Georges Roux, qui se place en tête du premier tour avec 38,27 % des suffrages exprimés, bénéficiait du soutien de dix-huit conseillers municipaux sur vingt-sept et de M. Michel Péricard, député R.P.R. de la deuxième circonscription des Yvelines. M. Philippe Durrèche (U.D.F.), pour sa part, était soutenu par trois conseillers en rupture de ban avec le R.P.R. Le conseil municipal élu en mars 1977 était ainsi composé : 16 R.P.R., 7 div. maj., 2 R.I., 1 C.D.S., 1 P.S.]

Après la réélection de M. Malaud

Le C.N.I.P. va demander aux candidats de se prononcer sur son programme

Réélu samedi dernier président du Centre national des indépendants et paysans (*le Monde* daté 11-12 janvier), M. Philippe Malaud a indiqué que son parti fixerait son choix pour l'élection présidentielle avant le printemps « *et après avoir consulté son président d'honneur, M. Antoine Pinay* ». Le CNIP demandera aux candidats appartenant à la majorité de se prononcer sur sa propre plate-forme. Celle-ci a été à nouveau examinée par le comité directeur de la formation, samedi. On y retrouve les thèses des indépendants sur le libéralisme économique, la nécessité d'une politique du « *franc vrai* », l'augmentation souhaitable des crédits militaires, l'opposition au « *socialisme rampant* ».

M. Philippe Malaud sera assisté d'un nouveau secrétaire général, M. François-Xavier Parent, qui succède à M. Maurice Ligot (et

Six vice-présidents ont été élus : MM. Raymond Bourgine, sénateur non inscrit de Paris, Baudouin de Hauteclocque, sénateur (ind.) du Pas-de-Calais, Henri Ginoux, député U.D.F. des Hauts-de-Seine, Mme Florence d'Harcourt, député non inscrit des Hauts-de-Seine, MM. Michel Junot, conseiller de Paris, adjoint au maire de la capitale, et Jean Goudareau, ancien adjoint au maire de Marseille.

Parmi les douze autres membres du bureau figurent trois parlementaires : MM. Raymond Brun, sénateur de la Gironde (app. R.P.R.), Jacques Féron, député de Paris (app. R.P.R.), et François d'Harcourt, député U.D.F. du Calvados, et Edouard Frédéric-Dupont, député de Paris (app. R.P.R.).

[M. François-Xavier Parent est né en septembre 1924 à Lormes (Nièvre). Il est docteur en droit et conseiller de l'Union nationale des syndicats français d'architectes. Entré au CNIP dès sa fondation, M. Parent était secrétaire général adjoint de cette formation depuis 1975 ; il avait été, à ce poste, proche collaborateur de Camille Laurens. Rédacteur en chef du *Journal des indépendants*, il a aussi été membre du cabinet de M. Maurice Ligot de 1976 à 1978 lorsque celui-ci occupait le poste de secrétaire d'Etat à la fonction publique.]

UN SONDAGE « IFOP-LE POINT »

Le chef de l'État reste largement en tête mais son image se dégrade

Un sondage réalisé par l'IFOP du 18 décembre 1980 au 2 janvier 1981 auprès d'un échantillon de 3 037 personnes de dix-huit ans et plus, et publié lundi 12 janvier par l'hebdomadaire « le Point », fait apparaître que, pour le second tour de l'élection présidentielle, M. Valéry Giscard d'Estaing recueille 54 % des intentions *de vote contre* 46 % à M. François Mitterrand. Au mois de novembre 1980, le chef de l'Etat recueillait 60 % des intentions de vote, contre 40 % au leader socialiste.

Cette diminution du score du président de la République affecte également les résultats du premier tour, dans toutes les hypothèses. S'il y a plusieurs candidats gaullistes, M. Giscard d'Estaing obtient 34 % des intentions de vote (contre 36 % au mois de novembre)), M. Mitterrand 21 % (18 % en novembre), M. Marchais 15 % (16 % en novembre), M. Chirac 8 % et M. Debré 7,5 % ; ces deux derniers chiffres n'ont pas varié depuis deux mois. S'il y a un seul candidat gaulliste, M. Valéry Giscard d'Estaing obtient 37 % des voix, M. Chirac comme M. Debré recueillant 11 %.

Toutes ces hypothèses excluent la candidature de Coluche. En revanche, *lorsque* l'artiste de variétés est présent, il bénéficie selon ce sondage de 11 % des intentions de vote au premier tour, *faisant* perdre, *selon les* cas, de 2 à 3,5 points aussi bien au chef de l'Etat qu'au candidat socialiste.

Pour le second tour, ce sondage fait également apparaître que, pour 60 % de l'électorat de MM. Chirac et Debré reporte ses voix sur *M. Giscard d'Estaing*, 15 à 19 % passant à M. Mitterrand tandis que 56 % des électeurs communistes se reportent *d'emblée sur le leader socialiste.*

Selon un second sondage, réalisé du 26 décembre 1980 au 2 janvier 1981 auprès d'un échantillon de 1 211 Français âgés de dix-huit ans et plus, le « bilan global de l'action de M. Giscard d'Estaing » est jugé « plutôt négatif » par 48 % des personnes interrogées (42 % en novembre), « plutôt positif » par 33 % (40 % en novembre). A la question de savoir « qui sera élu » en 1981, 60 % des personnes interrogées répondent que ce sera M. Giscard d'Estaing, 8 % M. Mitterrand.

Le président de la République est sévèrement critiqué par plusieurs journaux britanniques

De notre correspondant

Londres. — La dernière édition de l'hebdomadaire *Now !* n'a pas été distribuée cette semaine en Europe, à la demande de son propriétaire, Sir James Goldsmith. Selon le *Times*, Sir James, mécontent d'un article de M. Jack Gee sur les perspectives électorales de M. Giscard d'Estaing, aurait tenté de retirer totalement le numéro de la distribution, et aurait ensuite accepté comme compromis un arrêt des livraisons de *Now !* vers l'Europe.

L'article de M. Gee évoque les difficultés auxquelles le président français doit faire face. « *Son prestige, écrit-il, a été affecté par des échecs électoraux, des scandales politiques, les morts mystérieuses de trois anciens ministres, les divisions grandissantes au sein de la coalition gouvernementale et la détérioration de l'économie.* » L'auteur évoque en ces termes la façon dont M. Giscard d'Estaing cultive son image : « *Le président a commencé son mandat en prenant le métro vêtu d'un chandail à col roulé. Il a maintenant établi un protocole de style monarchique, inspiré par le rituel de la cour de Louis XIV. Quand il déjeune avec Mme Thatcher à l'Elysée, Giscard insiste pour être servi avant son invitée d'honneur. (...) Dans une période de récession et de chômage (...) l'opulence du style de vie du président choque ses compatriotes...* » L'article est accompagné de deux photos : l'une représente le président passant des troupes en revue à Saint-Cyr avec la légende : « *Le nouveau style du président* » ; *l'autre le montre assis à une table* de café entouré de Français modestes avec la légende : « *La vieille image, Giscard essaie de se faire des amis dans un café.* »

Après avoir évoqué l'affaire des diamants, puis la mort dans de mystérieuses circonstances de Jean de Broglie, celle de Robert Boulin et celle de Joseph Fontanet, ainsi que l'apparition sur la scène électorale de Coluche, le journaliste estime toutefois qu'« *il faut porter au crédit de Giscard que les Français bénéficient d'un plus haut niveau de vie que les Britanniques. Les encouragements financiers donnés par Giscard à l'industrie ont régulièrement amélioré la productivité et, jusqu'à présent, protégé le pouvoir d'achat pendant la période de récession* ».

Au cours des dernières semaines plusieurs articles critiques à l'égard du président français ont paru dans la presse britannique. Le plus récent en date est celui du journal populaire à grand tirage, le *Sun*, dans lequel M. Akass écrit que « *M. Giscard d'Estaing s'est toujours conduit, à l'égard de la Grande-Bretagne, comme les aristocrates français devaient se comporter envers la paysannerie avant la Révolution. Quand il passe dans son carrosse, il a parfois la bonté de nous jeter quelques pièces par la vitre* ». « *S'il était invité à dîner avec Dieu, il insisterait pour être servi le premier* », note le journaliste qui, faisant allusion aux repas du président chez les « Français moyens », écrit : « *Il y a rapidement renoncé, préférant la compagnie des dictateurs africains qui lui donnaient des diamants.* »

Sur un ton plus serein, M. Frank Giles, rédacteur en chef du *Sunday Times*, notait le 28 décembre que, après être allé dîner à l'improviste chez des camionneurs choisis à l'avance, « *Giscard d'Estaing était redevenu lui-même, un représentant plutôt renfermé, intelligent et curieusement incertain, des classes supérieures* ». M. Giles laissait prévoir sept nouvelles années de « *monarchie élue* » en France, mais, ajoutait-il, « *il ne faut pas négliger la récurrence dans l'histoire de France de soulèvements soudains comme en 1968* ».

HENRI PIERRE.

Mme GISCARD D'ESTAING : si nous n'écoutions que nos désirs personnels...

Mme Giscard d'Estaing déclare dans une interview que publie lundi 12 janvier le *Parisien libéré* : « *Si nous n'écoutions que nos désirs personnels et familiaux, cela ne nous conduirait pas à souhaiter de renouveler un septennat. (...) Quand le moment sera venu, c'est mon mari qui prendra la décision. Il la prendra en conscience, et je lui fais tout à fait confiance pour que ce soit la bonne décision.* »

A propos des investissements en Bourse, l'épouse du chef de l'Etat déclare : « *J'ai fait partie d'un club d'investissements il y a une dizaine d'années. On se réunit à une dizaine de personnes et, tous les mois, on met une mise de 100 francs. Avec cette petite somme on achète des actions que l'on gère. (...) Cela a été mon expérience de la Bourse. Cela ne nous menait pas à des sommes considérables comme vous pouvez l'imaginer et cela n'a pas été plus loin. Quant au patrimoine dont je dispose, il est confié à un gestionnaire qui se charge de ce travail et auquel je fais toute confiance sans, bien évidemment, intervenir.* »

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE A LA TÉLÉVISION LE 27 JANVIER

M. Valéry Giscard d'Estaing interviendra mardi 27 janvier à la télévision dans le cadre de l'émission « Une heure avec le président de la République ». Il répondra à 20 heures aux questions des journalistes d'Antenne 2 consacrées exclusivement aux *problèmes internationaux.*

La présidence de la République a précisé que le contenu de l'émission s'explique par l'« *importance des sujets liés à l'actualité internationale, notamment, à l'occasion de l'entrée en fonctions du président élu des Etats-Unis, M. Ronald Reagan, le 20 janvier prochain, des événements intervenus en Afrique et des récents développements de la situation en Europe* ».

L'émission « Une heure avec le président de la République » était initialement programmée tous les deux mois ; toutefois, *cette périodicité n'est plus respectée* : la dernière émission avait eu lieu le 5 mai 1980.

L'ÉLECTION LÉGISLATIVE DE LA QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION DE L'EURE

Le P.C.F. disputera au R.P.R. le siège de M. Tomasini

Le premier tour de l'élection législative partielle de la quatrième circonscription de l'Eure, consécutif à l'élection au Sénat de M. Tomasini (R.P.R.), est marqué par un recul sensible du candidat de la majorité par rapport au premier tour des élections législatives de 1978, une légère avancée du candidat communiste et une nette progression du candidat socialiste. M. Tailleur (R.P.R. a. U.D.F.) perd, en effet, 8,49 points par rapport au score obtenu, le 12 mars 1978, par M. René Tomasini (R.P.R.), M. Larmanou gagne 1,68 points et M. Deschaux-Beaume améliore de 8,8 points, le score obtenu en 1978 par le candidat socialiste, M. Maugé. Si l'on ne tient pas compte des voix qui se sont portées sur le candidat du P.S.D., M. Nitsch — parce qu'il est difficile de prévoir sur qui elles se reporteront au second tour —, le total des voix obtenues par les candidats de gauche (P.C. + P.S. + L.O. + L.C.R.) s'établit à 23 810, soit 55,74 %. En 1978, ce même total s'établissait à 26 852, soit 45,16 % des suffrages exprimés. Globalement, la gauche gagne donc 10,58 points de 1978 à 1981.

Du côté de la majorité le total des voix (R.P.R. + F.N. + rad. ind.) s'établit à 18 115, soit 42,40 %, contre 25 932 en 1978 (R.P.R. + F.N.), soit 43,94 %. Globalement, la majorité augmente donc son score de 1,54 point de 1978 à 1981, mais il y a eu 36,97 % d'abstentions en 1981 contre 13,02 % en 1978.

Le recul enregistré par M. Tailleur peut s'expliquer par deux éléments : l'U.D.F. n'ayant apporté qu'un soutien très discret au successeur désigné de M. Tomasini, celui-ci n'a pas pu faire le « plein » des voix majoritaires auxquelles il aurait pu s'attendre. Dans le nombre élevé des abstentionnistes du premier tour, il y a donc vraisemblablement plusieurs centaines d'électeurs U.D.F. qui, si il avait eu des « primaires » au sein de la majorité, auraient grossi le total des voix obtenu par celle-ci au premier tour. A cet égard, la décision de l'U.D.F. de ne pas présenter de candidat (après plusieurs tentatives), a donc nui à M. Tailleur. M. Tomasini avait, d'autre part, une influence dans cette circonscription qui dépassait sensiblement l'électorat majoritaire. Par une présence continuelle, des centaines d'interventions, l'ancien député U.D.R. avait « fidélisé » des électeurs qui, pour certains d'entre eux, se seraient normalement prononcés pour la gauche. Ce sont ces « voix personnelles » — que M. Tomasini estimait être d'environ six à sept mille — qui ont notamment manqué à M. Tailleur. — L. Z.

CANDIDATS ET PARTIS	11 janvier 1981 Inscr. : 70 633 Suff. expr. : 42 715 Abst. : 36,97 %		19 mars 1978 Inscr. : 69 315 Suffr. expr. : 59 308 Abst. : 11,73 %		12 mars 1978 Inscr. : 69 332 Suffr. expr. : 59 014 Abst. : 13,02 %		11 mars 1973 Inscr. : 58 207 Suffr. expr. : 48 717 Abst. : 14,55 %		4 mars 1973 Inscr. : 58 212 Suffr. expr. : 49 554 Abst. : 12,83 %		23 juin 1968 Inscr. : 52 840 Suffr. expr. : 44 494 Abst. : 13,63 %	
	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%
MM. TAILLEUR (R.P.R. a. U.D.F	17 012	39,82	32 740 (1)	55,20	25 562 (1)	43,31	25 340 (1)	52,01	23 117 (1)	46,65	27 366 (1)	61,50
LARMANOU (P.C.)	11 653	27,28	26 568	44,79	15 145	25,66	17 575	36,07	9 885	19,94	7 279	16,35
DESCHAUX-BEAUME (P.S.)	11 251	26,33	—	—	10 347 (4)	17,53	—	—	6 299 (3)	12,71	7 085 (2)	15,92
NITSCH (P.S.D.)	790	1,84	—	—	1 234 (5)	2,09	—	—	—	—	—	—
SURGEON (F.N.)	725	1,69	—	—	370 (6)	0,62	—	—	763	1,53	—	—
BATTEUX (L.O.)	599	1,40	—	—	828	1,40	—	—	—	—	—	—
BELLIEN (rad. ind.)	378	0,88	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
HOUDET (L.C.R.)	307	0,71	—	—	332	0,56	—	—	1 179	2,37	—	—
Réf.	—	—	—	—	—	—	5 802 (7)	11,90	6 433 (7)	12,98	—	—
U.D.F.	—	—	—	—	3 366 (8)	5,70	—	—	—	—	—	—
P.S.U.	—	—	—	—	—	—	—	—	1 396 (10)	2,63	2 764 (9)	6,21
Div. g.	—	—	—	—	491 (11)	0,83	—	—	—	—	—	—
Div.	—	—	—	—	1 339 (13)	2,26	—	—	572 (12)	1,15	—	..

(1) M. René Tomasini ; (2) Mlle Monique Luchaire, F.G.D.S.-rad. ; (3) M. Roger Doré, U.G.D.S.-P.S. ; (4) M. Guy Maugé, P.S. ; (5) M. Marc Montourcy ; (6) Mme Adèle Clamens ; (7) M. Maurice Burette ; (8) M. Jean-Marie Jacobs, U.D.F.-rad. ; (9) M. Jean-Marie Simon ; (10) M. André Goudeau ; (11) M. Dominique Cordier-Pecron, Union des gaullistes de progrès ; (12) M. Pierre Carlier, « Libéraux socialistes européens » ; (13) M. Louis de Bueil, Mouvement des démocrates.

● *M. Jean Poperen*, secrétaire national du parti socialiste, s'est félicité, dimanche 11 janvier, de la *« forte progression »* du P.S. dans cette élection, ajoutant : *« Cette puissante avancée du parti socialiste s'inscrit dans une progression générale de la gauche : aux Andelys, la droite subit un nouvel et dur échec. Son candidat, celui qui représente le programme d'injustice sociale et de régression du pouvoir, doit être battu dimanche prochain.*

» Le parti socialiste remercie les nombreux électeurs qui lui ont manifesté leur confiance et, son candidat s'étant désisté, il les invite à appliquer la discipline républicaine, en votant au second tour pour le candidat de gauche arrivant en tête au premier, le candidat communiste Larmanou ».

CORRESPONDANCE

De Rocard à Mitterrand

Dans le troisième article de notre série consacrée aux « états d'âme du P.S. » (*le Monde* du jeudi 1er janvier), nous avons fait référence à la lettre qu'un électeur socialiste de Reims nous avait adressée le 9 novembre, au lendemain du comité directeur du P.S. au cours duquel M. François Mitterrand a annoncé qu'il était candidat à la candidature socialiste à l'élection présidentielle. Cette personne nous faisait part de son découragement. *« Tant pis, écrivait-elle, si je « roule » pour Marchais et Giscard en votant nul au premier tour. Je voterai Rocard pour manifester que je crois en lui et que j'en ai assez de l'état-major du P.S. »*

Cet électeur, qui tient à préserver son anonymat, nous signale, dans un courrier daté du 5 janvier, que, sans rien renier de sa première réaction, il a changé d'avis depuis et décidé de voter pour M. Mitterrand dès le premier tour. « *Dire que tous ceux qui, avec enthousiasme et espoir, suivaient l'ascension de M. Rocard feront comme moi n'est pas prouvé*, écrit-il. *Néanmoins, quelques-uns de mes amis — les plus motivés politiquement — ont décidé de réviser leur position tant la menace du pouvoir actuel leur paraît grande. Ce sera donc Mitterrand dès le premier tour, puisqu'il le faut, avec respect et estime, mais sans enthousiasme.* »

● *M. Jean-Marie Le Chevalier*, chargé de mission au cabinet de M. Maurice Plantier, secrétaire d'État aux anciens combattants, a été nommé chef du service de presse du secrétariat d'État aux anciens combattants.

[Agé de quarante-quatre ans, M. Le Chevalier, ancien membre du conseil économique et social, a été pendant dix ans directeur général à la chambre de commerce et d'industrie de Rennes, puis directeur du cabinet de M. Jacques Dominati, secrétaire général des républicains indépendants.]

Le Monde

société

AVANT LE PROCÈS DE DIX-SEPT AUTONOMISTES

L'inquiétude grandit en Corse devant la recrudescence des attentats

Alors que six détenus autonomistes corses continuent ce lundi 12 janvier une grève de la faim commencée il y a soixante-deux jours pour trois d'entre eux, leur procès est toujours prévu pour le 14 janvier. Mᵉ Lucien Felli, l'un des avocats des autonomistes et porte-parole à Paris de l'Union du peuple corse (U.P.C.), a l'intention de demander une contre-expertise de l'état de santé de ses clients. D'autre part, une manifestation de soutien en faveur des autonomistes devrait avoir lieu mercredi 14 janvier, à Ajaccio, à l'appel de vingt-six organisations, associations, syndicats et partis politiques.

Un an après les événements de Bastelica et d'Ajaccio et à la veille du procès devant la Cour de sûreté de l'Etat, les habitants de l'île sont de plus en plus inquiets de la « montée de la violence » qui se traduit notamment par un nombre croissant d'attentats. Deux attentats par explosifs ont ainsi eu lieu dans la nuit du dimanche 11 au lundi 12 janvier à Ajaccio. L'un a détruit la voiture de Mme Eliane Pierotti, directrice d'un cabinet juridique. L'autre, symbolique, a endommagé l'évêché de la ville. Des inscriptions à la peinture ont été tracées sur les murs : « Evêque fora. » (« Evêque dehors ! »)

« I FRANCESI FORA »

De notre envoyé spécial

Ajaccio. — Les habitants de la Corse, un an après les événements de Bastelica et d'Ajaccio (trois morts), se prennent à douter de l'avenir de leur île. Plus que jamais, la violence et son corollaire, l'insécurité, se sont installées. Plus encore qu'auparavant, une immense lassitude semble conduire résolument les habitants de la Corse vers le « bon choix »... Tel est le constat. *Rarement les Corses n'auront*, en effet, été aussi irrités qu'en 1980 par le nombre de plasticages, coups de feu en tous genres et *attaques à main armée d'établissements financiers.* 1980 représente, pour l'ensemble de ces « rubriques », une année record. Les services de police et de gendarmerie ont ainsi recensé 462 attentats (contre 329 en 1979) et 63 hold-up (contre 35 en 1979 et 11 en 1978). Bref, l'explosion d'un pain de plastic est chose courante ; le tir de quelques balles contre une gendarmerie, aussi.

Cette violence, pour partie, est d'origine politique. Les services administratifs spécialisés attribuent une « bonne moitié » des attentats par explosifs au Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.), groupe clandestin séparatiste. La rumeur court, d'autre part, — en dépit de ce qu'en pensent les policiers, — que certains hold-up ont *pour but* d'alimenter les caisses de l'organisation clandestine. Mais surtout, les Corses, de la majorité à l'opposition, estiment *que la violence politique*, en banalisant le recours aux explosifs et aux armes à feu, a, en quelque sorte, « libéré » une violence de droit commun, jusque-là « rentrée ».

Les Corses se sont ainsi habitués, en consultant leur quotidien, à faire la lecture critique des attentats du jour. Comme tout se sait sur cette petite île, ils ont vite fait de ranger tel attentat dans la série « racket », tel autre dans celle de la « concurrence commerciale », tel autre encore dans celle de la « vengeance » ou enfin dans celle de la « politique », en prenant bien soin de ne pas confondre les attentats du *F.L.N.C. avec ceux de FRANCIA* (groupe anti-séparatiste).

Le sentiment d'insécurité de la population devant cette « montée de la violence » est loin d'être négligeable. Le groupe R.P.R., dont les quatre députés corses sont issus, ne s'y trompent pas quand ils déclarent : « *Pourquoi, enfin, ne pas se rendre compte de la plus essentielle des évidences : l'opinion publique corse est lasse.* » Le maire de Bastia, M. Jean Zuccarelli (M.R.G.), ne dit pas autre chose : « *La population bastiaise est pacifique dans sa quasi-unanimité. Elle commence à en avoir assez et rejette les plasticages.* »

Cette dernière remarque est d'autant plus exacte depuis le mois de septembre. A cette date, le F.L.N.C. a en effet *commencé à plastiquer les appartements* des « non Corses », renouant ainsi avec une politique qu'il avait pourtant répudiée à la *fin de 1978. En quelques mois, les* indépendantistes du F.L.N.C. ont visé une cinquantaine d'objectifs continentaux, principalement dans la région d'Ajaccio. Cette politique du F.L.N.C. a notamment été réhabilitée dans un document en date de janvier 1980 : « *Le F.L.N.C.*, y lit-on, *n'a pas d'autre alternative que de stopper l'invasion par TOUS LES MOYENS, même si nous devons prendre le risque d'être, dans un premier temps, incompris (...). Aujourd'hui, chaque Français qui s'installe participe manifestement à la mort lente de notre peuple. Il est la caution morale du colonialisme, donc partie prenante du génocide en Corse. Voilà ce qui explique que notre peuple ait perdu sa traditionnelle hospitalité et pourquoi nous disons : « i francesi fora ! »* (les Français dehors !).

Le raisonnement des indépendantistes est simple. Selon eux, sur les 230 000 habitants de l'île, seulement 50 % sont Corses. Toujours selon eux, 3 000 Corses quittent chaque année la région, alors que 6 000 non-Corses viennent « *prendre leur place* ». C'est ce que le F.L.N.C. appelle un « *génocide par substitution* ». Ces données statistiques sont, bien évidemment, contestées. L'Union du peuple corse (autonomiste) considère, pour sa part, que sur les 230 000 habitants de l'île, 40 000 sont des ressortissants étrangers et environ 50 000 des continentaux, dont beaucoup ont dans leur famille des parents corses. « *Les Corses ne sont pas minoritaires chez eux*, déclare l'U.P.C., *le dire ne correspond pas à la réalité.* »

« Où allons-nous ? »

Le petit Livre blanc (soixante pages), publié cet été par le F.L.N.C., réaffirme toutefois : « *Aujourd'hui, le Français qui s'installe en Corse est*, a priori, *un ennemi du peuple corse (...).* » Et les attentats dits de « paillasson » ont repris, propageant une *forte inquiétude. Des pots de confiture* vidés et bourrés de plastic soufflent les portes palières de continentaux et, parfois, conséquence imprévisible de l'effet de souffle, celles des Corses. Le F.L.N.C., apparemment, ne fait pas le détail et ne dédaigne pas de plastiquer les logements de retraités ou de continentaux progressistes. A tel point que les Corses marmonnent : « *Ils prennent l'annuaire, ce n'est pas possible* », et qu'un nationaliste en retraite conclut : « *A chaque fois qu'il y a une con... à faire, ils la font.* »

La nouvelle tactique du F.L.N.C. a déjà au moins deux conséquences. La première est l'*inquiétude* ressentie *par les* continentaux. On la découvre de manière presque aiguë chez les fonctionnaires pour qui être *nommé en Corse n'est plus tou*jours la « récompense » d'autrefois — en tout cas la promesse de soleil et de calme — mais *parfois* une « punition ». Certains sont pressés de « faire leur temps » et de partir. D'autres tentent même de devancer la date du départ par une demande de mutation. Les députés de la Corse notent, dans une proposition de loi tendant à assurer l'indemnisation des dommages subis par les victimes d'attentats : « *Les compagnies d'assurance refusent d'assurer quiconque a déjà été victime d'un premier attentat par explosifs, et elles refusent, d'autre part, d'assurer les personnes qui sont d'origine française sans être d'origine corse. Elles refusent, enfin, d'assurer les Français rapatriés.* » Tel *est le climat.*

La deuxième conséquence est la marginalisation de plus en plus flagrante du F.L.N.C., initiateur d'une lutte décriée haut et fort. Des observateurs mettent à présent en cause l'étanchéité de sa clandestinité et le soupçonne d'être manipulé par des services spéciaux. Les mêmes, et d'autres, mettent sa nouvelle tactique sur *le compte de l'arrivée aux com*mandes du mouvement de militants d'extrême droite. L'isolement du F.L.N.C. est en tout cas incontestable. Depuis deux ans, des « cadres » l'ont quitté, et cette tendance s'est, semble-t-il, amplifiée ces derniers mois. Dans le même temps, le « Front », comme on l'appelle, recruterait plus qu'auparavant de très jeunes sympathisants alors qu'une cinquantaine de ses membres auraient pris le maquis.

Ce F.L.N.C., minoritaire comme il ne l'a jamais été, demeure toujours, cependant, une inconnue de poids. La police s'y perd à dénombrer ses courants et autres lignes de fracture. « *Nous ne savons plus où nous en sommes* », déclare un fonctionnaire. La saisie d'archives du groupe clandestin, en 1978, avait eu le mérite de livrer les statistiques du F r o n t : trois cent vingt-sept sympathisants et quatre-vingt-dix m i l i t a n t s. Aujourd'hui personne ne peut avancer de chiffres sans risque de se tromper. Une *chose* est *sûre* : très *peu de* plastiqueurs ont été arrêtés l'année dernière. Ainsi plus d'un habitant se demande-t-il sur cette toile de *fond* : « *Où allons-nous ?* » A sa manière, M. Philippe Loiseau, préfet de la Haute-Corse, répond lorsqu'il évoque « *la trame lassante et odieuse des attentats qui donnent l'impression que la Corse se mine elle-même de l'intérieur* ».

C'est un truisme : un climat de violence, quel qu'il soit, n'est jamais bénéfique pour l'économie d'une région ou d'un pays. Les investissements ne prennent pas aisément la route, et en l'occurrence la mer, pour venir financer des entreprises qui sont qualifiées par avance de « *coloniales* ». Cette même violence a conduit des propriétaires continentaux de terrains à bâtir à renoncer à leur *projet* de construction ou, tout au moins, à le geler. Enfin, le petit commerce et l'artisanat ont, comme partout, souffert de la *crise économique, et le nombre* de faillites a augmenté.

Ce tableau général n'est pas sans incidences sur le coût social de la crise dans l'île. Les statistiques indiquaient à la fin du mois de novembre 6 741 demandeurs d'emploi pour une population active évaluée à 80 310 personnes en 1975. Ce taux de chômage de 8,3 % est d'autant plus *préoccupant que près de la moitié* correspond à des chômeuses et des chômeurs de moins de vingt-cinq ans. Les élus n'hésitent pas à parler de « *situation véritablement dramatique* ». Cette situation est, de surcroît, caractérisée par un faible nombre d'emplois rétribués au-dessus de 3 000 F mensuels. Dans l'ensemble, le secteur privé paie ses employés 25 % de moins que sur le continent. Ainsi un s a l a r i é gagnera-t-il 2 800 F mensuels en Corse lorsque son *alter ego* touchera 3 700 F dans l'Hexagone.

L'effort financier consenti depuis peu par le gouvernement est cependant difficilement ’'iable. Des crédits importants ont été affectés et débloqués en faveur de l'île (1). La répartition de ces derniers demeure pourtant *la* question, les élus et le système des clans ne favorisant pas une vision régionale des investissements. M. Jean Bozzi, député (R.P.R.) de la Corse-du-Sud, reconnaît : « *Nous saupoudrons un peu trop les crédits, notamment dans les zones rurales.* » Il poursuit l'autocritique : « *Nous ne privilégions pas suffisamment les actions régionales... nous cafouillons sur la définition du développement à donner à la Corse.* » Plus crûment, l'U.P.C. interroge : « *Les crédits ? Mais où peuvent-ils bien passer ?* »

« Seul le réformisme est révolutionnaire... »

Ainsi est-on tenté de croire Mᵉ Charles Santoni, avocat au barreau de Bastia et membre du parti socialiste, lorsqu'il assure : « *Seul le réformisme est révolutionnaire en Corse.* » La remarque semble d'autant plus *juste* que la situation politique paraît inextricablement bloquée. Le gouvernement ne se départit pas, en effet, d'une politique de fermeté à l'égard de la Corse. Fermeté quant au statut institutionnel de droit commun de la région et fermeté à l'endroit du mouvement autonomiste animé par le docteur Edmond Simeoni. Cette politique conduit naturellement le gouvernement à s'appuyer sur les élus de la majorité pour le meilleur comme pour le pire, c'est-à-dire l'immobilisme, le respect de l'institution politique et sociale corse : le clan. Les tentatives pour échapper à cette triste alternative sont rares et quasiment condamnées par avance.

L'ouverture ne semble pas devoir être attendue, non plus, de ces élus, soutien du pouvoir en place et, surtout, garants du *statu quo* sur leur territoire. Leur acte de courage pour l'année 1980 — du moins le plus en vue et le mieux orchestré — aura été de « *réagir avec fermeté contre toute violence* » dans un texte adopté par le conseil régional. C'est peu. Pour le reste, il semble qu'ils s'occupent, essentiellement, à faire le tri entre les promesses gouvernementales tenues et celles qui le sont moins. En coulisses, certains élus imaginent, bien sûr, quelques modifications — anodines — à apporter au statut de droit commun de la Corse. C'est tout. M. Zuccarelli, M.R.G., maire de Bastia, réclame, pour sa part, « *plus de souplesse* » et critique même le sacro-saint conseil régional « *hybride, conçu en dérogation au droit commun, pour assurer la majorité à la majorité gouvernementale* ». Le péché de fraude électorale étant sans cesse jeté à la face des élus de tous bords, M. Zuccarelli le lance, lui, au pouvoir : « *C'est de la fraude électorale au plus haut niveau...* »

Le gouvernement, les élus de la majorité majoritaire... Il reste à considérer l'Union du peuple corse et le F.L.N.C., désormais plus antagonistes que des frères ennemis. Sans conteste, l'U.P.C. traverse une mauvaise passe. Le mouvement a perdu de son *aura* au fil des années, comme si le manque d'analyse et de clarification du concept d'« autonomie interne » finissait par peser. Pour autant, l'U.P.C. est *toujours* présente. Et à la question : « *L'U.P.C. a-t-elle opéré un recentrage ?* », le docteur Simeoni répond : « *Je pense que, depuis deux ou trois ans, il y a beaucoup plus de réalisme chez nous et beaucoup moins de romantisme et de passion...* » Le leader ne demande-t-il pas que le pouvoir aide la *Corse à sortir de « cette pathologie du drame » ?* Comment ? En « *purifiant la vie politique* », en instituant un « *bilinguisme progressif* », etc.

Mais, on le sait, le gouvernement n'est pas prêt à entendre l'U.P.C., mouvement légal qu'il méprise et entend réduire. La préservation d'une « certaine corsitude », exigée par l'U.P.C., tinte mal à ses oreilles. Aussi peut-on conclure sans risque que le F.L.N.C. se trompe lorsqu'il affirme que son aînée dans la revendication corse « *a amorcé des négociations avec le pouvoir U.D.F.* »...

En somme, le blocage est clair *et net.* Personne, en Corse, ne paraît être en mesure de discuter avec l'autre bord, quel qu'il soit. Coincés entre la politique *gouvernementale*, les élus et les branches du mouvement autonomiste et séparatiste, les Corses n'adhèrent profondément, dans *leur majorité*, à aucune des trois pointes de ce triangle frappé d'irréalisme. A tout prendre, effrayés d'une violence devenue la règle, *ils choisiront* quand même leurs élus, des Corses qui savent vanter les charmes d'une « vie locale paisible ». Un observateur l'affirme : « *La majorité silencieuse à nouveau, va se défouler dans les isoloirs.* »

LAURENT GREILSAMER.

(1) *Dans son bulletin d'information* du mois de septembre, la préfecture de la région corse indique notamment : « *La dotation de la Corse en crédits d'équipement du budget de l'Etat est passée de 167 millions de francs en 1974 à 426 millions de francs en 1980, soit une hausse moyenne annuelle de 21 %, plaçant ainsi la Corse à la tête des régions françaises en ce qui concerne le montant d'investissements de l'Etat par habitant : 1 117 francs en 1976, 2 026 francs en 1979, soit près du triple de la moyenne nationale par habitant.* »

Le MRAP suspend l'un de ses membres Me Chotard, défenseur de M. Faurisson

Controverse au sein du Syndicat des avocats de France

Le bureau national du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), réuni samedi 10 janvier à Paris, a suspendu par trente-trois voix contre deux Mᵉ Yvon Chotard, avocat au barreau de Nantes chargé de la défense de M. Robert Faurisson dans le procès qui l'oppose à plusieurs organisations antiracistes et d'anciens déportés (« le Monde » du 26 décembre 1980). Cette suspension prélude à une exclusion qui ne sera définitive qu'après le vote de l'assemblée générale du mouvement qui doit avoir lieu à l'automne prochain.

Au cours des débats, qui ont duré plus de trois heures, en présence de Mᵉ Chotard, le bureau national a estimé qu'un membre du mouvement ne pouvait pas *« prendre la défense d'un homme dont les thèses sont à l'encontre de l'objet même du MRAP »*. On a, d'autre part, fait remarquer, à Mᵉ Chotard, qu'un procès était en cours entre le MRAP et M. Faurisson et qu'*« il ne pouvait y avoir un avocat des deux côtés de la barre. »* Mᵉ Chotard, dont le MRAP a reconnu *« l'honnêteté intellectuelle et la bonne foi »*, a expliqué qu'il pouvait prendre la défense d'un homme sans pour autant approuver entièrement ses idées. *« D'autant plus*, a-t-il affirmé, *que M. Faurisson n'est pas raciste. »*

Cette thèse n'est pas partagée par le MRAP qui considère qu'on ne peut, à la fois, lutter contre le racisme à l'intérieur du mouvement et assurer la défense de M. Faurisson dont *« les thèses soi-disant scientifiques, représentées par lui et les groupes néo-nazis, s'inscrivent dans une campagne plus générale, de réhabilitation du nazisme et de haine contre ses victimes »*.

Les menaces d'exclusion pesant sur Mᵉ Chotard ont provoqué, avant la réunion du bureau national du MRAP, des réactions contradictoires du Syndicat des avocats de France (gauche), auquel appartient le défenseur de M. Faurisson. La section nantaise du syndicat, où milite Mᵉ Chotard, a demandé l'abandon de la procédure d'exclusion en faisant remarquer qu'il s'agit *« d'une atteinte à la liberté et aux droits de la défense »*, qui suppose à la fois *« la liberté du choix de l'avocat par le justiciable et la liberté du justiciable par l'avocat »*.

Cette prise de position a été aussitôt condamnée à l'unanimité moins deux abstentions (les deux représentants de la section nantaise) par le conseil syndical (national) du SAF, qui estime que sa section nantaise s'est *« laissé abuser de bonne foi »* et qu'elle n'avait pas à s'immiscer dans le fonctionnement du MRAP. Comme ce mouvement, le SAF national condamne les théories de M. Faurisson et *« la campagne généralisée de réhabilitation du nazisme »* que ces théories contribuent à développer.

● *M. Jacques Fauvet, directeur du « Monde »*, et Bernard-Henri Levy, auteur de *l'Idéologie française*, débattent du fascisme et du racisme au cours de « Soir 3 », le lundi 12 janvier sur FR 3, à 22 heures.

● *Des inscriptions antisémites* d'inspiration nazie ont été découvertes, dimanche 11 janvier, sur plusieurs tombes situées dans la partie du cimetière de Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) réservée à la communauté israélite. Le sigle de l'ex-FANE a été tracé sur le mur d'enceinte de ce cimetière. A Clichy (Hauts-de-Seine), de nombreuses inscriptions de même nature ont été peintes au cours du week-end en plusieurs endroits de la ville, ainsi que sur les piliers de béton du boulevard périphérique.

FAITS ET JUGEMENTS

Cinq personnes sont tuées dans l'explosion d'un immeuble à Marseille.

Cinq personnes ont été tuées et sept autres blessées, dont trois grièvement, par l'explosion qui s'est produite, le dimanche 11 janvier, vers 20 h. 45, au rez-de-chaussée d'un immeuble abritant trois cents logements dans l'ensemble d'habitation « La dame blanche », dans le quartier du Canet, à Marseille.

Intrigués par une odeur persistante de gaz, plusieurs habitants de l'immeuble, haut de douze étages, du 221, boulevard-Casanova, avaient alerté, quelques instant avant l'explosion, les services du gaz. La déflagration a détruit quasi totalement quatre étages qui, en s'effondrant, ont écrasé à leur tour les locaux de la galerie marchande située au rez-de-chaussée de l'ensemble.

Les effectifs de toutes les casernes marseillaises, soit au total cent soixante-cinq marins-pompiers, devaient très vite s'employer, tout danger d'incendie étant écarté, à évacuer à l'aide des échelles de nombreuses personnes bloquées dans leurs appartements par l'effondrement des escaliers. Une cinquantaine de familles ont dû être hébergées par les soins de la municipalité.

Un réquisitoire contre l'« opinion publique » au tribunal de Vannes.

En écho aux déclarations du procureur général de Paris, M. Paul-André Sadon, sur la nécessité d'une répression ferme (*le Monde* des 7 et 9 janvier), le procureur de la République de Vannes (Morbihan) a fait, vendredi 9 janvier, à la rentrée solennelle de ce tribunal, une déclaration aussi vive dans le ton que celle de M. Sadon, mais d'orientation totalement différente.

S'adressant à ses collègues, M. Georges Apap a déclaré : *« Vous êtes d'abord et avant tout les protecteurs des libertés individuelles. Ne cédez pas aux sollicitations de ceux qui, au nom de l'opinion publique, veulent faire de vous des stakhanovistes de la répression. »* Il a qualifié l'opinion publique de *« mixture d'ignorance, d'intolérance et d'égoïsme »*, mixture *« dans laquelle on plonge le fait d'actualité à l'état brut. On soumet le tout au feu des moyens d'information et on sert avec une grande cuillère, autrement appelée sondages. »*

Avant M. Apap, le président du tribunal, M. Jean Morfin, avait déclaré à l'adresse du préfet et des parlementaires présents : *« Je fais appel à vous pour que vous soyez nos interprètes auprès de ceux qui nous gouvernent pour que l'organisation de la justice soit repensée. L'an 81 devrait marquer la découverte de la vraie raison de l'inadaptation de notre organisation judiciaire dans la vue étriquée et rétrograde du rôle et du nombre des magistrats chargés de rendre la justice en notre temps. »*

● *Suicide d'un détenu.* — Un détenu âgé de trente ans, Pierre Villedieu, originaire de Saint-Etienne, qui avait été transféré le 12 novembre à la maison d'arrêt de Montpellier, pour achever d'y purger une peine de vingt et un mois de prison pour vols, s'est pendu, le samedi 10 janvier, à l'aide de lambeaux de toile à matelas tressés bout à bout.

Au cours de l'année 1980, trente-huit détenus ont mis fin à leurs jours, dont deux étaient incarcérés à la maison d'arrêt de Montpellier.

PUBLICATION JUDICIAIRE

AFFAIRE : BELLE JARDINIERE contre S.A.R.L. THE BIG BOSS

Suite à deux décisions rendues les 9 février 1979 par la 10ᵉ Chambre du Tribunal de Grande Instance de PARIS, et le 30 MAI 1980 par la Cour d'Appel de PARIS, statuant en matière correctionnelle.

Attendu que la Société « THE BIG BOSS » a utilisé cette dénomination, reproduisant intégralement la marque « BIG BOSS » spécialité de la BELLE JARDINIERE (vêtements destinés aux hommes forts), par l'adjonction de l'article « THE ».

Attendu que ladite société s'est servie de cette marque pour en faire son enseigne et sa dénomination, en raison de son originalité et de son pouvoir attractif indéniable.

Condamnent Marguerite PAGES, gérante de ladite Société, coupable de délit de contrefaçon de marque, à PARIS et COURBEVOIE, entre les 22 novembre 1974 et 1ᵉʳ novembre 1977, à une amende de 2.500 F.

La condamnent en outre avec la Société « THE BIG BOSS », celle-ci civilement responsable, à payer à la S.A. BELLE JARDINIERE, partie civile, la somme de 15 000 F à titre de dommages et intérêts.

Ordonne la saisie-confiscation de tous les vêtements portant la griffe « BIG BOSS ».

Pour extrait :
J.-P. RAVALEC - Ph. RACCAT
Avocats à la Cour

FAITS DIVERS

UN BATEAU CHAVIRE EN AMAZONIE

Deux cent soixante morts

Macapa (Brésil, U.P.I.). — Deux cent soixante personnes auraient péri après le naufrage, au début de la semaine dernière, d'une embarcation surchargée dans la rivière amazonienne Piramba, au nord du Brésil. Le bateau à double pont prévu pour transporter cent cinquante passagers en aurait embarqué cinq cents.

ÉDUCATION

AUX CÉRÉMONIES DU CENTENAIRE DE L'IFAO

Chercheurs français et égyptiens s'inquiètent du projet de réforme de l'École du Caire

De notre correspondant

Le Caire. — Arrivée au Caire par avion spécial le vendredi 9 janvier, Mme Anne-Aymone Giscard d'Estaing a, le lendemain, présidé, au nom du chef de l'Etat français et en compagnie de Mme Jihane El Sadate, épouse du raïs, la cérémonie marquant le centenaire de l'Institut français d'archéologie orientale (IFAO), fondé en 1880 sous le nom d'Ecole française du Caire (« le Monde » du 27 décembre).

Mme Giscard d'Estaing, dont le voyage en Egypte a été qualifié à Paris de « semi-privé », devait, ce lundi, rencontrer le président Sadate dans sa résidence hivernale d'Assouan avant de regagner Paris.

Dans la salle miteuse du Centre culturel français du Caire, dépourvue de traduction simultanée, la « table ronde » internationale sur la prospection et la sauvegarde des antiquités d'Egypte, organisée du 8 au 12 janvier, par l'IFAO, à l'occasion de ses cent ans, avec le concours d'une cinquantaine de savants et de chercheurs de spécialités et d'horizons divers, aurait pu n'être qu'un colloque orientaliste comme tant d'autres. Mais la publication à Paris (*le Monde* du 7 janvier) du projet de décret mis au point par Mme Alice Saunier-Seïté, ministre des universités, « *pour réformer le statut des établissements français à l'étranger* », connu au Caire deux jours plus tard, a beaucoup animé et même perturbé les travaux.

Même des participants non Français sont sortis de leur réserve pour s'étonner, comme le président de la Société égyptienne d'archéologie copte, M. Mirit Boutros-Ghali, des intentions du ministre français des universités : « *Modifier la nature et la structure de cet institut (...) et lui adjoindre la sociologie, l'économie politique et d'autres disciplines dans le contexte des problèmes modernes serait, pour les Egyptiens, une initiative regrettable qui réduirait rapidement l'importance de cette institution.* »

D'autres étrangers ont été stupéfiés que la France remette en cause la formule de l'IFAO, à l'heure où l'Allemagne fédérale, la Pologne, les Etats-Unis et d'autres puissances encore créent au Proche-Orient des organismes imitant le modèle français.

Il suffit de consulter la liste des six cents publications de l'IFAO en un siècle pour constater qu'il est faux d'affirmer, *comme* l'a *fait Mme* Saunier-Seïté, que « *l'institut du Caire se cantonne, essentiellement, dans l'égyptologie* ». Les questions coptes et islamiques, anciennes ou modernes, figurent si bien parmi les sujets d'études permanents de l'IFAO que les anciens pensionnaires français arabisants de l'institut, présents au Caire, ou qui ont pu être atteints, ont tous, à l'exception de M. Henri Laoust, exprimé au chef de l'Etat français, à travers un message à Mme Giscard d'Estaing, « *leur inquiétude devant le danger* [que le projet Saunier-Seïté] *fait courir à l'efficacité et à l'indépendance de la recherche* (arabisante). »

Si l'idée du ministre des universités d'accroître la participation égyptienne aux activités de l'IFAO a paru bonne, celle d'introduire des Egyptiens au sein du conseil de l'institut a fait la quasi-unanimité contre celle, car elle pourrait exposer l'IFAO à toutes *sortes d'aléas politiques, sans parler* du risque de voir sa propre bureaucratie s'alourdir encore.

Mme Giscard d'Estaing a, quant à elle, dans une déclaration au *quotidien cairote* d'expression française *le Progrès égyptien* souligné « *l'attachement* [de la France] *à la poursuite de l'œuvre exemplaire* [de l'IFAO] », propos contrastant, pour le moins, avec ceux de Mme Saunier-Seïté.

En réalité, chacun en convient, au Caire, Mme Saunier-Seïté, qui n'avait aucun représentant mandaté officiellement aux manifestations du Caire, et qui n'a même pas adresé un télégramme à leurs organisateurs, aurait été mieux inspirée, pour le moment, de débloquer des crédits en faveur de la restauration du siège de l'institut qui, depuis quelques années, s'écroule littéralement sur ses occupants.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

Mme SAUNIER-SEÏTÉ : je ne dirai jamais que les écoles sont poussiéreuses.

Lors d'un entretien, le 9 janvier, avec une délégation de l'Union nationale interuniversitaire (UNI), Mme Saunier-Seïté, ministre des universités, a expliqué que les Ecoles françaises à l'étranger sont « *d'une part des ambassadrices de la culture française, d'autre part, des centres de formation élitiques pour quelques intellectuels français soigneusement sélectionnés* ». Mais, a poursuivi le ministre, « *certaines Ecoles sont devenues, au cours des âges, des chasses gardées pour quelques archéologues. Les savants des autres disciplines protestent. Et l'on peut sourire en lisant une presse dite de gauche (qui monte régulièrement au créneau contre mon élitisme) faire un procès dans des colonnes à la « une » parce que je voudrais que l'accès du palais du Lycabette (...) ne soit pas réservé exclusivement aux huit pensionnaires archéologues de l'Ecole d'Athènes et aux quelques anciens qui les ont cooptés.*

» *J'ai exposé clairement le problème dans un quotidien* [le Figaro], *qui a titré mon interview (...) par une formule que je récuse avec d'autant plus d'indignation qu'elle est mise entre guillemets, comme s'il s'agissait d'une citation de moi. Je ne dirai jamais que les écoles sont poussiéreuses : les crédits de fonctionnement suffisent largement à assurer les nettoyages. Mais j'ai dit que les statuts originels ne sont pas appliqués quant à l'esprit et périmés quant à leur forme.* »

UN «LIVRE NOIR» SYNDICAL

L'autoritarisme dans l'enseignement prend « des formes graves »

estime la FEN

La Fédération de l'éducation nationale (FEN) a présenté à la presse, jeudi 8 janvier, un Livre noir de l'autoritarisme *dans l'enseignement. Cet ouvrage de quatre-vingt-dix pages, qui sera diffusé dans toute la Fédération et remis aux préfets ainsi qu'aux autorités éducatives, tend à mettre en évidence* « un regain d'autoritarisme et une démarche insidieuse des pouvoirs publics visant notamment le droit de grève, mais plus généralement les droits conquis par le syndicalisme ».

Cette indignation n'est pas récente. La FEN mène, en effet, campagne depuis quelques années sur ce thème : une première brochure réunissant des témoignages avait été publiée en 1977 sous le titre *Autoritarisme, quand tu nous tiens* et, en 1979, M. André Henry, secrétaire général, avait participé en province à plusieurs meetings « *pour la défense des libertés* » (*le Monde* du 19 octobre 1979).

Présentant le nouveau document élaboré par la FEN, son secrétaire général a notamment déclaré : « *L'autoritarisme prend en France des formes multiples, inquiétantes et graves. Il en est toujours ainsi quand un gouvernement ou la classe au pouvoir ont la crainte de leur propre devenir.* » « *On cherche à endormir et à mystifier les Français*, a ajouté M. André Henry, *en utilisant la peur (...), une certaine fatalité et la passivité qui en découle face aux conséquences de la politique antisociale du pouvoir (...), en recourant à la répression insidieuse (loi Peyrefitte), en cherchant à porter atteinte aux droits sociaux acquis par les luttes et en tentant, par exemple, de dresser l'opinion publique contre les travailleurs de l'Etat.* »

« *Nous vivons la République des masques* », a affirmé M. Henry, qui a précisé qu'« *un régime qui ne tolère plus les contre-pouvoirs, qui les méprise ou qui les lamine, s'éloigne à grands pas de la démocratie* ». « *Face à l'autoritarisme insidieux de la classe politique au pouvoir* », il a exhorté « *l'administration française* » à ne pas être « *indifférente ou passive* »

La FEN a, d'autre part, annoncé que, dans l'immédiat, elle avait « *décidé de se battre sur le cas précis et grave* » de Mlle Annick Griffon, professeur de mathématiques au lycée Robert-Schuman de Colombes (Hauts-de-Seine). Placée en congé d'office pour six mois *sur motifs médicaux*, cette enseignante et ses collègues contestent cette décision ainsi que la procédure employée, affirmant qu'il ne s'agit que d'une sanction disciplinaire voilée, motivée par son comportement hiérarchique et pédagogique, considéré comme non conforme (*le Monde* du 18 novembre et du 4 décembre 1980).

Un mémoire en défense élaboré par la FEN sera donc adressé à tous les membres du comité médical supérieur qui doit, à la fin du mois, examiner le recours déposé par Mlle Griffon. « *Tant qu'elle ne sera pas réintégrée, nous multiplierons les pressions* », a assuré M. André Henry.

M. ROBERT KOVAR PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ DE STRASBOURG-III

M. Robert Kovar, professeur à la faculté de droit, a succédé vendredi à M. Jean-Marc Bischoff comme président de l'université des sciences juridiques, politiques, sociales et de technologie de Strasbourg (Strasbourg-III). Seul candidat, M. Kovar a été élu par 44 voix sur les 68 suffrages exprimés par le conseil de l'université. Avec son nouveau président, l'université de Strasbourg-III se met à l'heure européenne, puisqu'il est un des grands spécialistes du droit communautaire. Sa thèse sur *le Pouvoir réglementaire de la CECA* lui a valu en 1962 le prix de thèse de la faculté de droit de Paris. — (*Corresp.*)

[Né à Belfort le 17 mai 1935, marié et père de trois enfants, M. Kovar, professeur agrégé des facultés de droit depuis 1964, enseigne le droit européen depuis 1970 à Strasbourg. Il a exercé également, de 1965 à 1977, les fonctions de directeur du département des sciences juridiques du Centre européen universitaire de Nancy. Spécialisé dans le droit comparé de la concurrence, il a assuré, de 1977 à 1980, la direction de l'Institut européen des études commerciales supérieures à Strasbourg et celle des études juridiques du Collège de l'Europe à Bruges.]

Le recrutement des professeurs du secondaire

STABILITÉ DU NOMBRE DE POSTES A L'AGRÉGATION ET AU CAPES

Un arrêté publié au *Journal officiel* du 11 janvier fixe à 1 000 le nombre de postes ouverts aux concours d'agrégation en 1981 et à 1 700 celui des postes ouverts aux certificats d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré (CAPES).

Ces chiffres sont les mêmes que ceux des deux années précédentes, confirmant la stabilisation, à un niveau assez faible, du recrutement des professeurs de second degré. Après une période d'augmentation entre 1968 et 1971 (atteignant 2 200 à l'agrégation et 7 150 au CAPES), le nombre de postes ouverts aux concours de recrutement a peu varié jusqu'en 1975. A partir de cette date, il n'a cessé de diminuer jusqu'en 1979.

La répartition par disciplines est, *elle aussi*, sans grand changement cette année.

SCIENCES

Une femme, chercheur au C.E.A. meurt d'une leucémie

Les échantillons de produits radioactifs prélevés lors d'essais d'armes nucléaires ou thermonucléaires sont-ils à l'origine du décès de Renée Breugnot, quarante-trois ans, chercheur au centre nucléaire de Bruyères-le-Châtel (Essonne) ? Pendant un peu plus de dix ans, elle a manipulé des matières dangereuses dont l'analyse permettait de préciser la puissance des engins nucléaires testés. Le 3 janvier 1981, une leucémie — proche dans sa forme de la leucémie oligoblastique — l'a emportée (1) : leucémie qui, selon les proches de Renée Breugnot, était vraisemblablement induite par la radioactivité à laquelle celle-ci a été exposée.

Une maladie professionnelle ?

C'est en avril dernier, lors des contrôles semestriels auxquels sont soumis les agents du Commissariat à l'énergie atomique (*C.E.A.*) dont dépend le centre de Bruyères-le-Châtel, que des anomalies de formule sanguine ont été décelées chez Renée Breugnot. Son médecin traitant l'envoie alors à l'Hôtel-Dieu à Paris, qui la dirige à son tour vers les services du professeur Boiron où elle subira sans succès en novembre une thérapie à base d'interféron.

Interrogé sur cette affaire, pour laquelle un dossier de demande de reconnaissance de maladie professionnelle a été déposé auprès de la *Sécurité sociale*, le Commissariat à l'énergie atomique indique que Mme Breugnot a effectivement travaillé à des postes « *pouvant comporter un risque d'exposition aux rayonnements* », mais qu'elle « *n'a jamais été impliquée dans un incident mettant en cause les rayonnements* ». Les contrôles qui ont été faits par le médecins du travail au cours de sa carrière n'ont révélé « *aucune exposition anormale* », précise le C.E.A., qui affirme que « *les statistiques tenues pour les personnels du Commissariat à l'énergie atomique ont fait apparaître jusqu'à présent des taux moyens de leucémie plutô inférieurs aux taux moyens de l'ensemble de la population* ». Quoi qu'il en soit, comme cela se fait couramment en pareil cas, les personnels du centre de Bruyères-le-Châtel ont réclamé à la direction qu'une enquête soit faite sur cette affaire par le comité d'hygiène et de sécurité où sont représentés paritairement direction et représentants du personnel.

Ce n'est pas unique, et, dans les milieux hospitaliers, des médecins ne cachent pas qu'ils voient deux à trois patients par an venant de l'industrie, d'organismes de recherche, etc. Au C.E.A., par exemple, sept dossiers, dit-on de source syndicale, auraient été présentés en 1979 à *la Sécurité sociale* pour que *la* maladie diagnostiquée soit reconnue comme maladie professionnelle : un à Fontenay-aux-Roses, trois à Marcoule, deux à Pierrelatte et un au centre de Valduc près de Dijon. Pour la même année, la Sécurité sociale aurait accepté trois dossiers : un à Marcoule, un à La Hague et un au Centre d'essais nucléaires du Pacifique.

Sujet délicat donc, tant en ce qui concerne les conditions de travail auxquelles sont soumis ces techniciens et ces chercheurs — activités présentant un risque permanent — que la reconnaissance même de certaines maladies chez ces personnels comme maladie professionnelle.

En effet, la législation française retient, concernant les travailleurs affectés à des postes de ce type, la notion de présomption d'origine, en particulier pour les leucémies. Il en résulte que ceux-ci bénéficient en principe d'une prise en charge par la Sécurité sociale au titre des maladies professionnelles, même si, affirme le C.E.A., « *aucune exposition particulière aux rayonnements ne peut être prouvée* ». Pourtant, ce n'est pas toujours le cas. Ainsi, des médecins, tout en reconnaissant la difficulté qu'il y a à établir la certitude d'une relation de cause à effet entre la maladie et ses origines éventuelles, prétendent, par exemple, que certaines formes de leucémie peuvent apparaître trente ans après les dernières expositions aux rayonnements ; les syndicats souhaitent que la Sécurité sociale en tienne compte, ce qui n'est pas actuellement le cas. — J.-F. A.

(1) Particulièrement résistante aux traitements aujourd'hui utilisés.

MÉDECINE

EN MARGE D'UN PROCÈS A BAYONNE

Le Syndicat de la médecine générale dénonce la mauvaise application de la loi sur l'avortement

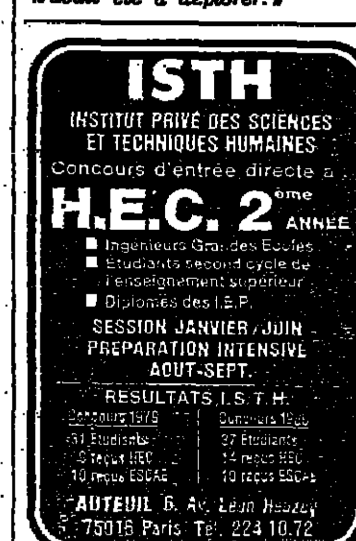
Dans une lettre ouverte adressée à M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale, le Syndicat de la médecine générale (S.M.G.) s'insurge contre la peine requise, le 11 décembre 1980 (cinq à sept ans de suspension) contre deux médecins de Bayonne, les docteurs *Alain* et *Régine Chevallier*, poursuivis pour avoir pratiqué des avortements à leur cabinet, contrairement à ce que prescrit la loi (*le Monde* du 16 décembre 1980). Le jugement doit être rendu le 23 janvier.

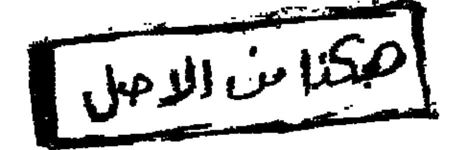
Les responsables du S.M.G. écrivent notamment :

« *Vous n'êtes pas sans connaître les difficultés que rencontre l'application de cette loi un peu partout en France, difficultés liées essentiellement à la réticence quasi générale des chefs de service hospitaliers, à qui incombe maintenant la responsabilité d'organiser des centres d'orthogénie où les femmes qui le demandent puissent bénéficier d'un avortement dans les conditions d'accueil et de compétence requises. Vous savez que, à ce titre, cette loi est encore, six ans après son vote, loin d'être appliquée comme elle le devrait.*

» *En attendant, nous sommes, nous généralistes, dans nos cabinets, confrontés en permanence à des femmes, parfois en état de grande détresse psychologique ou matérielle, réclamant un avortement auquel il ne nous est pas toujours possible, loin s'en faut, de répondre comme il se devrait, en raison de cette carence. De nombreux médecins, venus d'un peu partout, sont venus l'expliquer longuement au tribunal, comme d'autres ont tenu à venir montrer que ces deux médecins, connus pour leur compétence et leur désintéressement, n'avaient jamais fait courir de risques aux femmes qui s'étaient confiées à eux, et qu'aucun incident notable n'avait été à déplorer.* »







Le Monde

sports

ATHLÉTISME

Une sélection d'hiver pour préparer l'été

Les championnats d'Europe d'athlétisme en salle, qui seront organisés les 21 et 22 février prochain à Grenoble, marqueront le début d'une saison qui comportera la finale de la Coupe d'Europe à Zagreb et la Coupe du monde à Rome.

Après une saison où *les succès des perchistes ont masqué un déclin d'ensemble*, Jean Poczobut, directeur technique *national (D.T.N.) de la Fédération française d'athlétisme*, espère redonner un rang honorable à la France en Europe.

Toutefois, la journée de sélection du *10 janvier à l'Institut national* du sport et de l'éducation physique (INSEP) en prévision du match Italie-France-Espagne de Turin le 28 janvier n'a vu progresser que deux meilleures performances nationales : sur 50 mètres haies féminin avec Laurence Elloy et en poids féminin avec Léone Bertimon.

La grande halle couverte de l'INSEP est un lieu de travail idéal pour la préparation hivernale des athlètes, avec ses pistes et ses sautoirs modernes. Pareil ensemble, qui a coûté quelque 15 millions de francs et qui sera prochainement complété par une tribune, devrait, il nous semble, permettre aux coureurs, sauteurs et lanceurs de *« faire péter des perfs »*, comme on dit dans les vestiaires.

Le bilan de la journée des sélections disputées samedi 10 janvier est pourtant maigre. Méritent en effet d'être soulignés seulement la meilleure performance française sur 50 mètres haies, améliorée par Laurence Elloy en 7 sec. 02 et le bon *« chrono »* sur 200 mètres réalisé par Patrick Barré. Intéressantes sont encore les victoires sur 50 mètres de Laureen Beckles (6 sec. 38) et de Marc Gasparoni (5 sec. 85), deux espoirs du sprint. Plus anecdotiques apparaissent le succès sur 50 mètres haies d'un Guy Drut (6 sec. 72) loin de sa meilleure forme, et un lancer du poids d'une Léone Bertimon qui, avec 16,77 mètres, laisse la nouvelle meilleure performance nationale à près de 6 mètres en deçà du record de la Tchécoslovaque Pibingerova. Quant aux résultats des 323 autres engagés, ils sont modestes.

Une certaine inquiétude

Certes, l'ensemble de leurs performances a été d'un niveau comparable à celui des journées de sélections hivernales de 1980. Toutefois, ne pas progresser c'est déjà régresser, en athlétisme plus que dans toute autre discipline. A cet égard, le bilan des deux dernières saisons fait planer une certaine inquiétude.

Après les piètres championnats d'Europe de *Prague en 1978*, l'année pré-olympique avait été marquée par un redressement certain. Vingt et un records nationaux masculins et cinq féminins avaient été améliorés. Les hommes se classèrent quinze fois parmi les vingt meilleurs « performeurs » en sprint, demi-fond, saut, décathlon et marche, et les femmes deux fois en sprint. Au total, l'athlétisme français se situait pour les *hommes au cinquième rang mondial* et pour les femmes au huitième.

Le festival des performances réalisées au début de la saison dernière par les perchistes, qui se disputaient le record du monde, fit lever des espoirs de médailles olympiques vivement déçus en août. Mais la désillusion allait être plus forte au moment d'examiner les tablettes. Les hommes n'ont amélioré que trois records nationaux (perche, 1 000 mètres et javelot) et n'apparaissent plus que six fois dans les vingt meilleurs mondiaux (Milhau et Dupont sur 800 mètres : Houvion, Vigneron, Bellot et Ferreira à la perche). Collectivement ils se retrouvent au huitième rang mondial, le plus mauvais de la décennie.

L'essoufflement d'ensemble a été d'autant plus sensible qu'il n'a pas seulement affecté les champions : alors que, en 1979, le vingtième meilleur « performeur » national avait progressé dans quatorze épreuves sur dix-neuf, en 1980 il n'a été meilleur *que dans* huit. De leur côté les femmes se maintenaient au même rang international en faisait progresser quatre records nationaux (3 000 mètres, 100 mètres haies, pentathlon et 4 × 100 mètres) et se trouvaient désormais trois parmi les vingt premières mondiales (Chantal Rega au 200 mètres, Laurence Lebeau au 100 mètres haies et Joëlle Audibert en marathon) sans avoir « concrétisé » à Moscou.

Le coup d'arrêt au redressement a semblé d'autant plus net que les athlètes des pays ayant boycotté *les Jeux olympiques n'ont* pas été à leur meilleur niveau faute de motivation. Par exemple, un seul record du monde a été amélioré par un Américain, Edwin Moses, qui le détenait déjà sur 400 mètres haies.

Les principales raisons avancées pour expliquer le mauvais niveau français sont un calendrier peu fourni en compétitions souvent perturbées par le mauvais temps et une préparation de l'élite *exclusivement* axée sur les Jeux olympiques. Or à Moscou, les résultats — une médaille de bronze et treize places de finalistes pour une trentaine de sélectionnés — n'ont pas été au niveau des espérances. La nouvelle direction des sports de M. Jean-Pierre Soisson eut tôt fait de calculer *qu'une telle médaille d'un métal* vulgaire était un médiocre dividende en rapport des efforts financiers consentis notamment en faveur des vingt-trois athlètes ayant bénéficié depuis 1979 des fameux plans de carrière.

Lutte pour la quatrième place en Europe

Pour Jean Poczobut, le directeur *technique national*, c'était l'heure du désenchantement : « *Si nous ne redressons pas la barre en 1981*, dit-il au début décembre dernier, *c'est que la situation est vraiment trop difficile et, pour ma part, je ne serai pas décidé à prolonger plus loin ma mission.* »

Les performances de la journée de sélection n'ont pas traduit un spectaculaire retournement de la situation. Pourtant, Jean Poczobut paraissait, samedi, avoir retrouvé une certaine confiance : *« Vingt à trente athlètes devraient pouvoir se classer dans les vingt premiers mondiaux en 1981 et une douzaine dans les dix premiers. »* Comment justifier pareil optimisme ? C'est que, en ce début de saison hivernale, il a décidé de donner le maximum de chances à des espoirs pour créer une émulation semblable à celle qu'a connue *la perche* avec *les résultats* que l'on sait, et qui devraient faire évoluer positivement la situation. Ainsi, lors des championnats d'Europe en salle de Grenoble, les 21 et 22 février prochain, trois concurrents français seront engagés dans chaque épreuve s'ils ont réalisé les *minima de qualification*. En outre, Jean Poczobut a décidé de tenir aux athlètes qui refusaient les épreuves-tests un langage plus sévère. A cet égard, le coureur de demi-fond Didier Marquant, troisième meilleur temps français sur 800 mètres en 1980, qui ne s'est pas rendu à la convocation de l'INSEP samedi, risque de se trouver exclu de toutes les sélections à venir. Il en ira de même pour ceux qui préfèrent les courses sur route aux confrontations officielles sur piste.

Cette campagne de préparation hivernale devrait permettre, l'été venu, de placer les athlètes français en position de lutte avec les Britanniques, les Italiens et les Polonais, pour la quatrième place lors de la finale de la Coupe d'Europe, à *Zagreb. Toutefois*, la volonté de s'imposer des athlètes nationaux sera déterminante. Aussi, Jean Poczobut pense que la présence, dans l'équipe nationale, de Guy Drut, le champion olympique de Montréal, dont l'âge n'a pas émoussé l'appétit de compétition, sera très utile.

Les ambitions seront-elles réalisées ? Premier élément des responsables : le 28 janvier, à Turin, lors du match triangulaire Italie-France-Espagne, et les 8 et 9 février, à Grenoble, lors des championnats de France en salle.

ALAIN GIRAUDO.

FOOTBALL

Victoire de l'Uruguay sur le Brésil (2 à 1) dans la Coupe d'or

Créée pour célébrer le cinquantième *anniversaire* de la Coupe du monde, la Coupe d'or a été gagnée, samedi 10 janvier, à Montevideo par l'Uruguay, qui a battu en finale le Brésil par deux buts à un. Les Uruguayens, qui avaient gagné chez eux en 1930 la première Coupe du monde contre l'Argentine (4 à 2), ont *fêté l'événement comme* il se doit, tard dans la nuit, avec toute la passion que suscite le football en Amérique du Sud.

Donnés grands favoris de la finale, eu égard à leur comportement contre la République fédérale d'Allemagne (4 à 1), les Brésiliens ont encaissé deux buts à la cinquantième et à la quatre-vingtième minute, marqués respectivement par Barrios et Victorino, le premier sur un contre heureux, le second sur une tête plongeante à bout portant. Ils n'ont jamais pu prendre en défaut la défense uruguayenne dans une action de jeu enchaînée, et c'est sur penalty que Socrates a égalisé à la soixantième minute.

Même si le Brésil a dans l'ensemble *dominé la finale*, il semble que sa nette victoire, trois jours auparavant, sur une équipe ouest-allemande déjà éliminée et donc, peut-on penser, *guère motivée*, ait donné lieu à des commentaires peu en rapport avec sa valeur réelle. De toute évidence, les Brésiliens n'ont pas encore retrouvé la grande équipe qui a fait la réputation de leur football, et ils n'ont pu prendre à Montevideo une revanche à laquelle ils tenaient tout particulièrement, les Uruguayens les ayant battus en finale de la Coupe du monde en 1950 à Rio-de-Janeiro sur le même score de deux à un.

Tout au long de la Coupe d'or, l'équipe uruguayenne, pourtant favorisée par un bon tirage au sort, l'Italie et les Pays-Bas étant dans son groupe, n'a pas produit une très forte impression, et son succès ne peut en aucun cas être comparé à celui de l'Argentine dans la Coupe du monde de 1978. *C'est d'ailleurs bien ainsi que* beaucoup d'Uruguayens ont accueilli leur victoire contre le Brésil en finale de la Coupe d'or, et même l'entraîneur des nouveaux champions, Gaston Masioli, considère qu'il s'agit avant tout de *« la fin d'une période de tristesse et de revers pour tout le football d'Uruguay comme d'une relance morale de la Coupe du monde de 1984 »*. — F. J.

AU SALON NAUTIQUE DE LONDRES

La plaisance encalminée

De notre envoyé spécial

Londres. — A *Earls Court*, l'atmosphère est lourde. Le vingt-septième Salon nautique de Londres (8-18 janvier), qui, traditionnellement, précède celui de Paris (qui commence le 15 janvier), annonce une année difficile. Situé au cœur de la ville, ce grand bâtiment vieillot abrite *toujours, de façon pittoresque et* désordonnée, d'innombrables exposants. Mais quelques signes ne trompent pas. Le chantier Camper et Nicholson, de vieille renommée, n'a pas jugé opportun de louer un stand...

De son côté, le plus grand constructeur britannique, Westerly, admet que sa production annuelle a fléchi de huit cents unités à cinq cents. Il ne réalise plus, à l'exportation, que 20 % de son *chiffre d'affaires*, contre plus de 40 % précédemment. Comme on l'imagine, la fermeté de la livre est tenue pour largement responsable des difficultés éprouvées sur les marchés étrangers. La concurrence de l'Extrême-Orient joue, d'autre part, un rôle croissant. Le danger vient *moins* de Hongkong et de Singapour que de Taïwan, dont les ventes progressent aux Pays-Bas, en Allemagne fédérale, et en Grande-Bretagne même, où l'activité globale a fléchi. Plusieurs chantiers s'orientent vers la diversification. Certains fabriquent des meubles. D'autres produisent des casques en plastique.

Désireux d'exploiter un taux de change qui leur est favorable, les professionnels français sont, cette année, *largement* présents à Earls Court. Jeanneau, Béneteau, Dufour, Yachting France, Gibert Marine, Wauquiez exposent de nombreux voiliers affichés à des prix intéressants.

Dans le *domaine de* l'accastillage, des instruments de navigation, de l'électronique, l'industrie britannique maintient son avance et elle conserve une production enviable.

Dans les années difficiles comme dans les périodes fastes, les nouveaux bateaux fleurissent sur les *stands*. Dans la *foulée* du petit Topper de 3,40 m, dont plus de vingt mille unités ont été vendues en quatre ans, Dunhill propose le Toucan de 3,90 m, dériveur à deux équipiers, qui peut accepter également le concours d'un moteur hors bord ou d'avirons. De son côté, le *Mirror* (3,35 m, soixante-cinq mille exemplaires) a désormais un grand frère habitable, le Mirador de 6 mètres qui, comme lui, peut être réalisé en contre-plaqué par un amateur.

Discrètement exposé, *Super Shrimp* est le plus petit bateau qui ait réalisé le tour du monde à la voile. Long de 5,60 m, il a mis sept ans pour regagner les côtes britanniques aux mains de deux navigateurs d'une trentaine d'années, *l'Anglais Shane Acton* et la Suissesse Iris Derung.

A vrai dire, à Earls Court, on parle moins de cet exploit que de la prochaine Admiral's Cup, qui, comme toutes les années impaires, opposera l'été prochain, dans la Manche et la mer d'Irlande, une vingtaine d'équipes nationales de trois voiliers de 12 à 15 mètres. En Grande-Bretagne, huit *créations* disputeront les épreuves de sélection. L'Australie, quant à elle, pourra choisir entre quinze nouveaux bateaux. Elle avait remporté la coupe en 1979 au terme d'un Fastnet tragiquement célèbre.

YVES ANDRÉ.

VOLLEY-BALL

Les retrouvailles réussies de Coubertin

Quinze mois de séparation. C'est plus qu'il n'en faut généralement pour *changer* les *habitudes* et étouffer les passions. Pourtant quinze mois après les championnats d'Europe 1979 où ils avaient ressenti un coup au cœur pour cette équipe de France de volley-ball, quatrième de la compétition à force d'abnégation et de brio, les spectateurs parisiens *se sont retrouvés* à près de cinq mille le 8 janvier au stade Pierre-de-Coubertin pour répondre à l'appel du mystère et de la passion.

Absents volontaires des jeux de Moscou pour lesquels ils s'étaient qualifiés face aux Japonais et aux Coréens du Sud, les Chinois conservaient en effet auprès du public français une aura de mystère liée à l'éloignement, à leur retrait prolongé des grandes compétitions internationales et à leur formidable potentiel de joueurs.

C'est au contraire parce qu'ils n'avaient plus de mystère pour eux que les volleyeurs français et leur entraîneur Jean-Marc Buchel redoutaient un peu ces retrouvailles au pied levé avec la sélection de la province du Giang-Su, *championne de Chine* et *déjà victorieuse* par 3 sets à 2 à Nankin de l'équipe de France, qui bénéficiait pourtant à ce moment-là de cinq mois de préparation intensive pour les championnats d'Europe.

Depuis cette époque, bien des choses auraient pu changer. Les *joueurs d'abord. Certains, comme* Bernard Cohen, Guy di Giantommaso, Christophe Geiler, Marc Rousselin, ont décidé de prendre leur retraite internationale. Une seule *tournée en Argentine* et au Brésil l'été dernier pouvait-elle suffire pour intégrer les nouveaux au collectif et préserver l'environnement et l'état d'esprit de cette équipe dans une discipline où l'enthousiasme et la psychologie sont aussi nécessaires et importants que la technique et les *automatismes* ?

A cet égard, les deux succès obtenus à Saint-Quentin (15-9, 3-15, 15-13, 15-6) et à Paris (11-15, 15-6, 13-15, 15-11, 15-9) sont rassurants. Techniquement, tout ne fut certes pas parfait. Et le public de Coubertin l'a très bien compris en soutenant sans retenue dans les *quatrième* et *cinquième* sets une équipe de France qui se sortait alors les tripes pour surmonter sa fatigue et ses imperfections. C'est vrai que cette nouvelle équipe comprend plus d'attaquants purs que de défenseurs et demande peut-être à être mieux équilibrée. Vrai encore que *Cohen et Rousselin n'ont* pas tout à fait été remplacés à la réception, même si Jean Hornain (dix-neuf ans) promet beaucoup dans ce domaine. Mais c'est vrai surtout, comme le reconnaissait Jean-Marc Buchel, que les volleyeurs de l'équipe de France *« ont démontré qu'ils aimaient se retrouver pour jouer ensemble »*. Heureusement puisque leur programme de préparation aux championnats d'Europe 1981 organisés en septembre par la Bulgarie *ne comportera* pas *moins* de quatre mois de stage et de tournées l'été prochain.

Dommage qu'on ne ressente pas le même état d'esprit et les mêmes possibilités dans la toute nouvelle équipe de France féminine, battue trois *fois* sans prendre un set par la sélection de la province du Se-Tchouan, championne de Chine (15-4, 15-5, 16-4 à Cormeilles-en-Parisis ; 15-9, 15-2, 15-1 à Saint-Quentin ; 15-9, 15-1, 15-4 à Paris). Il est vrai que les Chinoises ont démontré leur valeur au tournoi de Brême où leur équipe nationale battait 15-1, 15-7, 15-6 les Cubaines, championnes du monde en titre.

GERARD ALBOUY.

SKI ALPIN

Mahre et Podborski à Garmisch

Le champion olympique suédois Ingemar Stenmark a connu, dimanche 11 janvier, son deuxième échec de la saison dans le slalom spécial de Garmisch. Dans une enfilade, à mi-parcours de la première manche, il a enfourché de nouveau un piquet qui provoqua sa « sortie de route ». Cette seconde chute risque de lui coûter la victoire finale au classement par points de la Coupe du monde, car le Suédois, qui a définitivement renoncé aux épreuves de vitesse, ne pourra pas rattraper son retard en descente.

Toutefois, Stenmark n'a pas été le seul favori mis en échec. Le coureur de Liechtenstein, Andréas Wenzel, a également abandonné sur le premier parcours. Cela a permis à l'Américain Steve Mahre, frère jumeau de Phil, le descendeur, qui occupe actuellement la deuxième place au classement de la Coupe du monde de saisir sa chance. En dépit d'un style assez brouillon, il parvint finalement à devancer le Bulgare Popangelov et l'autre coureur de Liechtenstein, Paul Frommelt, dans une course où les Français ne firent pas trop mauvaise impression grâce à Michel Canac, qui se classait quatorzième.

Ce n'avait pas été le cas la veille au cours de la descente où, tout en améliorant les temps de l'entraînement, le premier d'entre eux, Jean-Marc Muffat ne se classait que vingt-deuxième. L'affaire, a-t-on dit, devait se régler entre « glisseurs ». Ce fut pourtant un membre de l'équipe canadienne, réputée pour ses casse-cou, Steve Padborski, médaillé de bronze à Lake-Placid et vainqueur à Saint-Moritz, le 21 décembre dernier, qui prit le meilleur sur le Suisse Peter Mueller et l'Autrichien Harti Weirather.

Un autre Canadien payait durement son audace : dans le « chuss » final, Ken Read fit une chute spectaculaire, à plus de 100 kilomètres à l'heure, se brisant le nez et se déchirant gravement les ligaments du genou droit. Le Canadien, qui était déjà tombé à Saint-Moritz et à Val-Gardena, a ainsi mis brutalement un terme à ses ambitions pour cette saison.

TENNIS

Tracy Austin et Andrea Jaeger en finale du Masters féminin

A Landover (Maryland), devant quinze mille spectateurs, les trois favorites du Masters féminin ont été sucessivement éliminées : Chris Evert-Lloyd par... la grippe, Hana Mandlikova, la Tchèque gagnante du Grand Prix 1980, avant même les demi-finales — le tournoi est disputé en poules comme le Masters masculin — et Martina Navratilova, championne du monde 1980, par Andrea Jaeger. C'est cette dernière partie qui fut la plus spectaculaire, la petite Américaine (quinze ans), victorieuse par 6-4, 4-6, 6-1, retournant les attaques les plus énergiques de son adversaire et la fusillant comme au stand de tir dès qu'elle se risquait à la volée — le tout à l'aide de son revers à deux mains en passe de devenir aussi meurtrier que celui de son aînée Tracy Austin (dix-huit ans), autre finaliste aux dépens de Wendy Turnbull, battue 6-2, 6-1.

La Coupe du roi, disputée dimanche à Elancourt (Yvelines), devant un millier de spectateurs, n'a pas valu, en division II, un sort plus favorable aux Français que l'an dernier, qui avait vu leur relégation.

A part Thierry Tulasne, vainqueur du vétéran Tom Okker (6-3, 6-3), les représentants de la F.F.T. ont été défaits sans gloire par les Hollandais (Sanders bat Potier 0-6, 7-5, 6-0, Okker-Sanders battent Leconte-Potier 6-2, 6-4).

**

Les Australiens Peter McNamara et Paul McNamee ont gagné, le 11 janvier à Londres, le double messieurs du Masters en battant en 5 sets les Américains Victor Amaya et Hank Pfister (6-3, 2-6, 3-6, 6-3, 6-2).

Les résultats

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE DIVISION NATIONALE I
(quatrième tour retour)

Le Mans bat *S.F. Evry	82-76
*Villeurbanne bat Mulhouse	92-69
Tours bat *Antibes	97-95
Orthez bat *Challans	93-83
*Limoges bat Caen	105-92
Avignon bat *Nice U.C.	78-77
*Monaco bat Nice B.C.	93-83

Classement. — 1. Le Mans, 45 pts ; 2. Villeurbanne, Tours, 43 ; 4. Orthez, S.F. Evry, 39 ; 6. Avignon, 37 ; 7. Caen, 35 ; 8. Mulhouse, Limoges, 33 ; 10. Antibes, 31 ; 11. Monaco, 29 ; 12. Challans, 27 ; 13. Nice U.C., 23 ; 14. Nice B.C., 19.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE *DEUXIÈME DIVISION*
(vingtième journée)

GROUPE A

*Besançon et Montpellier	0-0
*Béziers bat Saint-Dié	4-0
Toulouse bat *Montluçon	4-2
*Thonon bat Tavaux	2-1
*Gueugnon bat Grenoble	4-1
Marseille bat *Cannes	2-0
*Martigues et Corbeil	0-0
*Angoulême bat Libourne	1-0
*Ajaccio et Avignon	0-0

Classement. — 1. Montpellier, 28 p. ; 2. Béziers, 28 ; 3. Toulouse, 27...

GROUPE B

Brest bat *Caen	3-0
*Nœux bat *Thionville*	1-0
Rouen bat *Dunkerque	1-0
*Reims bat Châteauroux	2-1
*Le Havre et Orléans	1-1
Guingamp bat Montmorillon	2-1
Limoges bat *Quimper	1-0
Abbeville bat *Blois	4-2
*Rennes bat Paris F.C.	2-1

Classement. — 1. Brest, 29 pts ; 2. Thionville, 26 ; 3. Rouen, 25...

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE DIVISION I
GROUPE A

*Thuir bat Béziers	9-6
*Bayonne bat Nîmes	20-12
*Pau bat Aurillac	15-10
*Mazamet bat St-Jean-de-Luz	25-8
**Valence* bat Oloron	24-6

Classement. — 1. Bayonne, 32 pts ; 2. Valence, 31 ; 3. Pau, 28.

GROUPE B

*Dax bat Albi	9-3
*Nice bat Agen	4-0
*Roanne bat Périgueux	17-6
*Carcassonne bat Auch	25-0
*Narbonne - Toulouse : arrêté à la mi-temps.	

Classement. — 1. Agen, 31 pts ; 2. Romans, Dax, 29.

POULE C

*Tarbes bat Biarritz	14-4
*Angoulême bat Perpignan	12-9
*Montchanin bat Castres	17-6
*Avignon et Montferrand	9-9
*Toulouse - Tulle : remis.	

Classement. — 1. Perpignan, 28 p. ; 2. Angoulême, 27 ; 3. Toulon, 26.

POULE D

*Bourg bat Boucau	13-0
*Brive bat Chambéry	40-0
*Bagnères bat Bègles	9-3
*La Rochelle bat Graulhet	13-0
*Grenoble - *Lourdes* : remis.	

Classement. — 1. Brive, Grenoble, Boucau, 27 pts.

Tennis

L'Américain John McEnroe a gagné, le 11 janvier, le tournoi de Chicago qui sert de préparation au « masters » de New-York en battant son compatriote Jimmy Connors 6-2, 6-4, 6-1.

Volley-ball

FIN DE LA TOURNÉE DES CHAMPIONS DE CHINE

Samedi 10 janvier (Géo-André)
Femmes : Chine bat Paris, 3-0 (15-7, 15-13, 15-11).
Hommes : Chine bat Paris, 3-0 (15-8, 15-6, 15-2).

Dimanche 11 janvier (Evreux)
Femmes : Chine bat *France A'*, 3-0 (15-5, 15-4, 15-7).
Hommes : Chine bat *France A'*, 3-1 (15-10, 15-11, 12-15, 15-12).

Le Monde **culture**

CINÉMA

A PERPIGNAN — DEUX INITIATIVES DES « CAHIERS DE LA CINÉMATHÈQUE »

Un colloque sur les années 20

Les Cahiers de la cinémathèque, *revue publiée à Perpignan et qui fête son dixième anniversaire, ont organisé début décembre au palais des congrès de Perpignan un colloque sur le thème des années 20. Des personnalités françaises et étrangères, critiques et historiens du cinéma (parmi eux Jean Mitry, Barthélemy Amengual, Philippe Esnault, pour la France ; Roman Gubern, pour l'Espagne ; Rémy Pithon, pour la Suisse ; Jean Gili, pour l'Italie), universitaires spécialistes en sciences politiques, en histoire, en sociologie, ainsi que Frantz Schmitt, directeur des Archives du film à Bois-d'Arcy, participèrent à une série de « tables rondes » et de débats* Le Tournoi, *de Jean Renoir, réalisé en 1929 à Carcassonne et longtemps considéré comme perdu, devait clore ces rencontres.*

Marcel Oms, directeur des Cahiers de la cinémathèque *et un des principaux organisateurs de la manifestation, tire les premières conclusions.*

Histoire du cinéma, problèmes de société

En organisant, début décembre à Perpignan, leur premier colloque européen « Cinéma et Histoire - Histoire du cinéma », *les Cahiers de la cinémathèque* savaient qu'ils allaient, sur le cinéma des années 20, provoquer des réactions en chaîne dans la mesure où allaient surgir des obstacles insurmontables, des objections contradictoires et des considérations méthodologiques diamétralement opposées. Ainsi le quantitatif (filmographie) et le qualitatif (politique des auteurs) semblent-ils inconciliables ; ainsi l'histoire des formes et l'évolution du langage filmique se heurtent-elles aux transformations matérielles, physiques, des copies ; ainsi le nécessaire réexamen critique d'une période dont l'histoire est écrite à coups de souvenirs est-il battu en brèche par la disparition irrémédiable d'une importante partie du patrimoine national : ainsi l'histoire du cinéma français des années 20 accorde-t-elle une importance démesurée à l'interprétation intellectuelle par la capitale d'une partie restreinte de la production nationale par rapport à l'abondance réelle des œuvres distribuées sur la totalité du territoire.

Enfin — et ce ne fut pas un des moindres sujets de discussion — *quelle part et quel crédit accorder à la référence et à l'information écrites* quand les œuvres ont disparu ? Et lorsqu'on parle d'œuvre encore faut-il préciser de quelles versions il s'agit, tant les secteurs de distribution se sont diversifiés entre la première guerre mondiale et l'apparition du parlant : films à épisodes ou films à époques (distinguo subtil), version longue ou version courte d'un même film, circuit urbain ou circuit rural, salles sédentarisées ou simples tourneurs, etc.

L'originalité de ce colloque consistait pour les organisateurs à confronter les historiens du cinéma, menacés d'enfermement par leur domaine propre, aux historiens de la période considérée, moins soucieux de références préalables au cinéma et, de ce fait, « cassant » la rhétorique des spécialistes en ramenant le débat vers une meilleure connaissance du public, c'est-à-dire des gens qui ont réellement vu les films dans le contexte historique en question.

Or la mise en présence des deux démarches (histoire du cinéma et histoire de la société) se révèle féconde par les parallélismes qu'elle engendre, mais aussi par les reflets *déformants* qu'elle suggère et les censures, occultations et silence qu'elle révèle : les uns et les autres sont précisément la substance même de l'histoire.

Il apparut ainsi que le cinéma français des années 20 exprime dans sa diversité le discours dominant d'un nationalisme simplificateur, dont les stéréotypes servent à la reconnaissance des individus entre eux, par delà leurs différences profondes, dans des ressemblances superficielles que l'icône filmique produit. Henri Torrent, défendant publiquement son film de montage, *les Années folles*, n'eut aucune peine à en faire la démonstration appliquée.

A travers les multiples communications, ce qui parut se dégager est une volonté commune d'inventer ensemble une manière de travailler originale, où les exigences de la méthode scientifique — observation, hypothèse, vérification — n'écarteraient, *a priori*, aucune approche, aussi éloignée puisse-t-elle paraître, de prime abord, du fait principal : Le film, reflet de société.

MARCEL OMS.

Un numéro sur le surréalisme

Le cinéma des surréalistes sous ce titre *les Cahiers de la cinémathèque* offrent un inventaire historique inspiré par les programmes et les discussions de Confrontation XV Festival perpignanais du printemps dernier. Cela pour éclairer, écrit Marcel Oms directeur de la revue, *« les rapports exacts entretenus par le cinéma et les surréalistes, d'une part, et par le surréalisme et le cinéma, d'autre part »* Vaste sujet que ce numéro spécial (réalisé avec le concours du Centre national des lettres) cerne avec autant d'autorité que de passion

S'ils divergent parfois dans leurs goûts, devant les images cinématographiques les représentants de plusieurs générations du surréalisme *se rejoignent dans la définition révolutionnaire* d'un mouvement dont le « projet » reste toujours vivant. Entre l'écriture littéraire et l'écriture cinématographique se sont créés des rapports étranges On ne s'étonnera pas de voir Bunuel souvent cité et analysé ici dans un bouillonnement d'idées et de jugements fulgurants Depuis *le Chien andalou* et *l'Age d'or*, il est le phare du surréalisme à l'écran On découvre aussi l'avant-garde cinématographique en Espagne (1926-1930) la provocation des ciné-clubs dans les années 20

Avec de textes d'Aragon, Crevel, Desnos, Unik, Soupault, Brunius, Odette et Alain Virmaux complètent leur anthologie *les Surréalistes et le Cinéma*, publiée en 1976 chez Seghers. Lise Frankel explore *Un balcon en forêt*, film de Michel Mitrani, tiré du roman de Julien Gracq, et Alain Milhaville, *la Clepsydre*, du cinéaste polonais Wojciech Has. Les photographies, dont certaines très rares, sont envoûtantes. Et *les Cahiers de la cinémathèque* rendent un hommage à leurs deux amis morts : Adrien Dax, le dessinateur de la couverture, et l'éditeur Eric Losfeld. — J. S.

★ Numéros 30-31, 216 p., ill., 50 F.

Mme Danièle Delorme est reconduite à la présidence de la commission des avances sur recettes

Mme Danièle Delorme a été reconduite à la présidence de la commission d'avances sur recettes par M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication, après un premier mandat d'un an. Ont été nommés à ses côtés, Mme Gisèle Braunberger (directrice de production) et MM Georges Klotz (chef monteur), Edouard Niermans (cinéaste, auteur d'*Anthracite*) et Jean-Claude Grumberg (auteur dramatique et scénariste), MM. Jean-Loup Passek (conseiller du président du Centre Georges-Pompidou pour les questions de cinéma) et Noël Chahid Nouraï (directeur général adjoint du Centre national de la cinématographie), qui faisaient partie de la commission en 1980, ont été reconduits.

Un premier bilan positif de l'action de la commission présidée par Mme Delorme a été dressé le 5 janvier au ministère de la culture et de la communication, au cours d'une réunion avec des représentants de la profession cinématographique.

Il a été notamment remarqué que *« l'action de Mme Danièle Delorme a beaucoup aidé à resserrer les liens entre la commission et les professionnels de la production »*. Annonçant la reconduction de Mme Danièle Delorme dans ses fonctions, un communiqué du ministère de la culture et de la communication indique que M. Jean-Philippe Lecat a *« souhaité que le même président puisse avoir le temps nécessaire pour consolider les résultats obtenus depuis la réforme de la commission et mettre en place des mécanismes nouveaux afin d'améliorer encore les méthodes d'examen et d'aider au montage des projets de films »*.

MUSIQUE

Une symphonie d'Alain Bancquart

(Suite de la première page.)

Bien sûr, le terme de « symphonie » ne doit pas être pris dans le sens qu'on lui a donné à la fin du dix-huitième siècle : il désigne ici un ouvrage en trois mouvements, aux dimensions imposantes — trente-cinq minutes — et qui se propose, selon l'étymologie, de faire « sonner ensemble » les divers éléments de l'orchestre, sans arrière-pensée

Le recours à une écriture utilisant de façon systématique le quart de ton ne saurait se confondre avec une simple démarche d'explorateur; c'est, chez Alain Bancquart comme chez Claude Ballif, ou, avant eux, Ivan Wischnegradsky, une sorte de trait de caractère en même temps qu'un moyen d'expression. La couleur très particulière, « mouillée » des accords en quart de ton, possède un indéniable pouvoir suggestif qui tient peut-être à la tension interne de l'harmonie ou de la polyphonie. Les mélanges de timbres, à cause des frottements beaucoup plus nombreux que dans la musique utilisant seulement les demi-tons, présentent un grain bien spécifique qui rend les imbrications plus difficiles à analyser.

Pour renforcer cet effet acoustique, Alain Bancquart a demandé une disposition spéciale de l'orchestre, plaçant les instruments en demi-cercles concentriques et, faisant dialoguer les cordes par petits groupes, il donne à cette alternance de blocs d'épaisseur diverse, animés par des glissements internes, qui domine la première partie de l'œuvre, une grande diversité de couleurs en même temps qu'une insaisissable mobilité dans l'espace. La conception rythmique, enfin, contribue à l'impression d'instabilité et d'évanescence d'une musique qui ne se laisse pas apprivoiser facilement.

Peut-être à cause de la place éminente que les cordes occupent déjà dans le premier mouvement, l'idée de confier à elles seules le deuxième mouvement tend à accentuer, au lieu de les atténuer, les similitudes qu'on perçoit (à tort ou à raison) entre les deux premiers volets de la partition. C'est seulement avec le Finale, qui s'ouvre par un curieux mélange des sons graves de deux guitares électriques et des résonances d'une forêt de gongs, qu'on a l'impression de passer à quelque chose de nouveau Les cordes jouent cette fois un rôle plus effacé, tandis que les bois aigus forment un contraste, par leur agilité, avec la trame sombre qui reste toujours sous-jacente

Ce troisième mouvement est ponctué de façon toujours imprévisible, par des coups secs et très espacés, d'une violence presque insoutenable, frappés sur plusieurs grosses caisses, et des toms graves auxquels vient s'adjoindre, pour finir, un tambour de bois. Ce sont là comme de brusques éclairs dans un ciel serein et leur portée tragique sans équivoque n'aura pas échappé aux auditeurs. Ce concert sera retransmis ultérieurement par France-Musique.

GÉRARD CONDÉ.

THÉATRE

Le Théâtre à bretelles

Le Théâtre à bretelles, si peu sédentaire, s'installe, pour une vingtaine de jours, dans la cave de la galerie Peinture fraîche C'est que le nouveau spectacle, « le Colporteur d'images », prend de la place, ce n'est plus seulement le théâtre portatif que Laurent Berman accrochait à ses épaules et l'accordéon d'Anne Quesmand.

Sur une bande de papier calque, à l'intérieur d'un cadre comme au cinéma, éclairée comme au théâtre d'ombres, défile une ville entière, sous forme d'étourdissants calligrammes. Tournent les manivelles, et la ville se déroule, de quartier en quartier, tandis que Laurent Berman et Anne Quesmand racontent une histoire d'amour très métaphysique. Parfois, le temps d'un arrêt sur l'image, ils se lancent dans le récit d'absurdes destins.

C'est une soirée insolite, jolie, savante, mais pas vraiment gaie Cela dure une heure, pour laquelle il faut venir dûment couvert et chaussé, car il ne fait pas chaud.

CL. D.

★ Galerie Peinture fraîche, 29, rue de Bourgogne, 75007 Paris.

EXPOSITIONS

AU MUSÉE MARMOTTAN — Les enluminures de la collection Wildenstein

Les très riches enluminures de la donation Wildenstein à l'Académie des beaux-arts, accumulées en rangs serrés (trop) au musée Marmottan, leur havre définitif, se présentent un peu comme un rendez-vous d'admirables ruines. Près de deux siècles de vandalisme ont massacré tant de manuscrits précieux, ne se contentant pas d'en arracher les pages, ce qui serait un moindre sacrilège, mais les mutilant à loisir On ne saurait donc incriminer d'un tel traitement Georges Wildenstein, qui a patiemment récupéré leurs dépouilles Le mal était fait. Le collectionneur passionné a du moins sauvé les restes — des restes assez éblouissants pour faire presque oublier les amputations dont ils sont issus Une enluminure n'est pas un tableau ou un tableautin, enfermé dans un cadre Or, ici, les cadres sont plutôt indésirables, et les marges dont ils sont privés jouaient originellement un rôle majeur dans la mise en place des images — la mise en page, à proprement parler : il subsiste, Dieu merci, suffisamment de missels, d'antiphonaires, de psautiers, de livres d'heures et autres manuscrits à peintures pour les situer mentalement dans le contexte, le texte de la feuille de parchemin Son architecture, de la feuille, tenait compte de la disposition d'onciales ou de lettres gothiques amoureusement calligraphiées Et du sens des mots. On en a conscience devant les pleines pages rescapées d'un dépècement systématique, qui est allé jusqu'au découpage des lettrines somptueuses, recollées sur du carton.

L'école italienne

*Tentons de faire abstraction de ces procédés barbares en face de la fraîcheur et de l'éclat, encore manifestes, de quelque trois cents miniatures, parmi lesquelles se détachent maints chefs-d'œuvre absolus, tel l'*Episode de la vie de saint Vrain *de Jean Fouquet, dont André Chastel, commentant plus spécialement la partie française de la collection (le Monde du 7 janvier 1981), louait les gris et les ors merveilleux Voilà qui nous met en appétit avant la grande exposition que le Louvre va consacrer à notre plus grand peintre du quinzième siècle, dès la fin de la semaine prochaine.*

Si pourtant la France est largement représentée dans ce panorama européen de l'enluminure du treizième au seizième siècle, l'Italie a la part belle — littéralement. Peut-être parce que des influences réciproques, des échanges, ont eu lieu dans une péninsule divisée, peut-être aussi parce que, de plus en plus, le sentiment religieux fait place au sens esthétique (dans les meilleurs cas, ils vont de pair), une profonde unité se dégage d'œuvres regroupées par écoles, dans la limite du possible, en dépit d'une diversité motivée autant par le temps que par l'espace.

L'espace peut être restreint. L'école toscane de Florence, qui va de l'art naïf (Jésus enfant bénissant, *de la fin du Trecento) à la composition savante, à la facture de Lorenzo Monaco* (Dieu le Père et la Crucifixion) *ou d'Attavante* (Funérailles de saint Benoît, Un pape *[Léon X]* célébrant la messe, etc.), *à une Pieta inspirée de celle de Michel-Ange, se différencie nettement du raffinement de l'école siennoise, de Nicolo di Ser Sozzo Tegliacci* (Adoration des mages, Sainte Anne et la Vierge...).

L'école lombarde, plus robuste, tendant au réalisme, est non moins richement évoquée, et si l'un de ses principaux artistes, Belbello de Pavia, s'impose ici par le nombre et la qualité de ses enluminures (Sainte Marguerite, Sainte Catherine d'Alexandrie, la Mission des apôtres, etc.), *il est loin d'être le seul représentant d'une lignée féconde Et ne sont négligées ni l'Emilie et Bologne, ni la somptueuse école vénitienne, ni l'Italie centrale, où l'on a rangé le Croate Giulio Clovio* (le Combat de David et de Goliath, *peint dans la seconde moitié du seizième siècle, et fort éloigné de l'enluminure traditionnelle) On a enfin classé sous le titre d'école italienne ceux dont l'attribution est incertaine.*

Revenons en arrière et remontons vers le Nord afin de saluer l'apparente et émouvante gaucherie du miniaturiste anglais William de Brailes avec six scènes de l'Ancien Testament (vers 1260), et afin de ne pas omettre l'école flamande, qui a donné, entre autres, ce pur chef-d'œuvre, cette sublime Nativité *en grisaille, et aussi dix-huit pages d'un livre d'heures — à ne pas confondre avec l'école des Pays-Bas et ses estampes*

On nous promet le catalogue raisonné de cette collection Puissent ses notices être aussi exhaustives que celles, par exemple, de l'Age d'or de l'enluminure *de Marcel Thomas, qui concernent, elles, des œuvres en petit nombre, mais intactes*

JEAN-MARIE DUNOYER.

★ Musée Marmottan, 2, rue Louis-Boilly Paris-16e

AU PETIT PALAIS — Soixante-neuf sourires de Thaïlande

Au Petit Palais, les expositions sont toujours bienséantes, reposantes, souvent savantes aussi, quelquefois passionnantes. Très diplomatiques, lorsqu'elles s'intéressent aux pays étrangers, c'est pour n'en garder que les aspects les plus purs, les plus nobles, les plus hautement artistiques. Très respectueuses des frontières, elles n'autorisent généralement pas de comparaisons avec les arts des pays proches, ce qui va à l'encontre des grandes expositions thématiques et internationales volontiers proposées aujourd'hui par les grandes institutions type Beaubourg. Cela ne facilite guère la tâche du néophyte qui peut avoir quelque problème pour découvrir ce qu'a de spécifique tel ou tel bouddha de telle ou telle région. Mais il est vrai que, en matière d'exotisme, Paris est bien servi, qui a d'aussi beaux musées que Guimet ou Cernuschi, et il est sûr aussi que c'est toujours un plaisir d'aller s'y *rafraîchir* les yeux ou la mémoire.

Vives controverses

Ce verrouillage géographique, ce respect excessif des frontières politiques, est le petit reproche que peut, dès l'abord, inspirer l'exposition « L'image sacrée en Thaïlande ». Assez vite cependant le regret s'efface pour céder la place au plaisir, ou même aux joies, plus sophistiquées, des différences entre les styles dits ici « péninsulaires », « môns », « khmers » et « thaïs ». Car cet ensemble de soixante-neuf statues aux soixante-neuf sourires (et même plus, car il y a des groupes) plus impénétrables que notre occidental sourire de la Joconde s'éclaire peu à peu sinon pour livrer leur exacte signification, au moins pour *nous* arrêter, nous séduire posément à soixante-neuf reprises, avec une habileté autant de fois renouvelée.

Exposition moins importante que celle des Trésors d'art de Thaïlande, présentée en 1964 au musée Cernuschi (et où figuraient déjà certaines œuvres), mais d'exceptionnelle qualité par les œuvres qui la composent, comme le souligne Mme Adeline Cacan de Bissy, conservateur en chef du musée du Petit Palais, cette série d'images sacrées est aussi l'occasion d'une nouvelle classification de la statuaire, établie en 1977 par le Dr Piriya Krairiksh. Cette classification, qui substitue les styles cités plus hauts aux périodes encore aujourd'hui utilisées (Dvâravati, Lop Buri, Crivijaya), a suscité dans les milieux spécialisés d'assez vives controverses (M. Chira Chongkol, directeur du Bangkok National Museum, le rappelle dans le catalogue, beau et précis). Si l'on ne peut juger de sa valeur scientifique, elle a le mérite, pour le non-spécialiste, de la cohérence et d'une clarté qui facilite la visite.

Derrière nos soixante-neuf sourires, il y a, si l'on peut dire, de quoi satisfaire toutes les passions. Des formes fortes à l'allure de *kouroï* (pour rester dans les clichés occidentalisants) des styles péninsulaires, jusqu'aux raffinements que nous dirions ambigus, presque « trop » raffinés, de certaines sculptures thaïs. Mais dans chacune de ces œuvres il y a d'abord une signification religieuse, et presque une présence : c'est ainsi une heureuse initiative que d'avoir consacré une certaine place à la fabrication et à la consécration d'une image de bronze du bouddha. On comprend mieux ce qu'a d'essentiel cette statuaire, au-delà de ses vertus plastiques.

FRÉDÉRIC ÉDELMANN.

★ L'image sacrée en Thaïlande, exposition organisée par le Musée national de Bangkok, l'Association française d'action artistique et la Ville de Paris Musée du Petit Palais, jusqu'au 1er février.

DANSE

La tournée française de Bella Lewitsky

Le spectateur désireux de voir la Compagnie de Bella Lewitsky devait la saisir au vol lors d'un bref passage à Corbeil, sous peine de courir à Dijon ou à Lyon. Il en est de même pour la José Limon Company et bien d'autres. Toutes ces troupes représentatives de la danse moderne américaine, après avoir été révélées en 1974-1975 au Théâtre de la Ville, ont pratiquement disparu de l'horizon et c'est dommage, car on est loin d'en avoir épuisé le charme naturel et la vitalité spontanée. Paris manque cruellement d'un théâtre consacré à la danse, et ce n'est pas le moindre paradoxe de cet art actuellement en pleine expansion.

A soixante-trois ans, Bella Lewitsky ne paraît plus en scène, mais elle continue à enseigner et à créer. Sa technique se rattache à l'essor chorégraphique des années 50 ; elle est fortement influencée par le climat de la Californie du Sud. L'espace, le soleil, la générosité, un certain non-conformisme ont nourri sa quête de mouvement. Avant tout elle tient à se démarquer de la danse new-yorkaise, plus intellectuelle, plus soumise aux fluctuations de la mode. Son inspiration est très sensibilisée aux problèmes politiques de son pays. Fille d'un émigré russe, née dans une communauté socialiste « utopique », elle a connu quelques ennuis lors de la chasse aux sorcières de 1951. Aujourd'hui, elle reste très préoccupée par la prolifération des armes nucléaires : « Confrontés à un avenir sans espoir, dit-elle, nous nous sommes tournés vers la danse qui nous a permis d'affirmer notre humanité. »

C'est tout cela qui transparaît dans « Pietas, » un ballet haché, oppressant, où les danseurs sont agressés par des bruits (une musique brutale de Cara Bradbury Marcus), des lumières violentes. Enfermés dans un univers concentrationnaire, ils se réduisent peu à peu à un couple dénudé, symbole de la solitude et de l'abandon.

On revoit avec plaisir « Space Between », ballet abstrait construit sur l'exploitation des lignes parallèles et de l'ap t. Un échafaudage transparent hissé à mi-hauteur de la scène permet de dédoubler l'espace et d'y régler des mouvements latéraux d'une amplitude graduée. Les transitions sont d'une extrême élégance. Avec « Suite Satie » (1980), Bella Lewitsky rêve au passé et rend hommage à son maître Lester Horton, l'un des pionniers de la modern dance. Parfaitement entraînés, les sept danseurs enchaînent des sauts, des équilibres, des portés et des chutes contrôlées où chaque parcelle de leur corps est tour à tour sollicitée. C'est le triomphe d'une vision de l'homme dansant et se réalisant par la danse.

MARCELLE MICHEL.

★ Prochains spectacles à Chambéry, Montbéliard, Mâcon, Dijon, Thonon-les-Bains, Mulhouse, Lyon, Bourges.

هكذا من الاهل

MERCREDI

un film de
HITCHCOCK
agent secret

UNE PRODUCTION GAUMONT-BRITISH avec MADELEINE CARROLL
JOHN GIELGUD - PETER LORRE - Une sélection LES FILMS GALAXIE

GAUMONT COLYSÉE v.o. - GAUMONT CONVENTION v.f. MONTPARNASSE PATHÉ v.f. - FRANÇAIS v.f. - QUINTETTE v.o. LES 7 PARNASSIENS v.o. - FORUM CINEMA v.o. - SAINT-LAZARE PASQUIER v.f. - 14-JUILLET BEAUGRENELLE v.o.

Un film de
Ettore Scola.
FESTIVAL CANNES 80
La terrasse

SPECTACLES

théâtres

NOUVEAUX SPECTACLES

American Center (633-51-26), 21 h. : The Survivor and the Translator.
Nouveautés (770-52-76), 20 h. 30 : Ferme les yeux et pense à l'Angleterre.
Gennevilliers, Théâtre (793-63-12), 20 h. 45 : les Créanciers.
Vincennes, Théâtre Daniel-Sorano (374-73-74), 21 h. : le Gardien, de Pinter.

Les salles subventionnées et municipales

Comédie-Française (296-10-20), 20 h. 30 : les Caprices de Marianne; l'Epreuve.
Centre Pompidou (277-12-33), 19 h. : Revue parlée (Parler pour ne rien dire) ; 20 h. 30 : Science et poésie (Du souffle au verbe).
Carré Silvia Monfort (531-28-34), 22 h. 15 : Prose du Transsibérien et de la petite Jehanne de France.
Théâtre musical de Paris (261-19-83), 18 h. 30 : B. Engerer et l'Orchestre symphonique de la garde républicaine, dir. R. Boutry (Beethoven, Tchaïkovski, Chabrier) ; 20 h. 30 : Orchestre Colonne (concert à la mémoire de Richard Blareau).

Les autres salles

Comédie de Paris (281-00-11), 21 h. : Reviens dormir à l'Elysée.
Comédie Caumartin (742-43-41), 20 h. 15 : Les spirites se mettent à table ; 21 h. 15 : les Voyageurs de carton.
Essaïon (278-46-42), I, 21 h. : la Vie en douce. — II, 21 h. 30 : Est-ce que les fous jouent-ils ?
Huchette (326-38-99), 20 h. 15 : la Cantatrice chauve ; 21 h. 30 : la Leçon.
Lucernaire (544-57-34), Théâtre noir, 18 h. 30 : Compartiment non-fumeurs ; 20 h. 30 : Picelles. — Théâtre rouge, 20 h. 30 : Jeux et Fatras. — Petite salle 18 h. 15 : Parlons français.
Marigny (256-04-41), 21 h. : la Bonne Soupe. — Salle Gabriel (225-20-74), 21 h. : le Garçon d'appartement.
Moderne (280-09-30), 20 h. 30 : la Nuit.
Renaissance (208-18-50), 18 h. 30 et 21 h. 15 : les Mouches.
Variétés (233-09-92), 20 h. 45 : l'Intoxe.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin (296-29-35), 20 h. 30 : Pythie-Trésor; 21 h. 30 : Des phantasmes dans le caviar ; 22 h. 30 : le Testament du Père Leleu.
Au Lapin agile (606-85-87), 21 h. : La bohème qui chante.
Café d'Edgar (320-85-11), I, 18 h. 30 : Katiouchka ; 20 h. 30 : Sœurs siamoises cherchent frères siamois.
Le Connétable (227-41-40), 20 h. 30 : Thomas ; 22 h. 30 : M. Fanon.
Cour des Miracles (548-85-60), 20 h. 15 : P. Rapsat ; 21 h. 30 : Ivres pour vivre ; 22 h. 50 : les Rois de la communale.
Le Débarcadère (607-79-39), 21 h. 30 : A. Cuniot.
L'Ecume (542-71-16), 20 h. 30 : J.-P. Réginal ; 22 h. : les Pieds tendres.
Le Fanal (233-91-17), 20 h. : La chasse est ouverte ; 21 h. 15 : le Président.
Lucernaire (544-57-34), 22 h. 30 : B. Arnac.
Petit Casino (278-36-50), I, 21 h. : Phèdre à repasser ; 22 h. 15 : Du moment qu'on n'est pas sourd ; 23 h. 15 : le Concerto déconcertant.
Pied-Bleu (285-32-16), 20 h. 30 : Une étoile dans le placard ; 21 h. 30 : Nous, on aime ; 23 h. : D. Raquillet.
Sélénite (354-53-14), 20 h. 15 : Racontez-moi votre enfance ; 21 h. 30 : Two men chauds. — II, 21 h. 30 : Pico.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h. 30 : Un polichinelle dans le tiroir ; 21 h. 30 : Ma vie est un navet ; 22 h. 30 : M.-T. Orain.
Théâtre des Quatre-Cents-Coups (329-39-69), 20 h. 30 : Madame le Président ; 21 h. 30 : Bonjour les monstres ; 22 h. 30 : l'Amour en visite.

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h. : Heureux ceux qui n'attendent rien car ils n'auront pas plus.
Deux-Anes (606-10-26), 21 h. : Quand les ânes voteront.

Le music-hall

Aire libre (322-70-78), 23 h. : J.-L. Debattice.
Forum des Halles (297-53-39), 20 h. 30 : L. Escudero, F. Bebe.
Gymnase (246-79-79), 20 h. 30 : Coluche.
Palais des glaces (607-49-93), 20 h. 30 : Lolo Sy Ny Tarini.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 12 janvier

Les comédies musicales

Théâtre de Paris (280-09-30), 20 h. 30 : Cache ta joie.

La danse

Dunois (584-72-00), 21 h. : Contact.

Les concerts

Salle Pleyel, 20 h. 30 : Orchestre national de l'Opéra, dir. K. Münchinger (Mozart).
Théâtre des Champs-Elysées, 20 h. 30 : English Chamber Orchestra, dir. et sol. V. Ashkenazy (Beethoven, Schoenberg).
Théâtre de l'Athénée, 21 h. : R. Kabaïvanska, L. Magiera (Prokofiev, Tchaïkovski, Rachmaninov, Stravinski).
Musée Guimet, 20 h. 30 : A. Dumond (Andriessen, Brouwer, Condé, Ohana, Drogoz, Dumond).
Point-Virgule, 21 h. : J.-P. Vasseur, P. Séchet, M. Roche, Th. Pollet (autour de la viole d'amour).
Théâtre Saint-Georges, 20 h. 30 : N. Backov (Beethoven, Tajcevic, Gershwin).
Ranelagh, 20 h. 30 : N. Delannoy, P. Caron (Bach, Arrieu, Debussy, Rachmaninov, Prokofiev).
Théâtre 13, 20 h. 45 : S. Pfender, M. Kato, J. Nagata, V. Grange (Franck, Saint-Saëns, Paganini, Chausson, Ravel).
FIAP, 21 h. : A. Stajic, J. Bernaert et E. Ricci (Haydn, Brahms, Mendelssohn).

Jazz, pop, rock, folk

Caveau de la Huchette (326-65-05), 21 h. 30 : P. Guin Swing Quartet.
Caveau de la Montagne (354-82-39), 22 h. : G. Badini Swing Machine Trio.
Dreher (233-48-44), 21 h. 30 : Memphis Slim, M. Denis.

DEUX ANES
IMMENSE SUCCES
DE LA MORDANTE REVUE
Quand les Anes voteront !
avec
Pierre-Jean VAILLARD
Christian VEBEL
Jacques MAILHOT
Jacques RAMADE
Arlene CLAIR
André BETTIN
Martine ARISI
Jean-Pierre MARVILLE
Robert VALENTINO
100e

A partir du 13 janvier
PETIT MONTPARNASSE
BILLETDOUX
ai-je dit que je suis bossu ?
BLIN
VIRLOGEUX
20 h 30

maison des arts andré malraux
CRETEIL 899.94.50
COMEDIE DE CAEN
jusqu'au 24 janvier
LE DESAMOUR
par la
COMEDIE DE CAEN
PLACE S. ALLENDE - CRETEIL
métro Créteil Préfecture

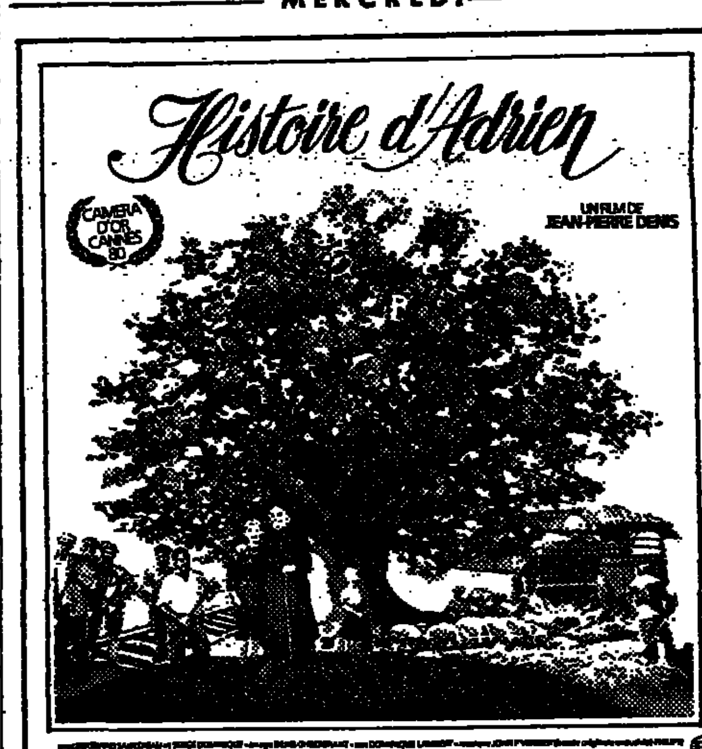
Pour les salles voir lignes programmes

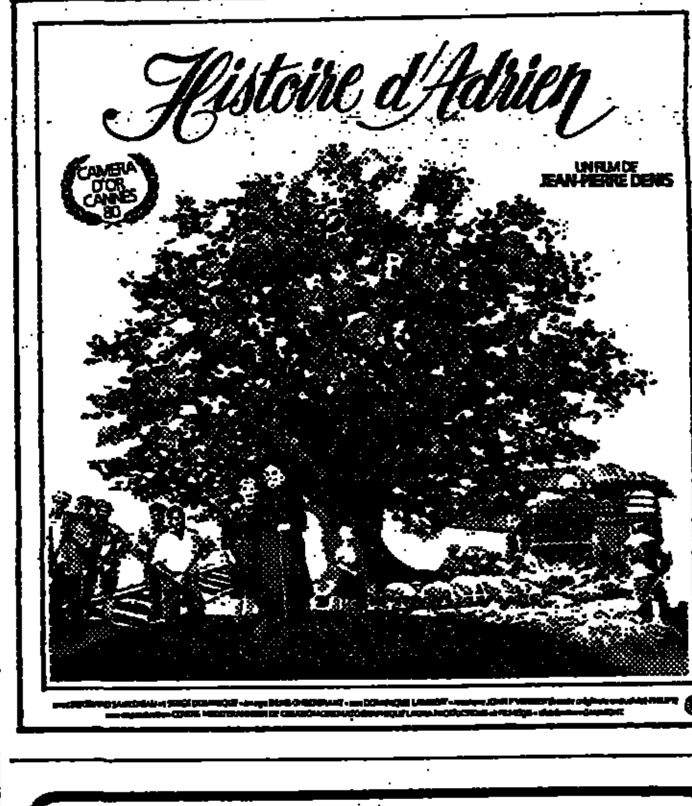
Gena Rowlands une sacrée performance...
SERGE ZEYONS
LA VIE OUVRIERE
Gloria
LION D'OR
Festival de Venise 1980

MARDI 13 JANVIER
20 H.
ARCHIE
SHEPP
MAL
WALDRON
PALAIS DES ARTS
325, rue Saint-Martin, Paris-3e.
LOCAT. FNAC - CLEMENTINE
Rens. : 272-62-98.

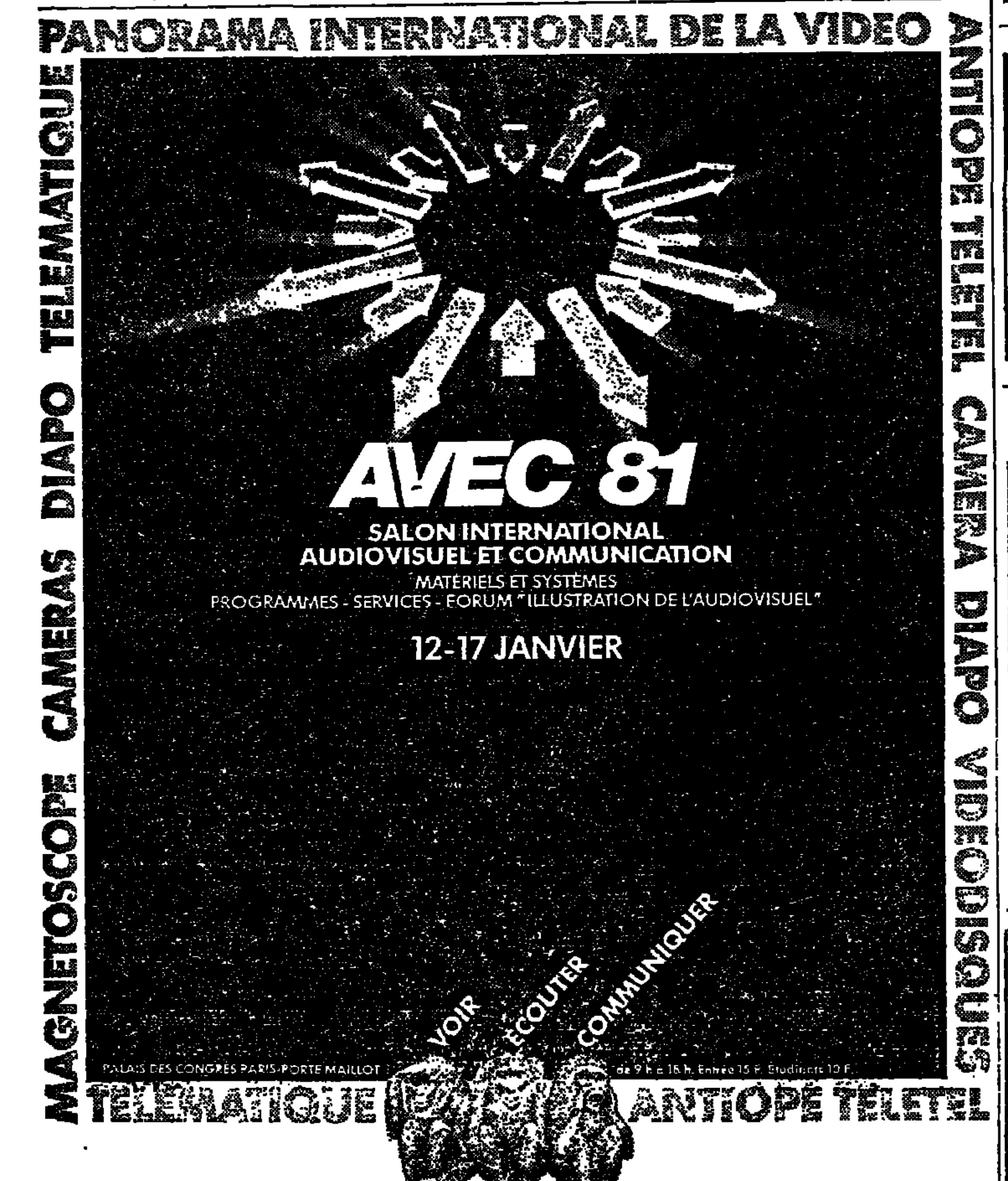


MERCREDI





PALAIS DES SPORTS
Porte de Versailles 75015 PARIS
Matinées à 14 h 15 et 17 h 30 :
les mercredis, samedis, dimanches
Soirées à 20 h 45 :
mardis, jeudis, vendredis, samedis
LE CIRQUE DE MOSCOU
Prix des places : 100 - 75 - 55 - 30 F.
LOCATION
• TOUTES AGENCES
• OU PAR TÉLÉPHONE au 828.40.90 (de 12 h 30 à 19 h)
• OU AU PALAIS DES SPORTS
- par correspondance - aux guichets de 12 h 30 à 19 h.
Renseignements téléphoniques au 828.40.48.



SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

Chaillot (704-24-24), relâche.
Beaubourg (278-35-57), 15 h. : Une histoire de Chine, de L. McCarey ; 19 h. : Jour de chance, de F. Capra ; 21 h. : Alfie le Dragueur, de L. Gilbert.

Les exclusivités

AC/DC (Fr.), Forum-Ciné, 1er (297-53-74) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00).

LA BANQUIERE (Fr.), Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88).

BIENVENUE Mr CHANCE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

THE BLUES BROTHERS (A., v.o.) : Movies-Halles, 1er (260-43-99) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Tourelles, 20e (364-51-98) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03).

LA BOUM (Fr.), Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Paris, 8e (359-53-99) ; Français, 9e (246-66-44) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Publicis-Elysées, 8e (720-76-23) ; Passy, 16e (288-62-34).

BRUXELLES TRANSIT (Belg., v. Yiddish) : Olympic, 14e (542-67-42).

BYE BYE BRESIL (Brésil, v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LA CAGE AUX FOLLES II (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Secrétan, 19e (206-71-33) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

CALIGULA (It.-Ang., v.o.) (**) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45)

CAUCHEMAR (Fr.) : Forum-Ciné, 1er (297-53-74) ; Studio 43, 9e (770-63-40).

LES CHARLOTS CONTRE DRACULA (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43).

LE CHEF D'ORCHESTRE (Pol., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; Forum-Ciné, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; France-Elysées, 8e (723-71-11) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43).

LA CICALA (It., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23). — V.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LA CITE DES FEMMES (It., v.o.) (*) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Studio Cujas, 5e (354-89-22). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33).

LA CONSTANTE (Pol., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83).

LE COUP DU PARAPLUIE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88).

LE DERNIER METRO (Fr.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).

DON GIOVANNI (Fr.-It.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

DROLES DE COUPLES (It.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

ERASERHEAD (A., v.o.) (**) : La Clef, 5e (337-90-90) ; Olympic, 14e (542-67-42).

L'ETE DE LA PEUR (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08). — V.f. : Miramar, 14e (320-89-52) ; Lumière, 9e (246-49-07).

EXTERIEUR NUIT (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90).

FAME (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Elysées Point-Show, 8e (225-67-29). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52).

FRAYEURS (It., v.f.) (**) : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).

GLORIA (A., v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5e (633-79-38) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Capri, 2e (508-11-69) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

GOSSES DE TOKYO (Jap., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Olympic, 14e (542-67-42).

HAZAL (Turc, v.o.) : Studio de la Harpe-Huchette, 5e (633-08-40).

IMMACOLATA E CONCETTA (It., v.o.) (**) : Epée de Bois, 5e (337-57-47). H. sp.

INSPECTEUR LA BAVURE (Fr.) : ABC, 2e (236-55-54) ; Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

JE VOUS AIME (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Fauvette, 13e (331-60-74). Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Colisée, 8e (359-29-46), Nation, 12e (343-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01)

JUSTOCŒUR (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42), h. sp.

KAGEMUSHA (Jap.), v.o. : Saint-Germain-Village, 5e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; v.f. : Haussmann, 9e (770-47-55).

MANHATTAN (A.) (v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34), en soirée.

MON ONCLE D'AMERIQUE (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).

NICK'S MOVIE (All.), v.o. : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18)

OUBLIER VENISE (It.) v.o. : Quintette, 5e (354-35-40), Pagode, 7e (705-12-15) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.o. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).

QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A.), v.o. : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

LE REBELLE (Fr.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47) : Calypso, 17e (380-30-11), h. sp.

RENDEZ-MOI MA PEAU (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23).

LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Cinoche-Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) h. sp. ; Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93) h. sp.

SAUVE QUI PEUT (LA VIE) (Fr.-Suisse) (*) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

LES SEDUCTEURS (Fr.-It.), v. it. : Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount-City, 8e (562-45-76). — V.f. : Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Bastille, 11e (343-79-17) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00)

SHINING (A.) (*), v.o. : Colisée, 8e (359-29-46) ; Studio-Raspail, 14e (320-38-98). — V.f. : Capri, 2e (508-11-69).

SI JE TE CHERCHE, JE ME TROUVE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18)

STARDUST MEMORIES (A.), v.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Publicis-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10). — V.f. : Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28)

SUPERMAN II (A.), v.o. : Saint-Germain-Studio, 5e (354-42-72) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Broadway, 16e (527-41-16). — V.f. : Gaumont-les Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Wepler, 18e (522-46-01).

TENDRES COUSINES (Fr.) (*) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Ternes, 17e (380-10-41).

LA TERRASSE (It., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27)

THE ROSE (A., v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; Palais des Arts, 3e (272-62-98)

TROIS HOMMES A ABATTRE (Fr.) (*) : Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18)

LE TROUPEAU (Turc, v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

TUSK (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90).

UN DROLE DE FLIC (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83). — V.o./V.f. : Mercury, 8e (562-75-90). — V.f. : Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03).

UN MAUVAIS FILS (Fr.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

LA VIE DE BRIAN (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12)

WEISSE REISE (All., v.o.) : Action-République, 11e (805-51-33) H. sp.

Y A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION ? (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (562-45-76). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31), Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

Les festivals

CENT FILMS D'AMERIQUE DITE LATINE (v.o.), Le Denfert, 14e (354-00-11) : le Courage du peuple.

40 COMEDIES MUSICALES (v.o.), Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : Words and Music.

HITCHCOCK (v.o.), Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : les Enchaînés.

MARX BROTHERS (v.o.), Nickel-Ecoles, 5e (325-72-07) : les Marx au grand magasin.

CHEFS-D'ŒUVRE ET NANARS DU CINEMA FRANÇAIS (Saturnin Fabre, Jean Gabin), Action-République, 11e (805-51-33) : Un ami viendra ce soir. — Studio 43, 9e (770-63-40) (Raimu), en alternance : la Femme du boulanger, la Fille du puisatier, la Chaste Suzanne, Marius, Fanny, César. — Olympic, 14e (542-67-42) (G. Morlay, M. Balin) : le Roi.

HOMMAGE A TROIS CINEASTES (Vyssotsky, Chouktchine, Chepitko) (v.o.), Cosmos, 6e (544-28-80) : l'Unique ; l'Obier rouge ; l'Ascension.

... 22 h. 15 : le Rebelle ; 20 h. 30 : Voyage au bout de l'enfer ; 23 h. 45 : les Damnés.

STUDIO GALANDE (v.o.), 5e (354-72-71), 18 h. 30 : Portier de nuit ; 20 h. 30 : Taxi Driver ; 22 h. 30 + 0 h. 15 : Rocky Horror Picture Show.

CHATELET - VICTORIA, 1er (508-94-14) (v.o.), 18 h. 15 : Vera Cruz ; 20 h. : Un tramway nommé Désir ; 22 h. 10 : Marathon Man ; — 17 h. 50 : Persona ; 19 h. 45 : le Dernier Nabab ; 22 h. : Jeremiah Johnson.

SAINT-LAMBERT, 15e (532-91-68), (v.f./v.o.) : en alternance : Flûte à six schtroumpfs ; les Voyages de Gulliver ; le Chat botté ; Psychose ; Satyricon ; Délivrance ; les 1001 Nuits ; Music Lovers ; Tommy ; Une étoile est née.

FESTIVAL DU RIRE (v.o.), Studio Saint-Séverin, 5e (354-50-91) : Themroc ; le Dernier Round ; les Conscrits ; Papa d'un jour.

CARNE - PREVERT, Ranelagh, 16e (288-64-44) : en alternance : les Visiteurs du soir ; les Portes de la nuit ; les Enfants du Paradis.

SAINT-AMBROISE, 11e (700-89-16), v.o., en alternance : le Voleur de Bagdad. Rencontres avec des hommes remarquables. Dersou Ouzala. Docteur Folamour. A.C.D.C. le film. Macbeth. Je t'aime moi non plus. Nos plus belles années. Funny Girls. Peau d'Ane (F.). Dessins animés Tex Avery

LES STARS DES ANNEES 30, Olympic, 14e (542-67-42) : All Boat Eve.

LES FILMS NOUVEAUX

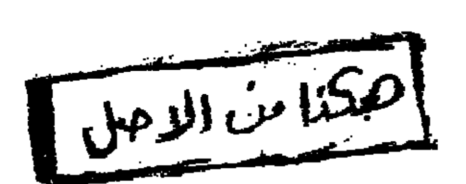
ASPHALTE, film français de Denis Amar : Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Secrétan, 19e (206-71-33) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25)

LA FAIM DU MONDE, film français de Théo Robichet : La Clef, 5e (337-90-90).

LES FOURBERIES DE SCAPIN, film français de Roger Coggio : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96)

L'OR DANS LA MONTAGNE, film italien de Ermanno Olmi : (v.o.) : Racine, 6e (633-43-71) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet-Bastille (357-90-81) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02). — (V.f.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).

LA TOUR EIFFEL EN OTAGE, film américain de Claudio Guzman : (v.o.) : France-Elysées, 8e (723-71-11). — (V.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Eldorado, 10e (208-18-76) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Rio-Opéra, 2e (742-82-54)



RADIO-TÉLÉVISION

VU

Yourcenar ou la tradition

La grande quinzaine Yourcenar s'est ouverte dimanche soir, sur FR 3, par un pèlerinage aux pays de ses livres. Très modeste. On n'a guère poussé plus loin que le Mur d'Hadrien, enfin ce qu'il en reste, destiné à protéger le nord de l'Angleterre des Calédoniens.

Bottée, encapuchonnée, giflée par le vent, Marguerite Yourcenar s'est promenée dans la lande ; elle a vu un bélier couché sur l'herbe d'un rempart ; elle nous a emmenés dans la région des lacs, puis on est parti pour Bruges sur les traces de l'Œuvre au noir... Notre-Dame, l'hospice, la basilique du Saint-Sang... Tout ça en silence.

Ces petits bouts de film tournés ici et là, elle nous les a présentés elle-même en les accompagnant d'explications, de réflexions personnelles, un peu comme le font les amis retour de vacances. Simplement, le niveau du commentaire témoignait d'une culture hors du commun, pas seulement classique d'ailleurs. L'auteur de Mishima ou la Vision du vide a des lumières sur tout : le zen, l'anthropologie, la Grèce antique, la migration des animaux, le paléolithique... et l'on augure bien de son face-à-face, à « Apostrophes » vendredi prochain, avec Jean d'Ormesson, grâce à qui nos académiciens se sont sauvés du ridicule en ne refusant pas de l'admettre parmi eux.

C'était le bon choix. Et pas seulement parce qu'il était grand temps d'ouvrir à une femme les portes de l'Institut, non. Parce que et son œuvre et son style s'inscrivent très exactement dans le droit fil de la tradition si âprement défendue par des messieurs aux habits verts.

Aucune esbroufe dans cette visite détendue, nonchalante, du musée imaginaire dont elle nous a gentiment ouvert les portes à chaque étape de ce voyage. Rien à voir avec le tintamarre ténébreux et tape-à-l'œil que faisait le choc des civilisations dans la bouche agitée de tics d'André Malraux. Non, le naturel, la simplicité et la retenue qui fixent et forcent l'attention du public non averti.

CLAUDE SARRAUTE.

RENCONTRE DES RADIOS LIBRES A LYON

Les représentants d'une quinzaine de radios *libres se sont* réunis le samedi 10 et le dimanche 11 janvier à Lyon pour élaborer une charte en plusieurs points.

Dans un texte adopté à une large majorité, les radios revendiquent *« le droit de produire et de diffuser localement et sans recours à la publicité des émissions de radio en modulation de de fréquence »*, proposent un moratoire de deux ans, exigent *« l'amnistie immédiate de toutes les condamnations prononcées contre les infractions commises en matière de monopole de la radio-télévision »*, *« l'arrêt des poursuites en cours en application de la loi du 26 juillet 1978 »*, et *« la cessation du brouillage »*. Les radios libres ont émis enfin l'idée de constituer une nouvelle fédération nationale.

Lundi 12 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

18 h 45 Avis de recherche

19 h 10 Une minute pour les femmes
Quand les pensions alimentaires n'arrivent pas.

19 h 20 Emissions régionales

19 h 40 Les paris de TF 1

20 h Journal

20 h 35 Cinéma : le Gendarme à New-York
Film français de J. Girault (1965), avec L. de Funès, G. Grad, M. Galabru, J. Lefebvre, C. Marin. *(Rediffusion.)*
La brigade de Saint-Tropez va représenter la France à un congrès international de gendarmerie à New-York. Nicole, la fille de Cruchot, a suivi secrètement son père, et provoque pas mal d'aventures.
Quiproquos vaudevillesques et démonstration de la supériorité française à l'étranger. Louis de Funès fait rire...

22 h 10 Documentaire : Flux et reflux d'une stratégie
U.R.S.S. : 1945-1980.
Un dossier établi par Paul-Marie de La Gorce avec les témoignages de Maurice Couve de Murville, Vladimir Pozner, Lily Marcou, Simon Malley, sur la politique étrangère de l'Union soviétique.

23 h 10 Journal

DEUXIÈME CHAINE : A 2

18 h 30 C'est la vie

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres

19 h 20 Emissions régionales

19 h 45 Top club

20 h Journal

20 h 35 Magazine : Cartes sur table
Avec René Sirbat, grand rabbin de France.

21 h 55 Document : Histoire de l'alpinisme
Réal. S. Vannier. 2. L'époque héroïque : 1860-1905
La conquête des grands sommets des Alpes, par les fameux guides Croz, Whymper, Almer, Burgener, etc.

22 h 45 Magazine : Première
Sylvia Marcovici, violoniste, interprète des œuvres de Schubert et de Brahms.

23 h 20 Journal

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Hebdo-jeunes.

18 h 55 Tribune libre.
L'association Appel aux vivants.

19 h 10 Journal.

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 55 Dessin animé.
Hashimoto : mon fils pêche.

20 h Les jeux.

20 h 30 Cinéma public : Le crime était presque parfait.
Film américain d'A. Hitchcock (1954) ; avec R. Milland, G. Kelly, B. Cummings, J. Williams, L. Britt. (Rediffusion.)
A Londres, un homme trompé par sa femme échafaude un crime parfait pour se débarrasser d'elle et toucher son héritage. Son projet ayant échoué, il cherche à la faire accuser de meurtre
Exercice de style sur l'adaptation d'une pièce de théâtre. Suspense en univers clos. Et Grace Kelly en victime, Hitchcock a plus d'un tour dans son sac.

22 h 15 Journal.

FRANCE - CULTURE

18 h. 30, Feuilleton : « Ballade pour Carson Mc Cullers », d'Anne Lemaître.
19 h. 25, Jazz à l'ancienne.
19 h. 30, Présence des arts : Flaubert et l'Orientalisme.
20 h., « Vous qui faites l'endormie », de Jean Blondel, avec S. Milhaud, F. Blistine, M. Dossogne ; réal. J.-Cl. Idée.
21 h., L'autre scène ou les vivants et les dieux : Descartes et la crise de la raison
22 h. 30, Nuits magnétiques : *Risques de turbulence.*

FRANCE - MUSIQUE

18 h. 2, Six-Huit : Jazz time ; 18 h. 30, Magazine de *D. Lemary* ; 20 h., *Chasseurs de son stéréo.*
20 h. 30, Concert : Prestige de la musique Wagner : « Le Vaisseau Fantôme », ouverture et acte II avec le Chœur des fileuses l'acte III avec le Chœur des matelots ; « Le Crépuscule des Dieux », scène finale ; « Tannhaüser », acte II, Chœur des convives ; « Lohengrin », prélude du III[e] acte, acte II scène I, cortège de l'église ; Richard Strauss : « Salomé », scène finale, par le Nouvel Orchestre philharmonique et les Chœurs de Radio-France, dir. H. Lewis, dir. des chœurs : *J. Jouineau*, avec *Birgit Nilsson* soprano.
22 h. 30, Ouvert la nuit : Intermezzo, « Symphonie n° 104 », de Haydn ; 23 h. 5, Solistes d'aujourd'hui : le clarinettiste Michel Portal (Prokofiev, Boulez, Globokar) ; 0 h. 5, Domaines de la musique électroacoustique (Risset, Chowning, Malec, Bayle).

Mardi 13 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

10 h Télévision scolaire

12 h 15 Réponse à tout

12 h 30 Midi première

13 h Journal

13 h 45 Les après-midi de TF 1 : Féminin Présent
Elles en question ; 14 h. 5, Un restaurant d'enfants ; 14 h. 25, Tout feu, tout femmes ; 14 h. 35, Feuilleton : « les Nouvelles d'Henry James » ; 15 h. 25, A vos mains « Flash » ; 15 h. 30, *Les recettes de mon village* ; 15 h. 50, Mémoire en fête ; 16 h. 15, A vos mains ; 16 h. 25, Dossier : Mode à l'italiana ; 16 h. 55, Le pour et le contre ; 17 h. 5, A tire d'elles ; 17 h. 15, Coup de cœur ; 17 h. 50, Mini-show.

18 h TF 4

18 h 20 L'île aux enfants

18 h 45 Avis de recherche

19 h 10 Une minute pour les femmes
File-moi 10 balles ou je cogne.

19 h 20 Emissions régionales

19 h 45 Les paris de TF 1

20 h Journal

20 h 35 Le grand débat
M. Lech Walesa, président du syndicat Solidarité de Pologne, en direct de Rome, répond aux questions de quatre journalistes : Jean Daniel *(Nouvel Observateur)*, Claude Imbert *(le Point)*, Jean-François Revel *(l'Express)*, François Gault (TF 1).

21 h 35 Série : Ils ont vingt ans
La poussière du temps
Pour les enfants des années 60, la guerre d'Algérie, c'est l'histoire. Ils « ne connaissent pas ». Ce qui les intéresse ? L'avenir, leur avenir. Premier volet d'une enquête sur la génération d'après le « baby boom ».

22 h 30 L'Histoire de la bande dessinée : Trait de mémoire
Les échos du silence.
De la tapisserie de Bayeux à nos jours.
Une émission d'André Blanc. Réalisation de Claude Miller.

23 h Journal

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.

12 h 5 Passez donc me voir

12 h 30 Série : La vie des autres

12 h 45 Journal

13 h 35 Emissions régionales

13 h 50 Face à vous

14 h Aujourd'hui madame
Les fous du boulot.

15 h Cinéma : J'ai tué Raspoutine
Film français de R. Hossein (1967), avec G. Froebe, P. McEnnery, G. Chaplin, R. Hossein, I. de Furstenberg, R. Pigaut. (Rediffusion.)
Un prince russe se donne pour mission d'abattre Raspoutine, guérisseur du tsarévitch et mauvais génie de Nicolas II et de l'impératrice. D'après le récit du prince Youssoupoff, qui tua Raspoutine en 1916. Bonne reconstitution historique et curieuse étude psychologique.

16 h 40 Itinéraires
Sauvegarde du patrimoine international : Moenjodaro : Chants russes.

17 h 20 Fenêtre sur...
Une journée à l'hôpital de Djougou (Benin).

17 h 50 Récré A 2
Les Paladins de France ; C'est chouette ; 3-2-1, contact.

18 h 30 C'est la vie

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres

19 h 20 Emissions régionales

19 h 45 Top club

20 h Journal

20 h 30 D'accord, pas d'accord

20 h 40 Les dossiers de l'écran : French Connection
Film américain de W. Friedkin (1971), avec G. Hackman, F. Rey, R. Scheider, T. Lo Bianco, M. Bozzuffi, F. de Pasquale.
Deux inspecteurs de la brigade des stupéfiants de New-York sont chargés de découvrir la filière française par laquelle la drogue arrive aux Etats-Unis. L'un d'eux emploie des méthodes expéditives.
Mise en scène frénétique à effets spectaculaires. Au premier plan, le portrait un peu trop complaisant d'un flic raciste, cruel, inhumain.

22 h Débat : Les chemins de la drogue
Avec MM. F. Le Mouel, de l'Office central de répression des stupéfiants ; P.-L. Aumeyras, procureur de la République ; R. Marcellin, ancien ministre ; J.T. Cusak, ancien directeur pour l'Europe du Bureau américain des narcotiques ; R. Kendall, du secrétariat général d'Interpol ; R. Decker, inspecteur divisionnaire honoraire de Marseille ; F. Missen, R. Colombani et J. Derogy, journalistes.

23 h 30 Journal

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Les couleurs du temps.

18 h 55 Tribune libre.
Le club Perspectives et Réalités.

19 h 10 Journal.

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 55 Dessin animé.
Hashimoto : un ami loyal.

20 h Les jeux.

20 h 30 Cinéma : Michel Strogoff.
Film franco-italo-yougoslave de C. Callone (1956) : avec C. Jurgens, G. Page, H. Nassiet, F. Fabian, J. Paredes, G. Buhr, Sylvie, S. Koscina. (Rediffusion.)
Un courrier du tsar, déguisé en marchand, doit, pour porter un message secret à Irkoutsk, en Sibérie, traverser une région de l'empire russe envahie par les Tartares
Une illustration à grand spectacle du roman de Jules Verne.

22 h 20 Journal.

FRANCE - CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance.
8 h. 50, La Fontaine d'eau vive, par Claude Mettra.
9 h. 7, La matinée des autres : Gens du Palmier.
10 h. 45, Stranger mon ami.
11 h. 2, Toulouse musical : Hier et aujourd'hui.
12 h. 5, Agora : Il y a six cents ans, Nguyen Trai.
12 h. 45, Panorama.
13 h. 30, Toulouse musical : Libre parcours variétés.
14 h., Sons : La vie d'un journal parisien.
14 h. 5, Un livre, des voix : « Joseph et ses Frères », de Thomas Mann.
14 h. 47, Magazine international : Reportage à Madrid sur la conférence Sécurité et Coopération en Europe
16 h. 20, Actualité : Les amblyopes.
16 h. 50, Départementale à Nancy.
17 h. 32, Toulouse musical.
18 h. 30, Feuilleton : « Ballade pour Carson Mc Cullers », d'Anne Lemaître.
19 h. 25, Jazz à l'ancienne.
19 h. 30, Sciences : La matière aujourd'hui.
20 h., Dialogues : L'économie a-t-elle pris le pouvoir ?, avec *G.-H. Radkowsky* et B. Renouvin.
21 h. 15, Musiques de notre temps, avec Xavier Darasse.
22 h. 30, Nuits magnétiques : Risques de turbulence.

FRANCE - MUSIQUE

6 h. 2, Quotidien musique : 7 h. 5, L'intégrale de la semaine (Schumann) ; 7 h. 40, Actualité du disque ; 8 h. 30, Magazine d'informations culturelles.
9 h. 2, Le Matin des musiciens : Albert Roussel, les découvertes d'un promeneur solitaire. invité Alain Raës (Liszt, Ravel, Debussy, Roussel, Bartok, Stravinski), pianiste.
12 h., Musique de table ; 12 h. 35, Jazz classique : le pianiste Willie Smith, « The lion » ; 13 h., *Les Musiciens ont la parole* : Gérard Devos, chef d'orchestre de Pasdeloup.
14 h., Musiques : Les chants de la terre (rencontres Est-Ouest) ; 14 h. 30, Les enfants d'Orphée ; 15 h., Piano : Chopin, Dutilleux ; 16 h., L'Opéra de la semaine : « La Petite renarde rusée », de Janacek, par les Chœurs et l'Orchestre du Théâtre national de Prague, dir. B. Grégor, avec Tattermuschova, Zikmundova, Kroupa, Prochazkova...
18 h. 2, Six-Huit : Jazz time ; 18 h. 30, Magazine de D. Lemery ; 20 h., Premières loges Wagner.
20 h. 30, Concert (cycle de quatuors) : « Quatuor à cordes en sol majeur » (Haydn) ; « Quatuor à cordes n° 2 » (Kelterborn) ; « Quatuor à cordes n° 13 en si bémol majeur » (Beethoven), par le Nouveau Quatuor de Zurich en direct du Grand Auditorium.
23 h., Ouvert la nuit : La revue de la presse et de l'édition musicale en Allemagne.

TRIBUNES ET DEBATS

LUNDI 12 JANVIER

— *M. Bernard Pons*, secrétaire général du R.P.R., participe à l'émission « Concert » de Radio-Monte-Carlo, à 19 heures.

— *M. Roger Garaudy*, candidat à l'élection présidentielle, participe à la Tribune libre de FR 3, à *18 h. 55.*

MARDI 13 JANVIER

— *M. Lech Walesa*, président du syndicat Solidarité de Pologne, est l'invité de l'émission « Le grand débat » de TF 1, à 20 h. 35.

CARNET

Naissances

— Pierre Esmein et Anne, née Compagnon, Thomas et Camille, ont la joie de faire part de la naissance de

Paul,

le 16 décembre 1980.
47, rue Hallé, 75014 Paris.

Mariages

— **Michelle LEROUX-VILCOCQ,**
née Cave,
et
Pierre DEROURE,
premier président
de la cour d'appel de Nouméa,
font part de leur mariage à Nouméa le 31 décembre 1980.

Décès

— Mme Simone Boedels,
M[e] Jacques Boedels,
M. et Mme Jean-Pierre Boedels et leur fille,
Les familles Boedels, Van Zwanenburg et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Simon BOEDELS,

survenu en son domicile, le 9 janvier 1981, en sa soixante-seizième année.
Les obsèques auront lieu le mardi 13 janvier 1981, au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, à Paris.
On se réunira à l'entrée principale à 14 heures.

2, avenue Paul-Doumer,
75016 Paris.

— Mme Joëlle Leost,
Stéphanie et Julie,
M. et Mme Robert Willaume,
M. et Mme Jean Lehir,
M. et Mme Jean Lebely,
Les familles Leost, Sagot, Takvorian,
Et toute la famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Auguste LEOST,
née Renée Montel,

leur mère, grand-mère, sœur, belle-sœur, cousine et parente, survenu dans sa soixante-troisième année à Paris.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale le 7 janvier 1981 au cimetière du Père-Lachaise.
40, rue Desaix, 75015 Paris.

— M. Paul de Lieven, ses enfants et petits-enfants,
Les familles Bialan, Nicolas et Arène,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Sophie de LIEVEN,

survenu accidentellement à Paris le 7 janvier 1981, dans sa trente-cinquième année.
Les obsèques religieuses ont eu lieu dans la plus stricte intimité le 12 janvier 1981.
28, rue de l'Yvette, 75016 Paris.

— Mme Jean Petit et ses enfants ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean PETIT,
inspecteur général
de l'administration,

survenu *le 25 décembre 1980.*
La cérémonie religieuse a eu lieu le 28 décembre en l'église de Farges-Allichamps.
Farges-Allichamps,
18200 Saint-Amand-Montrond.

— On nous prie d'annoncer le décès accidentel de

Christian PITZ,

survenu à San-Miguel-de-Tucuman, le 29 décembre 1980, à l'âge de *trente-trois ans.*
De la part de :
Mme Pitz et Pauline,
M. et Mme Pitz Jean,
M. et Mme Pitz Charly et leurs enfants,
M. et Mme Durr Frédéric.
La dépouille mortelle sera transférée en France.
8, rue des Glycines,
11100 Narbonne.

— Vera Sarfati, son épouse,
Annette Sarfati-Wagner,
Jeffrey et Paul,
Nicole Sarfati-Verrechia et Sophie,
Josette et Jean-Philippe Szylowicz,
Nathalie et Valérie,
Jacques et Béatrice Sarfati et Philippe,
ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur d'annoncer le décès, à l'âge de quatre-vingt-un ans, de

Samuel Jacques SARFATI,

le 7 janvier 1981.
Les obsèques ont eu lieu selon son souhait dans la plus stricte intimité familiale.
17, avenue de Catinat,
95210 Saint-Gratien.

— Tout le personnel de la Société Samsar a le regret de faire part de la disparition, en sa quatre-vingt-unième année, de son directeur qui avait fondé la société,

Samuel Jacques SARFATI.

4, rue Martel, 75480 Paris, Cedex 10.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— M. et Mme Fernand Solal,
M. et Mme Sydney Solal,
M. et Mme Jacques Solal,
ses enfants,
Claudie et Arié Schlosberg,
Jean Solal,
Danielle et Jacques Suffer,
Roselyne et Alain Solal,
Danielle et Jean-Paul Solal,
Françoise et Marc Sindrès,
Pierre-Henri Solal,
Marie-Anne Solal,
ses petits-enfants,
Yaël, David, Judith, Guilad, Romain, Eve, Emmanuelle, Laurent et Myriam,
ses arrière-petits-enfants,
Mme Paulette Chardenot,
M. et Mme Paul Solal,
Docteur et Mme Armand Goslan,
Mme Lhermite,
Les familles Sudaka, Solal, Djian, Dano, Bitoun, Zeraffa, parentes et alliées,
ont la grande douleur de faire part du décès de

Mme Rodolphe SOLAL,
née Lucie Sudaka,

survenu le 10 janvier 1981 en son domicile, 124, avenue de Wagram, à Paris (17[e]).
Les obsèques auront lieu le mardi 13 janvier 1981, à 11 heures.
Réunion au cimetière du Montparnasse, porte principale.
La famille s'excuse de ne pas recevoir.

— Mme Denise Spinosi, son épouse,
M. Pierre Jean Spinosi, son fils,
M. et Mme Pierre Spinosi,
M. et Mme Jean-Claude Samoyault,
M. Daniel Samoyault,
Les familles Spinosi, Maestracci, Alfonsi, Sabiani, Votat,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Don Ignace Charles SPINOSI,

survenu à Galéria en Corse, le 9 janvier 1981.
La cérémonie religieuse aura lieu à 15 heures en l'église de Galéria, le mardi 13 janvier 1981.

— *Mme Jean Vitiano,*
Les familles Vitiano, Saltiel, Gorinstein, Simionescu, Billig-Keller, Coley, parents et alliés,
Et ses nombreux amis,
ont la douleur d'annoncer le décès de

Jean VITIANO,
éditeur, écrivain, journaliste,
membre fondateur
de l'Académie des lettres et des arts
de Paris,
membre de l'Académie des sciences
de Rome,
président
de la Fraternelle des journalistes,
écrivains et éditeurs,
fondateur
des Editions et de la revue
« l'Horizon international »,
officier de l'ordre royal
l'Etoile de Roumanie,

dans sa quatre-vingt-unième année.
L'inhumation aura lieu le mardi 13 janvier 1981, à 16 h. 30, au cimetière de Pantin-Parisien.
Réunion à l'entrée principale.
Cette annonce tient lieu de faire-part.

Anniversaires

— En union avec les prières qui seront dites à Saint-Jean-de-Maurienne, une pieuse pensée est demandée à ceux qui ont connu et aimé

M. Charles FARNIER,

décédé le 13 janvier 1980.

Messes anniversaires

— Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu de

Marie-Jeanne AYNARD,
née Hurst,

une messe sera célébrée en l'église Saint-Germain-des-Prés, le jeudi *15 janvier, à 19 heures.*

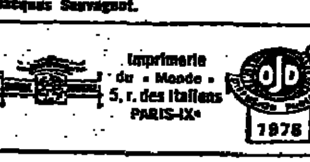
Messes

— Le jeudi 15 janvier 1981, à *18 h. 10*, en *l'église Saint-Louis* d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris (9[e]), une messe sera célébrée à la mémoire de

M. Pierre GINSBURGER,
ancien élève de l'Ecole polytechnique,
ingénieur en chef hors classe
honoraire
de la S.N.C.F.,

décédé le 15 octobre 1980.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde.*
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Commission paritaire n° 57 437.

INFORMATIONS « SERVICES »

AUTOMOBILE

Rouler en hiver

Le dernier numéro de la revue du Comité de la sécurité routière rassemble un certain nombre de conseils et de rappels de la réglementation à l'intention des automobilistes obligés de conduire en hiver.

Équipements spéciaux

L'utilisation de pneumatiques à crampons est autorisée du 15 novembre au 15 mars de l'année suivante. Si les conditions atmosphériques l'exigent, les préfets peuvent modifier les dates de la période d'utilisation prévue ci-dessus.

La vitesse des véhicules à crampons est limitée à 90 kilomètres à l'heure pour les voitures particulières et les véhicules de moins de 3,5 tonnes, et à 60 kilomètres à l'heure pour certains véhicules dont le poids est supérieur à 3,5 tonnes : véhicules d'intervention urgente, véhicules de secours, véhicules assurant des transports de première nécessité ou des transports de denrées périssables et engins spéciaux utilisés pour la viabilité hivernale.

Ces véhicules doivent porter de façon bien visible à l'arrière et sur la partie inférieure gauche de la carrosserie l'indication de la vitesse correspondant à leur catégorie, inscrite à l'intérieur d'un disque blanc de 15 centimètres de diamètre en chiffres noirs de 10 centimètres de hauteur. Ce disque peut être amovible.

Les pneus cramponnés actuellement en vente répondent aux nouvelles normes ; les anciens peuvent cependant être encore utilisés jusqu'au 15 mars 1981.

A noter qu'il est préférable d'équiper les quatre roues afin de conserver intacte la capacité de freinage et la stabilité du véhicule.

Les voitures de tourisme équipées de pneus cramponnés peuvent circuler librement dans toute l'Europe, sauf : en Allemagne fédérale (les dérogations peuvent être accordées par Land ou par professions : police, pompiers, médecins, etc.) ; sur les autoroutes en Suisse et en Hollande pour les véhicules immatriculés dans ce pays.

Les véhicules affectés au transport de personnes et les véhicules lourds bénéficiant de dérogations préfectorales peuvent être équipés de pneumatiques munis de crampons à embase de 8 millimètres.

Les chaînes à neige de tous types restent autorisées sur les portions de routes enneigées.

Les antidérapants à barrettes souples munies de crampons (noskyds) sont autorisés sur les routes enneigées ou verglacées ou susceptibles de présenter des risques de neige et de verglas.

Par temps de brouillard, on enregistre quatre fois plus de collisions en chaîne que par temps de pluie. Le brouillard est un piège contre lequel, jusqu'à présent, la technique n'a pas réussi à trouver de parade efficace. Cela n'empêche pas certaines sociétés spécialisées d'effectuer des recherches pour mettre au point des appareils destinés à mesurer la visibilité horizontale, c'est-à-dire à prévenir certaines catégories d'usagers (automobilistes, marins, aviateurs) de l'existence de nappes de brouillard.

Dans le domaine des applications météorologiques, l'introduction de l'électronique a permis le développement de visibilimètres automatiques.

Des expériences de signalisation du brouillard par clignotement de flash sont faites actuellement sur une trentaine de kilomètres de l'autoroute du Nord près de Lille, et sur 25 kilomètres de l'autoroute nord de Bordeaux. Ces flashes sont installés sur les bornes d'appel d'urgence ; à Bordeaux, ils figurent également sur des panneaux indiquant : brouillard — 40 km/h — placés entre chaque borne d'appel.

D'autre part, les automobilistes doivent, en hiver, être particulièrement attentifs à la signalisation indiquant un risque de vent violent ou de dérapage. En ce qui concerne les chaînes, elles sont autorisées sur routes enneigées quelle que soit la saison et obligatoires lorsqu'un panneau particulier le signale.

Prudence

Le déneigement et le déverglaçage des chaussées doivent permettre aux véhicules de circuler sans risques. Mais les usagers doivent être conscients des difficultés que rencontrent les services de voirie et respecter quelques règles élémentaires de prudence et de prévoyance.

Il n'est pas inutile de rappeler ici un certain nombre de conseils :

● Rouler avec prudence en adoptant une conduite dictée par l'état de la chaussée (en particulier se méfier des changements d'état possibles en passant d'une voie à grande circulation à une voie secondaire) ;

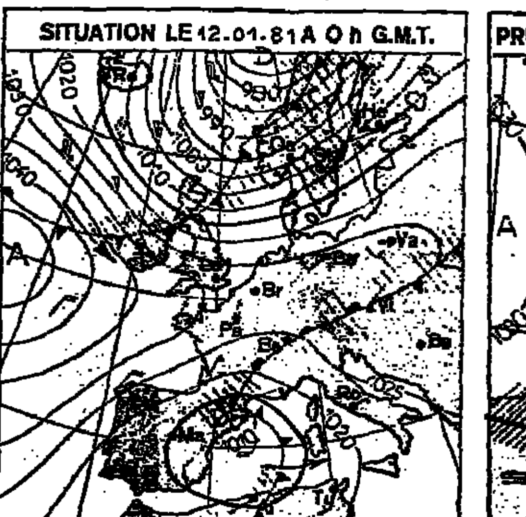
● *Respecter plus que jamais le code de la route* ;

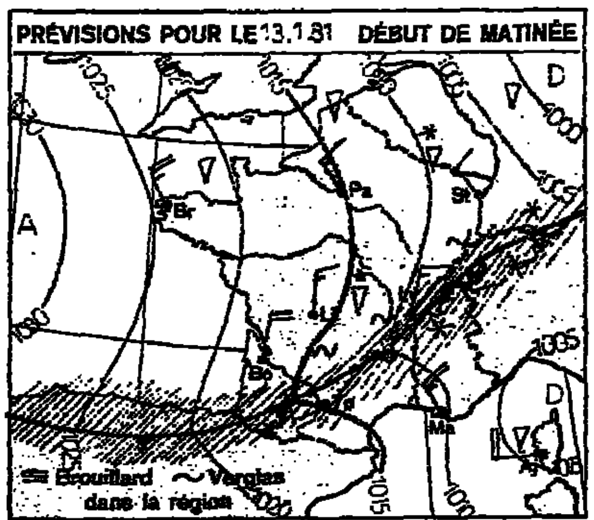
● Avoir bien à l'esprit les *distances de freinage* ;

● *Essuie-glace* : l'hiver, la luminosité est moindre et il pleut souvent. Il est donc important d'avoir des balais d'essuie-glace efficaces et de ne pas hésiter à les remplacer dès qu'ils sont usés. Bien sûr, ne pas oublier l'antigel dans le lave-glace ;

● *Phares* : ils doivent être bien réglés et propres. Leur efficacité peut diminuer jusqu'à 50 % s'ils sont sales.

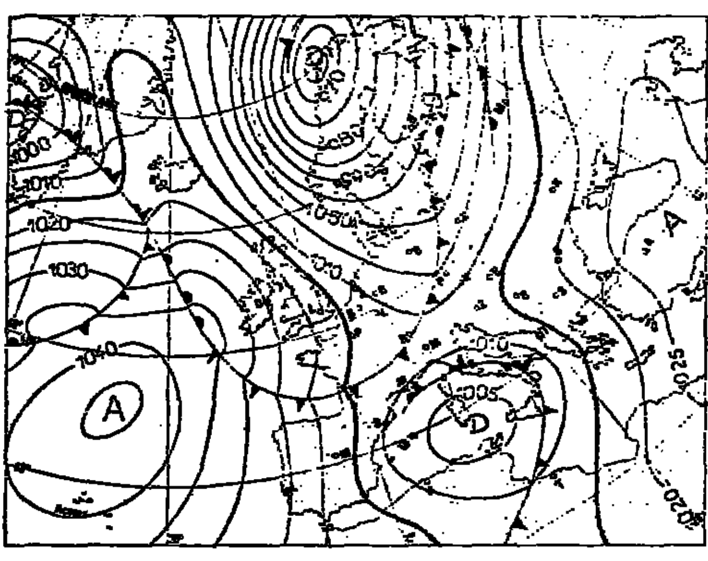
MÉTÉOROLOGIE





Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)
Zone de pluie ou neige ▽ averses ⛈ orages ➤ Sens de la marche des fronts
Front chaud ▲▲ Front froid ▲▲▲ Front occlus

PREVISIONS POUR LE 13 JANVIER A 0 HEURE (G.M.T.)



Evolution probable du temps en France entre le lundi 12 janvier à 0 heure et le mardi 13 janvier à 24 heures :

L'anticyclone centré sur l'Atlantique au nord des Açores se décalera lentement vers le sud. Il entretiendra sur l'Europe occidentale un flux perturbé de secteur nord-ouest.

Mardi 13 janvier, une perturbation, achevant rapidement de traverser la France au cours de la matinée, donnera, sur nos régions méridionales, un ciel temporairement couvert avec des chutes de neige ou de pluie, accompagnées de verglas dans l'intérieur. Un flux de nord-ouest froid et instable se généralisera ensuite avec alternance d'éclaircies et de nuages. Des averses de pluie, de neige ou de grésil (giboulées) seront surtout fréquentes de la Manche orientale aux Alpes et au nord du Massif Central, ainsi que sur les régions pyrénéennes et la Corse, où elles seront accompagnées d'orages. Les éclaircies deviendront plus belles sur la Bretagne et la Vendée, ainsi que sur la Provence, le Bas-Languedoc et le Roussillon, où le mistral et la tramontane souffleront. Toutefois, en début de nuit, une nouvelle aggravation est à craindre sur le nord-ouest du pays.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 12 janvier, à 7 heures, de 1 024,6 millibars, soit 768,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 11 janvier ; le second, le minimum de la nuit du 11 au 12) : Ajaccio, 11 et 4 degrés ; Biarritz, 3 et 2 ; Bordeaux, 5 et 2 ; Bourges, 3 et 1 ; Brest, 6 et 2 ; Caen, 4 et —2 ; Cherbourg, 4 et —1 ; Clermont-Ferrand, 1 et 0 ; Dijon, 2 et —2 ; Grenoble, 3 et —4 ; Lille, 3 et —4 ; Lyon, 1 et —2 ; Marseille, 9 et 7 ; Nancy, 1 et —1 ; Nantes, 4 et —3 ; Nice, 10 et 5 ; Paris-Le Bourget, 2 et —5 ; Pau, 2 et 0 ; Perpignan 4 et 0 ; Rennes, 5 et —4 ; Strasbourg, 1 et —1 ; Tours, 3 et 1 ; Toulouse, 2 et 0 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 18.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 17 et 6 degrés ; Amsterdam, 4 et —1 ; Athènes, 11 et 2 ; Berlin, 0 et —5 ; Bonn, 3 et —7 ; Bruxelles, 2 et —4 ; Le Caire, 14 et 9 ; Iles Canaries, 20 et 13 ; Copenhague, 2 et —2 ; Genève, 2 et —3 ; Lisbonne, 10 et 4 ; Londres, 4 et —2 ; Madrid, 5 et —3 ; Moscou, —9 et —9 ; Nairobi, 28 et 12 ; New-York, —9 et —15 ; Palma-de-Majorque, 13 et 7 ; Rome, 10 et 0 ; Stockholm, —3 et —2.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

MARDI 13 JANVIER

« Histoire de la franc-maçonnerie », 15 h., 16, rue Cadet (Approche de l'art).

« Maison des Compagnons du devoir du Tour de France », 15 h., devant l'église Saint-Gervais (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« La maison de Balzac », 15 h., 47, rue Raynouard (Mme Pleuriot).

« La mosquée », 15 h., place du Puits-de-l'Ermite (M. P.-Y. Jaslet).

« La gare Saint-Lazare », 14 h. 45, hall, monument aux morts (Tourisme culturel).

CONFÉRENCES

MARDI 13 JANVIER

18 h., 252, faubourg Saint-Honoré, M. Bernard-Philippe Groslier : « Le destin d'Angkor » (projections).

19 h. 30, amphithéâtre Bachelard, 1, rue Victor-Cousin, A. et M. Birre-Sepas : « Efficacité de l'amour » (Université populaire de Paris).

20 h., 38, rue de Turenne : « Soirée d'introduction au Shiatsu ».

20 h. 45, salle Pleyel, 252, faubourg Saint-Honoré : « New-York-Los Angeles » (projections).

20 h., 5, rue Largillière, M. F. Schwarz : « En Egypte : d'Isis et d'Osiris » (Nouvelle Acropole).

20 h. 30, 21, rue Notre-Dame-des-Victoires, Mme C. Thibaut : « Toulouse-Lautrec ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 11 janvier 1981 :

DES DECRETS

● Portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat à compter du 1er janvier 1981 ;

● Fixant les conditions d'application de l'article 6 de la loi de finances pour 1981 instituant une déduction fiscale pour investissement.

UN ARRETE

● Relatif aux taux de l'indemnité de garantie allouée aux ouvriers dockers professionnels.

UNE INSTRUCTION

● Relative aux principes d'organisation régionale de l'action de l'Etat en mer.

CIRCULATION

QUEL ÉCLAIRAGE SUR LES DEUX-ROUES ?

« Les cycles circulant la nuit doivent être signalés par un projecteur à l'avant, par un feu rouge à l'arrière et munis d'un dispositif réfléchissant rouge visible à l'arrière.

» La vulnérabilité de ces véhicules résultant de l'absence de signalisation latérale, notamment à l'arrêt, aux abords des carrefours a conduit à rendre obligatoire l'usage de dispositifs réfléchissants latéraux (pneumatiques rétroréfléchissants ou catadioptres disposés sur les rayons), dans des délais compatibles avec la fabrication en série de ces nouveaux accessoires, vraisemblablement au cours des années 1980 ou 1981.

» D'autres études sont en cours pour envisager d'autres améliorations dans des conditions économiques raisonnables. La généralisation de l'obligation des projecteurs sur tous les cycles n'est pas envisagée eu égard au nombre important de cycles destinés à la circulation soit de jour soit sur des voies privées. »

Telles sont les précisions apportées par le ministre de l'intérieur dans une réponse à la question écrite de M. Pierre Juquin, député communiste de l'Essonne.

BREF

EDUCATION

A L'ÉCOLE DES PARENTS. — L'Ecole des parents et des éducateurs organise une journée d'étude sur l'information sociale et familiale, le jeudi 29 janvier 1981, de 9 heures à 18 heures, 34, avenue Reille, 75014 Paris. Participation aux frais : 100 F.

★ E.P.E., 4, rue Brunel, 75017 Paris. Tél. : 380-29-08.

FORMATION PERMANENTE

LECTURE ACTIVE. — L'université de Paris-VIII organise, du 16 janvier au 20 mars, un stage sur la lecture active. Aucun niveau exigé.

★ Université de Paris-VIII (Vincennes-Saint-Denis), 2, rue de la Liberté, 93526 Saint-Denis, Cedex 02, tél. : 821-63-64, poste 1357.

FONCTIONNEMENT ET ENTRETIEN DU MATÉRIEL VIDEO. — Media-Jeunesse propose, jusqu'au 13 février, un stage « fonctionnement et entretien du matériel vidéo » destiné aux éducateurs et formateurs qui utilisent la vidéo (noir et blanc) dans l'action socio-éducative et qui souhaitent connaître le fonctionnement de leurs appareils et en assurer la maintenance.

★ Media-Jeunesse, 39, rue de Châteaudun, 75009 Paris. Tél. : 874-88-78.

LOISIRS

DANSE ET GYMNASTIQUE A PARIS. — L'Association d'éducation populaire et sportive Saint-Antoine des Quinze-Vingts organise, dans le douzième arrondissement, des cours de gymnastique d'entretien, quatre jours par semaine, et des cours de danse modern jazz deux jours par semaine.

★ Association d'éducation populaire Saint-Antoine des Quinze-Vingts, 48, rue Traversière, 75012 Paris. Tél. : 343-59-93 (le jeudi seulement, de 17 h. 30 à 19 h.).

VIVRE A PARIS

AUGMENTATIONS DE REDEVANCES. — Le « Bulletin municipal officiel de la Ville de Paris » du 8 janvier indique les nouveaux taux des redevances pour vérification des compteurs d'eau, des taxes funéraires et des prix des concessions.

UN BUREAU D'ACCUEIL DANS LE CINQUIÈME. — La mairie de Paris vient d'ouvrir un bureau d'accueil au rez-de-chaussée d'un centre social et culturel situé 88 ter, boulevard de Port-Royal (cinquième arrondissement). Ce centre comprend deux crèches, un restaurant-club du troisième âge, une bibliothèque.

Une hôtesse peut répondre aux questions posées par les habitants par téléphone au 325-77-05, 325-76-86, 325-76-22, poste 88, les lundis et vendredis, de 9 heures à 13 heures et de 14 h. 30 à 18 heures, et les mercredis et vendredis, de 9 heures à 13 heures et de 14 h. 30 à 17 h. 15.

VIE QUOTIDIENNE

BREVET D'INVENTION. — Comment l'obtenir. Quels droits donne-t-il ? Une brochure de la chambre de commerce et d'industrie de Paris et de l'Institut national de la propriété industrielle.

★ 10 F 27, avenue de Friedland, 75382 Paris Cedex 08. Tél. : 561-99-00.

VIE SOCIALE

LES CENTRES DE SERVICES POUR ASSOCIATIONS. — Le Centre d'information sur les innovations sociales diffuse le dossier pratique relatif aux centres de services pour associations. Ce document fait l'inventaire des activités possibles, des modes d'organisation, de financement de ces secteurs le plus souvent récents.

★ 9, rue Vauvilliers, 75001 Paris. Tél. : 588-12-83.

PRESSE

Après l'entrée de M. Robert Hersant au conseil de « Presse-Océan »

L'U.N.S.J. RÉCLAME UN « CONTROLE JUDICIAIRE »

L'Union nationale des syndicats de journalistes (S.N.J., C.F.D.T., C.G.T., F.O.) a publié, lundi 12 janvier, le communiqué suivant :

« La nomination de Robert Hersant au conseil d'administration de Presse-Océan selon une procédure qui devrait lui permettre à terme rapproché un contrôle renforcé de cette entreprise, met une nouvelle fois en cause la lettre et l'esprit des ordonnances de 1944. Au moment même où en matière judiciaire le gouvernement multiplie les appels à la fermeté, il laisse ostensiblement un prévenu inculpé pour avoir déjà enfreint ces ordonnances de 1944 poursuivre ses opérations de concentration.

» Il est désormais indispensable, si l'on ne veut pas que cette inculpation apparaisse de pure forme, qu'elle soit assortie de mesures réelles et efficaces de contrôle judiciaire. L'U.N.S.J. a donc chargé ses conseils de refaire une pressante démarche en ce sens auprès du juge d'instruction. Par ailleurs, l'Union n'hésitera pas à demander l'inculpation de directeurs de journaux qui, en facilitant les manœuvres de Robert Hersant, se rendent complices de ces infractions. »

M. RUPERT MURDOCH ENVISAGE D'ACQUÉRIR LE « TIMES » ET LE « SUNDAY TIMES »

M. Rupert Murdoch, magnat australien de la presse, a confirmé dimanche 11 janvier qu'il envisageait de se porter acquéreur du groupe Times Newspapers Limited, qui publie le *Times*, le *Sunday Times* et trois suppléments hebdomadaires.

Dans une interview à la B.B.C., M. Murdoch a toutefois démenti que des négociations sérieuses aient déjà été entreprises à ce sujet, comme l'affirmait dimanche matin l'*Observer*. « *Nous avons demandé le dossier du groupe, et nous sommes en train de l'examiner* », a-t-il déclaré.

M. Murdoch a également précisé que s'il achetait le *Times*, ses trois suppléments et le *Sunday Times*, il ne pensait pas tenter de changer leur contenu rédactionnel.

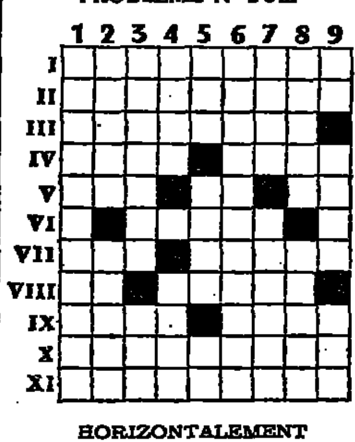
M. Murdoch est président du groupe News International et propriétaire du *Sun* et du *News of the World*. Il a également d'importants intérêts dans la presse et la télévision australiennes, et possède plusieurs journaux américains.

Pour sa part, le *Morning Star* (communiste) « *connaît la plus sérieuse crise de son histoire* », comme l'écrit lundi 12 janvier à la une son directeur.

Une réunion de la direction du parti communiste britannique sur les difficultés du *Morning Star* s'est tenue durant le week-end. Plusieurs mesures seraient envisagées pour sauver le journal, qui a besoin d'accroître sa diffusion de plusieurs milliers d'exemplaires pour continuer d'exister. — *(A.F.P.)*

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2 842



HORIZONTALEMENT

I. Court sur le haricot. — II. Travaillent pour la façade. — III. S'aplatit devant un chef. — IV. Animal ; Possessif. — V. Il y a une pièce dans son gousset ; Fille de roi qui eut sa litière ; Note. — VI. Démangeaison avec fièvre. — VII. Est abondant quand la pêche est bonne. N'est pas toujours froid quand on apporte la bière. — VIII. Est seul à l'exercice. Autre nom du choléra. — IX. Placée ; Fait une opération au pied avec un couteau. — X. Travaille à la baguette. — XI. Attachées à l'ouvrage.

VERTICALEMENT

1. Grave, sur la pierre. — 2. Folle ; Ses traits conviennent au pince-sans-rire. — 3. Font de belles perspectives ; S'exprime souvent avec les mains. — 4. Grogne ; Préposition. — 5. A ne pas offrir avec des fleurs ! Noir de coups ; Pour un prince. — 6. Fait parfois manier le goupillon. — 7. Test ; Boit beaucoup dans la cuisine. — 8. Entrées placées autour des couverts ; Il s'en alla après avoir été longuement embrassé. — 9. Abréviation ; Font parfois travailler des secrétaires ; Son type fut cuisiné par un vieux roublard.

Solution du problème n° 2 841

Horizontalement

I. Empoisonnements. — II. Naïf. Pleurésies. — III. Ri ; Flair ; Ruses. — IV. En. Serbe. — Etals. — V. Mentait ; Er ; Ou. — VI. Inattendue ; Tons. — VII. Sac ; Er ; Etriers. — VIII. Transi. Seisme. — IX. Rire ; Es. Lésée. — X. Enoue ; Tel ; Un. Ga. — XI. Ment ; Pape. Etier. — XII. Es ; Raide ; Sol. — XIII. Sensée. Hôtels. — XIV. Tristesse ; Rires. — XV. As ; Is. Diérèse.

Verticalement

1. Enregistrement. — 2. Main ; Narine. Ra. — 3. Pi ; Macaron ; Sis. — 4. Oifset ; Neutres. — 5. Lentes ; Anti. — 6. Sparterie. Pisés. — 7. Oliban ; Stades. — 8. Néréides ; Epées. — 9. Nu ; Tutelle ; Ed. — 10. Erre ; Erné ; Oh. — 11. Meute ; Issue ; Ore. — 12. Essartement ; Tir. — 13. Niel ; Orée. Isère. — 14. Tessons ; Geôles. — 15. S.S. ; Us ; Clarisse.

GUY BROUTY.

P.T.T.

PAS D'INDEMNITÉS EN CAS DE RETARD DANS L'ACHEMINEMENT D'UN COURRIER OU D'UN COLIS

Le destinataire d'un paquet urgent ou recommandé qui reçoit un colis trop tard et dont, par exemple, le contenu est, de ce fait, avarié, ne pourra recevoir de la part des P.T.T. une indemnisation quelconque.

Dans sa réponse à une question écrite de M. Arthur Paecht, député U.D.F. du Var, publiée au *Journal officiel* du 5 janvier, le secrétaire d'Etat, M. Pierre Rives, rappelle que le législateur « *a jugé indispensable d'exonérer l'administration des P.T.T. de toute responsabilité pécuniaire en matière de retard d'objets de correspondance* ».

Si le versement d'une indemnité spéciale ou le remboursement des affranchissements engagés lors de l'expédition d'un paquet-poste urgent étaient instaurés en cas de retard (le délai normal est de deux jours environ après le dépôt), il faudrait inévitablement étendre cette mesure à tous les autres envois urgents — lettres, journaux et paquets recommandés — soit un trafic annuel de plus de 7,5 milliards d'objets. Or, une telle situation n'est pas envisageable, estime M. Rives, en raison de la « *lourdeur des procédures contradictoires de dépôt et de livraison qu'il faudrait mettre en place* ».

هكذا من الاهمل

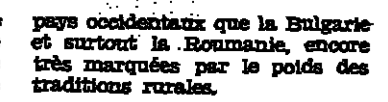
Le Monde
ECONOMIE

SUCCÈS MITIGÉ DES POLITIQUES NATALISTES

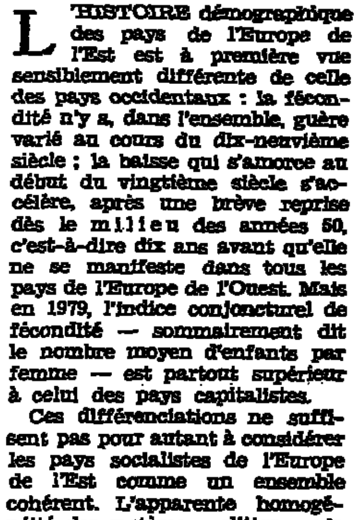
La démographie des pays de l'Est tend vers le modèle occidental

Ceux des Français qui s'inquiètent de la chute de la natalité en Europe occidentale se réfèrent souvent aux pays socialistes de l'Europe de l'Est pour étayer leurs thèses natalistes. Les uns y cherchent une illustration des effets directs de l'avortement sur l'évolution du nombre des naissances ; d'autres ne veulent retenir que les mesures de politique familiale qui ont permis à plusieurs de ces pays de maintenir ou de relever leur taux de fécondité.

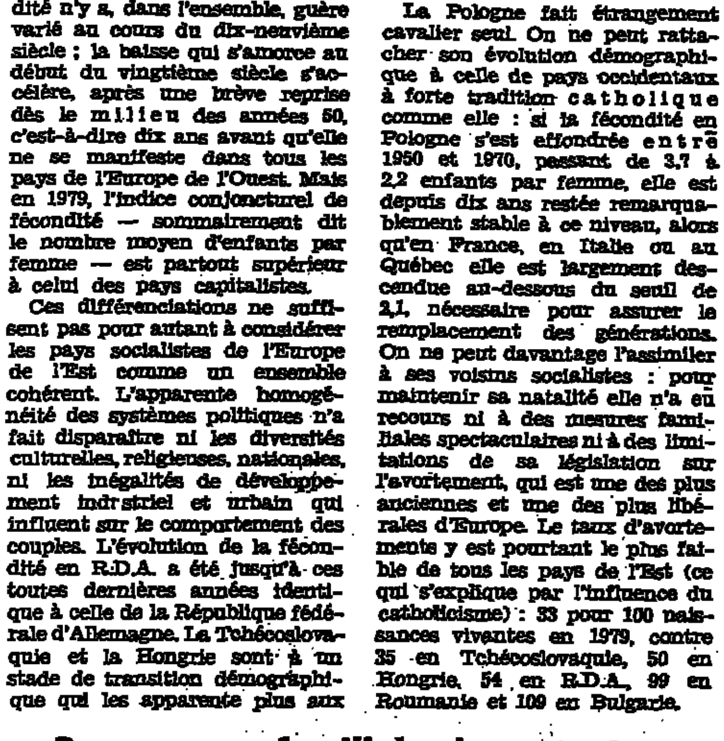
Une récente rencontre de démographes de l'Europe de l'Est (Bulgarie, Hongrie, Pologne, R.D.A., Roumanie, Tchécoslovaquie) organisée à Paris par l'INED (1) a bousculé bien des idées reçues. Malgré les différences d'histoire et de culture, de situation économique et de pratiques démographiques, les comportements des couples tendent à s'homogénéiser et à se rapprocher progressivement du modèle familial à deux enfants, largement dominant dans les pays occidentaux.



L'HISTOIRE démographique des pays de l'Europe de l'Est est à première vue sensiblement différente de celle des pays occidentaux : la fécondité n'y a, dans l'ensemble, guère varié au cours du dix-neuvième siècle ; la baisse qui s'amorce au début du vingtième siècle s'accélère, après une brève reprise dès le milieu des années 50, c'est-à-dire dix ans avant qu'elle ne se manifeste dans tous les pays de l'Europe de l'Ouest. Mais en 1979, l'indice conjoncturel de fécondité — sommairement dit le nombre moyen d'enfants par femme — est partout supérieur à celui des pays capitalistes.



Ces différenciations ne suffisent pas pour autant à considérer les pays socialistes de l'Europe de l'Est comme un ensemble cohérent. L'apparente homogénéité des systèmes politiques n'a fait disparaître ni les diversités culturelles, religieuses, nationales, ni les inégalités de développement industriel et urbain qui influent sur le comportement des couples. L'évolution de la fécondité en R.D.A. a été jusqu'à ces toutes dernières années identique à celle de la République fédérale d'Allemagne. La Tchécoslovaquie et la Hongrie sont à un stade de transition démographique qui les apparente plus aux pays occidentaux que la Bulgarie et surtout la Roumanie, encore très marquées par le poids des traditions rurales.



La Pologne fait étrangement cavalier seul. On ne peut rattacher son évolution démographique à celle de pays occidentaux à forte tradition catholique comme elle : si la fécondité en Pologne s'est effondrée entre 1950 et 1970, passant de 3,7 à 2,2 enfants par femme, elle est depuis dix ans restée remarquablement stable à ce niveau, alors qu'en France, en Italie ou au Québec elle est largement descendue au-dessous du seuil de 2,1, nécessaire pour assurer le remplacement des générations. On ne peut davantage l'assimiler à ses voisins socialistes : pour maintenir sa natalité elle n'a eu recours ni à des mesures familiales spectaculaires ni à des limitations de sa législation sur l'avortement, qui est une des plus anciennes et une des plus libérales d'Europe. Le taux d'avortements y est pourtant le plus faible de tous les pays de l'Est (ce qui s'explique par l'influence du catholicisme) : 33 pour 100 naissances vivantes en 1979, contre 35 en Tchécoslovaquie, 50 en Hongrie, 54 en R.D.A., 99 en Roumanie et 109 en Bulgarie.



Des mesures familiales importantes

Car ce qui rapproche les pays socialistes sur le plan démographique, c'est leur volonté commune de ne pas laisser diminuer leur population. Au cours des quinze dernières années, tous, à l'exception donc de la Pologne, ont pris des mesures, de nature et d'ampleur différentes, en vue de maintenir ou de rétablir un niveau de fécondité supérieur à 2,1. Les mesures de type coercitif ont uniquement porté sur l'avortement. Des législations très libérales avaient été adoptées en Bulgarie, en Hongrie et en Pologne dès 1956, en Roumanie et en Tchécoslovaquie l'année suivante, la R.D.A. étant la seule à maintenir une politique restrictive jusqu'en 1972.

Les effets de cette libéralisation furent très variables. Selon M. Roland Pressat, directeur de recherche à l'INED, on comptait, à la fin des années 60, 45 avortements pour 100 naissances vivantes en Tchécoslovaquie, mais 130 en Hongrie, alors que les deux pays avaient des taux de fécondité comparables, légèrement supérieurs à 2 enfants par femme (2). Mais c'est en Roumanie que la proportion des avortements était la plus forte : 228 pour 100 naissances, estime M. Pressat, les Roumains avançant des chiffres encore plus élevés, de l'ordre de 4 avortements pour une naissance vivante. Le gouvernement de Bucarest décida, en octobre 1966, de rendre quasi impossible l'avortement pour les femmes n'ayant pas 4 enfants. L'effet fut spectaculaire : triplement du nombre des naissances en un an. Depuis, le taux de fécondité s'est remis à baisser, mais il demeure le plus élevé des pays socialistes (entre 2,5 et 2,6 enfants). Il est vrai que, en l'absence de toute contraception moderne, l'avortement demeure un moyen de régulation des naissances aux mains non pas des couples mais des pouvoirs publics, qui peuvent, comme ils l'ont fait à nouveau, mais de manière moins brutale, en 1974, limiter les interruptions de grossesse dès que le taux de fécondité leur paraît baisser dangereusement. La marge d'action a certes diminué, mais elle reste importante : ne compte-t-on pas aujourd'hui encore en Roumanie autant d'avortements que de naissances vivantes ?

JEAN-MARIE DUPONT.

(Lire la suite page 24.)

(1) *Population et Sociétés* consacre son numéro de janvier 1981 aux « Préoccupations natalistes en Europe de l'Est ». Édité par l'INED (Institut national d'études démographiques), 27, rue du Commandeur, 75675 Paris Cedex 14.

(2) *Population*, mai-juin 1979, « Mesures natalistes et relèvement de la fécondité en Europe de l'Est ».



(à suivre...)

Diversification ou dépendance accrue ?

LA diversification des ressources énergétiques a toujours été un vœu pieux. Il y a quelques années le principe était affirmé que la France ne devrait pas dépendre pour plus de 25 % d'une seule source. Or, la veille du conflit irako-iranien, deux pays, l'Arabie Saoudite et l'Irak, comptaient pour plus de 60 % dans notre approvisionnement pétrolier. Le royaume wahabite seul — pays aux contradictions croissantes avec ses structures sociales médiévales et son modernisme tiré des pétrodollars — approche 40 %.

Les sueurs froides des chancelleries occidentales à l'annonce d'un éventuel coup de main dans le détroit d'Ormuz montrent assez combien cette situation est intolérable. Le choix que doit faire prochainement le gouvernement en matière de gaz n'en est que plus délicat. Des sociétés européennes négocient actuellement avec l'Union soviétique l'achat de 40 milliards de mètres cubes de gaz par an à partir de 1983-1984, soit quelque 30 % de l'approvisionnement gazier de la Communauté si l'on ajoute les 25 milliards de mètres cubes annuels déjà vendus par Moscou. La participation à la mise en valeur des gisements de Sibérie occidentale et les nécessaires achats à un pays qui est au gaz, ou peu s'en faut, ce que l'Arabie Saoudite est au pétrole — avec des réserves possibles de 200 000 milliards de mètres cubes — justifient de telles négociations selon les sociétés gazières européennes. L'U.R.S.S. a toujours respecté ses engagements, font-elles encore remarquer en ajoutant qu'en cas de conflit toutes les sources d'approvisionnement seraient de toute façon coupées.

Pourtant M. Reagan comme le président Carter ont manifesté leur inquiétude. L'OTAN a mis en garde contre le risque que courait l'Europe à dépendre trop massivement de cette source d'énergie. En France, les opposants au nouveau contrat avec Moscou ont trouvé un argument fort dans l'attitude de l'Algérie en 1980. Mécontente du prix payé par Gaz de France, la Sonatrach algérienne n'a pas hésité à réduire fortement voire à arrêter ses livraisons, mettant fin à l'illusion de la sécurité des contrats d'approvisionnement en gaz.

Devant les difficultés énergétiques actuelles des pays industrialisés, il est délicat de trancher. Mais une chose est certaine : si le Parlement avait encore un rôle voilà bien un choix qui devrait relever des députés et des sénateurs.

BRUNO DETHOMAS.

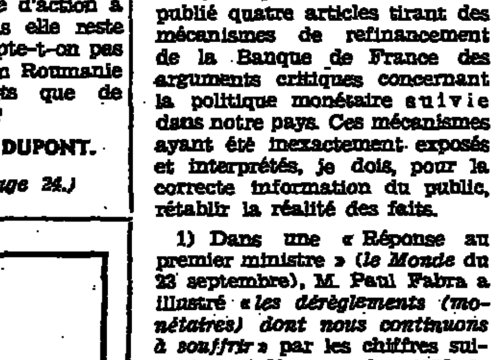
LE DÉBAT SUR LE FONCTIONNEMENT DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Nous publions ci-dessous une lettre que nous a adressée M. Renaud de La Genière, gouverneur de la Banque de France, en réponse à plusieurs articles publiés dans « le Monde » et critiquant le fonctionnement du marché monétaire. M. de La Genière montre, chiffres à l'appui, que la création de monnaie par la Banque de France a été constamment inférieure depuis quatre ans à l'expansion de la masse monétaire.

Reste posée la question fondamentale : d'où provient l'inflation ? Toute lutte sérieuse contre le mal ne suppose-t-elle pas la profonde réforme d'un marché monétaire qui, dans l'état actuel des choses, n'est un marché que de nom ? Telle est la thèse développée ci-dessous.

Une lettre du gouverneur de la Banque de France

Au cours des quatre derniers mois, le journal *le Monde* a publié quatre articles tirant des mécanismes de refinancement de la Banque de France des arguments critiques concernant la politique monétaire suivie dans notre pays. Ces mécanismes ayant été inexactement exposés et interprétés, je dois, pour la correcte information du public, rétablir la réalité des faits.



1) Dans une « Réponse au premier ministre » (*le Monde* du 23 septembre), M. Paul Fabra a illustré *« les dérèglements (monétaires) dont nous continuons à souffrir »* par les chiffres suivants : le 23 septembre 1976, le montant des *« créances refinancées par la Banque de France »* aurait été de 175 milliards de francs ; le 4 septembre 1980, le montant correspondant se serait élevé à 453 milliards ; il aurait donc été multiplié par 2,6.

Ces chiffres ne correspondent pas aux *« créances refinancées par la Banque de France »*, mais au montant total du bilan de la Banque, qui comprend, outre ces créances, d'autres opérations très importantes dans leur montant, qui ont un sens tout différent : essentiellement la réserve de réévaluation des avoirs publics en or, les actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération économique (Fecom) dans le cadre du Système monétaire européen, et les ECU à livrer au Fecom dans ce même cadre.

Les *« créances refinancées par la Banque de France »* sont en réalité passées, aux deux dates retenues, de 125 milliards à 169 milliards de francs (et non de 175 milliards à 453 milliards). Elles ont ainsi été multipliées par 1,3 en quatre ans (et non par 2,6), soit + 35 % (et non + 158 %), soit encore + 8 % l'an en moyenne : telle est l'exacte mesure du phénomène présenté par M. Fabra. Ces chiffres seraient même légèrement plus faibles si, comme il serait plus rigoureux de le faire, on prenait en considération les créances nettes refinancées, c'est-à-dire déduction faite des réserves obligatoires des banques.

2) Un article anonyme du 28 octobre se termine par l'observation suivante : *« Dans la semaine qui a suivi la clôture de l'emprunt, dont la raison d'être est, nous assure-t-on, d'éponger des liquidités, la création monétaire par la Banque de France a été particulièrement importante : elle a mis à la disposition des banques quelque 16 milliards de francs supplémentaires. Dans ces conditions, comment peut-on encore parler d'un financement non inflationniste du déficit budgétaire ? »*

(Lire la suite page 24.)

« Le Monde de l'économie » publiera désormais, chaque semaine (y compris la semaine où paraît « Europa »), une page « crédits, changes et grands marchés » (voir p. 26), consacrée à l'évolution de l'euromarché (crédits bancaires internationaux et marché obligataire international), des grandes devises, des taux d'intérêt et des principales matières premières.

Une réforme indispensable pour lutter contre l'inflation

LES arguments qu'expose le gouverneur dans la lettre que nous publions ci-contre méritent une grande attention, en ce sens qu'ils constituent une illustration savante, et impeccable sur le plan des faits, des vertus, mais aussi des limites, de la pratique actuelle.

Depuis qu'il existe des banques centrales, on a vu leurs dirigeants nier toute responsabilité dans le développement d'une situation inflationniste. Tel n'est pas à proprement parler le propos de M. Renaud de La Genière, puisqu'il nous dit qu'il ne cherche pas à discuter *« les théories »* ni même *« les politiques monétaires »* ce qui, en bonne logique exclut aussi celle qu'il applique. Parti pris qui ne manque pas de logique, puisque chacun sait qu'en France, comme du reste dans la plupart des autres pays, mais avec en plus le perfectionnisme dans la centralisation du pouvoir qui caractérise le nôtre, c'est le ministère des finances qui détermine, dans les grandes lignes et parfois même dans ses détails, cette politique. L'institut d'émission est le bras séculier qui reçoit des directives. Depuis quatre ans et quatre mois, c'est-à-dire depuis l'arrivée à Matignon de M. Raymond Barre, elles émanent directement du premier ministre, lequel ne se fait pas faute, dès qu'il en a l'occasion, de rappeler qu'il est le seul maître de la politique monétaire, présentée par lui comme une pièce essentielle de sa politique générale.

Cette remarque ne vise nullement à réduire l'importance des faits et des chiffres que le gouverneur *« se borne à préciser »* ici. L'émission monétaire est une vaste et très complexe machinerie dont le fonctionnement est très largement commandé par l'action de la Banque de France. Il serait vain de porter fût-ce l'ombre d'un jugement sur la politique d'ensemble, telle qu'elle est définie par le chef du gouvernement, sans suivre de près les modes d'intervention de l'institut d'émission, en essayant d'en saisir la portée et la signification.

L'argumentation du gouverneur est double. Elle consiste d'abord, statistiques à l'appui, à prouver que la création monétaire par l'institut d'émission a été moindre qu'on l'a dit et que notamment elle est restée sensiblement inférieure à la progression constatée de la masse monétaire. Elle cherche ensuite à montrer que la Banque de France, grâce aux moyens dont elle dispose, est en mesure de contenir cette création *« dans les limites qu'elle estime opportunes »*. Ainsi se trouvent soulevés, malgré les apparences, les problèmes de fond que pose la conduite de la lutte contre l'inflation.

Sur le premier point, on ne contestera pas les chiffres avancés par M. Renaud de La Genière. Il évalue à 35 % l'augmentation en quatre ans (de septembre 1976 à septembre 1980) du total des « créances refinancées par la Banque de France ».

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 24.)

La politique nataliste dans les pays de l'Est

(Suite de la page 23.)

La proportion d'avortements est du même ordre en Bulgarie, où les procédés modernes de *contraception ne sont* guère utilisés non plus.

Mais, dans ce pays, les limitations à la législation décidée en 1968 et 1973 avaient été précédées et ont été suivies de mesures d'aides aux familles : allocation privilégiant le troisième enfant, allongement du congé maternité qui varie de dix-sept à vingt-six semaines selon le nombre d'enfants, et qui peut être prolongé de six à huit mois et partiellement rémunéré, etc.

La Hongrie et la Tchécoslovaquie ont, dès la fin des *années 60, misé sur des mesures* d'aide en faveur des familles afin de tenter d'enrayer la baisse de la fécondité ; elles ont amplifié cette politique nataliste en 1973-1974 :

● Allocations familiales progressives selon le nombre d'enfants atteignant en Tchécoslovaquie 40 % du salaire mensuel moyen dans l'industrie pour trois enfants ;

● Allongement des congés maternité : vingt semaines en Hongrie, vingt-six semaines en Tchécoslovaquie (à titre de *comparaison, ils sont en France* de seize semaines pour les deux premiers enfants et de vingt-six à partir du troisième) ;

● Allocations de la mère au foyer jusqu'à ce que l'enfant ait atteint deux ans, congés spéciaux payés pour la mère ou le père élevant seul ses enfants, etc.

Ces mesures ont été accompagnées de *restrictions, légères* en Tchécoslovaquie, plus sensibles en Hongrie, à la législation sur l'avortement, mais simultanément l'usage des contraceptifs modernes (pilule, stérilet) s'est largement répandu, surtout en Hongrie.

La R.D.A., dernier pays socialiste à libéraliser totalement l'avortement (en 1972), a aussi été le dernier à prendre des mesures sociales propres à encourager un relèvement de la fécondité (1974-1975) : congé maternité de vingt-six semaines, prime à la naissance correspondant à un mois de salaire moyen, droit pour les mères qui occupent un emploi à un congé d'un an payé à environ 50 % de leur salaire dès la naissance d'un deuxième enfant, aide au logement, etc.

Ces politiques pronatalistes n'ont à l'évidence pas été sans effet ; chaque train de mesures a *entraîné un relèvement* plus ou moins ample du taux de fécondité, suivi le plus souvent d'une baisse puis d'une stabilisation, en général à un niveau supérieur à celui constaté à l'origine.

L'efficacité à long terme des différents moyens employés est difficile à apprécier, les phénomènes démographiques demandant un certain temps pour se manifester. Ce qui paraît d'ores et déjà évident, c'est que les mesures coercitives ont eu des effets directs et immédiats beaucoup plus nets que les politiques incitatives : la *Roumanie, par le* resserrement brutal de la législation sur l'avortement, a réussi à faire remonter sa fécondité à tous les rangs de naissance et à la maintenir à un niveau beaucoup plus élevé qu'il y a quinze ans : autour de 2,5 enfants par femme au lieu de 1,9 en 1966. Pour prendre un exemple moins extrême, on constate qu'en Hongrie les restrictions apportées à l'avortement en 1973-1974, accompagnées, il est vrai, d'encouragements à la natalité, ont eu des effets plus nets que les *seules mesures familiales prises* à la fin des années 60. Seule la Tchécoslovaquie semble être parvenue, essentiellement par des mesures incitatrices, à faire remonter le nombre des familles de trois enfants. Peut-être le repliement des individus sur la vie familiale après l'échec du printemps de Prague y est-il aussi pour quelque chose.

Inquiétudes pour l'avenir

Ces mouvements ont-ils quelque chance d'être durables ? Les démographes de la plupart des pays socialistes en doutent. Ils constatent partout une homogénéisation des comportements des couples : les écarts de fécondité entre populations urbaine et rurale se réduisent aussi bien en Roumanie qu'en Bulgarie et même en Tchécoslovaquie, où la fécondité traditionnellement élevée des Slovaques se rapproche *de celle, plus basse, des* Tchèques. Dans les villes, dans les catégories socioprofessionnelles les plus élevées, dans les tranches d'âge les plus jeunes, le nombre moyen d'enfants par femme est désormais souvent inférieur à deux.

Les mesures natalistes prises ces dernières années n'ont eu pour l'essentiel sur le plan démographique *que des effets* conjoncturels (avancement de l'arrivée des premier et deuxième enfants) sans modifier profondément l'évolution des aspirations des couples vers la famille de deux enfants. Quelle que soit leur valeur sur le plan social (amélioration du niveau de vie et de la qualité de vie pour les femmes et les familles, *notamment en* R.D.A., en Tchécoslovaquie ou en Hongrie), elles présentent deux inconvénients : les gains de naissances obtenus hier du seul fait de l'avancement du calendrier de constitution des familles risquent de *se* traduire demain par une baisse plus sensible de la natalité : c'est ce que craignent notamment les Hongrois et les Allemands de l'Est : les fluctuations du nombre des naissances sur une courte période vont se répercuter au cours des prochaines décennies : la succession à l'école puis sur le marché du travail de classes d'âge d'importance numérique sensiblement différente d'une année à l'autre risque de compliquer la gestion économique et sociale des pays concernés.

Sauf à recourir périodiquement à des mesures d'incitation de plus en plus massives ou à revenir à des politiques plus brutalement coercitives, on voit mal comment les pays de l'Europe de l'Est pourront dans les prochaines années éviter de se trouver dans une situation démographique comparable à celle des pays occidentaux. Les deux principaux Etats européens de l'U.R.S.S., la Russie et l'Ukraine, n'ont-ils pas eux aussi désormais un taux de fécondité inférieur à deux enfants par femme ?

JEAN-MARIE DUPONT.

LE DÉBAT SUR LE FONCTIONNEMENT DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Une réforme pour lutter contre l'inflation

(Suite de la page 23.)

Ces opérations de refinancement ont pour effet, de fournir directement ou indirectement, le *système* bancaire en liquidités. Leur contrepartie au passif du bilan de l'institut d'émission constitue la « base monétaire » (billets plus comptes ouverts au nom des banques). Les *chiffres cités dans* la lettre (125 milliards de francs pour le bilan du 23 septembre 1976 et 169 milliards pour celui du 4 septembre 1980) correspondent pour chacune des dates considérées à l'addition des trois postes ou sous-postes suivants : avoir de la Banque de France en devises, c'est-à-dire en créances sur l'étranger (évaluées à 75,5 milliards au *4 septembre 1980) ; créances sur* le Trésor (25,5 milliards) et créances sur l'économie rachetées au secteur bancaire (68 milliards). Ainsi calculée, la contrepartie de la base monétaire a progressé de 8 % en moyenne par an. Il était sans doute excessif de prendre pour point de comparaison la totalité du bilan de l'institut d'émission au début et à la fin de *la période retenue. La principale* différence est que se trouvent ainsi éliminés les avoirs en or qui ont fait entre-temps l'objet d'une forte revalorisation dont les effets monétaires sont neutralisés par l'inscription au passif d'une réserve de réévaluation.

Reste entier le problème de fond. La Banque de France se félicite de ce que *« la création* [par elle] *de base monétaire est depuis plusieurs années largement inférieure à l'évolution de la masse monétaire (environ 13 % l'an pendant la même période pour M 2 par exemple). »* On serait tenté de répondre : qu'est-ce que cela prouve sinon que la relation entre base monétaire et masse monétaire est mal connue, et si elle est mal connue, ne serait-ce pas parce que la Banque centrale, dans aucun pays, n'est réellement en mesure de commander les variations de la masse monétaire ?

Cette dernière proposition est quasiment sacrilège. Elle va à l'encontre du *credo* monétariste sur lequel reposent dans le monde occidental toutes les politiques anti-inflationnistes menées avec le succès que l'on sait, l'ampleur de l'échec se mesurant d'abord à la persistance, ou (comme en France) l'aggravation de l'inflation et à la *sévérité* des sacrifices, très probablement en partie inutiles, demandés à la population (sur ce terrain, c'est le gouvernement de Mme Thatcher, du reste le plus monétariste du monde industrialisé, qui détient le cordon bleu). Une chose est troublante en tout cas : à quel point les objectifs que s'assignent les gouvernements ou les banques centrales en *matière de croissance* de la masse monétaire sont de plus en plus fréquemment déjoués par les faits, et cela même et surtout dans le cas où les autorités responsables n'hésitent pas à employer des remèdes de cheval pour maîtriser le monstre.

Alors que la Banque d'Angleterre continuait à pratiquer une *politique très restrictive, on* a vu en Grande-Bretagne la masse monétaire proprement exploser au début de l'été. La même expérience est arrivée aux Etats-Unis alors que M. Paul Volcker laissait les taux d'intérêt monter à des niveaux « latino-américains ». La situation apparaît encore plus décourageante si on s'avise que les experts ont forgé un grand *nombre de définitions de la masse* monétaire et qu'il y a forcément un grand arbitraire dans le choix de l'une ou de l'autre pour la détermination des fameux « objectifs (*targets*) monétaires. En France, c'est M2 qui est considérée comme la formule la plus significative. Elle comprend, outre les billets en circulation et les comptes courants à vue, les *comptes à terme gérés par les* banques et autres institutions financières. En sont donc exclus d'autres avoirs, tels les comptes dans les caisses d'épargne, les bons du *Trésor sur formules; qui* sont retenus dans la formule M3, laquelle est considérée, par les Britanniques notamment, comme décrivant mieux la réalité. Laissons de côté ces querelles statistiques pour nous concentrer sur le fond du débat.

Pour les monétaristes, la masse monétaire en circulation — quelle que soit la définition qu'on lui *donne — est conçue* comme une « offre de monnaie » (*money supply*), ce qui sous-entend que le réglage de sa quantité est à la discrétion de ceux qui contrôlent les sources d'approvisionnement (base monétaire). Ce postulat est doublement contestable, comme ne cesse de le montrer l'expérience tant française qu'étrangère. D'abord, la Banque *centrale est* loin d'être maîtresse de l'évolution de la base monétaire : un afflux soudain de devises étrangères, par exemple, est souvent de nature à mettre en échec ses prévisions et son « réglage ». Sa marge de manœuvre est également limitée en ce qui concerne les opérations de refinancement des créances bancaires libellées en francs : sous *peine de mettre* les banques en difficulté, la banque centrale est bien obligée, dans le système actuel, de leur servir les ressources demandées. Ensuite, la masse monétaire elle-même n'obéit que de très loin, et fort imparfaitement, aux impulsions (dans un sens ou dans l'autre) qu'essaie de lui imprimer l'institut d'émission. La raison pro*fonde en est que* la *quantité* de monnaie en circulation résulte de la *demande* des utilisateurs qui *offrent* en échange des créances.

Un cas-limite

Mais il y a quelque chose de plus grave, et de plus irrémédiable ; si la réalité finit mal*gré tout pour se rapprocher du* schéma « monétariste », à savoir que la quantité de monnaie est plus ou moins déterminée par les autorités — et non par les besoins réels de l'économie — cela est précisément dû à l'influence inflationniste des interventions constantes et discrétionnaires de la Banque centrale. Le cas français est à cet égard exemplaire.

Plaçons-nous un instant dans un état idéal, nous voulons dire, dans une situation où le marché monétaire fonctionne sans inflation. Les utilisateurs de monnaie, entreprises, Etat, collectivités locales, etc., empruntent auprès des banques les liquidités dont elles ont besoin en offrant à ces dernières en contrepartie des créances. Ces créances ne *sont normalement acceptées que* si le preneur est assuré de la solvabilité du débiteur, ce qui signifie pour l'Etat, pour ne citer que cet exemple, que le remboursement des bons émis est assuré par les rentrées fiscales attendues. On admet cependant qu'en période de tension exceptionnelle du marché, qui ne manque jamais de se produire (à *la fin de chaque mois* notamment quand les entreprises ont besoin d'argent pour payer les salaires), les banques s'adressent à la Banque centrale qui réescomptent leurs effets.

Le caractère temporaire des interventions de cette dernière suppose que, en temps normal le taux d'intérêt qui s'établit spontanément sur le marché monétaire soit inférieur au taux d'escompte (ou d'intervention) de l'institut d'émission, faute de quoi les banques trouveraient plus avantageux de s'adresser en permanence à celui-ci. De cette *description* très (*trop*) *schématique*, on tire en tout cas une conclusion certaine : qu'il n'existe pas de marché monétaire proprement dit lorsque la Banque centrale ne cesse pratiquement jamais d'approvisionner les banques commerciales en ressources. Tel est le cas de la France.

Il faut bien se rendre compte des conséquences d'un tel état de fait : lorsque les banques ont la possibilité de céder sans limite, c'est-à-dire de façon automatique, telle ou telle catégorie des créances qu'elles possèdent (en France, il s'agit surtout des *créances à moyen et à long terme* sur l'exportation), tout se passe comme si (à cause de l'unité du marché) la valeur de toutes les créances émises se trouvent artificiellement soutenues par le fait qu'il existe pour elles un acheteur de dernier ressort disposé à se manifester à tout moment. Il n'est pas étonnant dans ces conditions que de nouvelles créances *soient constamment* émises dans des conditions de solvabilité de moins en moins assurées. C'est cette vérité de bon sens qu'expriment ceux qui remarquent qu'en empruntant à 13,80 %, comme il s'apprête à le faire derechef la semaine prochaine, l'Etat compte sur l'inflation pour rembourser sa dette.

Dans une pareille situation, la tâche primordiale de la Banque centrale est en quelque sorte de *limiter les dégâts*. C'est ce que fait, non sans talent, la Banque de France grâce aux nombreux instruments d'intervention dont elle dispose, et dont elle est condamnée à se servir « au jugé », comme le gouverneur le reconnaît lui-même, à cause de l'inexistence d'un cadre institutionnel adéquat. Depuis huit ans que l'encadrement du crédit est *en vigueur, les autorités responsables* (à savoir le Trésor et la Banque de France) affirment qu'elles se trouvent devant le dilemme suivant : ou bien imposer *des limites quantitatives* à l'expansion du crédit (encadrement) ou *bien* intervenir exclusivement par les taux (entendez : en les laissant monter à des niveaux très élevés propres à décourager les emprunteurs).

Le raisonnement paraît si impeccable qu'il est accepté sans discussion. Cependant il ne vaut que si on refuse de changer quoi *que ce soit à l'état de choses* existant, caractérisé par l'absence d'un véritable marché monétaire. Telle est la position, très négative, qu'a adoptée dans ce domaine M. Barre depuis son arrivée au pouvoir : il joue dans un certain cadre qu'il n'a jamais essayé vraiment de modifier. Pourquoi ? Parce qu'il est victime de la plus dangereuse illu*sion du monétarisme* moderne, à savoir que, pour lutter contre l'inflation avec les seules armes que donne le marché, on est obligé de maintenir, pendant très longtemps, le loyer de l'argent à un niveau très élevé, au risque d'asphyxier l'économie comme on l'a vu aux Etats-Unis au début de l'année, et comme on continue de le voir en Grande-*Bretagne*.

Cependant, les taux d'intérêt ne restent élevés que parce qu'on continue simultanément à émettre une quantité excessive de créances dont les cours s'effondreraient vite si la Banque centrale ne continuait pas... à les racheter contre émission de monnaie. Sur un véritable marché, le mouvement cesserait vite de *lui-même, faute de banques* prêtes à faire entrer dans leur actif des créances vouées à la dépréciation. C'est parce que l'inflation continue que les taux demeurent élevés, non parce qu'on la combat.

Pour rétablir un véritable marché monétaire, une mesure urgente consisterait à plafonner puis à résorber progressivement le *montant des créances qui ont* libre accès à l'actif de la Banque de France. On objectera qu'en procédant de la sorte, on risquerait d'étouffer l'économie, et plus particulièrement l'indispensable exportation. Mais un combat frontal contre l'inflation conduirait rapidement à une renaissance de circuits de financement plus sains. Le crédit bancaire *cesserait de se substituer à l'épargne* et, en conséquence, serait disponible là où il est nécessaire.

PAUL FABRA.

Une lettre du gouverneur de la Banque de France

(Suite de la page 23.)

M. Fabra a repris le même thème les 9 et 10 novembre dans un article intitulé « Pauvre Deutschemark » : *« La Bundesbank prétendait qu'elle ne participait pas au financement de ce déficit (celui des finances publiques). La même illusion règne aujourd'hui en France, où l'Etat fait croire que le Trésor couvre la quasi-totalité de ses besoins par appel à l'épargne, puisque le montant des emprunts qu'il émet est sensiblement égal au déficit budgétaire (l'argument ne serait convaincant que si les banques n'avaient pas libre accès au concours de la Banque de France pour reconstituer toute ponction opérée sur leurs dépôts. »*

Les faits visés par l'article du 28 octobre sont les suivants : le 21 octobre, comme la Banque de France le fait périodiquement, elle a alimenté le marché moné*taire de manière à contenir* les fluctuations des taux d'intérêt à court terme sur ce marché (ou, si l'on préfère, la création de base monétaire) dans les limites qu'elle estime opportunes, en achetant aux banques commerciales 16 milliards d'effets privés à des échéances variant de trois à vingt et un jours. Le 27 octobre, les banques commerciales ont versé au Trésor une somme de 10 milliards de francs, produit du récent emprunt d'Etat à sept ans. Ces opérations ont modifié (en sens contraire) la liquidité des banques, mais parmi *beaucoup d'autres facteurs* tels que les mouvements de devises, les fluctuations de la circulation fiduciaire, celles du portefeuille de créances refinancées par la Banque de France et celles des réserves obligatoires de banques. Rapprocher deux de ces facteurs en ignorant tous les autres n'a pas de sens.

Or, dans la quinzaine (celle du *18 au 30 octobre) où ont été* effectuées les deux opérations mises en vedette, la *« création monétaire par la Banque de France »* ou, pour être plus exact dans la terminologie, la *« création de base monétaire par la Banque de France »* a été pratiquement nulle. D'ailleurs, depuis le début de l'année, elle est, *en général, inférieure* à la ligne de l'évolution quadriennale décrite plus haut (+ 8 % l'an).

Aucune considération tirée de ces chiffres ne peut changer le fait que cette année le déficit budgétaire aura été financé par des emprunts obligataires (et non par une création monétaire dissimulée de la Banque de France) pour près de 30 milliards de *francs, et que la création de base* monétaire par l'Institut d'émission est depuis plusieurs années largement inférieure à l'évolution de la masse monétaire (environ 13 % l'an pendant la même période pour M 2 par exemple).

3) Comment cette modération serait-elle possible, si, comme l'écrit M. Fabra, les banques avaient *« libre accès au concours de la Banque de France »* ? Il est exact que le refinancement des créances à moyen terme à l'exportation est automatique. M. Fabra écrit à leur propos, dans un article du *Monde* des 28 et 29 novembre intitulé « La détérioratoin de la situation », que *« si la valeur du franc diminue c'est avant tout parce que le gouvernement laisse se perpétuer des procédés hautement inflationnistes d'émission monétaire »*.

Or, il ne résulte aucunement de ces refinancements automatiques que la Banque de France ait perdu le contrôle de la liquidité bancaire. En effet, l'Institut d'émission dispose des moyens nécessaires pour régler cette liquidité. Ce sont, par exemple, les adjudications et les pensions d'effets, ou leur restitution, sur le marché monétaire ; la modification des réserves obligatoires ; la modification des taux d'intervention de la Banque ; et bien entendu, mais alors indirectement, l'encadrement du crédit. Ici encore, ne retenir qu'un seul facteur parmi plusieurs autres est dénué de signification.

M. Fabra voit dans ce pouvoir, qualifié par lui de *« discrétionnaire »*, de créer ou de résorber de la monnaie, que la Banque de France a effectivement conservé, *« comme ailleurs, la grande source de l'inflation moderne »*. Mais *mon propos n'est pas de* discuter les théories et les politiques monétaires ; il se borne à préciser les faits et les chiffres que je connais.

Les notes de lecture

d'Alfred Sauvy

● LA PLANÈTE DES BIDONVILLES. PERSPECTIVES DE L'EXPLOSION URBAINE DANS LE TIERS-MONDE.

Bernard GRANOTIER

Trois parties composent cet ouvrage fortement documenté d'un homme déjà attaché à la cause des travailleurs immigrés en France ; le mouvement général, la présentation de quelques cas et les concepts modernes de collaboration entre officiels et occupants.

La troisième partie est « constructive » : depuis longtemps déjà, se déroule le conflit entre les « puristes », partisans de la construction préalable pour tous et les « réalistes », conscients des volumes financiers. Légaliser et aider à la limite du possible est, en particulier, la thèse de l'architecte « anarchiste » Turner. Cette méthode a fait de grands progrès ces dernières années et conduit à la formation « d'architectes aux pieds nus », par analogie avec les médecins de ce nom en Chine.

Le ciel aide-t-il ceux qui s'aident ? Bien modérément jusqu'ici. La faiblesse de l'appui des pays riches est ici dénoncée, notamment pour la France. Vient alors l'idée, presque spontanée, d'un vaste plan Marshall, pour le moment, simple apaisement de la conscience intérieure.

En annexes, liste des principaux sigles, bibliographie.

★ SEUIL. L'histoire immédiate, 388 pages, 80 F environ.

● LE POINT CRITIQUE.

Charles MORAZÉ et ses collaborateurs.

Il s'agit de l'étude préparée, sous la direction de Charles Morazé, pour la Conférence des Nations unies sur la science et la technique, au service du développement à Vienne, en août 1979.

Sur le fond, les meilleurs articles sont ceux de A. Rafman sur « Les buts sociaux de la science et de la technique », de J.-L. Lespes sur « La propagation inégale des techniques » (il eût convenu toutefois de noter en tête la distorsion entre les techniques antimortelles et les techniques antinatales, cause de « l'explosion » démographique) et ceux où domine la technique, notamment celui de J.-M. Martin. Mais déjà quelques défaillances : le texte de O. Thomas sur la photosynthèse, plein d'espérance, omet curieusement l'accroissement continu du gaz carbonique dans l'atmosphère, qui inquiète tant l'Office météorologique mondial ; celui de M. Mazoyer est entaché de la désaffection classique vis-à-vis de la révolution verte, tandis que L. Pereira Da Silva ignore que le taux de mortalité générale de nombreux pays en développement est inférieur à celui des pays développés.

Dès qu'intervient plus directement l'économie, le cas est plus grave : le souci, devenu classique, de bonne conscience mène à un manichéisme de mauvais conseil. Que les scénarios prévisionnels ne soient pas bien distingués des volontaristes n'est encore que peu de chose, que les deux premiers rapports pseudo-scientifiques du Club de Rome soient étourdiment visés, et non celui, combien plus sérieux, de J. Tinbergen, est déjà plus regrettable. Mais il y a bien plus, et trop souvent le choix des chiffres cités est guidé par le jugement, au lieu de l'inspirer.

La forme, souvent brillante, cède malheureusement à la tendance contemporaine à la complication : *délocalisation* au lieu de *transfert* ou *déplacement*, *technologique* au lieu de *technique*, *intentionnalité* pour *intentions* ou *désirs*, *réactualisation* au lieu de *actualisation*, *potentialités* au lieu de *ressources*, etc., tout cela ne facilite pas la lecture, ni, surtout, la si nécessaire diffusion.

★ I.E.D.E.S., Presses universitaires de France, 99 F environ, 310 pages.

● COOPÉRATION INDUSTRIELLE GERMANO-AFRICAINE DANS LE DOMAINE DES RESSOURCES MINÉRALES.

Club de Dakar et D.E.G.

C'est la *Deutsche Entwickelungs-gesellschaft* qui a été, cette fois, le partenaire du Club de Dakar, organisme privé, dont l'autorité s'étend de jour en jour grâce à une organisation « productiviste » qu'on peut donner en exemple. Onze communications ont été faites par M. T. Diawara, président du Club, le docteur M. Lohmann de la DEG, quatre Allemands et deux Africains, au cours de la journée industrielle, qui, le 29 novembre 1979, a réuni environ cent trente personnalités dont trente-cinq Africains appartenant à dix-huit pays.

★ D.E.G. et Club de Dakar, 91 pages.

● UN MIRACLE ÉCONOMIQUE : LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE.

Jean CHARDONNET

C'est sur invitation spéciale que le géographe français a pu visiter le pays qu'on appelle déjà le nouveau Japon.

En 1962, sous-développement encore profond : niveau de vie très bas, menu journalier inférieur à 2 000 calories, un véhicule automobile pour trois mille six cents habitants ni matières premières ni capitaux. Mais, dans cette extrême indigence, un signe prometteur : scolarisation à 95 %.

En seize ans, le produit national a été multiplié par cinq, à prix constants, grâce à un taux d'expansion de 7 à 16 % par an, l'industrie a progressé dans toutes ses branches et le commerce extérieur a été multiplié par vingt, en tonnage comme en volume. En six ans, les salaires ont progressé de 85 %, au même rythme que la productivité. Contrairement à d'autres pays et à des théories contestables, l'agriculture a été fortement encouragée.

La démographie, si souvent oubliée, est présentée correctement ici, sans mesure toutefois du progrès de la longévité. La natalité est en baisse sensible et opportune, en liaison avec le progrès culturel.

Les ombres au tableau ne manquent pourtant pas : pauvreté résiduelle importante, salaires très bas, ni allocations familiales ni retraites, inflation préoccupante, chômage non négligeable.

« L'aventure » brillante de ce pays pose deux questions principales, celle du modèle de développement et la menace possible pour les pays occidentaux. C'est surtout la première qui est traitée ici : l'apport de capitaux étrangers a certes été d'une grande utilité, mais c'est dans la qualité des hommes que réside la raison fondamentale du succès.

★ Editions France Empire, 383 pages, 58 F. 19 cm. 383 pages.



Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.			
222 F	371 F	521 F	670 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE			
387 F	701 F	1 016 F	1 330 F
ETRANGER (par messageries)			
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS			
254 F	436 F	618 F	800 F
II. — SUISSE - TUNISIE			
324 F	576 F	825 F	1 080 F

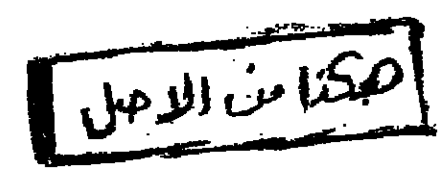
Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS

L'euromarché

130 milliards de dollars prêtés en 1980

ON a beaucoup écrit sur l'euromarché. On a surtout beaucoup critiqué, la plupart du temps sans bien savoir de quoi il retourne, cet immense réservoir de 1 000 milliards de dollars de capitaux sans frontières animé de mouvements invisibles qui paraissent parfois menaçants. En revanche, peu *nombreux sont ceux qui ont* tenté d'en montrer l'impact, la plupart du temps positif, sur la vie quotidienne de la plupart des individus du globe, dans la mesure où seul l'euromarché a permis le financement d'innombrables projets tant dans les pays en voie de développement que dans les nations industrialisées, le rétablissement de l'équilibre de balances de paiements compromis par une trop forte hausse du prix du pétrole à partir de 1973, le recyclage des excédents financiers des pays producteurs de ce même pétrole, de sauver de la *faillite des nations qui*, autrement, se seraient réfugiées dans des politiques autarciques génératrices d'autoritarisme sanglant, de maintenir jusqu'à ce jour les économies de l'Europe de l'Est qui, sans ce soutien, auraient depuis longtemps mené à des explosions sociales, dont la Pologne nous donne actuellement une idée. A cet égard, il est certain que la solution au problème polonais passe en grande partie par l'euromarché.

L'euromarché est né dans les années 50 avec la guerre de Corée. Les Russes, dans la crainte *de voir leur avoirs déposés aux* Etats-Unis gelés à titre de représailles par les autorités américaines — situation qui sera celle de l'Iran quelque dix-huit ans plus tard à la suite de la prise des otages de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran — décidèrent de les transférer à Londres auprès des banques britanniques. *Ces dépôts, libellés en devise* américaine mais dorénavant domiciliés et portant intérêt hors des Etats-Unis, furent baptisés « eurodollars » et donnèrent naissance à ce qui allait devenir l'euromarché.

Cette origine des eurodollars explique, entre autres, pourquoi les banques russes sont toujours restées *pronfondément* impliquées dans l'euromarché. Il en va de même de nombreuses autres banques de pays de l'Est, et aussi de la Banque de Chine, qu'on voit participer dans de nombreuses transactions internationales. Cette dernière a même récemment prêté des « eurofonds » aux chemins de fer belges, dans le cadre d'un eurocrédit signé il y a quelques mois seulement.

L'exemple soviétique fut, par la suite, suivi par de nombreux autres non-résidents du monde entier, détenteurs non seulement de dollars mais aussi de devises diverses, et à côté des eurodollars naquirent aussi des eurodeutschemarks, des eurofrancs français, des eurosterling, des euroflorins, des euroyens, etc., toutes eurodevises circulant hors de leur pays d'origine. L'euromarché reçut des apports supplémentaires considérables de capitaux, à partir de 1973-1974, avec les hausses successives du prix du pétrole.

De discrets emprunts français

Ce processus s'est depuis toujours poursuivi. Il s'effectue soit par *truchement d'eurocrédits* syndiqués entre un nombre plus ou moins grand de banques, soit par le canal d'émissions euro-obligataires. Ces dernières s'adressent la plupart du temps au public parce que cotées en Bourse. Les premiers, en revanche, sont exclusivement destinés aux établissements et institutions *fianciers internationaux. Plus* de quatre mille banques de toutes nationalités et de dimensions diverses participent au marché des eurocrédits syndiqués qui est de loin le plus important, mais aussi le moins connu du public, précisément du fait de son caractère bancaire. En 1980, l'euromarché a ainsi pu consentir *des prêts d'un montant équi*valant à environ 130 milliards de dollars, dont un volume supérieur à l'équivalent de 100 milliards de dollars d'eurocrédits et de 20 milliards d'euro-obligations. Seuls Londres et New-York peuvent prétendre à des activités plus importantes.

La France, si elle n'est pas le plus important débiteur à solliciter l'euromarché, n'en a pas moins été l'un des principaux au cours des dernières années. Ce recours lui procure deux avantages majeurs : il lui permet, d'une part, d'équilibrer les déficits de sa balance des paiements lorsque besoin s'en fait sentir, d'autre part, de ne pas trop encombrer le marché français des capitaux en envoyant drainer des fonds à l'extérieur de l'Hexagone les entités publiques dont l'image de marque est suffisamment connue et appréciée sur la scène financière internationale. En 1979, le volume des capitaux levés sur l'euromarché par les emprunteurs français avait représenté l'équivalent de plus de 5,2 milliards de dollars. Il est plus difficile de déterminer les chiffres de 1980. Officiellement, ou tout au moins d'après les transactions ayant reçu une certaine publicité, les débitants *français ont* levé l'année dernière l'équivalent de quelque 4 milliards de dollars, plus ou moins également répartis entre eurocrédits et emprunts euro-obligataires.

Le volume réel est toutefois certainement plus élevé parce que, au contraire de l'année précédente, un montant notable a, en 1980, été drainé dans le cadre d'opérations bilatérales discrètes, effectuées directement entre une entité publique française et une eurobanque. A titre d'exemple, le Crédit national a emprunté 60 millions de dollars, l'an dernier, par le canal d'une euro-opération arrangée par Citibank, qui n'a jamais reçu aucune publicité. Les 50 millions en question, avec le soutien d'un eurocrédit de montant identique, procuré par la grande banque américaine, se sont matérialisés sous la forme d'*euronots*, placés ultérieurement auprès d'un nombre limité d'institutions *financières internationales*. Comme les eurotransactions des débiteurs publics français bénéficient toujours de la garantie de la République française, ce type de papier est idéal pour les Banques centrales du Moyen-Orient et d'ailleurs recherchant un placement sûr.

L'opération du Crédit national n'est *pas exceptionnelle. Certains* eurocrédits bilatéraux de plusieurs centaines de millions de dollars ont parfois été négociés entre un seul emprunteur et une ou deux eurobanques. Ces prêts *bancaires, compte tenu du nom*bre restreint de partenaires, ont peu de chances d'être jamais connus. Ils ont, par contre, l'avantage de ne pas révéler l'étendue des emprunts étrangers de la France, surtout lorsque les *autorités responsables ont ten*dance à proclamer qu'il n'y a aucun souci à se faire en ce qui concerne la balance des paiements de la France. En outre, plus ce pays emprunte à l'extérieur, moins fort est le besoin, pour le gouvernement, de financer le déficit budgétaire par des mesures qui pourraient se révéler impopulaires quelques mois avant l'élection présidentielle.

La stratégie est la même pour 1981. Elle s'est même accélérée puisque depuis les fêtes de Noël, le Crédit national, Gaz de France, E.D.F. et la Caisse na*tionale de l'énergie sont succes*sivement venus sur le marché euro-obligataire pour recueillir un montant total de 355 millions de dollars. La C.N.T. (Caisse nationale des télécommunications) et la S.N.C.F. devraient faire de même et l'auraient peut-être déjà fait si le marché des euro-obligations ne s'était *pas brusquement détérioré* la semaine dernière. Le Trésor pousse actuellement les débiteurs français à emprunter massivement en dollars parce qu'il estime que la monnaie américaine est, pour le moment, à un niveau favorable pour les emprunteurs français (car il devrait être plus faible à l'époque *de l'échéance). Toutes ces euro*-émissions tendent à indiquer entre autres que les perspectives de la balance française des paiements pour 1981 ne sont pas sans inquiéter.

CHRISTOPHER HUGHES.

Le marché monétaire

Arrêt de la détente aux États-Unis

SUR les marchés financiers où l'on garde un œil fixé sur ce qui se passe aux Etats-Unis, l'événement de la *semaine a été le net coup d'arrêt* à la détente des taux observé outre-Atlantique, à l'initiative des autorités monétaires.

La semaine avait pourtant commencé sur une nouvelle baisse : la Banque Morgan, qui *était le dernier grand établisse*ment à maintenir son taux de base à 21,5 % contre 20,5 % pour les autres, décidait lundi de le ramener à 20 %. Mardi, un autre grand établissement, la Chemical Bank, réduisait le sien de 20,5 % à 19,5 %. D'autre part, les milieux financiers new-yorkais accueillaient avec satisfaction l'annonce d'une contraction spectaculaire de la masse monétaire américaine pendant la semaine du 18 au 24 décembre, les statistiques sur quatre semaines confirmant la réduction du rythme de croissance de cette masse, qui est revenu de 4,9 % à 2,7 % dans sa définition « étroite » et de 7,3 % à 4,9 % dans sa définition « large ». Enfin, on relevait un vif fléchissement de la demande de prêts bancaires à la veille des *fêtes* de fin d'année.

Mais le mercredi, ces autorités, à savoir la Réserve fédérale des Etats-Unis (le « FED ») intervenait sur le marché pour empêcher le loyer de l'argent au jour le jour entre banques, les « federal *funds* », de *tomber en dessous* de 18 %. Cela revenait à donner un clair avertissement aux opérateurs, leur signifiant que, pour l'*instant, il ne fallait pas compter* aller plus bas. Le même jour, et encore plus clairement, M. Paul Volcker, président du FED, déposant devant la commission bancaire du Sénat à Washington, déclarait qu'il n'était pas question d'assouplir la politique de contrôle strict de la masse monétaire et du crédit. Cette politique, précisait-il, constitue un aspect « majeur » de la lutte contre une inflation qui demeure « *forte* », mais, pour indispensable qu'elle soit, ne peut être qu'un des instruments de cette lutte ».

Quant à la réduction des impôts, l'une des principales promesses électorales de M. Ronald Reagan, « *le problème n'est pas de savoir si elle est souhaitable* (M. Volcker la juge même indispensable), *il est de déterminer comment elle peut être compatible avec la lutte contre l'inflation* ». Voilà qui s'appelle jeter une pierre dans le jardin du nouvel exécutif, dont la liberté de manœuvre *après le 20 janvier* risque de se trouver limitée, à moins qu'il ne tente une épreuve de force, ce qui est peu probable.

Conséquence logique de ces déclarations et des interventions du FED, les taux se tendaient quelque peu aux Etats-Unis en fin de semaine, le loyer de l'argent à six mois sur les eurodollars remontant de 16 3/4 % à 17 %, et la Chemical Bank décidant de remonter son taux de base (prime rate) de 19 1/2 % à 20 %.

En Europe, peu de changements : la Bundesbank ne devait pas modifier sa politique, pas plus que la Banque de France. *A Paris, le loyer de l'argent* a oscillé entre 10 5/8 % et 11 1/8 % au jour le jour, restant stable à un mois (11 %) et à trois mois (11 1/2 %).

Sur le marché des obligations, on prépare le lancement de l'emprunt d'Etat le 15 janvier. Cet emprunt se place, mais « il ne s'arrache pas ». Une certaine inquiétude gagne même les milieux financiers, qui redoutent la saturation de souscripteurs déjà « gavés » de titres en 1980. En haut lieu, on espère rééditer la perf*ormance de l'an dernier* (111 milliards d'émissions nouvelles contre 65,7 milliards en 1979). Mais il n'est pas sûr que les transferts de l'épargne courte sur l'épargne longue se fassent avec autant d'amplitude.

FRANÇOIS RENARD.

Les devises et l'or

Le yen toujours en vedette

DOLLAR, yen et livre sterling ont été les triomphateurs d'une semaine nettement plus animée, après la trêve des confiseurs.

La monnaie la plus en vue a certainement été le yen, dont l'ascension se poursuit. Mardi à Tokyo, le cours du dollar tombait *en dessous de 200 yens pour* la première fois depuis février 1979, en dépit des interventions de la Banque du Japon, qui consacrait près d'un milliard de dollars en deux jours à défendre la monnaie japonaise. Par *la suite, la remontée du dollar le* ramenait aux environs de 202 yens. Dans cette affaire, on le sait, ce n'est pas le dollar qui faiblit à Tokyo, c'est le yen qui montre sa vigueur.

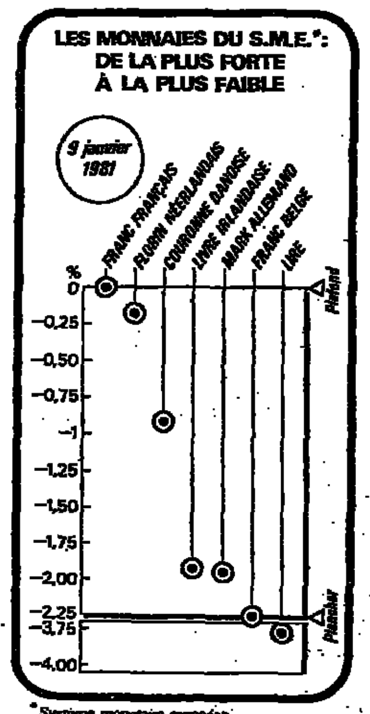
Cette hausse n'est pas du goût de tous les officiels japonais : le gouverneur de la Banque du Japon, M. Haruo Mayekawa, la qualifie d'« indésirable », car elle est de nature à affecter gravement l'industrie nippone (ce qui reste à démontrer). Quant au ministre des finances, il juge « approprié » le cours de 200 yens pour 1 dollar.

Il n'empêche que revenir de 260 yens au printemps à 200 yens maintenant peut modifier, en baisse, les prévisions d'exportation des constructeurs d'automobiles japonais, par exemple.

Le dollar qui s'était inscrit en nette reprise la semaine dernière, a commencé par fléchir assez sensiblement, en liaison avec la baisse des taux, retombant, à Paris, de 4,58 F à 4,47 F, et, à Francfort, de 1,96 DM à 1,93 DM. Puis il se raffermissait vigoureusement du fait du coup d'arrêt à la détente des taux outre-Atlantique, pour terminer « très fort » vendredi en fin d'après-midi (près de 4,58 F et *1,98 DM*). Manifestement, le dollar semble avoir le vent en poupe, non pas seulement en raison de la politique de taux d'intérêt élevé menée aux Etats-Unis, mais aussi des perspectives pour l'année 1981. Selon M. Fred Bergsten, secrétaire adjoint au Trésor du président Carter, le solde créditeur de la *balance des paiements* serait de 5 milliards de dollars, porté à 10 milliards en 1981. Il a confirmé que les Etats-Unis avaient remboursé toutes les dettes en devises contractées en 1978 pour la défense du dollar, et disposaient maintenant d'un stock de « munitions » très important.

En Europe, la livre sterling suit le dollar dans *sa reprise et* continue donc à s'élever par rapport aux monnaies européennes : à Paris, elle s'approche du cours de 11 F. Au sein du système monétaire européen, le franc français a repris la tête (voir graphique).

Sur le marché de l'or, le cours de l'once, après une timide hausse aux environs de 600 dollars en liaison avec la baisse des taux, a chuté de 20 dollars pour revenir aux environs de 580 dollars. De l'avis des spécialistes, le métal n'a, pour l'instant, guère le vent en poupe. — F.



*Système monétaire européen

Ce graphique montre comment se classent, à l'intérieur de la « grille » des taux de change du S.M.E., les monnaies qui y participent. L'écart maximum ne peut dépasser 2,25 % entre la plus forte et la plus faible de ces devises (compte tenu des parités officielles — « taux-pivots » — existantes). La lire fait exception : elle dispose d'une marge de 6 %.

Cours moyens de clôture comparés du 2 au 9 janvier

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres	— —	2,4050 2,3850	10,9307 10,8398	4,2761 4,2691	4,7246 4,6984	75,9980 75,3630	5,137 5,080	2248,60 2219,20
New-York	2,4050 2,3850	— —	22,0022 22,0022	56,2429 55,8659	50,9035 50,7614	3,1645 3,1645	46,816 46,948	0,1069 0,1074
Paris	10,9307 10,8398	4,5450 4,5450	— —	255,68 253,91	231,35 230,71	14,3829 14,3829	212,78 213,38	4,8609 4,8344
Zurich	4,2761 4,2691	177,80 179,00	39,1205 39,3839	— —	90,5064 90,8629	5,6263 5,6645	83,3397 84,0375	[illegible]
Francfort	4,7246 4,6984	196,45 197,60	43,2245 43,3443	110,4893 110,0558	— —	6,2167 6,2311	91,9709 92,4582	[illegible]
Bruxelles	75,9980 75,3660	31,6000 31,6000	6,9526 6,9526	17,7727 17,6536	16,0855 16,0404	— —	14,794 14,8356	[illegible]
Amsterdam	5,1370 5,0800	213,60 213,00	46,9968 46,8646	120,1349 118,9944	108,7400 109,1218	6,7594 6,7405	— —	[illegible]
Milan	2248,67 2219,24	936,00 930,50	205,7232 204,7304	525,8717 519,8324	475,9480 472,3350	29,5685 29,4462	437,73 436,85	— —
Tokyo		202,9(1) 202,50						

1) A Paris, le yen (100) était coté, le vendredi 9 janvier, 2,232, contre 2,2624 F.

Les matières premières

Le cacao à son niveau le plus bas

Ralentissement de l'activité dans les pays à économie dominante, persistance du loyer élevé de l'argent, qui décourage la reconstitution des stocks, diminution du niveau de vie de nombreux pays en voie de développement : voilà autant de facteurs susceptibles de peser sur l'évolution des places commerciales au cours de l'année. Des regains de tension internationale donneraient un coup de fouet aux matières stratégiques, à l'or et à ses satellites. Mais, en l'absence de l'apparition de facteurs spécifiques, une hausse sur les prix de nombreuses matières premières paraît peu probable.

METAUX. — *A l'exception du plomb en légère reprise pour des motifs techniques au Metal Exchange de Londres, les cours des autres métaux se sont maintenus pratiquement à leurs niveaux précédents. Une surproduction de cuivre est prévue en 1981, mais les prix de ce métal ne devraient pas tomber en dessous de 750 livres la tonne.*

TEXTILES. — *Dans l'attente de la reprise des ventes aux enchères de laines en Australie le 12 janvier, les fluctuations enregistrées sur les divers marchés à terme ont été plutôt limitées. Les négociants prévoient une détente sur les prix durant le second semestre de la saison.*

CEREALES. — *L'embargo décrété par les Etats-Unis sur les exportations de céréales vers l'U.R.S.S. n'a exercé que peu de répercussions sur le marché international. D'autres pays se sont en effet substitués avec empressement à un fournisseur défaillant, trop heureux de faire de bonnes affaires sur son dos. Tel a été le cas de l'Australie, de l'Argentine et du Canada. Aussi, ces pays ne disposent-ils plus que de stocks revenus au niveau minimum. Les Etats-Unis disposent actuellement des stocks mondiaux de blé les plus élevés.*

CAOUTCHOUC. — *Après avoir touché leurs plus bas niveaux depuis trente-deux mois, les cours du naturel se sont un peu raffermis sur les marchés de Londres et de Penang. Pourtant, la crise de l'automobile bat toujours son plein.*

DENREES. — *La perspective d'une récolte de café plus importante au Brésil, déjà escomptée, a peu perturbé le marché. Le président de l'Institut brésilien du café l'évalue entre 29 et 30 millions de sacs au lieu de 22 millions de sacs en 1979-1980.*

Les cours du cacao chutent encore sur tous les marchés. Pour quelles raisons ? La baisse persistante semble due aux ventes accrues de fèves par les pays producteurs. Il est en effet difficile de stocker les fèves dans les pays tropicaux humides, la Côte-d'Ivoire en a fait la triste expérience. Les Etats-Unis, plus fort consommateur, et la Côte-d'Ivoire, principal pays producteur, refusent toujours de s'associer au projet d'accord international. Il paraît fort probable que la nouvelle administration américaine ne change pas d'avis.

La récolte de fèves 1980-1981 sera excédentaire de 100 000 tonnes au moins, ce qui s'ajoutera au surplus des trois précédentes récoltes de 300 000 tonnes. Un seul remède : développer la consommation de chocolat. Faudrait-il encore que les prix baissent. A Londres, le cacao se traitait à près de 3 000 livres la tonne en septembre 1977.

Pas d'excès spéculatifs sur le marché du sucre cette semaine. Les acheteurs résistent aux prix élevés, aussi les transactions sur le marché mondial se sont-elles sensiblement ralenties.

Les cours

Les cours entre parenthèses sont ceux de la *semaine précédente*.

METAUX. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars) comptant 791,50 (792), à trois mois 813,50 (807) ; étain comptant 6 305 (6 265), à trois mois 6 405 (6 350) ; plomb 308 (305) ; zinc 334 (332) ; aluminium 610 (611) ; nickel 2 720 (2 673) ; argent (en pence par once troy) 643 (630). — New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme) : 87,80 (82,80) ; argent 15,55 (15,25) ; platine (en dollars par once) 552 (578) ; ferraille, cours moyen (en dollars par tonne) inch. (99,17) ; mercure (par bouteille de 76 lbs) 355-360 (355-365). — Penang (en ringgit par kilo) : 32,54 (32,26).

TEXTILES. — New-York (en cents par livre) : coton mars 93,88 (94,85), mai 94,85 (95,20). — Londres (en nouveaux pence par kilo) : laine (peignée à sec) janv. 361 (356) ; jute (en livres par tonne) Pakistan, White grade C inch. (221). — Roubaix (en francs par kilo) : laine janv. 32,20 (32,75).

CAOUTCHOUC. — Londres (en nouveaux pence par kilo) : R.S.S. comptant 57,50-59 (56,50-57,50). — Penang (en cents des Détroits par kilo) : 311-311,50 (298,50-299).

DENREES. — New-York (en cents par lb, sauf le cacao en dollars par tonne) : cacao mars 1 987 (2 050), mai 2 023 (2 080) ; sucre mars 31,70 (30,65) ; mai 31,70 (30,70) ; café mars 127,60 (128,61), mai 129,75 (127,90). — Londres (en livres par tonne) : sucre janv. 311,50 (308,50), mars 311,25 (308,25) ; café janv. 1 004 (997), mars 1 029 (1 027) ; cacao mars 868 (892), mai 893 (912). — Paris (en francs par quintal) : cacao mars 935 (950) ; mai 957 (985) ; café janv. 1 103 (1 095), mars 1 135 (1 140) ; sucre (en francs par tonne) mars 3 500 (3 330) ; mai 3 470 (3 300).

TOURTEAUX DE SOJA. — Chicago (en dollars par tonne) : mars 230 (247). — Londres (en livres par tonne) : février 130,50 (129,70).

CEREALES. — Chicago (en cents par boisseau) : blé mars 496 1/2 (496), mai 505 (508) ; maïs mars 377 (382), mai 382 3/4 (388 1/2). Indices : Moody's 1 225,60 (1 215,80), Reuter 1 727,5 (1 721,80).

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93



emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

We are a large successful corporation with European Headquarters in Brussels, from where we co-ordinate our activities in Europe, Africa and the Middle East. Our Controller's Department in Brussels has challenging opportunities for

financial analysts

FF 190.000 / 220.000

Candidates, aged 28-35, should be university graduates with 3 to 5 years' experience in American accounting systems, financial analysis and reporting. Knowledge of European tax laws, public accounting, factory and cost accounting would be an asset. Fluency in English is a "must". The successful candidates will have integrity, maturity and a sense of responsibility, they take initiatives and can work hard under pressure.

We offer many possibilities for advancement in our H.Q. in Brussels and in our Operations in Europe.

Send your application in confidence, giving full details of career to date to:

Yves van den BOGAERDE, Management Consultant, rue Major Pétillon 37, B-1040 Brussels.

SOCIETE MINIERE MULTINATIONALE recherche

DIRECTEUR GÉNÉRAL

INGÉNIEURS

Electricien et mécanicien. Formation Ingénieur. Expérience minimum 10 ans dans sa fonction. Expérience de l'Afrique ou similaire indispensable. Age minimum 40 ans. Lieu Afrique francophone. Rémunération selon expérience.

Env. C.V. + photo sous réf. 2592 à SWEERTS B.P. 259 75424 PARIS Cedex 09, qui transmettra.

CANAL

recrute pour société inter.

1 ANALYSTE ORGANIQUE

mise en place de 34 en GAP 2 expér. Parlant anglais, statut expatrié pour le NIGERIA.

1 ANALYSTE PROGRAMMEUR

Connaissant IBM 34, 32, 3-12. Poste à Paris avec quelques missions en AFRIQUE.

Tél. pour R.-V. 292-06-77 poste 10.

SOCIÉTÉ DE FABRICATION D'AMPOULES PHARMACEUTIQUES EN VERRE ÉTIRÉ recherche pour

CASABLANCA

CHEF DE FABRICATION

Ayant une expérience de production dans ce domaine d'activité de 5 ans minimum. Très solides connaissances en mécanique et en électricité indispensables.

Aptitude certaine au commandement et à l'organisation de la production, ainsi qu'à la formation du personnel. Doit pouvoir répondre avec efficacité aux objectifs de productivité fixés.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prét. sous n° 83.545, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er.

ENERGY CONSULTING

We are one of the world's largest international consulting firms developing a new business in energy conservation. We are interested in individuals (between 25 and 35) who through their experience and qualifications can be developed into energy consultants. Passed experience with boiler operations, electrical controls and hardware, and HVAC systems are particularly desirable

If you are performance oriented and realize the need and opportunity for conservation and recovery of energy, we have a number of outstanding positions.

If you have drive, imagination, the ability to take responsability and deal with business management, then we may have an interest in you.

You must be able to work in french and english and be willing to travel every week.

Please send C.V. in english (mentioning present earning and day-time telephone number) under réf. 15 M to

PUBLISCOPE JUNIOR 11, rue Royale 75008 PARIS

Société d'engineering recherche pour la construction et la mise en place de plates-formes offshore

Superintendants

ayant une expérience minimum de 3 années en construction métallique.

Ingénieurs planning

Domaine offshore pétrolier, ayant connaissance PERT.

Ingénieurs cost-control

● Langue anglaise obligatoire ● Postes à pourvoir en AFRIQUE et dans le GOLFE PERSIQUE.

Envoyer C.V. et prétentions sous référence 2040/JR à A.M.P. 40, rue Olivier-de-Serres - 75015 PARIS (qui transmettra)

Du génie climatique à Abidjan

Voulez-vous diriger la filiale ivoirienne d'un groupe européen dont la vocation est la conception, la mise en place et l'entretien d'installations de climatisation ? Cette jeune société a déjà à son actif de brillantes réalisations en Côte d'Ivoire. Et l'avenir est prometteur... tant dans ce pays que chez ses voisins.

Ingénieur confirmé, vous êtes du métier avec une expérience de plusieurs années comme chargé d'affaires dans une entreprise de conditionnement d'air. Vous avez même peut-être dirigé une agence. Vous savez donc combien il est important pour la négociation et la conduite de chantiers de mêler les compétences techniques et l'organisation, le sens commercial et celui de la gestion.

En Côte d'Ivoire, vous aurez l'équipe nécessaire, mais vos bases seront à quelques 6 000 kilomètres : bureau d'étude, services achats, soutien administratif, logistique. Et même commercial, grâce aux contacts suivis avec les bureaux d'engineering. Toutefois, l'on attend beaucoup de votre esprit pionnier sur place. Le niveau de rémunération qui vous sera proposé ainsi que les avantages matériels offerts (logement, voiture, etc ...) ne vous décevront pas. Ils sont ceux d'un patron. Ce que vous serez.

Les consultants du cabinet de recrutement Sirca connaissent bien l'Afrique. Ils étudieront votre adéquation à ce poste avec soin, et vous renseigneront vous et votre épouse. Ecrivez-leur très rapidement sous référence 801 446 M.

Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC

FOURCES

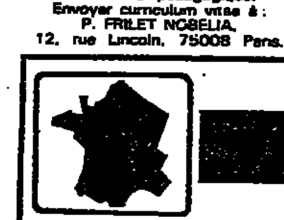
Société de Services Informatiques filiale de l'un des premiers Groupes Financiers Français, nous recherchons pour un poste basé en Afrique (ABIDJAN) notre

directeur général adjoint

Agé de 35 ans environ, diplômé d'une grande école scientifique ou commerciale. Sa mission immédiate consistera à prendre en charge un important projet temps réel. Une expérience de plusieurs années de conduite de projets informatiques est nécessaire. La connaissance du secteur bancaire et de solides notions d'anglais seraient appréciées.

Le niveau de rémunération globale sera de l'ordre de 20.000.000 de F CFA + avantages liés à l'expatriation.

Adresser C.V. photo et salaire actuel sous référence 61.12/DA/296 à ADEQUATION, 62/64 avenue Emile Zola - 75015 Paris.



ÉTABLISSEMENT BANCAIRE

recherche

pour son implantation au CAMEROUN (Douala)

UN COMPTABLE EXPÉRIMENTÉ

- niveau D.E.C.S.
- 5 années d'expérience bancaire française au minimum.

Le Candidat retenu bénéficiera des avantages liés à l'expatriation (logement fourni, 2 mois de congés par an).

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions sous référence. C, à TRENDANCES, 41, avenue de Friedland, 75008 Paris, qui transmettra.

L'INSTITUT INTERNATIONAL D'AGRICULTURE TROPICALE
Ibadan Nigéria
désire engager

SECRÉTAIRE BILINGUE

Conditions requises :

- Baccalauréat.
- Diplôme de secrétaire bilingue anglais-français.
- Connaissance parfaite de la sténographie (100/50 mots minute).
- Minimum de années d'expérience dans le secteur industriel commercial ou dans une organisation internationale.
- Connaissance de l'audio-dactylographie souhaitée.
- Sexe masculin ou féminin.

Le (la) postulant (e) sera sociable, de bonne tenue et disposé (e) à travailler de longues heures dans des conditions astreignantes. Il (elle) devra faire preuve d'initiative personnelle.

- Langues : connaissance parlée parfaite du français et de l'anglais indispensable.

Fonctions :

Le (la) candidat (e) travaillera sous la supervision de l'assistante du Directeur Général.

- Qualité parfaite de la sténo et de la dactylographie tant en anglais qu'en français.
- Fonctions diverses spécifiques au secrétariat de direction.

Salaire :

Conditions très intéressantes et négociables.

Les personnes intéressées sont priées d'adresser leur candidature, accompagnée de leur curriculum vitae et des renseignements relatifs à leur salaire et allocations actuels, au :

LE PERSONNEL MANAGER
International Institute of Tropical Agriculture
P M B 5320
Ibadan - NIGERIA.

Remarques :

Seules les demandes accompagnées des renseignements demandés seront considérées.

Date de clôture des inscriptions :

Deux semaines à partir de la date de parution de l'annonce.

Société de transports internationaux recherche pour une de ses Agences Portuaires d'Afrique Noire

1 CHEF DE SERVICE

consignation maritime

Une expérience de 5 à 10 ans dans cette activité (lignes régulières, affrètement, notions de droit maritime), ainsi qu'une pratique satisfaisante de l'anglais sont indispensables.

Rémunération attrayante, avantages liés à l'expatriement.

Adresser C.V. détaillé et photo s/réf. 2915 à INTER P.A. - B.P. 508 - 75066 PARIS cédex 02 qui transmettra.

ESPAGNOL (E)

Comptable qualifié parlant français couramm., familiarisé avec la législation sociale, recherché par société franç. pour être le respons. de la comptabilité du contentieux et de la gestion administr. du personnel de sa filiale à BARCELONE distribuant dans toute l'Espagne du matériel pédagogique.

Envoyer curriculum vitae à : P. FRILET NOBELIA, 12, rue Lincoln, 75008 Paris.

Important groupe industriel de fabrication de peintures de bâtiment et de produits de droguerie recherche pour CASABLANCA

UN COLORISTE

Le poste pourrait convenir à un technicien chimiste, débutant ou possédant une à deux années d'expérience et ayant des qualités de tenacité et de persévérance.

Poste d'avenir pour candidat de valeur.

Adresser C.V, photo et salaire actuel ou souhaité au n° 7.622 *le Monde* Publicité, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

GROUPE INTERNATIONAL D'HÔTELLERIE et de RESTAURATION recherche des

DIRECTEURS DE FILIALE POUR L'ETRANGER

Gestionnaires de bon niveau, parfaitement bilingues français/anglais, ils doivent apporter la preuve d'une expérience réussie dans les domaines ci-dessus précisés et éventuellement dans le commerce de denrées alimentaires. La connaissance de l'espagnol peut être également appréciée.

Rémunération motivante, avantages liés à l'expatriation et intéressantes possibilités de carrière constituent un statut particulièrement attractif réservé à des personnes de valeur.

Les dossiers de candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo + certificats + références) qui seront traités confidentiellement sont à adresser sous réf. 2524 à P. LICHAU S.A. - B.P. 220 - 75063 PARIS cédex 02 qui transmettra.

Leader en France de la VPC, notre C.A. est supérieur à 4 milliards de F. Nos produits sont distribués dans toute la France et proviennent du monde entier. Pour coordonner nos achats à l'étranger, nous recherchons le :

RESPONSABLE DE LA DIVISION IMPORTATION

F. 190 000

Rattaché au Directeur Produits Adjoint, ce Cadre de haut niveau animera une équipe d'une trentaine de personnes, (dont 3 Cadres) réparties en deux services : le Service Commercial, chargé de la prospection des marchés étrangers pour rechercher les produits correspondant aux besoins exprimés par la Centrale d'Achat, et le Service Administratif pour les règlements internationaux, le transport et les opérations de dédouanement.

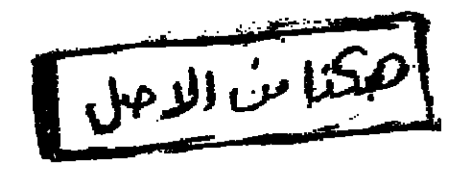
Responsable de la prospection et de la politique d'attaque des marchés étrangers dans le monde entier, pour tout type de Produits (Textile, Ameublement, Technique, Loisirs...), il prendra lui-même en charge les relations au plus haut niveau avec l'Administration des douanes, les différentes Directions du Commerce extérieur et les banques.

Ces fonctions exigent une expérience de plusieurs années du Commerce International et/ou d'une Centrale d'Achats d'une Société de Distribution à assortiment général.

Basé à Roubaix, le candidat retenu devra compter 30% de son temps en déplacements. La connaissance de l'Anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 81.21.22 à Gilles WOILLEZ, Direction du Personnel
Division Cadres
57, rue de Blanchemaille
59100 ROUBAIX.

HAVAS CONSEIL



emplois régionaux

SOCIÉTÉ TRANSPORTS MARITIMES MARSEILLE

très dynamique et en forte expansion (effectif : 150 personnes)

RECHERCHE

● UN DIRECTEUR FINANCIER et UN DIRECTEUR ADMINISTRATIF

Formation : études supérieures, préférence école de commerce + solides connaissances comptables et audit anglais écrit et parlé.
Expérience : transport maritime souhaité.
Fonction : similaire au sein d'une société en développement.
Aptitude : rapidité de décision et d'exécution, excellent contact humain et capacité à s'intégrer à équipe jeune.

● UN CONTROLEUR DE GESTION

Formation : D.E.C.S. ou équivalent ; études supérieures appréciées ; anglais écrit.
Expérience et connaissance indispensables : fonctionnement des coûts du transport chez opérateur de navire. Méthodique et clairvoyant.

Envoyer curriculum vitae et photo sous le n° 024.702 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



à **BREST**, recherche :

3 INGENIEURS DE HAUT NIVEAU

(X, ENST, ESE, ...)

Pour renforcer ses laboratoires d'etudes specialisés dans l'imagerie acoustique (Sonar, Acoustique médicale) :

1ER POSTE :
1 INGENIEUR ELECTRONICIEN
Quelques années d'expérience en circuits numériques rapides et/ou analogiques HF, pour conception et réalisation de prototypes utilisant des technologiques de pointe.

2E POSTE :
1 INGENIEUR FORMATION ELECTRONICIEN
Quelques annees d'expérience, pour : études théoriques et expérimentales, participation à des projets de systéme Sonar (connaissances en *traitement du signal appréciées*).

3E POSTE :
1 INGENIEUR GRANDE ECOLE
Débutant à 5 ans d'expérience, pour études avancées en traitement du signal et traitement d'images.

1 INGENIEUR INFORMATICIEN

TEMPS REEL

Pour étude et réalisation de matériels pilotes par microprocesseurs ou minicalculateurs.

2 à 3 ans d'expérience sur des systémes mettant en œuvre :
- les techniques numériques câblées
- la programmation assembleur d'un minicalculateur.

Connaissance d'un langage de programmation de *haut niveau appréciée*.

Envoyer CV, photo et prétentions à THOMSON CSF - DASM Route du Conquet - 29200 BREST.

SOPRA
ingénierie des systèmes d'information — 350 personnes
recherche pour LYON
dans le cadre du développement de ses activités de haut niveau

2 ingénieurs informaticiens

expérimentés (6 à 8 ans) pour créer les postes de :

responsable des études techniques

Sous la responsabilité du Directeur de la production, il fera les études des matériels et logiciels nouveaux, en vue des futurs développements. Il agira comme Conseil des équipes de réalisation pour l'architecture des logiciels à fabriquer et interviendra dans l'évaluation des charges. Son domaine de connaissances couvre la mini informatique et les techniques avancées de l'informatique.

responsable du contrôle qualité

Sous la responabilité du Directeur méthodes, il inervient pour contrôler les engagement forfaitaires de Sopra, avant réalisation. Il assure un audit permanent des réalisations forfaitaires et réceptionne les systèmes clients avant livraison. Chef de projet expérimenté et méthodique, il a le souci constant du délai et de la qalité des réalisations.

Ces postes impliquent de fréquents déplacements de courte durée.

Ecrire en joignant C.V. et photo sous réf. 1301/M et en précisant le poste choisi à Sopra Recrutement, 90 rue de Flandre 7509 Paris.

SOPRA
ingénierie des systèmes d'information

média-system

NANTES

WATERMAN

RESPONSABLE DES ACHATS

WATERMAN S.A., un des leaders mondiaux dans son domaine : les instruments à écrire de qualité, poursuit une politique dynamique de diversification : briquets, montres, etc...

Le Responsable des Achats, rattaché au Directeur de l'usine de Nantes, *a pour mission de négocier en quantité, qualité et coût les* contrats d'achats d'approvisionnements (matières premières, consommables, sous-traitance, équipements, etc...) nécessaires à la vie de l'entreprise. Son activité concerne les 3 usines (Nantes, Redon, Chamonix) et le siège social. Il anime un service de 13 personnes qui gère un budget annuel d'environ 45 millions de francs.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement économique supérieur (Ecole Supérieure de Commerce par exemple) ou un Ingénieur. Il justifie d'une expérience de 5 ans minimum dans la fonction en milieu industriel. Une formation complémentaire type E.S.A. sera appréciée.

Pour recevoir informations complémentaires écrire sous référence M 11023 CB, à



8 rue de Berri 75008 Paris - 359.13.82

média-system

---

groupe MATRA COMMUNICATION & TELEMATIQUE

Sa filiale PICART LEBAS
EQUIPEMENTS TELEPHONIQUES
recherche pour son centre industriel (1200 personnes) de CHATEAUDUN (28)
130 km S.O. de Paris

CHEF DU SERVICE METHODES

(INGENIEUR A.M. ou Grande Ecole)

- Dépendant du Directeur Industriel de la société, il aura pour mission de structurer et animer le service méthodes - dans toutes les fonctions de celui-ci (optimisation de l'outil de production, industrialisation des produits nouveaux, mise au point de nouveaux processus et procédés, etc).
- Ces larges responsabilités impliquent une expérience d'au moins 5 ans de la fonction, dans une industrie de grande série.

Les candidats intéressés sont inviter à faire parvenir : lettre manuscrite, CV détaillé et photo, en précisant leurs prétentions et date de disponibilité à :
S.T.P.L.
Mr le Chef du Personnel - BP 73
28200 CHATEAUDUN
Une discrétion totale est assurée.

---

directeur de société

BORDEAUX

Vous avez dix ans d'expérience professionnelle au cours desquels vous avez mis à profit votre formation supérieure ; le résultats que vous avez obtenus, dans une fonction commerciale, vous ont amené à prendre la direction d'une unité; d'un centre de profit.
Nous vous proposons d'accéder au niveau supérieur : la responsabilité d'une société. Vous fixerez les objectifs, choisirez les moyens, suivrez les budgets pour rendre compte à la Direction Générale du groupe dont fait partie la société.
Le contexte est sain : bonne image fondée sur la qualité des produits, position de leader régional, équipe de cadres soudée.

Merci de nous adresser votre C.V., *accompagné* d'une photo à Monsieur Delba - 149, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS, qui transmettra.

RHONE-ALPES

CHEF DU SERVICE ORGANISATION INDUSTRIELLE

Filiale de l'un des premiers groupes multinationaux français, nous sommes avec 4000 personnes, 5 usines (4 en Europe, 1 aux U.S.A.) le premier fabricant europeen, le 3ème mondial dans notre spécialité : produits industriels destinés aux industries des matières plastiques et du textile. Sur ce marché extrêmement compétitif, nous devons en permanence nous «battre» pour améliorer nos coûts de production.

Le titulaire de ce poste, en création, a pour mission principale d'analyser, dans l'ensemble des usines, la situation existante. Puis, il étudie, propose, met en place des systèmes d'organisation permettant d'améliorer les résultats. Il doit constituer, dans chaque unité, une équipe qui assure le relais entre les opérationnels et lui-même.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé de 32 ans minimum. Il justifie d'une expérience industrielle de 10 ans environ. Celle-ci a été acquise dans des postes opérationnels et fonctionnels (*méthodes, industrialisation, organisation, direction d'unité*...). Il a dû résoudre, avec succes, des problèmes industriels difficiles.

La connaissance de l'allemand est souhaitable.

Les premiers entretiens auront lieu soit à Lyon, soit à Paris.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous ref. M4428A, à

egor industrie
8 rue de Berri 75008 Paris - 359.13.82

média system

---

attachée direction financière

Groupe de Grande Distribution (1500 personnes, C.A. 1,2 milliard de Frs, siège à Lyon-Ecully), nous renforçons notre équipe de direction.

Notre secrétaire général (33 ans) recherche une collaboratrice pour l'assister dans la fonction financière :
- analyse et préparation des dossiers financiers et budgétaires.
- trésorerie.
- investissements, etc ...

Nous souhaitons rencontrer une jeune candidate de formation supérieure (Sciences Po, Sup de Co Option Finances ou équivalent), de personnalité affirmée, possédant de préférence une première expérience dans le domaine financier.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature avec photo et prétentions réf. L144 à Key Men.
BP235, 69213 Lyon
Cédex 1.

KEY MEN

THOMSON-CSF

DIVISION AVIONIQUE
Centre de BORDEAUX-PESSAC

ingénieur mécanicien

AM - ENSAE - ENSTA - INSA - ENSEE...
Avec des connaissances approfondies de CHIMIE.

Pour des TRAITEMENTS DE SURFACE et la mise en œuvre de MATERIAUX COMPLEXES.

ingénieurs électroniciens

ESE - ENSAE - ENSTA ou équivalent

Pour ETUDES D'INDUSTRIALISATION ET AUTOMATISATION D'ESSAIS de matériels aéroportés..

Sens des RELATIONS HUMAINES indispensables.

Débutants ou courte expérience (2 ans).

Adresser CV avec photo et prétentions au Service du Personnel - BP 94 - 33607 PESSAC

FILIALE GROUPE MULTINATIONAL
INDUSTRIE MECANIQUE
Pour une de ses unités
située en région CENTRE OUEST, recherche

INGENIEUR DEVELOPPEMENT

Sous l'autorité directe du Directeur de l'usine et en liaison avec la Direction Technique de la Société.

Il se verra confier les études et les mises au point d'Appareils Hydrauliques de Levage et d'Asservissement.

Le candidat que nous recherchons aura une formation d'ingénieur et aura acquis une expérience de 3 ans minimum dans le domaine de l'hydraulique.

Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitable.

Après une période de formation nous offrirons à ce candidat de fort potentiel :
- une rémunération motivante,
- un plan de développement,
- des formations complémentaires,
- de réelles possibilités d'évolution,

Lieu de travail et de résidence impérativement dans la région.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. No 82795 à CONTESSE PUBLICITE
20, av. de l'Opéra
75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Nous sommes :
UN GROUPE DE GRANDS MAGASINS
d'importance nationale
Nous recherchons le (ou la)

RESPONSABLE DU SERVICE PERSONNEL/ RELATIONS SOCIALES

de notre établissement de STRASBOURG
(effectif 500 personnes)

Le poste requiert :
- un âge minimum de 32 ans ;
- une formation sociale et juridique niveau licence/ESC ;
- une expérience mini de 5 ans comme chef du personnel ou adjoint à direction du personnel (secteur tertiaire ou industrie).

Le poste offre :
- un niveau de rémunération attractif ;
- une position cadre de direction ;
- une large autonomie d'action (rattachement direct au directeur général).

La sélection sera menée avec le maximum de discrétion et aucun contact extérieur ne sera pris sans l'accord de l'intéressé.

Adr. C.V. détaillé avec niveau de rémunération actuelle et prétention à n° 82.575 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01.

THOMSON-BRANDT

DIVISION CABLES ENERGIE
recherche pour son unité de Bohain (Aisne) un

Ingénieur Electronicien

...Sup'Elec, Isen, Isep...

pour prendre la responsabilité de la conception et de l'adaptation d'appareils de contrôle en continu sur ses lignes de fabrication et, dans un second temps, de l'établissement des asservissements prévus.

Le candidat travaillera en étroite liaison avec le Service de Recherche de la Division et trouvera un appui auprès du Laboratoire Central de Recherches de THOMSON.

Nous proposerons une rémunération intéressante et des perspectives d'évolution au sein du Groupe à tout candidat de valeur.

La pratique de l'Anglais est un atout supplémentaire.

Lieu de travail : Bohain (20 Km St Quentin), grandes facilités de logement accordées par la Société

Si vous êtes intéressé par ce poste de haut niveau, adresser un dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions) sous réf. 101 à Claude LAMY.

ORION 35 rue du Rocher 75008 Paris

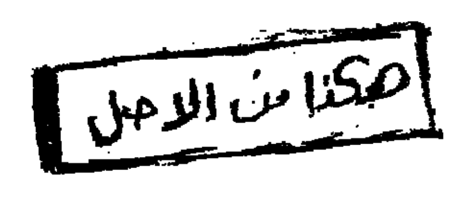
	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Nous sommes une société aux activités diversifiées allant de la fabrication d'éléments de chaudronnerie à l'implantation clés en main de biens d'équipement dans le monde entier (export 50% du C A).

Leader dans notre spécialité, nous avons vu notre chiffre d'affaires 1980 atteindre 220 MF (hors filiales étrangères), soit une augmentation de 70% par rapport à 1978 (350% depuis 1973).

Nous sommes implantés dans une région agréable de Savoie

nous recherchons

DIRECTEUR FINANCIER

La personne recrutée sera chargée de :

- La supervision des services comptables.
- Bilans et comptes d'exploitation.
- La gestion de la trésorerie.
- Le montage des opérations de financement et de crédit. France et Étranger
- Des relations avec les banques et les organismes de crédit.
- Suivi comptable des filiales étrangères.

Nous examinerons avec la plus totale discrétion les dossiers des candidats justifiant d'une expérience de "Terrain" d'une dizaine d'années de pratique comptable et financière en tant que responsable d'un poste similaire

Formation expertise comptable souhaitée.

Connaissances fiscales et informatiques indispensables.

Après 20 ans de présence le Directeur Financier actuel part à la retraite.

Les candidats intéressés voudront bien nous transmettre leur C.V. manuscrit, accompagné d'une photo et de leurs prétentions à l'adresse suivante

Direction CELLIER S.A.
BP 77 - 73104 AIX-LES-BAINS CEDEX

bleu

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU DOUBS
recherche

COLLABORATEUR

POUR SON SERVICE AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

MISSION : Dans le cadre d'une équipe assurer le suivi des dossiers et la gestion des opérations engagées par la Chambre de Commerce et d'Industrie du Doubs dans le domaine de l'aménagement du territoire (zones industrielles, zones portuaires, réalisation d'investissements, etc.).

FORMATION : Niveau supérieur — bonnes notions économie générale — gestion et/ou techniques.
1re expérience : dans le domaine du bâtiment T.P. serait appréciée.

Adresser C.V. + photo et prétentions à la Chambre de Commerce et d'Industrie du Doubs, 7, rue *Charles-Nodier, 25042 Besançon Cedex.*



Société française à activités internationales, spécialisée dans l'ingénierie de systèmes informatiques, recherche pour son centre de développement de RENNES en pleine expansion

INGÉNIEURS INFORMATICIENS

1 an d'expérience minimum en informatique, pour participer à la conception et à la réalisation de logiciels ou de systèmes clés en mains dans les domaines :

Télécommunications
- Communication par paquets.
- Exploitation de réseaux.

Gestion conversationnelle
- Bases de données.

Temps réel sur mini-ordinateurs et microprocesseurs. Traitement du signal. Simulation de processus à files d'attente.

Adresser C.V. à Monsieur Guegan, **SESA**, 116, av. de Crimée, 35100 RENNES ou téléphonez au **16-99 53.26.48.**

Emplois et Carrières

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE
PROMOTION IMMOBILIÈRE
recherche pour ses bureaux d'Aix-en-Provence

JEUNE HOMME
CHARGÉ D'OPÉRATIONS

Responsable de la gestion de sociétés civiles immobilières *dans les Bouches-du-Rhône et départements environnants.*

Formation supérieure. Libéré O.M. Deux à trois ans d'expérience dans fonction équivalente.

Adresser curriculum vitae et prétentions à HAVAS n° 1.233, Aix-en-Provence 13100.

STRASBOURG

CREDIT BAIL MATERIEL
Filiale d'un important Groupe Financier national
recherche

Délégué Régional

(responsable de l'antenne locale couvrant 5 départements).

- Animation de réseau.
- Montage des dossiers de Crédit Bail.
- Expérience bancaire sur le plan «risques» et «commercial» demandée.

Fréquents déplacements dans les départements de l'Est de la France.

Les candidats seront reçus à Strasbourg ou à Paris.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous réf. 8119 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

---

ORGANISME PUBLIC
à vocation internationale
recherche
pour son département de
GÉOTECHNIQUE

INGÉNIEUR DE RECHERCHE ET ÉTUDES

spécialisé en mécanique des sols, ayant au moins 10 ans d'expérience.

Le candidat sera intégré à une équipe multidisciplinaire de géotechnique au sein de laquelle lui sera rapidement confié un rôle de responsabilité. De bonnes connaissances en dynamique des sols seraient appréciées.

Adresser lettre de candidature avec curriculum vitae, références et prétentions sous n° 1103 EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney, 75002 Paris.

Important groupe de transport marchandises de l'ouest à vocation européenne, 850 personnes, 22 agences, 600 matériels roulants en pleine expansion crée fonction

Ingénieur Logistique - Productivité

(AM, Centrale, HEI, ENSM, ...)

120 - 150 000 F

Directement rattaché au directeur de l'exploitation, il recherche et propose les solutions tendant à optimiser les moyens (manutention, véhicules, énergies) et se charge de suivre leur application dans les agences.

Le candidat doit justifier d'une expérience réussie d'au moins 2 ans *dans le domaine de l'amé*lioration, de la productivité et/ou du contrôle des coûts et pouvoir s'affirmer comme homme de terrain et de contact.

Adressez lettre manuscrite + C.V. détaillé + photo + prétentions à notre conseil

Michel AUBRY *10, impasse Pierre Loti 85000 La Roche sur Yon*

MEDIA PA

La Caisse Régionale de CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE L'EST A NANCY
recherche **POUR SON SIÈGE SOCIAL A NANCY**

UN ORGANISATEUR CONFIRMÉ

Ce collaborateur sera chargé, sous l'autorité du Responsable Organisation et Informatique, de préparer et de suivre le plan d'organisation de la Caisse.

Il participera à la mise en place de la base de données — de l'implantation des automates bancaires — du télétraitement avec implantation de terminaux financiers, outre les missions plus traditionnelles relevant du service Organisation et Méthodes.

Pour postuler les candidats doivent être diplômés de l'Enseignement Supérieur et justifier d'une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans une fonction analogue.

Age minimum : 30 ans.

Adresser C.V. détaillé et photo si possible à : EUROFORMATION 139, r. du Ranelagh, 75015 PARIS.

En **MAINE ET LOIRE,**
importante société électronique
recrute

Ingénieur Mécanicien

80 - 100 000 F
débutant ou presque

Obligatoirement diplômé Grandes Ecoles, il participera à la conception du matériel radio professionnel *et sera chargé de l'optimisation de son* industrialisation.

Homme de contacts, ses qualités essentielles seront l'esprit de synthèse et de persuasion et une large curiosité technologique.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à notre conseil

Michel AUBRY 10, Impasse Pierre Loti 85000 La Roche sur Yon

MEDIA PA

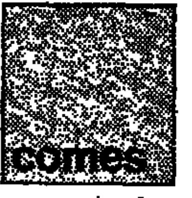
IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS :
I.P.A. - PEINTURES GAUTHIER

RECHERCHE POUR BELFORT

CADRE RESPONSABLE
de la
DISTRIBUTION PHYSIQUE
des
PEINTURES ET REVÊTEMENTS MURAUX

Il devra prendre la responsabilité de l'ensemble de la distribution physique des produits du groupe, gérer les stocks et diriger l'entrepôt central de BELFORT ainsi que ceux des autres régions.

Pour être candidat, il faut avoir une très bonne formation supérieure de base en matière de gestion, et une solide expé*rience concrète de la distribution physique, si possible dans la* même domaine d'activité.



Env. C.V. dét., lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Département Recrutement du COMES, 19, *rue de la Paix, 75002 Paris* (sous la référence 2.339).

DISCRÉTION ET RÉPONSE ASSURÉES.

Société en expansion de l'agglomération de *TROYES* (Aube)

TRICOTS ET PRÊT-A-PORTER

Sortilège

recherche dans la profession

CHEF de VENTE FRANCE

Capable d'animer dans les secteurs un réseau de 14 représentants exclusifs.
Rémunération motivante - Fixe + intéressement.
Salaire garanti : 120.000 francs par an.

Ecrire avec C.V. références à :
PIAT TEXTILES BP 707, 10002 TROYES CEDEX
Société fondée en 1927

---

pour gérer les 2000 MF des 7 unités il faut déléguer

. Nous sommes filiale d'un des premiers groupes français de distribution moderne et la gestion de la valeur ajoutée est essentielle.

. Vous êtes plus responsable de conseiller des magasins que de vous substituer à eux.

. Votre expérience en matière de comptabilité et de contrôle de gestion vous permet d'assurer la qualité du travail au sein de 7 unités.

. Vous possédez de bonnes connaissances juridiques et fiscales qui vous permettront d'assurer les fonctions d'un secrétaire général axé sur la gestion.

Pour participer à ce recrutement, envoyez votre C.V. s/réf. 107.17 à :

ONOMA 26, rue de Berri 75008 PARIS (confidentialité, réponse assurées).

HEBDOMADAIRE Régional BRETAGNE
très solidement implanté
recherche

RÉDACTEUR EN CHEF
ou
JOURNALISTE EXP. PRESSE LOCALE

Poste disponible de suite

Ecr.s/n°874846M,R.-Presse,85*bis*,r.Réaumur,75002Paris.

SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE

recherche pour

BOURGES - NEVERS - CHATEAUROUX - MONTARGIS

- Collaborateurs confirmés
- Chefs comptables
  Situation d'avenir si capables

Adresser curriculum vitae manuscrit sous n° 14 à HAVAS BOURGES (18000), qui transm.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE

filiale d'un groupe de dimension nationale

recherche pour

CAEN - RENNES - LILLE

3 GESTIONNAIRES DE PROGRAMMES

Ces collaborateurs seront chargés plus particulièrement de la mise au point des dossiers administratifs, juridiques et financiers.
EXPÉRIENCE SOUHAITÉE

Adresser C.V., photo et prétentions, s/n° 84.009 à CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris, *Cedex 01, qui transmettra, en précisant la ville choisie.*

Sections progrès techniques
Mines, ECP, AM, IDN débutants

PUISSANT GROUPE FRANÇAIS INDUSTRIE LOURDE, NOMBREUSES USINES, accueillerait dans son unité de production la plus récente dotée de moyens technologiques évolués, un **Jeune Ingénieur** à fort potentiel, désireux de s'associer à l'effort de développement des technologies de pointe dans des conditions économiques compétitives.

Nous recherchons pour poursuivre la création et la mise en œuvre des sections de progrès techniques études industrielles dans les différentes branches de fabrication, un candidat débutant intéressé par un rôle d'assistance auprès des opérationnels afin :

- d'analyser les méthodes de fabrication et d'entretien,
- d'améliorer les outils et procédés à CT et MT,
- d'effectuer les essais sur le site.

Développement intéressant de carrière vers un poste de production à larges responsabilités pour un candidat dynamique et performant.

Lieu de travail : ville Nord France - logement assuré.

Ecrire sous référ. KA 309 CM

4 rue Massenet 75016 Paris **efap**

TRÈS IMPORTANT GROUPE
INDUSTRIEL FRANÇAIS
PRODUITS BATIMENT SECOND ŒUVRE
recherche

1) 3 JEUNES CADRES TECHNICO-COMMERCIAUX

2 pour NANCY - 1 pour MARSEILLE

Ils devront, en équipe avec le directeur de région, vendre les produits du groupe, dans un secteur de 5 ou 6 départements, aux négociants, aux entrepreneurs en bâtiment et aux entreprises de transformation.

Pour être candidat, il faut avoir une formation commerciale supérieure (E.S.C. ou équivalent) et, si possible, une première expérience de vente de produits techniques.

Pour NANCY, la connaissance de l'allemand est nécessaire.

BELLES PERSPECTIVES D'AVENIR DANS LE GROUPE, EN FRANCE OU A L'ÉTRANGER, POUR QUI RÉUSSIRA A CE POSTE.

(Référence 2343 pour NANCY.)
(Référence 2344 pour MARSEILLE.)

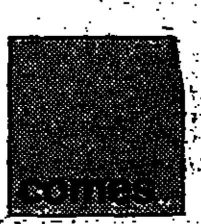
2) UN ADJOINT AU DIRECTEUR DES VENTES

AU SIÈGE A PARIS

Il s'agit de seconder le directeur des ventes dans toutes ses activités d'animation et de gestion de l'ensemble des forces de vente.

Pour être candidat, il faut avoir une solide formation commerciale supérieure (H.E.C., E.S.S.E.C., SUP. de CO...) et une première expérience réussie de 5 ou 6 ans dans l'animation d'agents technico-commerciaux du second œuvre bâtiment.

(Référence 2345.)



Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Département Recrutement du COMES, 19, rue de la Paix, 75002 PARIS, en rappelant la référence du poste.

DISCRÉTION ET RÉPONSE *ASSURÉES.*

UN G.I.E. INFORMATIQUE DE VINGT CENTRES DE GESTION AGRICOLES recherche

UN DIRECTEUR

Son rôle : Diriger une équipe d'une vingtaine de pers. et assur. les relations avec les centres de gestion. *Il lui sera demandé des connaissances informatiques* étendues. Une formation agricole serait appréciée.

LIEU DE TRAVAIL : ANGERS (49).

Envoyer C.V. et prétentions à
Monsieur DUPUTIE Roger
Président de l'O.C.E.A.M.
MARCAY
86370 VIVONNE

ORGANISME PROFESSIONNEL
recherche

UN ASSISTANT

pour ses adhérents, région Provence-Côte d'Azur

Ce poste basé au départ à Marseill conviendrait à un E.S.C. *ou ingénieur de 30 ans minimum* ayant fait ses preuves de gestionnaire dans une P.M.I. et pouvant à terme s'intégrer dans une entreprise déforme coopérative.

Envoyer C.V. *et photo s/référence n° 874.730 M,* à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002PARIS.

BANQUE PRIVÉE

Région Rhône-Alpes
recherche pour son Agence de LYON :

GESTIONNAIRE CLIENTÈLE TITRES

Très bonne expérience valeurs mobilières exigée (y compris marché américain).

Envoyer C.V. manuscrit, salaire actuel, prétentions et photo à OCBP, 66, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 PARIS sous référence 4600 M.

Chantier Construction Navale
région OUEST
recherche :

ARCHITECTE NAVAL

ENSTA ou ENSM NANTES
ou Ingénieur Grande Ecole
ayant expérience poste similaire

Merci adresser C.V. détaillé et lettre précisant date disponibilité et rémunération souhaitée, sous n° 83.998 à Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra 75040 - PARIS - cedex 01 qui transmettra.

La filiale française (C.A. 150 MF) d'un **GROUPE INDUSTRIEL ANGLO-SAXON**, leader dans sa spécialité, recherche pour son siège social situé à **PARIS - PROCHE BANLIEUE SUD**, un

Chef de Service Informatique

Ce poste, évolutif, peut intéresser un informaticien de gestion en milieu industriel, bon organisateur, capable de faire évoluer l'informatique existante avec une structure légère (5 collaborateurs). Rattaché au Directeur Financier, il sera Responsable de l'ensemble de la politique et du budget informatiques.

Matériel et utilisation actuels :
- IBM 3/15 Téléprocessing - 6 écrans, GAP et COBOL,
- Calcul des devis - Commandes - Facturation - Comptabilité générale et analytique - Paie.

Particularité :
- Programmation réalisée exclusivement par le Service.

Evolution prochaine :
- Passage probable sur IBM 34 ou 38, avec un système de base de données,
- Extension au Contrôle Production des Usines avec Téléprocessing à distance par mini-ordinateurs locaux reliés au central.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous réf. 449 M à notre conseil qui garantit toute discrétion.

MEDIA PA



Raymond Poulain Consultants
57, Avenue de Suffren 75007 PARIS

Jeunes Commerciaux
Financer des professionnels

65-75 000 F — formation supérieure ou expérience

- Des produits (crédits et leasing) adaptés aux besoins d'une clientèle de petites et moyennes entreprises.
- Une force de vente répartie dans 65 agences sur toute la France.

Deux facteurs qui assurent à notre Société, une position de leader sur le marché du financement des investissements des petites et moyennes entreprises.

Si vous êtes motivés par une carrière commerciale et disponibles géographiquement pour des missions de renforcement de 3 à 6 mois, nous assurons votre formation technique et pratique (produits - méthodes - étude du risque) et vous offrons une rémunération comprise entre 65 et 75 000F, le remboursement intégral de vos frais et de bonnes perspectives d'évolution.

MEDIA PA



Merci d'écrire à Philippe FOUQUES s/réf.468 avec C.V. + photo à

compagnie bancaire
Service Orientation - Recrutement
5, avenue Kléber - 75116 PARIS



emplois régionaux

SOCIÉTÉ BORDS DE LOIRE, 180 km de Paris
Leader français dans le domaine des bien d'équipement de garage.

Cherche pour son service de contrôle de gestion/comptabilité analytique.

UNE PERSONNE AMBITIEUSE ET MOTIVÉE

Souhaitant faire carrière dans la gestion industrielle.

B.T.S. gestion/comptabilité obligatoire.
Expérience professionnelle non indispensable.
Poste susceptible d'une évolution rapide si capacités réelles.
Dégagé des obligations militaires.
Anglais : un atout.

Envoyer C.V. à FOGAUTOLUBE S.A. — 58440 MYENNES.

Cherchons

ANIMATEUR ANIMATION GLOBALE

Libre de suite pour équipement socio-culturel de quartier. Expérience et formation indispensables.

Écrire avec C.V. à C.D.A.C., 29, av. Sarrail, 90000 Belfort.

Cabinet d'architecture et d'urbanisme recrute 2 architectes ayant une formation complémentaire d'urbanistes et 5 ans d'expérience pour travailler avec les collectivités locales.
Postes à pourvoir rapidement à Rennes et Quimper.
Écr. s/nº 7.679 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

La Société TOURANGELLE d'HLM recherche un collaborateur cadre ayant 4 à 5 ans d'expérience HLM pour prendre en charge sa gestion administrative et financière.
Ce poste est susceptible de déboucher à bref délai sur un poste d'adjoint au Directeur de la société.
Adresser C.V. détaillé avec prétentions, sous pli personnel, à M. le Directeur de la Société Tourangelle d'HLM, 61, rue Émile-Zola, 37000 TOURS.

IMPORTANT GROUPE CHIMIQUE FRANÇAIS
secteur ENGRAIS,
plusieurs usines en France

recherche

pour USINE PYRÉNÉES
(*effectif* 720 personnes)

INGÉNIEUR A et M

ou formation équivalente ayant quelques années de pratique en Entretien Mécanique d'installations Pétrochimiques ou similaires, pour poste

d'INGÉNIEUR ADJOINT au Chef de Service ENTRETIEN

Ecrire HAVAS 7486 TARBES 65001 TARBES Cedex qui trans.

Ecole de français pour adultes étrangers cherche PROFESSEUR, min. 30 ans, exp. méthodes CREDIF exigée. Plein temps. Poste permanent. Cadre très agr. Env. C.V. dét. à Institut de français, 06230 Villefranche-sur-Mer.

FOYER DES JEUNES TRAVAILLEURS
La Meslerie-Laval

L'A.L.F.J.T.
recherche

UNE DIRECTRICE (TEUR)

Pour l'un de ses F.J.T. : 140 lits, restauration sociale, rôle socio-éducatif important.
Diplôme professionnel et expér. exigés. Convention collective nationale des F.J.T. Poste à pourvoir dès que possible.
Adresser candidature avec C.V. détaillé à M. le Président de l'A.L.F.J.T., 8 bis, rue de Paradis, 53017 LAVAL Cedex.

Cherche cadre de banque, originaire de la Drôme ou de l'Ardèche méridionale, pour diriger un bureau de banque.
Écrire s/nº 7668 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ORGANISME PUBLIC
dans département région Rhône-Alpes
recherche

CADRE de haut niveau
pour important projet de réseau de chaleur à usage urbain et agricole.
Formation : agronomique et économique.
Expér. professionnelle confirmée.
Recrutement début 1981.
Ecr. avec C.V., référ. et prétent. à SEDRO, 14, av. Pierre-Semard 26000 Valence, av. le 20 janv.

TÉLÉMÉCANIQUE

11 000 personnes
2,2 milliards de francs
recherche pour ses usines de

21 DIJON

Projeteur

DÉVELOPPEMENT TABLEAUX DÉBROCHABLES

Participe au cahier des charges et conçoit
- un produit nouveau, fiable, économique et industrialisable.
- B.T.S./I.U.T.
- Expérience (5 ans minimum) de projeteur en B.E. (tôlerie fine, mécanique et pièces moulées),

préf. à connaissances tableaux.

Lettre manuscr., C.V., salaire, sous référence 4580, à-
SÉLECTION CONSEIL
98, avenue de Villiers, 75017 Paris.

● VOUS ÊTES JEUNE ET VOUS AVEZ :
Une bonne formation de base commerciale et financière (H.E.C., ESSEC, SUP de CO, sciences PO, etc...) ;
- Le goût du contact humain et de la négociation avec les P.M.E. ;
- Une capacité de synthèse rapide susceptible d'appuyer votre dynamisme commercial.

● VOUS RECHERCHEZ :
Une vie active qui suppose une certaine mobilité.

LE GROUPE BAIL ÉQUIPEMENT
UNE DES TROIS PREMIÈRES SOCIÉTÉS DE CRÉDIT-BAIL MOBILIER
recherche :

UN ATTACHÉ DE DIRECTION

apte, après formation au sein d'une équipe dynamique, à négocier des contrats de crédit-bail en aidant les P.M.E.C. à résoudre leurs problèmes d'équipement.

Résidence : grande ville de province.

Envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions au Service du personnel, B.P. 35, 22, place Vendôme, 75021 Paris Cedex 01.

LORRAINE : organisme national, privé, vocation sociale, cherche chargé (e) de mission résidant Lorraine, pour questions ENFANCE : contacts municipalités, associations, public, administrations. Études sup., quelques années expérience domaine social et/ou culturel. Adresser lettre C.V. Entretiens Pont-à-Mousson mardi 20 janv. 1980.
Écrire s/nº 7633 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

---

un analyste amoureux de la technique (réf. 3912 LM)

Nous sommes un grand groupe privé du secteur des Assurances. Notre centre informatique (Paris-Saint-Lazare) dispose d'un 3031/DOS-VSE et d'un réseau de terminaux relié prochainement par TRANSPAC. Notre service études réunit des professionnels rodés à l'Assembleur et aguerris à CICS. Nous vous proposons de rejoindre l'équipe qui aborde DL1 et développe en COBOL une application transactionnelle portant sur la production de gros contrats d'assurances «automobile».

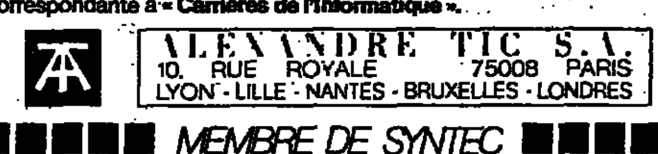
Vous avez une formation supérieure (ingénieur ou maîtrise) et acquis en trois à cinq ans une solide expérience de l'analyse organique et de la programmation. Vous maîtrisez le COBOL, savez mettre en œuvre CICS et avez, si possible, la pratique de l'Assembleur et de DL1. Ceci va vous permettre de jouer un rôle actif dans la conception technique et la programmation de cette nouvelle application.

un jeune ingénieur (ou universitaire) (réf. 3868 LM)

Le directeur d'un centre informatique cherche l'adjoint de son responsable d'exploitation.
Vous rejoignez une grande entreprise industrielle (Paris proche banlieue) qui installe un nouveau centre informatique autour de deux IBM 4341 et 370-168/OS-MVS et d'un important réseau de terminaux lourds.

Vous réalisez l'ordonnancement des travaux, concevez les procédures de recette, automatisez la préparation, suivez la charge du matériel et secondez le responsable d'exploitation.
Vous disposez, si possible, d'une première expérience d'un à deux ans acquise dans les fonctions études, système et/ou exploitation et souhaitez participer à l'organisation d'un centre de production informatique.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire sous référence correspondante à « **Carrières de l'Informatique** ».



MEMBRE DE SYNTEC



COMMISSARIAT A L'ENERGIE SOLAIRE

recrute

afin de leur confier la gestion et le suivi d'opérations en Recherche, Développement et Démonstration

● DEPARTEMENT TECHNIQUE SOLAIRE ●

1 ingénieur grandes écoles
PHOTOVOLTAIQUE

1 ingénieur architecte
HABITAT

Ces postes s'adressent aux ingénieurs dont le profil répond à la définition suivante :
- Généralistes de haut niveau ;
- Compétence de base en matière d'énergies nouvelles et d'utilisation de l'énergie ;
- Première expérience, âge souhaité 30 ans ;
- Facilité de contact, qualités de rédaction et initiatives ;
- Anglais courant.

Les candidats intéressés adresseront dans les meilleurs délais :
Lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :
COMES — SECRETARIAT GENERAL
208, rue Raymond Losserand — 75014 PARIS.

pmp

Dans le cadre de son expansion
LE GROUPE LE.
recrute pour sa filiale CENTRAL INFORMATIQUE plusieurs

Jeunes Débutants

n'ayant pas nécessairement une formation informatique
(prochaines dates d'intégration : 23/3/81 et 6/7/81).

Après une formation de 6 mois à l'informatique de gestion, ils seront intégrés à des équipes entraînées et ils travailleront en relation directe avec nos clients. Si vous êtes diplômés d'une grande école ou d'une université de niveau équivalent en Physique - Chimie - Maths - Sciences Economiques - Sciences Humaines et attirés par un métier d'avenir aux activités diversifiées ; si vous souhaitez une carrière motivante : intéressement aux résultats et évolution liée à vos efforts personnels,

envoyez-nous, dès maintenant, une lettre manuscrite accompagnée d'un C.V. et d'une photo, sous référence 435 à :



CENTRAL INFORMATIQUE S.A.
Conseil et services en informatique sur IBM,
9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS.
Membre de Syntec Informatique

HAVAS CONTACT

Une importante société aérospatiale, située en Région Parisienne, recrute pour son Département Essais, des

ingénieurs
SUP AÉRO - SUPÉLEC - CENTRALE - ARTS ET MÉTIERS (ou équivalent)

Les candidats retenus possèdent les compétences et l'expérience requises dans les domaines suivants, dont ils auront à prendre la charge :
- conception et réalisation des bancs d'essais de propulsion ;
- méthodes et coordinations d'essais ;
- conduite des opérations ;
- acquisition et traitement des mesures ;
- exploitation des essais.

Les postes offerts confèrent à leurs titulaires de larges responsabilités. Celles-ci seront à la mesure des qualités des candidats.

Les lettres de candidatures, accompagnées d'un C.V. sont à adresser sous la réf. 279/49740 à HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann, 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT

---

ingénieur, responsable des systèmes d'information

240 000 F +

GROUPE INDUSTRIEL COMPRENANT EN FRANCE UNE VINGTAINE D'UNITÉS DÉCENTRALISÉES, nous cherchons, pour PARIS, un ingénieur, responsable des systèmes d'information. Sous l'autorité du directeur financier,

- il est responsable de l'échelon fonctionnel informatique de la société, il coordonne l'établissement et la réalisation du plan informatique des divisions et unités décentralisées.
- il intervient, comme conseil, dans le choix des matériels et la mise en œuvre des logiciels. A ce titre, il a pour mission de diffuser largement les programmes mis au point et utilisables par plusieurs unités.
- il est secrétaire permanent du comité informatique, auquel il participe activement.

C'est un ingénieur grande école, ou universitaire, de 32 ans minimum, ayant déjà une expérience de plusieurs années des techniques d'organisation et d'informatique indispensables à la gestion d'une entreprise industrielle décentralisée.
Ce poste convient à un informaticien de métier, ou à un organisateur ayant traité des problèmes de gestion diversifiés au moyen de l'informatique. Il peut être actuellement chef de projet, chef de groupe d'analystes voire directeur d'un service organisation et informatique d'une entreprise industrielle.
Sa personnalité est celle d'un homme dynamique et volontaire, sachant bien communiquer et capable de négocier «en douceur» les questions les plus ardues avec des interlocuteurs nombreux de haut niveau.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil, sous la réf. 196LM.

jacques tixier s.a.
7 rue de logelbach . 75017 paris



membre de syntec

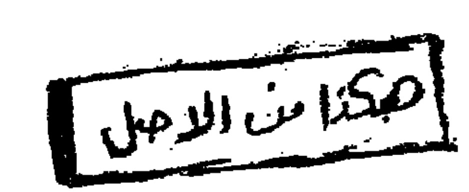


CARDIF, le spécialiste du groupe de la Compagnie Bancaire pour la protection et la croissance du patrimoine des Particuliers, souhaite s'adjoindre un

Jeune Analyste Financier
(HEC, ESSEC, ESC, IEP)

ayant une première expérience de 3 ans minimum — études ou gestion — de l'analyse financière.
Il participera à la gestion du portefeuille des valeurs mobilières et sera particulièrement chargé de suivre l'ensemble des éléments permettant de prendre des décisions en matière de placement d'actions.

Merci d'adresser votre C.V. sous référence 148 à
COMPAGNIE BANCAIRE - Service Orientation-Recrutement
5, avenue Kléber - 75116 PARIS



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

ADJOINT AU DIRECTEUR DES ETUDES

Cette société, filiale de l'un des premiers groupes industriels français, conçoit, développe, fait réaliser et commercialise dans le monde entier (90% du C.A. à l'export) des machines automatiques de contrôle. Son expansion, sa position internationale (1/3 du marché mondial de la spécialité) *sont essentiellement* dues aux performances techniques des machines.

L'Adjoint au Directeur des Etudes coordonne l'ensemble de projets complexes, depuis la conception jusqu'à l'installation de machines chez les clients. Il anime et supervise une équipe pluridisciplinaire d'ingénieurs (mécaniciens, électroniciens, informaticiens). Il contrôle, sur le plan qualitatif, les dossiers de fabrication et il en suit l'établissement et leur réalisation.

Nous souhaitons rencontrer un *ingénieur diplômé* qui a acquis une expérience professionnelle (5 ans minimum) dans l'industrialisation des matériels faisant appel à des technologies multiples.

La connaissance de l'anglais ou de l'allemand est indispensable.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 11202T à

egor industrie
8 rue de Berri 75008 Paris 359.13.82

média-system



TECHNICAL DOCUMENTATION MANAGER

PARIS

Our client is looking for an engineer to join the staff of the medical division which specialises in manufacturing ultrasonic scanning equipment.

After product training, he will be responsible for writing and producing all technical documentation for the division (operating manuals, maintenance handbooks, etc), within a budget which he will operate.

He will also organise technical training courses for technicians in the marketing services department.

If you are an electronics engineer with industrial experience in design, development or after-sales service of technically comparable products, we should like to meet you.

The ability to write good English is, of course, essential.

For further information, please write, quoting reference number M 10209N, to

egor industrie
8 rue de Berri 75008 Paris 359.13.82

média-system

NANTERRE

JEUNE INGENIEUR

Avec 5000 personnes réparties en 9 usines, cette importante société rattachée à un des premiers groupes français est leader sur son marché : la fabrication d'accumulateurs de toutes natures.

L'importance des investissements industriels qu'elle réalise nécessite la création, pour une de ses usines, d'un poste spécifique.

Directement rattaché au Chef de Fabrication, le titulaire du poste est responsable *de l'amélioration et de l'optimisation* de l'ensemble des moyens de production.

Il intervient tant au niveau du parc machines existant qu'à celui des nouveaux matériels progressivement implantés, et ce jusqu'à la mise en fabrication.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé d'une grande école, débutant ou bénéficiant d'une première expérience industrielle, acquise en secteur de production ou E.T.N.

La diversité des matériels et les perspectives de carrière donnent à ce poste un intérêt particulier.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 10431 A, à

egor industrie
8 rue de Berri 75008 Paris
359.13.82

média-system

PHARMACIES D'OFFICINE

RESPONSABLE DE CLIENTELE

Une des premières sociétés françaises spécialisée dans le conseil auprès des pharmacies d'officine et des laboratoires (cession de fonds de commerce, conseil financier et juridique) crée le poste de Responsable de clientèle.

Il est responsable d'une part de son développement commercial, *d'autre part de la conduite des négociations* avec la clientèle (vendeurs et acquéreurs). Il est également chargé de promouvoir les services internes (montages de crédits; rédaction d'actes de vente...) de la Société et d'assurer la coordination entre ceux-ci et la clientèle.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel de la vente de services ou de conseil, ayant au minimum 30 ans et une formation supérieure, motivé par l'action commerciale.

Champ d'action : Région Parisienne.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 2282 F à

egor 8 rue de Berri 75008 Paris - 359.13.82

média-system

FINANCES - GESTION - COMPTABILITE

CHEF DE SERVICE

Nous sommes un très puissant groupe de Sociétés, spécialisé dans la distribution d'engins de travaux publics de renommée mondiale.

Conscients que notre développement est lié à celui des hommes, nous mettons tout en œuvre pour les préparer à l'exercice des responsabilités qu'ils doivent assumer.

Dans cette optique, après une période d'intégration, le candidat retenu se verra confier des missions d'audit interne et d'assistance de gestion.

Dans un second temps, il prendra en charge la responsabilité totale sur les plans administratifs et financiers d'un de nos centres de profit en France.

Nous souhaitons rencontrer un homme de 28 ans minimum, diplômé d'une grande école.

Sa première expérience, plutôt en tant que financier généraliste, a été acquise en industrie ou en conseil.

Une bonne pratique de l'Anglais ainsi qu'une mobilité personnelle sont nécessaires.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire, sous référence M 10418 A, à

egor 8 rue de Berri 75008 Paris - 359.13.82

média-system

EQUIPEMENTS MECANIQUES

INGENIEUR LOGISTIQUE

Nous sommes un très puissant groupe de sociétés, spécialisé dans la distribution d'engins de travaux publics de renommée mondiale.

Particulièrement attachés au potentiel des hommes de notre entreprise, nous mettons *tout en œuvre pour leur permettre un véritable* développement de carrière.

Dans cette optique, le titulaire actuel du poste est appelé à d'autres fonctions au sein du groupe, il faut assurer sa succession.

Rattaché au Chef du Département logistique, cet ingénieur conçoit et propose des méthodes de travail, assiste les ateliers dans leur mise en œuvre, étudie la rentabilité des *moyens (locaux, postes de travail,* outillage...) et participe à l'étude de standards de temps et de qualité.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste évolutif un ingénieur de 28 ans environ, diplômé d'une grande école (Centrale, Mines, Ponts...), justifiant d'une première expérience d'environ 4 ans dans des fonctions méthodes ou contrôles, acquise en production ou travaux neufs.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous-réf. M 10418 B à

egor industrie
8 rue de Berri 75008 Paris
359.13.82

média-system

SOCIETE DE LOTISSEMENTS

filiale d'un des plus importants groupes français de bâtiment et de travaux publics, occupant une position de leader dans le domaine immobilier, recherche son

DIRECTEUR

De formation supérieure, il aura une très solide expérience de la branche *immobilière.*

Son dynamisme évident, ses qualités reconnues de négociateur et de meneur d'hommes doivent lui permettre de s'imposer dans cette fonction à responsabilités : la rémunération sera à la mesure du poste et de la valeur du candidat. Le poste est basé à Paris.

Vous adresserez votre dossier de candidature sous référence 1873 à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.



recherche

jeune ingénieur ou diplômé universitaire

Débutant ou ayant 1 à 2 ans d'expérience.

MISSION :

* *il interviendra dans un premier temps dans une des usines du Groupe pour développer un système de gestion de production moderne,*

* *dans le cadre de notre service informatique, il participera par la suite à des missions en France ou à l'étranger.*

PROFIL :

* *ce poste s'adresse à un jeune diplômé intéressé par l'utilisation des techniques d'avenir et par l'informatique. Il doit aimer les problèmes d'organisation et le travail en équipe avec les hommes du terrain.*

ANGLAIS *indispensable, une seconde langue est souhaitée.*

Des connaissances en informatique, en particulier la programmation sont souhaitables; à défaut une formation peut être envisagée.

Adresser CV manuscrit, photo et prétentions à la Direction des Relations Humaines 15-17, Avenue Morane-Saulnier 78140 VELIZY



THOMSON-CSF

Ingénieur Génie Civil

Cet important groupe spécialisé dans l'électronique professionnelle réalise des opérations «clés en mains» à l'exportation (Moyen Orient, Afrique...).

Cette formule suppose la prise en charge globale du chantier : l'équipement spécifique mais aussi bâtiments, routes, écoles,...

A cette fin nous recherchons un spécialiste de ces derniers problèmes. Il a pour mission, en relation avec le chef de projet, de préparer les appels d'offre, d'orienter les choix, d'évaluer les risques ; et soumission étant faite d'assurer, assisté de conducteurs de travaux, le suivi du chantier.

L'homme du poste de formation T.P. ou équivalent tous corps d'état a l'expérience des chantiers Bâtiments et/ou Routes, effectués par sous-traitance sur des marchés étrangers.

Adaptable et disponible (déplacements de courte durée) il maîtrise bien l'anglais.

La rémunération de départ tiendra compte de l'expérience acquise.

Les personnes intéressées sont invitées à adresser leur dossier sous référence GC 121 M à SEFOP qui les en remercie.

SEFOP 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

JOURCIS

Horizons nouveaux pour un (e) jeune DECS

DECS en poche et avec quatre à cinq ans d'expérience en cabinet ou en entreprise, vous vous sentez maintenant bien à l'aise dans ce métier de la comptabilité. Vous admettez certes qu'il vous reste encore pas mal à apprendre, et l'expertise à préparer. Mais vous êtes peut-être tenté(e) de sortir quelque temps du sillon comptable classique, d'élargir un peu votre horizon...

Voilà que, dans notre vaste organisation à orientation sociale, qui regroupe plus d'un million d'adhérents, une profonde réforme du système informatique est en cours. Qui concerne naturellement, entre autres, le secteur finance et comptabilité. Parallèlement, nous entamons une réflexion de fond sur nos méthodes comptables pour les rajeunir. Une participation active à cette réflexion, le rôle d'interface avec l'informatique, l'animation à l'échelon national de la nécessaire formation de notre personnel comptable et la prise en charge progressive de certains secteurs de comptabilité, c'est ce que nous vous proposons, au siège, à Paris, en collaboration directe avec le responsable des Services Financiers.

De quoi passionner, pendant trois à quatre ans au moins, un(e) jeune DECS. Pour la suite, les consultants de Sirca s'en entretiendront avec les candidats qu'ils rencontreront. Ecrivez-leur sous réf. 812 519M, en précisant vos prétentions.



Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS

JOURCIS

MEMBRE DE SYNTEC

ENGINEERING — PARIS

Pour notre Service ACHATS

CHARGE D'AFFAIRES

Premier constructeur français d'ensembles industriels clé en main, nous recherchons des CADRES DIPLOMES possédant plusieurs années d'expérience dans une Société d'ENGINEERING dans un des secteurs suivants : études, fabrication, achats, relance...

Ils auront pour mission de négocier et passer des commandes, d'en assurer le suivi entre plusieurs de nos unités (études, projets, chantier, qualité) et les FOURNISSEURS, jusqu'à la livraison des matériels sur les chantiers (systèmes de manutention, matériels chaudronnés et mécano-soudés...).

Nous leur proposons d'entrer dans une Société en développement continu offrant de nombreuses opportunités professionnelles.

Adressez CV, photo et prétentions sous réf. 6045 M à rscg carrières, 64 *rue La Boëtie, 75008 PARIS*, qui transmettra rapidement.

rscg carrières

TEKELEC TA AIRTRONIC

92 SEVRES
recherche pour son
DEPARTEMENT INDUSTRIE

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Il prendra la responsabilité d'un secteur de vente et aura à gérer et à commercialiser des produits destinés à une clientèle industrielle (capteurs, modules de régulation, automates programmables, indicateurs numériques).

Une expérience de plusieurs années dans ce domaine et la connaissance de la clientèle sont exigées.

Avantages sociaux - 13è mois - Voiture fournie.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions à :
TEKELEC - AIRTRONIC
Service du Personnel
1, rue Carle-Vernet - 92310 Sèvres

Publicités Réunies



Allibert Manutention

Etudes de marchés, lancement de produits

Premier transformateur européen de matières plastiques, nous maintenons notre avance en suivant au plus près le marché, ses besoins et ses tendances. Notre avance technologique et de grands moyens industriels font le reste. Au carrefour du marché, des produits, de la fabrication, le Service Etudes de Marchés, Lancement de Produits.

Nous en recherchons le responsable (départ du prédécesseur pour cause de promotion interne).

La coordination des études et des définitions de produits, l'animation d'une petite équipe, la direction d'un service inséré entre la force de vente, les chefs de produits ou de marché, l'usine, la promotion et la publicité. Voilà sa délicate et essentielle mission.

Pour la tenir : encore du jeune âge, une formation commerciale supérieure, l'Anglais (nous sommes une multinationale et souvent c'est la langue de travail) et l'expérience de la vente de biens industriels (nous y tenons, c'est ce pragmatisme qui nous permet d'avoir le langage juste avec notre clientèle).

Nous sommes les premiers et entendons le rester : venez nous rejoindre. Et d'abord adressez à SEFOP votre dossier sous référence AM 124M. *Merci et à bientôt.*

SEFOP 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

JOURCIS

IMPORTANT GROUPE MUTUALISTE
RECHERCHE LE

RESPONSABLE DU SERVICE « ASSURANCES DE GROUPE »

CET EXCELLENT TECHNICIEN CONNAIT PARFAITEMENT LES RISQUES DECES, ARRET DE TRAVAIL ET MALADIE-CHIRURGIE.

HOMME DE CONTACT, IL SAIT ANIMER UNE EQUIPE ET APPORTER SON SOUTIEN AU RESEAU EXTERIEUR POUR LES NEGOCIATIONS DELICATES.

Adresser lettre manuscrite de candidature s/nº 29 avec C.V. détaillé, photo, prétentions, à :

R.B. CARRIERES 20, rue Fourcroy, 75017 PARIS
qui transmettra.



CADRES COMPTABLES

Vous êtes titulaires d'un D.E.C.S. ou équivalent.
Vous avez acquis une expérience de 3 à 6 ans en Cabinet ou en Entreprise (bâtiment de préférence).
Vous *souhaitez évoluer* à moyen terme vers une fonction de Responsable de Service Comptable.

Nous sommes une entreprise de bâtiment de premier plan.
Nous développons et diversifions nos activités tant en France qu'à l'étranger.
Nous voulons renforcer le potentiel de nos services comptables.

Nous vous proposons d'intégrer l'une de nos Directions comptables de filiales à Paris ou en province (VAL DE LOIRE)

Si vous êtes intéressé par cette offre, nous vous remercions d'adresser votre C.V. détaillé, votre délai de disponibilité, votre salaire actuel à COFAP - sous réf. 14980 - 40, rue de Chabrol 75010 PARIS qui transmettra.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	66,00	78,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

GFC

Groupement Français de Conseils - 350, rue de Vaugirard 75015 Paris - Tél. 828.92.20

direction de production

mécanique

Groupe multinational, *nous recherchons pour l'une* de nos principales unités située en Ile de France Nord, *un patron de production.*
Excellent technicien et gestionnaire, *il animera un effectif d'environ* 1000 personnes, aura la responsabilité d'investissements importants et assumera leur rentabilité.
Le candidat idéal a environ 40 ans, Ingénieur (A.M. ou équivalent), il a déjà été confronté aux problèmes d'*usinage* et de *montage* dans le *secteur mécanique*. C'est un homme de terrain et de réflexion dont les capacités de commandement sont indiscutables.
Anglais indispensable. (Salaire à négocier + véhicule de fonction).
Envoyez votre CV sous référence M 880 RS aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discrétion absolue et réponse assurée.

directeur général adjoint

mécanique

230.000 F an±

Nous sommes un très important groupe de mécanique (Centre Est). Nous recherchons pour l'une de nos filiales d'études et de commercialisation, un D.G.A.
L'homme recherché a 35 ans min. et une *solide formation technique.* Il devra assurer les liaisons avec la fabrication, animer le bureau d'études et être suffisamment compétent en mécanique afin de faire évoluer la technologie de nos matériels.
Disposant déjà d'une *expérience commerciale*, il aura à superviser le réseau de ventes France et animer et développer nos implantations à l'étranger.
Il possède en outre un sens social poussé, ayant à assurer les relations étroites avec les hommes de terrain.
Très disponible (1/3 du temps de déplacements), il parle couramment l'anglais et l'allemand.
Siège : *grande ville près de la frontière suisse.*
Envoyez votre CV sous référence M 877 DS aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discrétion absolue et réponse assurée.

logistique et S.A.V.

électronique et micro-informatique

150.000 F an+

Filiale française d'un groupe International réputé dans le monde de l'électronique grand public et de la micro-informatique, notre rapide développement nous amène à structurer nos services après-vente et logistique.
Nous recherchons le patron de nos activités S.A.V., maintenance et logistique ainsi que de la gestion des stocks et de certains développements techniques. Ingénieur, ou de formation technique universitaire, il sera à la tête d'une vingtaine de cadres et techniciens qu'il devra organiser et animer. Ses responsabilités comprendront les contacts avec les autres services de la société, les autres filiales européennes, et de façon constante avec la maison-mère aux U.S.A. ainsi qu'avec des fournisseurs co-contractants dans divers pays.
La connaissance de l'anglais est donc indispensable pour ce poste, rendu extrêmement intéressant par les perspectives de développement de la société.
Siège : *Paris.*
Envoyez votre CV sous référence M 870 AK aux consultants de GFC chargés de cette recherche. *Discrétion absolue et réponse assurée.*

marketing industriel

150/170.000 F an+

Leader sur le marché français de l'isolation thermique, nous recherchons un *ingénieur* de plus de 33 ans, ayant (de préférence) une formation ETP ou de très solides bases techniques dans le domaine du bâtiment.
Ses responsabilités couvriront :
- les études visant l'optimisation des produits existants, l'élaboration de nouveaux produits, leur estimation, puis leur homologation;
- l'ensemble de l'action promotionnelle (brochures, etc ...);
- la sensibilisation de la force de vente et des prescripteurs.

Siège : *Paris.*
Envoyez votre CV sous référence M 882 DS aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discrétion absolue et réponse assurée.

ingénieur commercial haut niveau lyon

160.000 F an+

Nous sommes l'une des plus importantes sociétés françaises d'Etudes et d'Engineering, et nous recherchons le collaborateur principal du Directeur de notre région Rhône-Alpes.
Ingénieur de formation, 33 ans minimum, il a acquis une excellente expérience de la vente, de préférence dans une société de services et a une grande habitude des négociations à haut niveau.
Il a nécessairement une bonne connaissance de la région et une pratique courante de l'anglais.
Envoyez votre CV sous référence M 881 DS aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discrétion absolue et réponse assurée.

commercial micro-ordinateurs

120/150.000 F an

Filiale d'un groupe international mondialement connu, nous commercialisons en France des micro-ordinateurs et leurs logiciels destinés tant à la gestion des PME et PMI qu'aux professions libérales.
Pour développer leur diffusion sur Paris tant dans un point de vente public qu'auprès de sociétés utilisatrices éventuelles, nous recherchons un jeune commercial qui prendra en charge le C.A. existant et saura développer l'organisation existante. Un jeune disposant d'un bagage technique (Ecole d'Ingénieur ou Faculté) et intéressé par l'activité commerciale, trouvera dans ce poste une opportunité de développement extrêmement prometteuse.
Anglais utile.
Siège : *Paris.*
Envoyez votre CV sous référence M 869 AK aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discrétion absolue et réponse assurée.

ingénieurs logiciels confirmés *HF*

110/140.000 F an

Ingénieur informaticien, vous avez une connaissance du langage d'assemblage sur systèmes temps réel et éventuellement une pratique des réseaux de télécommunication. Avant de prendre la responsabilité complète de projets importants, et malgré vos 2/3 années d'expérience, vous avez besoin de développer vos compétences pendant 1 ou 2 ans en animant la réalisation de logiciels d'application.
Nous vous proposons de mettre à profit et de parachever votre expérience chez un constructeur en fort développement.
Un poste de chef de projet vous attend par la suite ...
Si ce poste à pourvoir en *Banlieue Parisienne Sud* vous intéresse, envoyez votre CV sous référence M 792 AK aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discrétion absolue et réponse assurée.

futur patron S.A.V. électronique

Grand groupe français à l'image performante et dynamique, une de nos filiales, constructeur de machines-outils à techniques de pointe, recherche un jeune ingénieur pour le développement et la mise en œuvre de toute l'infrastructure électronique «Hardware» de ses machines modulaires.
Après la phase d'étude et de réalisation, cet ingénieur aura la responsabilité avec son équipe, de la mise en route «on site» des machines, de la formation du personnel local et du suivi du matériel sur place.
Cette activité entraînant des déplacements d'un à quelques mois en France et dans divers pays étrangers (proches ou extra-européens), l'amènera à développer le S.A.V. électronique de la société et à en prendre la tête.
Ce poste qui conviendra à un candidat diplômé (école ou formation universitaire), disposant de préférence d'une première expérience professionnelle, nécessite la connaissance de l'anglais. Celle de l'espagnol serait utile.
Siège : *grande ville près de la frontière suisse.*
Envoyez votre CV sous référence M 871 AK aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discrétion absolue et réponse assurée.

électrotechnique

jeune chef de service

Constructeur de machines-outils de pointe, filiale d'un grand groupe français extrêmement dynamique et performant, nous recherchons un ingénieur électrotechnicien ayant déjà quelques années d'expérience professionnelle.
Chargé de définir des équipements électriques de machines performantes destinées en grande partie à l'exportation, il supervisera une antenne «méthodes», un bureau de dessin et des équipes de techniciens supérieurs.
Une connaissance des équipements machines basse tension, des normalisations électromécanique et électrique (France et éventuellement étranger), et une expérience de supervision «on site» pourraient être utiles pour ce poste offrant des possibilités intéressantes de développement de carrière dans la société.
Environ 10% de déplacements rendent nécessaire la connaissance de l'anglais.
Siège : *grande ville près de la frontière suisse.*
Envoyez votre CV sous référence M 864 AK aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discrétion absolue et réponse assurée.

Société d'éditions, filiale d'un important groupe International spécialisé dans le format livre de poche, nous avons réussi en deux ans une remarquable pénétration : une part de 20 % de notre marché et 60 millions de CA. Pour répondre à la demande de notre lectorat (80 % de lectrices) nous avons été amenés à créer un service de vente par correspondance qui a déjà une existence affirmée. Pour développer ce département, nous recherchons un(e)

Chef de produit Spécialiste VPC

qui nous apportera une expérience confirmée de la VPC et l'enthousiasme nécessaire pour donner vie à cette création, au sein d'une équipe jeune et motivée.

Votre mission consistera à tester et promouvoir de nouvelles collections, à mettre au point et animer les méthodes et outils de commercialisation VPC.

Une compétence de quelques années dans l'univers VPC, une pratique courante de l'anglais, sont indispensables, mais c'est surtout votre créativité et le goût du challenge qui vous intégreront à notre équipe.

Si vous êtes motivé par notre proposition, contactez-nous en adressant votre dossier de candidature sous réf. 5202M à Jacqueline Sigolet, 1 rue de Berri - 75008 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

Société spécialisée en
CONTROLES NON DESTRUCTIFS

recherche

pour diriger ses opérations France et étranger

JEUNES INGÉNIEURS

ELECTRONICIENS, ELECTROMECANICIENS, MECANICIENS, PHYSICIENS

Formation C.N.D. assurée.

Ecrire avec C.V. et prétentions au service du personnel Intercontrôle, 15, rue des Solets, Silic 433, 94583 Rungis.

Filiale Important Groupe International chimique et pharmaceutique pour son usine (800 personnes).

BANLIEUE EST PROCHE PARIS

recherche

CHEF DE PERSONNEL

Sous l'autorité du Directeur d'Usine et en liaison fonctionnelle avec la Direction du Personnel du siège social, sa mission consistera à :

- *assister les responsables opérationnels,*
- *superviser l'administration du personnel : paie, prévoyance,...*
- *étudier, mettre en œuvre, suivre les embauches, promotions, mutations,*
- *préparer les réunions avec les partenaires sociaux.*

Ce poste conviendrait à un cadre de formation supérieure ayant une expérience affirmée de la Fonction Personnel en usine.

Ce devra être un homme de terrain connaissant bien la législation sociale et alliant des qualités d'organisation et de contact.

Envoyer lettre manuscrite, CV, et prétentions sous référence 1687 à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/OBI TRANS.

---

volvic

RESPONSABLE ADMINISTRATION DES VENTES

Sous l'autorité du directeur commercial, le titulaire de ce poste a la responsabilité des services « Commandes » et « Facturation et comptabilité clients » (17 personnes).

Il est chargé des liaisons entre les services commerciaux opérationnels et les services de production et d'expédition.

Il aura, en outre, à développer avec l'informatique des applications statistiques et budgétaires.

Ce poste conviendrait à un diplômé de grande école commerciale, 28 ans min., ayant une expérience similaire et, si possible, une connaissance de la grande distribution.

Le lieu de travail est à Bourg-la-Reine (92).

Merci d'adresser votre curriculum vitae en précisant vos prétentions (discrétion assurée) à VOLVIC - B.P. 41 92340 Bourg-la-Reine.

---

contrôleur de gestion

Nous sommes une entreprise du secteur tertiaire, leader dans notre branche d'activité, et nos 1600 collaborateurs œuvrent sur le territoire national.

Dans un premier temps, un système manuel a été mis en place. Notre objectif actuel est de développer un système plus ambitieux et automatisé.

Le candidat recherché (H ou F), disponible pour de courts déplacements en province, aura une formation diversifiée du type ESSEC, HEC, Sciences Eco + DECS, Sup. de Co., ou se présentera comme un ingénieur intéressé par la gestion.

Quatre pôles à son activité :
- convaincre et faire passer le message sur le terrain,
- animer l'équipe chargée du contrôle de gestion,
- participer à l'analyse des comptes de gestion,
- mettre en place la comptabilité budgétaire.

Il réussira, non par sa position hiérarchique mais en s'imposant par son punch et sa compétence.

Pour faire acte de candidature, adresser lettre manuscrite, sous n° M 874.458, avec CV détaillé, photo et prétentions à Régie Presse, 85 bis, rue Réaumur 75002 Paris.

ANPE

JEUNES UNIVERSITAIRES SCIENTIFIQUES
devenez

INFORMATICIENS

grâce à une formation rémunérée suivie d'un emploi assuré. 100 postes proposés dans des stages de mise à niveau commençant en février à Paris.

Envoyer C.V. détaillé à : ANPE, 12, rue Blanche, 75436 Paris Cedex 09 (à l'attention de Mme Vetelay).

IMPORTANTE SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE

Filiale d'un puissant groupe financier du secteur public crée au département financier de son siège parisien, le poste :

CONTROLEUR DE GESTION BUDGÉTAIRE

Il sera chargé de préparer, en liaison avec les unités de production, le budget de la société et de ses filiales et d'en contrôler la réalisation, il devra également, en tant que responsable de la comptabilité analytique, rechercher et implanter les aménagements nécessaires des systèmes et procédures existants.

Diplômé d'une grande école commerciale, le candidat aura une parfaite connaissance des techniques de comptabilité analytique et de contrôle budgétaire.

- Une expérience de 5 à 7 ans dans une fonction similaire est indispensable.
- Des connaissances informatiques sont souhaitées.

Envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae et prétentions, sous référence 7393 à CABINET AUDIT CONSEIL, 123, rue de Longchamp, 75116 PARIS.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

HARRIS  COMMUNICATION AND INFORMATION PROCESSING

MARINONI S.A., fabricant français de machines rotatives offset destinées à l'imprimerie de labeur et de journaux (C.A. 300 millions dont 70% à l'exportation, effectif 700 personnes), filiale du groupe U.S. Harris Corporation (Electronique *et Arts Graphiques, C.A. $ 1,3 milliard, 24.000 personnes*), recherche pour

MONTATAIRE près CHANTILLY (Oise)

INGENIEUR INDUSTRIALISATION

A. M. ou équivalent

EXPERIENCE : 2 à 3 ans dans des services techniques de fabrication.

FONCTION : analyse les études du bureau d'étude et propose des solutions visant à la réduction des coûts et à l'utilisation optimale des moyens de production. Participe aux programmes d'analyse de la valeur.

ANALYSTE BUDGETAIRE
PRIX DE REVIENT ET INVENTAIRES

Diplômé d'une Ecole Nationale d'Ingénieur + 1 année de gestion

Chargé de toutes les prévisions concernant l'usine (les frais, coût des ventes, inventaires).

Ce poste nouvellement créé conviendra à un(e) jeune diplômé(e) ingénieur (mécanique) possédant une formation complémentaire de gestion. Ayant déjà acquis une première expérience dans un poste similaire, le candidat retenu doit être intéressé par les problèmes de gestion, de productivité et l'utilisation intensive de l'informatique.

Une pratique de la langue anglaise sera un atout supplémentaire. Le candidat doit aimer travailler en équipe et participer à l'obtension des résultats escomptés.

De réelles possibilités de promotion existent grâce au développement de la Société et des autres divisions du Groupe. La rémunération sera fonction de l'expérience et du potentiel du candidat retenu. Les postes sont à pourvoir immédiatement.

Les candidats intéressés sont priés d'envoyer curriculum vitae et lettre de candidature à Monsieur KUNZ, Directeur du Personnel, MARINONI S.A. - B.P. 22 - 60160 MONTATAIRE. Discrétion assurée.

DIGITAL EQUIPMENT est le 1er constructeur mondial d'informatique interactive. En Europe, nous sommes présents dans 15 pays avec une croissance moyenne annuelle de plus de 30% durant ces 5 dernières années.

Notre service immobilier a la responsabilité de projets allant de l'équipement ou de la rénovation d'espaces existants à la construction de nouveaux bâtiments. Nous recherchons pour les intégrer au sein de cette équipe,

regional real estate manager
(France et Italie)

Résidant à Paris, il aura la responsabilité globale des affaires immobilières, et notamment de la planification à long terme, du lancement de nouvelles opérations, des négociations avec les investisseurs externes pour la vente et le leaseback des projets, de la construction et de l'aménagement des locaux. La connaissance de l'italien est souhaitée. Réf. M 02

project manager building
(France)

Résidant à Paris ou à Ferney-Voltaire, il concentrera son activité sur la coordination des grands projets, du choix des sites au développement des programmes, des estimations et contrôles des coûts aux relations avec architectes, ingénieurs et entrepreneurs. Il sera rattaché au Regional Real Estate Manager. Réf. M 03

Les deux postes requièrent que vous soyez diplômé (Chartered Surveyor, Architecte ou Ingénieur de préférence) et que vous ayez une importante expérience du bâtiment, internationale de préférence. Il est essentiel de bien parler l'anglais.

Une bonne compréhension du management des hommes est fondamentale.

Nous proposons des avantages sociaux intéressants et une participation aux frais de transfert eventuels.

Ecrivez sous la référence choisie à Chantal Millot, Direction du Personnel, 18 rue Saarinen - Silic 225 - 94528 RUNGIS CEDEX.

digital

Juriste d'Affaires

GOODYEAR FRANCE (C.A. : 1 milliard de francs) dans le cadre de son expansion régulière recherche pour son siège (120 personnes) le collaborateur direct du directeur juridique. Il l'assistera en participant :

- aux études, aux recherches et à la mise à jour de la documentation sur tous sujets se rapportant au droit des affaires (interne ou international) ;
- à la rédaction des contrats, la préparation des dossiers, le suivi du contentieux ;
- à l'assistance juridique aux deux divisions de l'entreprise : division pneumatique et division chimie.

Ce poste convient à un juriste de bon niveau ayant au moins le DESS de droit des affaires et 2 à 4 années d'expérience réussie au sein d'une direction juridique d'entreprise ou d'un cabinet d'avocats d'affaires. Outre les qualités de rigueur et de méthode inhérente à la fonction, ce juriste devra posséder une personnalité dynamique et l'aisance sociale nécessaire à la réussite des contacts nombreux et variés qui seront les siens.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous réf. 011040 M (à mentionner sur l'enveloppe) à notre Département « **Industrie** ».

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

---

exporter sur l'europe

C'est sur l'Europe de l'Ouest - Allemagne, Angleterre, Autriche, Belgique, Hollande, Italie, Suisse, Scandinavie - *que nos produits et notre savoir-faire sont recherchés. Encore faut-il tenir* compte de la personnalité de chacun de ces pays en les abordant, les possibilités de pénétration puis de développement n'y sont pas les mêmes. Là il faudra choisir des partenaires, distributeurs ou fabricants. Ici monter de toute pièce une équipe de vente, ce que nous avons déjà commencé à faire en Allemagne. Tout ceci ne s'improvise pas.

Aussi faisons-nous appel à vous qui êtes déjà, malgré votre jeunesse, un exportateur presque chevronné. La trentaine, une formation commerciale grande école, une parfaite maîtrise de l'anglais et de l'allemand, vous êtes à l'aise aussi bien dans la résolution ponctuelle de problèmes mineurs que dans l'élaboration et la mise en place de politiques sophistiquées.

Vous trouverez chez nous un climat assez exceptionnel, que tout nouvel arrivant dans notre groupe s'accorde à reconnaître. Facilité et spontanéité des contacts, rapidité d'application des décisions, délégations et autonomie. Peut-être est-ce à ce dynamisme contagieux que nous devons notre progression constante bien que nos marchés, liés à l'automobile, ne soient pas forcément porteurs. Mais c'est aussi à la remarquable politique en matière d'innovation de notre maison mère, un grand groupe américain, l'un des leaders mondiaux dans son domaine.

Alors, puisque vous êtes intéressé, écrivez rapidement sous référence 1750 à :

OP organisation et publicité - 2 RUE MARENGO 75001 PARIS/OUI.TRANS.

FOUGEROLLE

Pour faire face à un large développement de son activité Grands Travaux recherche

1 INGENIEUR EN CHEF

RESPONSABLE D'UN SECTEUR D'EXPLOITATION T.P.
(100 à 150 MF C.A./an) (réf. F049)

A partir des affaires traitées, et en fonction des priorités et des options retenues avec la Direction du Siège, il devra :
. définir les moyens (personnel, matériel),
. suivre la progression des travaux,
. établir les prévisions d'exploitation,
. assurer le règlement final.

Ingénieur Grande Ecole (ou autodidacte ayant exercé des fonctions similaires), il devra avoir une expérience de chantier et être rompu aux relations avec les Maîtres d'Oeuvre.

1 DIRECTEUR DE TRAVAUX DE GENIE CIVIL INDUSTRIEL

Ayant si possible une expérience de travaux maritimes ou fluviaux, de centrale nucléaire, d'ouvrages d'art. (réf. F050)

1 DIRECTEUR DE TRAVAUX SOUTERRAINS CONFIRME

(réf. F051)

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo récente en précisant la référence du poste choisi à

Jean Claude CHARBIN
FOUGEROLLE
3, av. Morane Saulnier - 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY



BANQUE DE DÉPOT
recherche
pour son siège social
RÉGION PARISIENNE BANLIEUE OUEST

ADJOINT RESPONSABLE ÉTUDES INFORMATIQUES

FORMATION : Grandes écoles, université.
EXPÉRIENCE : Minimum deux ans dans la fonction chef de projets, obligatoirement dans le secteur bancaire.
POSTE : Encadrement d'un service d'une vingtaine de personnes.
Matériel IBM - Langage COBOL

Les applications sont développées dans un contexte base de données (DL1) et télétraitement (CICS).

Adresser C.V., photo et prétentions sous n° T 024.638 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE
INGÉNIEUR

Notre Société, première entreprise française d'ingénierie, fait appel pour ses réalisations en France et à l'étranger à une technologie de pointe.

Nous vous proposons, au sein du Service Informatique, une fonction intégrant des activités d'assistance, de développement et d'homme-système. Vous développerez des applications :

- d'INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE et TEMPS RÉEL
et
- GRAPHIQUES
sur CDC 7000, CRAY...

Vous aurez en outre à promouvoir les méthodes de
- CALCUL NUMÉRIQUE.

Une bonne connaissance du Fortran est indispensable, l'assembleur serait apprécié.

Les dossiers de candidature, accompagnés d'un C.V. détaillé, sont à adresser, sous réf. 70614 M, à HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

EQUIPEMENTS AUTOMOBILE

Importante Société construction mécanique (secteur automobile) filiale d'un puissant groupe Allemand recherche

ingénieur projet

Arts et Métiers CENTRALE, INSA ou équivalent, âgé au minimum de 30 ans et possédant une première expérience technique acquise dans un B.E. si possible, chez un Fabricant d'équipements pour l'automobile ou chez un Constructeur. Il sera chargé d'élaborer et de suivre les projets techniques qu'il aura préalablement détectés et étudiés chez les Constructeurs.

Cette fonction offre et prépare une évolution vers un poste de Direction. Connaissance de l'Allemand indispensable.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 802 M au :



Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

ALSTHOM-ATLANTIQUE
Division MATÉRIELS FERROVIAIRES
(Pont de Neuilly)
recherche
Pour ses services commerciaux à l'exportation

DEUX INGÉNIEURS

Ayant deux à trois années d'expérience technique ou technico-commercial.

Connaissance pratique de l'anglais indispensable.

Allemand apprécié.

Les fonctions des services commerciaux comportent à la fois la préparation des offres, les négociations avec les clients, le suivi financier du déroulement des affaires durant les études, les fabrications, les mises en service et la période de garantie.

Qualités nécessaires : Initiative, ordre, méthode et personnalité.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à ALSTHOM-ATLANTIQUE, Service du Personnel, Tour Neptune, Cedex 20, 92086 Paris-La Défense.

MISEZ SUR LE FUTUR...

Dans un marché où les technologies sont en évolution constante et où la concurrence est sévère, nous nous devons d'innover en permanence. Du service que nous apportons à notre clientèle, non seulement en termes de fiabilité technique, mais surtout en termes d'adaptation à ses besoins présents et futurs dépend notre expansion.

Professionnels de la vente d'équipements de bureau, vous savez tout particulièrement qu'un produit qui n'évolue pas est très vite rejeté naturellement par le marché. Misez sur le futur avec RANK XEROX. Vous recevrez une formation personnalisée adaptée aux produits, techniques de vente et à leur évolution. La rémunération que nous offrons est considérée comme très compétitive.

Postes à pourvoir à Paris, la Touraine et dans toutes les grandes villes de Province.

Merci d'adresser votre candidature + C.V. en précisant la région choisie sous réf. V 15 à RANK XEROX - Service Recrutement - 93607 AULNAY-SOUS-BOIS CEDEX.

Plan Champs

RANK XEROX

LEITUNG

unserer

AUSLANDSNIEDERLASSUNG PARIS

Für die Leitung dieses Büros suchen wir einen erfahrenen und für den weiteren Ausbau unserer Niederlassung geeigneten Mitarbeiter, der rentabilitäts - und wachstumsorientierte Initiativen entwickeln und verwirklichen soll.

Der Leiter wird nach einer umfassenden internen Ausbildung neben der überzeugenden Darstellung unseres Dienstleistungsangebotes

- für die Wahrnehmung der Interessen unserer Organisation gegenüber Industrie, Behörden und Verbänden
- für die Abwicklung aller Aktivitäten im französischen Raum
- für den Personaleinsatz unserer Mitarbeiter

Verantwortlich sein Die zu besetzende Position verlangt von dem Leiter eine qualifizierte technisch-wissenschaftliche Ausbildung und mehrjährige erfolgreiche internationale Zusammenarbeit mit der Industrie und Kontakte zu französischen Behörden.

Weiterhin erwarten wir neben der Beherrschung der französischen und deutschen Sprache ein hohes Mass an Kontaktfähigkeit und Verhandlungsgeschick.

Die Dotierung ist überdurchschnittlich und der Bedeutung der Position entsprechend.

Bitte senden Sie Ihre aussagefähige Bewerbung mit tabellarischem Lebenslauf, Lichtbild, Zeugniskopien, Gehaltswünschen und möglichem Eintrittstermin unter Angabe der Kennziffer 2874 an die von uns beauftragte Personalberatung, die Ihre Unterlagen streng vertraulich behandeln und Sperrvermerke berücksichtigen wird.

PS 4000 PS 4000 Personal-Service Düsseldorf GmbH, Personalberatung
Goetenstrasse 22, 4000 Düsseldorf 1, Telefon 02 11/36 98 41, Telex 8 582 8 29

ENRICHIR ET DIVERSIFIER SA CARRIERE DANS L'INFORMATIQUE



Notre société, la première d'Europe sur le plan de la prestation intellectuelle, est en pleine expansion. Elle fait partie d'un groupe dont le C.A. a atteint 600 millions de francs en 1980 pour un effectif de 3000 personnes. Structure décentralisée et délégation des pouvoirs ont largement contribué à notre succès et nous ont permis de jouer un rôle actif dans les progrès de la technique.

Si vous êtes ingénieur avec une expérience en informatique de gestion, nous vous offrons la possibilité de travailler sur des matériels variés dans des secteurs divers, sur des projets utilisant des techniques de pointe (systèmes temps réel, bases de données). Vous aurez rapidement un poste de Chef de projet, mais là ne s'arrêtera pas votre évolution si vos compétences sont à la hauteur de votre ambition. De nombreux postes à responsabilités sont à prendre et vous ne serez freiné par rien d'autre que votre propre potentiel. Vous serez soutenu par un groupe dynamique important, mais vous évoluerez au sein d'une unité opérationnelle de taille humaine (50 personnes environ).

Si vous souhaitez nous rejoindre, adressez votre CV, sous référence 812M, à Madame Muller — CAP SOGETI SYSTEMES — 92 bd du Montparnasse 75682 Paris Cédex 14. Tél. 320.13.81.

CAP SOGETI SYSTEMES

média-system

Importante Organisation Professionnelle
recherche

COLLABORATEUR

Ayant quelques années d'expérience internationale, de formation économique ou commerciale supérieure.

Responsable des relations avec les grands pays industrialisés hors d'Europe (Etats-Unis, Japon...), il sera notamment chargé d'effectuer des études de caractère économique et commercial sur ces pays et d'informer les entreprises sur les conditions juridiques, fiscales et financières d'exportation et d'investissement dans ces pays.

Il aura à entretenir des contacts réguliers avec les milieux professionnels et les administrations françaises et étrangères compétentes. Il pourra aussi se voir confier l'organisation de missions collectives à l'étranger, ainsi que l'accueil de personnalités étrangères en France.

Les candidats seront évalués principalement sur leurs qualités de conception et de rédaction.
Une parfaite maîtrise de l'Anglais parlé et écrit sera exigée.

Poste à pourvoir à Paris, avec des déplacements à l'Etranger de courte durée et en nombre limité.

Envoyer prétention et références professionnelles s/réf. 5253 à : P. LICHAU S.A., B.P. 220 75063 Paris Cédex 02 qui transmettra.

TOTAL

Compagnie Française des Pétroles

recherche pour sa

Direction du Personnel
un INGENIEUR
ORGANISATION et INFORMATIQUE

Dans le cadre de l'administration du personnel, il sera chargé des différents travaux d'organisation liés à l'administration du personnel. Il aura l'initiative de la conception, de l'amélioration et de la mise en place des circuits et traitements administratifs. Il préparera les projets d'informatisation et supervisera leurs applications.

Ingénieur de formation, il aura une connaissance approfondie de l'utilisation et des applications de l'informatique qu'il aura acquise soit en Entreprise soit en Société de Conseil.

Basé dans un premier temps à Paris, une disponibilité à l'expatriation et la maitrise de l'anglais favoriseront son évolution de carrière dans le Groupe.

Si ces perspectives vous intéressent, adressez une lettre manuscrite avec C.V. et photo au Service Recrutement 5, rue Michel Ange 75781 PARIS Cedex 16, sous référence 1MO64.

SOPAD (NESTLE)

Recherche pour son Service informatique

des ANALYSTES-PROGRAMMEURS

de formation I.U.T. ou équivalente ; les candidats devront justifier de 2 ans minimum de pratique COBOL sur gros système et d'une expérience I.M.S./D.L. 1 et L.C.P.

Les candidatures sont à adresser, avec curriculum vitae détaillé à SOPAD, Service du Personnel, 17, quai Paul-Doumer, 92411 Courbevoie Cedex.

Établissement financier de premier plan recherche pour son Service de Recrutement à Paris

Psychologue

Titulaire d'une maîtrise, diplômé d'un institut ou de l'École de Psychologues Praticiens.
Au sein d'une équipe, il participera au recrutement du personnel cadre et non cadre des établissements de Paris et de province.
Des déplacements de courte durée sont à prévoir.

Une première expérience dans le domaine du recrutement serait appréciée mais n'est pas obligatoire.

Les candidatures accompagnées d'un C.V. et mentionnant les prétentions de salaire sont à adresser, sous la réf. 50.112 à Havas Contact - 156 bd Haussmann, 75008 Paris, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

GIERS
Schlumberger

Centre de recherche du Groupe Schlumberger, pour son activité MESURE ET REGULATION.

Nous développons des produits liés à l'instrumentation de mesure dans des technologies de pointe.
Nous recherchons pour renforcer nos équipes des

INGENIEURS D'ETUDES
ESE - ENSI

électronique réf. G1

Débutant ou ayant une première expérience dans le domaine de l'électronique analogique et digitale, il sera chargé, sous la responsabilité d'un chef de projet, de concevoir des produits de grande série dans le domaine de la mesure, faisant appel à des technologies de pointe (L.S.I., hybrides, microprocesseurs...). Son activité s'étend jusqu'à la réalisation de la maquette. Sa passion de l'électronique, sa créativité et son approche concrète de la réalité seront ses meilleurs atouts.

informatique réf. G2

Débutant ou ayant une première expérience, il sera chargé de l'étude et de la réalisation de projets pouvant faire appel à différentes techniques : simulation ou réalisation sur ordinateur ou microprocesseurs, utilisant l'Assembleur ou des langages évolués; réalisation hardware avec utilisation de logique rapide et microprocesseurs.

micro-électronique hybride réf. G3

Il devra avoir une expérience de 2 à 3 ans des circuits hybrides dans les technologies «Couches Minces» et «Couches Epaisses». En relation directe avec le responsable du laboratoire, il prendra en main des études technologiques dans les deux filières et s'occupera d'études d'intégration de fonctions électroniques, en travaillant en rapport étroit avec les différentes unités du groupe.

Pour tous ces postes, nous souhaitons rencontrer des personnes jeunes, dynamiques, à fort potentiel, ayant le goût du travail en équipe et de bonnes connaissances en anglais. Elles seront désireuses d'évoluer au sein d'un groupe offrant de larges possibilités de carrière et de prendre en charge des responsabilités plus importantes à long terme.

Veuillez adresser votre candidature, en précisant la référence choisie à Mademoiselle Marie-José Villoing, GIERS, 12 place des Etats-Unis, BP 121, 92124 MONTROUGE Cédex.

média-system

Cybernet Services, Service Bureau de CONTROL DATA recherche des

INGENIEURS COMMERCIAUX

pour promouvoir et développer auprès de nos clients les applications temps partagé de CDC Call

Une première expérience de 2 à 3 ans de contrôle de gestion ou d'audit, un premier contact avec les applications de gestion, vous souhaitez désormais vous affirmer dans une fonction commerciale.

Après une période de formation complémentaire technique et commerciale, vous assurerez le suivi et le développement d'applications de gestion décisionnelle (**systèmes d'information, planification, budget, trésorerie, etc.**) dans un souci constant de recherche en ce domaine.

Envoyer C.V. à M. GARY, CONTROL DATA Direction du Personnel, 195, rue de Bercy 75582 PARIS CEDEX 12.



CYBERNET SERVICES
SERVICE BUREAU DE CONTROL DATA

Plein Champs

LE SERVICE INFORMATIQUE DE LA PRÉFECTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS
recrute

INFORMATICIENS EXPÉRIMENTÉS :
UN ANALYSTE
UN ANALYSTE PROGRAMMEUR (Cobol)
UN PROGRAMMEUR (Cobol)

Statut contractuel.

Écrire avec C.V. et prétentions à : Préfecture 93, Service Informatique 124, rue Carnot, 93007 BOBIGNY.



est non seulement la première affaire française de lingerie-corseterie ; c'est aussi **1 100 salariés, un siège social à Paris, 5 usines en province, 3 filiales en EUROPE et... d'excellents résultats financiers.**

Nous cherchons notre nouveau

Directeur du personnel et des relations sociales

Dépendant du PDG, ce directeur élabore la politique du personnel (rémunérations, conditions de travail, gestion du personnel...) et contrôle son application dans les établissements.

Il est responsable des circuits d'échanges d'informations avec le personnel, de sa formation et de son perfectionnement et conseille les directeurs et chefs de services en matière de personnel et de relations sociales.

Un directeur de formation supérieure, connaissant bien la législation du travail et dont *l'expérience a été acquise autant en établissement industriel à forte syndicalisation* qu'en siège social, a les meilleures chances de réussir.

Le lieu de travail est PARIS. 4 à 5 déplacements par mois d'une journée sont à prévoir.

sélé CEGOS — Ecrire à J.-P. DOURY, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, rond-point du Pont-de-Sèvres - 92516 BOULOGNE - sous référence 80.004/M.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Tunis.

Membre de SYNTEC

INFORMATICIENS ....
EVOLUEZ VERS LA FONCTION CONSEIL

- Appartenir à un groupe de Sociétés de Services en Informatique et Bureautique dont le CA en 1980 a progressé de plus de 45 % ;
- *Intervenir* auprès des grandes entreprises françaises dans des secteurs aussi diversifiés et formateurs que la Banque, l'Automobile, la grande Distribution ou l'Administration pour leur permettre de faire face rapidement à leurs nouveaux besoins ;
- Etre au contact régulier de collaborateurs de haut niveau dont les expériences peuvent compléter les vôtres (50 % de nos collaborateurs ont un diplome d'ingénieur), voilà l'évolution que nous proposons *aujourd'hui à :*

3 CHEFS DE PROJETS DE HAUT NIVEAU

Responsables de la conception de projets d'envergure mettant en œuvre des techniques de pointe, vous mettez en place les moyens matériels et humains pour atteindre vos objectifs. Vous êtes diplomé d'études supérieures, vous avez 5 ans d'expérience dont au moins 2 en TEMPS REEL. (Réf. CP 81 M)

INFORMATICIENS CONFIRMES

Assistants d'un chef de projet dans le développement de grands systèmes de gestion, vous aurez la charge de toute ou partie de la réalisation suivant vos compétences. Vous êtes diplomé d'une grande école ou possédez un DUT d'informatique ou équivalent et pouvez justifier de 1 à 5 ans d'expérience. (Réf. IC 81 M)



Merci de nous faire parvenir votre dossier de candidature sous la référence choisie.

48 avenue Raymond Poincaré - 75116 Paris

Cherchons manager de classe internationale

Dans notre groupe, le chef de département a la responsabilité totale d'un marché. De la conception de ses produits, de leur production et de leur commercialisation à des clients dont 60 % sont hors de France. Pour réussir dans ce poste de manager, il faut connaître notre groupe : 3 000 personnes, 5 usines en France, des unités industrielles et commerciales en Europe, aux U.S.A., des licenciés ou des partenaires locaux en Amérique Latine, au Japon, au Moyen-Orient, en Afrique.

Pour «connaître» notre groupe, il faut y réussir une première mission de quelques années et mener dans une unité de province la révolution industrielle des années 80 avec l'introduction de la CAO, de la robotique et des ateliers flexibles. Il faudra conduire les investissements techniques qui doivent permettre à cette usine de ne pas craindre la compétitivité japonaise et en fait de créer la fonction technique des années 1990.

Nous sommes donc intéressés à recruter des ingénieurs de grande école, X, Centrales, Mines, bien *décidés à découvrir quelque part dans le monde les meilleures techniques. Ils devront savoir les* adapter au contexte français, puis passer à la dimension supérieure de la gestion, de la commercialisation, de l'innovation sociale. Veuillez écrire une première lettre aux conseils en recrutement de Sirca s/réf. 814520M.


Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES



SOCOTEC INDUSTRIE

mécaniciens - thermiciens - hydrauliciens

Le Groupe SOCOTEC (2.000 personnes en France et dans le monde) s'est acquis par la compétence de ses collaborateurs et le sérieux de ses prestations, une très grande notoriété dans les milieux de l'Industrie et du Bâtiment. Pour faire face à son développement, le Service Analyse Mécanique des Equipements de notre filiale SOCOTEC INDUSTRIE recherche de jeunes ingénieurs mécaniciens - thermiciens - hydrauliciens débutants ou ayant 1 à 3 ans d'expérience professionnelle. Ils assureront des missions de contrôle et de surveillance d'études en calcul de structures, thermique, hydraulique, construction mécanique. Connaissances de la mécanique des milieux continus, mécanique de la rupture, informatique scientifique et éléments finis, appréciées. *Plusieurs postes sont à pourvoir sur la région parisienne, l'Est de la France et la* Provence -Côte d'Azur. Si l'une de ces offres vous intéresse, adressez votre candidature en précisant la région de votre choix à Pierre BOURRIER - SOCOTEC INDUSTRIE - 3, avenue du Centre - 78182 SAINT QUENTIN EN YVELINES CEDEX.

CEGOS

Division développement du personnel et relations sociales

Nos activités de conseil et d'organisation dans les divers domaines de la politique sociale et de la gestion du personnel *sont en plein développement.*

Nous intervenons notamment pour :

— réorienter la politique de personnel dans le sens d'une moindre emprise de l'administration et d'une meilleure prise en compte des personnes et de l'amélioration des conditions d'emploi et de travail.
— aider à maîtriser la démographie de l'entreprise.
— décentraliser la fonction « personnel » vers les unités d'exploitation et la hiérarchie.
— mettre en place des techniques de gestion de personnel adaptées :
  - *gestion informatisée du personnel,*
  - rémunérations réellement stimulantes,
  - planification à moyen terme des carrières des cadres.

Nous voulons associer à notre développement :

Un consultant de haut niveau
spécialiste de la
gestion du personnel

orienté vers le diagnostic et le conseil d'orientation jusqu'à la mise en place de nouvelles structures de fonctionnement de la gestion du personnel. Il aura une formation supérieure (Grandes Ecoles, Universitaire) et une expérience de 10 années au moins acquise dans la Direction de Personnel d'une grande entreprise industrielle et/ou dans un cabinet spécialisé.

Nos méthodes de travail permettent une large autonomie dans l'exercice de la fonction de conseil. Un avenir professionnel prometteur est à envisager à très court terme.

Notre activité suppose des déplacements professionnels assez nombreux.

sélé CEGOS — Adresser C.V. détaillé à Mme DELAVEAU, secteur gestion du personnel, CEGOS - Tour Chenonceaux - 204, rond-point du Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo, Séville, Tunis.

La filiale française (CA 150 MF) d'un **GROUPE INDUSTRIEL ANGLO-SAXON,** leader dans sa spécialité, recherche son

Contrôleur de Gestion

Agé de 28 ans minimum, de formation supérieure type ESC complétée si possible par un DECS, le candidat retenu possèdera *une première expérience du Contrôle de* Gestion ou de l'Audit interne acquise en **milieu industriel.**

Il aura pour mission dans une première *étape (1 à 2 ans) de mettre en place un* système de contrôle de gestion dans la principale usine située près de **DIJON** (volume annuel de production : 65 MF).

Dans un second temps, il rejoindra le siège social de **PARIS** (banlieue Sud-Est), où, sous l'autorité du Directeur Financier, il sera responsable du contrôle de gestion de l'ensemble de la Société et de ses 3 établissements de production.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et salaire actuel) sous référence 944 LM à notre Conseil qui garantit toute discrétion.


Raymond Poulain Consultants
57, avenue de Suffren
75007 PARIS

MEDIA BA

FUTURS DIRECTEURS D'YPERMARCHÉS

Nous sommes une Société Française de grande distribution leader dans sa branche.

Pour faire face à notre expansion, nous recherchons des cadres à fort potentiel.

Nous souhaitons rencontrer des candidats justifiant d'une expérience professionnelle réussie en Hypermarché de 5 ans minimum, *susceptibles d'accéder à des postes de Direction.*

- Il sera répondu à toutes les candidatures.
- Discrétion assurée.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions sous référence 8292 M à :

BLEU PUBLICITÉ
41, Avenue du Château
94300 VINCENNES

qui s'engage à ne pas communiquer votre candidature aux sociétés (mentionnées sur l'enveloppe) que vous ne désirez pas contacter.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

★ Il sera responsable de la diffusion auprès de la clientèle française de filtres à air à coalescence déjà *largement utilisés et connus des industriels. Ce poste* conviendrait à un ingénieur ou technicien chimiste haut niveau, motivé par la vente et animé d'un réel esprit d'équipe.

★ Nombreux déplacements en France et en Europe. *Une expérience similaire sera appréciée.*

Ecrire sous le nº 024.704 M à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.



Spécialisé dans les fabrications en série de centraux téléphoniques à commutation temporelle....

recherche

2 JEUNES INGENIEURS
X, ESE, Centrale, Arts et Métiers

Après une courte période de formation, ils se verront confier dans un premier temps, des postes de Chef de Production en atelier dans une de nos unités de province.

De réelles perspectives d'évolution *sont envisagées* dans le domaine de la production pour des candidats acceptant la mobilité géographique.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions à
CIT ALCATEL
Service Recrutement et Orientation - B.P. 57
78141 VELIZY-VILLACOUBLAY CEDEX.
en précisant la référence 83.459 M.

Notre groupe dispose d'un parc d'ordinateurs qui se développe au rythme de 2 nouvelles installations par an, ce qui explique le renforcement de notre département « système et méthodes » par l'engagement sur PARIS d'un ingénieur capable de prendre en charge une cellule système et d'un jeune ingénieur ayant déjà pratiqué l'analyse et la programmation système sur un

Système IBM / OS

Une expérience similaire est nécessaire pour rejoindre les passionnés que nous sommes et pour faire face aux *nouvelles implantations, aux migrations constantes, aux* besoins d'optimisation et aux problèmes posés par les migrations et les mutations, dans un environnement riche en matériel et offrant des perspectives réelles d'évolution de carrière.



Nous avons confié la recherche à IPPA, 57, rue d'Amsterdam, 75008 PARIS, à qui nous vous prions d'adresser confidentiellement C.V., photo et rémunération sous réf. 29214/M.

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE
FIDUCIAIRE DE FRANCE
recherche pour
PARIS et RÉGION PARISIENNE

chefs de mission
CONFIRMÉS

pour assurer la responsabilité d'importantes missions d'audit nationales et internationales (*anglais professionnel courant*).

collaborateurs

ayant quelques années d'expérience en cabinet pour être responsable de missions d'expertise comptable et de commissariat aux comptes dans PME.

Nous donnons une formation technique importante et des possibilités d'avenir pour des candidats dynamiques.

Adresser C.V., photo et prétentions à
FIDEX PARIS
18 bis rue de Villiers
92300 LEVALLOIS PERRET

L'une des filiales industrielles du goupe SCHLUMBERGER, mettant en œuvre les technologies les plus avancées, recherche pour l'un de ses départements de la région parisienne (unité autonome, CA 55 MF),

Un Contrôleur de Gestion

Responsable d'une équipe de 6 personnes, il prendra en charge la comptabilité générale et analytique, la facturation et les recouvrements, l'établissement des budgets et le contrôle budgétaire. Le poste exige une connaissance approfondie de la gestion en milieu industriel, de bonnes connaissances en informatique et d'excellentes aptitudes à la communication et aux relations dans l'entreprise. Le candidat retenu, de formation Grande Ecole de commerce, MBA ou Universitaire, devra justifier d'une première expérience de 3 à 5 ans dans un poste comparable, de préférence dans une société internationale. D'intéressantes possibilités d'évolution en France et/ou à l'étranger existent pour un candidat de valeur. La pratique courante de la langue anglaise est un atout supplémentaire.

Adressez CV, lettre manuscrite, photo et salaire actuel, sous réf. 6065M, à rscg carrières, 64 rue La Boëtie, 75008 PARIS, qui transmettra.

rscg carrières

Filiale d'un groupe international de renommée mondiale recherche

JEUNE INGÉNIEUR COMMERCIAL

Formation Mécanique ou Électromécanique

pour lui confier sur la FRANCE ET L'EUROPE, la vente et la gestion d'une ligne de produits : composants céramiques aux multiples applications dans l'industrie et les produits Grand Public.

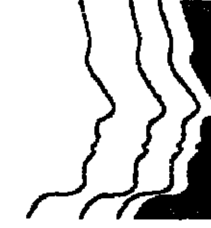
Responsable de son budget, de ses marges, de la vie et de l'évolution de ses produits, il développe ses ventes en France auprès d'une clientèle directe d'Industriels et de Revendeurs et anime un réseau d'Agents à l'Étranger.

Basé à PARIS, ce poste très évolutif ne peut convenir qu'à une personnalité marquante et autonome.

Anglais indispensable. Allemand souhaité.

Écrire avec C.V. détaillé, en précisant la rémunération actuelle, sous réf. 70.544 M à D. JOUSSET

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS.
Conseils en Ressources Humaines depuis 1959.



L'offre : en tant que pharmacien responsable, vous serez chargé des relations publiques auprès du corps médical, des expertises, des contacts avec le Ministère et avec les fournisseurs, en France et à l'Etranger.

Vous êtes pharmacien, vous avez deux à trois ans d'expérience au sein de l'industrie pharmaceutique, vous êtes désireux d'étendre votre ouverture internationale, vous possédez une bonne maîtrise de l'anglais.

Nous sommes une société Française spécialisée dans la commercialisation d'équipements médico-chirurgicaux.

Nous réalisons un chiffre d'affaires de 50 millions avec un effectif de 100 personnes.

Merci d'adresser C.V., photo récente, lettre manuscrite et rémunération actuelle sous la référence 010023 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret des candidatures est garanti par :

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

CIT Alcatel

recherche

pour son Etablissement de LA VERRIERE

informaticien de gestion

Pour participer à l'étude, la réalisation technique et la maintenance d'applications de gestion sur mini-ordinateurs.

De formation supérieure le candidat aura l'expérience de 3 ans dans l'informatique de gestion une bonne connaissance de l'entreprise et des problèmes de gestion.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous référence 83417 à CIT ALCATEL Service Recrutement Cadres 10bis, rue Louis Lormand - B.P. 22 78320 LE MESNIL SAINT DENIS

Important Groupe de Sociétés commercialisant auprès des HYPERS - SUPER - G.S. une gamme de papiers peints avec ses rayonnages recherche

DIRECTEUR DES VENTES FRANCE

Il anime 20 délégués régionaux et négocie le linéaire auprès des centrales et des magasins.

C'est un spécialiste de la Grande Distribution dans l'alimentaire ou le 5e rayon, un excellent gestionnaire, responsable de ses marges et de la rentabilité de ses stocks sous le contrôle du Directeur Financier.

Très autonome, il rend compte de son activité à la Direction Générale. Le poste est basé à PARIS.

Rémunération de l'ordre de 200 000 F.

Écrire avec C.V. détaillé, sous réf. 70358 M, à Denis JOUSSET.

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS.
Conseils en ressources humaines depuis 1959.

Formation permanente d'un organisme professionnel

Pour mettre en place et en œuvre la politique de formation nécessaire au développement de la compétence professionnelle de nos 17 000 adhérents, et faciliter leur adaptation permanente aux évolutions techniques, économiques et réglementaires, nous voulons confier à un spécialiste un rôle de «coordinateur» et de «gestionnaire».

Conseil de notre commission nationale, animateur de nos délégations régionales, il sera l'interlocuteur de l'organisme spécialisé qui nous apporte son concours dans ce domaine.

Il doit pour réussir, non-seulement maîtriser les techniques de la formation permanente, mais aussi avoir déjà compris que la télématique et l'audio-visuel vont probablement bouleverser ces techniques.

Michel Collet vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous réf. B 3998 M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

SOURCES

GROUPE FRANCAIS A FORTE VOCATION EXPORTATRICE FABRIQUANT DES COMPOSANTS MECANIQUES ET ELECTRONIQUES (3200 personnes - 10 filiales) recherche pour renforcer son équipe de

CONTROLE DE GESTION

UN JEUNE CADRE

- HEC, ESSEC ou équivalent
- ayant une 1ère expérience de contrôle de gestion en milieu industriel
- ayant de bonnes aptitudes au contact et à l'animation.

Il sera responsable de l'élaboration des budgets et des suivis des résultats de plusieurs filiales, de la mise en place, de l'amélioration de leurs procédures comptable et administrative.

L'expérience acquise dans cette fonction, l'expansion et l'importance de la société assureront à un candidat de valeur de réelles possibilités d'évolution.

Déplacements fréquents de courte durée, France et Etranger.

Lieu de travail : PARIS

Envoyer C.V. et prétentions à CONTESSE PUBLICITE sous réf. 83027 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.



Leader en France de la **panification industrielle**

recherche un

RESPONSABLE COMMERCIAL CENTRALES HYPERS

Rattaché au Directeur des ventes **Région Parisienne,** il négocie avec les centrales et les Directeurs de magasins tout ce qui concerne les promotions, l'introduction des nouveaux produits, la gestion du linéaire.

C'est un jeune et excellent négociateur bien introduit dans la grande distribution et sou-souhaitant évoluer dans un groupe très performant.

Poste basé à **Blanc-Mesnil.**

Rémunération de l'ordre de 90.000 F.

Écrire avec C.V. détaillé, sous réf. 70.543 M, à Denis JOUSSET

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS.
Conseils en ressources humaines depuis 1959.

SOCIETE NATIONALE ELF AQUITAINE

(PRODUCTION)
recherche

INGENIEUR de PROCEDES

Chargé d'études de procédés relatives à la conception et la définition détaillée d'installations de production ou de traitement de gaz naturel et d'huile.

Ingénieur grande école, si possible spécialisé en génie chimique et possédant quelques années d'expérience d'exploitation industrielle de production pétrolière ou gazière ou de raffinage ou d'engineering.

Anglais écrit et parlé indispensable. Adaptation rapide à la technologie des matériels et au calcul informatisé.

Mobilité Province-Paris-expatriation.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions en rappelant la référence 83330 à S.N.E.A.P. - D.C. Recrutement 26, avenue des Lilas (Tour 12.04) 64000 PAU.

FILIALE D'UN GROUPE FINANCIER
recherche

CONSEILLER GESTION PATRIMONIALE

Pour animer, développer ce service dans le réseau national.

Formation supérieure économique ou bancaire.

Expérience souhaitée de quelques années de la clientèle privée dans un établissement financier.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 83781 à CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

JEUNE ET DYNAMIQUE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION DE BIENS D'ÉQUIPEMENT EN PLEINE EXPANSION BANLIEUE OUEST DE PARIS PRÈS VERSAILLES

recherche

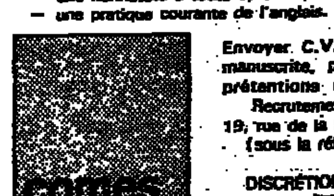
RESPONSABLE ENTREPOT ET APPRO

Il devra :

- sous l'autorité de la Direction générale, diriger l'équipe de l'entrepôt composée de 15 personnes dont un chef de magasin (entrepôt situé au siège de la Société) ;
- effectuer les achats en France et à l'étranger ;
- gérer les stocks avec un outil informatique ;
- assurer les relations avec la douane et avec les fournisseurs dont le plus important est étranger ;
- gérer les transports de l'entrepôt aux clients dans la France entière.

Il aura :

- une formation générale de base de niveau supérieur ;
- une solide formation technique en matière d'approvisionnement, de direction d'entrepôt et de gestion des stocks ;
- une première expérience concrète réussie dans une activité analogue ;
- une honnêteté à toute épreuve ;
- une pratique courante de l'anglais.



Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Département Recrutement du COMES, 19, rue de la Paix, 75002 Paris (sous la référence 2.338)

DISCRÉTION ET RÉPONSE ASSURÉES.

---

annyblatt International

Recherches, sélection, négociations, développements en vue de diffusion sous licence Produits Haut de Gamme, gestion, marketing, concessionnariat et/ou franchise,
seront les fonctions et responsabilités de notre

DIRECTEUR GENERAL

35/40 ans minimum, dynamique, connaissance au moins anglais parfait.

Expériences analogues souhaitées à ce niveau de qualité.

Adresser lettre manuscrite et curriculum vitae détaillé à No 83.763, CONTESSE Publicité, 20, Av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

GROUPE INDUSTRIEL
constructeur de matériel de manutention
proche banlieue Est parisien, recherche

TECHNICIENS SUPÉRIEURS

en BUREAU D'ÉTUDES

Titulaires B.T.S. bureau d'études.

De niveau IV2, la fonction peut être confiée à des dessinateurs débutants, mais dégagés des obligations militaires.

Avantages sociaux, restaurant entreprise. Horaire souple.

Adresser C.V. détaillé, photo, prétentions à n° 83.641 CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui transm.

ENTREPRISE TOURISME
recherche

CHEF COMPTABLE

Profil souhaité :
Formation B.P. ancien régime, B.T.S., D.E.C.S. complet : expérience de 5 à 10 ans à un poste similaire, direction d'une équipe, établissement bilan, comptabilité informatisée.

Tâche :
Participer aux travaux de 4 comptables et organiser leur travail, être un interlocuteur compétent pour les problèmes d'organisation et d'informatique.

Envoyer C.V. détaillé, photo + prétentions, sous référence n° T 024697 M, à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

CRÉDITS COMMERCIAUX

Société Leader dans sa branche recherche pour Paris (Étoile)

RÉDACTEURS CONTENTIEUX

- *Analyse des dossiers de recouvrement.*
- *Proposition de solutions amiables ou judiciaires.*
- *Suivi comptable et juridique.*

Niveau bac avec de bonnes connaissances en droit commercial concrétisées par une expérience de deux à trois ans dans une fonction similaire.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, prétentions et photo récente sous n° 83.691 à Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE FRANCAISE DU SECTEUR PARA-PETROLIER
IMPLANTEE SUR L'ENSEMBLE DU GLOBE
RECHERCHE POUR SON SIEGE A PARIS

2 JEUNES INGENIEURS

Réf. 1148

- Vous êtes diplômés AM, TP, ENSI ou équivalent (formation complémentaire CHEM appréciée).
- Vous êtes débutants ou possédez une première expérience de 2 ans environ en Structures Métalliques et Tuyauterie.
- Vous accomplirez votre mission dans le cadre des Services Engineering du Siège.
- La pratique courante de la langue anglaise est indispensable.

2 CALCULATEURS

Réf. 1149

Les candidats, débutants de préférence, doivent :

- être titulaires d'un DUT, BTS ou équivalent,
- posséder des connaissances en Informatique et en Résistance des Matériaux.

Une connaissance de l'anglais lu est appréciée.

Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant la référence à P. LICHAU S.A. B.P. 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

ingénieur thermicien confirmé

Vous possédez une formation thermique (E.T.P. - ME - ., INSA ou équivalent) et vous connaissez très bien le Bâtiment TCE.

Vous avez acquis une expérience (2 ans au moins) de contrôle technique de construction (calculs et suivi de chantiers).

L'APPAVE, organisme de vérifications techniques de sécurité, dispose à Paris d'un d'un poste à votre mesure.

Adressez c.v. détaillé, photo et prétentions sous référence 81/04 à APPAVE Service Recrutement - 17, rue Salneuve 75854 Paris Cedex 17.

Réponse et discrétion assurées.



Société leader sur son marché des COMPOSANTS ELECTRONIQUES recherche

INGENIEUR TECHNICO - CCIAL EXPORT

Mission :
- animation de nos distributeurs à l'étranger, essentiellement en Europe et participation à la formation de leur équipe de vente.
- négociations commerciales avec les clients les plus importants.

Profil :
- expérience minimum de 3 ans de la vente industrielle à l'export exigée, si possible dans le secteur industriel concerné.
- âge 25 ans minimum,
- nombreux déplacements à l'étranger à prévoir,
- poste à pourvoir en banlieue Ouest,
- anglais obligatoire, autre langue appréciée.

Envoyer C.V. et prétentions sous référence 5243 à P. LICHAU S.A. - B.P. 220 - 75063 PARIS cédex 02 qui transmettra.

IMPORTANT CENTRE D'ÉTUDES du BATIMENT et des TRAVAUX PUBLICS recherche

UN JEUNE INGÉNIEUR

DIPLOMÉ D'UNE GRANDE ÉCOLE

ayant une formation et une expérience de quelques années en informatique pour assurer à terme responsabilités de Chef de projet scientifique.

Écrire en joignant C.V. à CEBTP 12, rue Brancion, 75737 PARIS Cedex 15.

LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES recherche pour SA DIRECTION DES LANCEURS à EVRY 91000

1/ Pour la Division Qualité Fiabilité :

deux ingénieurs assurance qualité

Integrés dans la Division Qualité Fiabilité du programme ARIANE, ils seront chargés de la définition, la négociation et la gestion des dispositions Qualité à mettre en œuvre par les industriels responsables de la réalisation et de l'integration :
- *REF. 1/* de sous-ensembles importants du lanceur ARIANE
- *REF. 2/* *de stations de réception Satellite* (Réseau 2 GHz) et banc de contrôle lanceur.

Les candidats à ces deux postes auront une solide formation d'ingenieur généraliste (dominante electronique pour la 2ème REF.).
Ils justifieront d'une expérience industrielle minimale de 5 ans, dont deux dans un service Qualite et se caractériseront par l'attrait qu'ils portent pour les grands programmes internationaux.

L'anglais est indispensable pour ces postes qui requièrent des déplacements fréquents en Europe.

2/ Pour la Division Etudes et Développements

— Département «Systèmes Electriques» *Référence : ED/27*

un ingénieur

ayant une expérience industrielle minimum de 3 ans qui sera chargé de l'étude et du developpement sur les véhicules spatiaux :
- des systèmes d'alimentation,
- des systèmes sequentiels et pyrotechniques,
- du système câblage.

La connaissance de la langue anglaise est indispensable.

— Département «Etudes Générales» *Référence : ED/44*

plusieurs ingénieurs

grande école, 1 à 2 années d'experience chargés des études d'avant projet, de développement et d'exploitation en vol des lanceurs.

Domaines recherches :
- performances et trajectoires,
- contrôle d'attitude, pilotage,
- cinematique des systèmes de séparation et de largage.

Adresser C.V. et pretentions à : CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES Direction des Lanceurs - Service du Personnel Immeuble Hélios - Rue Baudelaire 91000 EVRY.

OFFRES D'EMPLOIS

Filiale chargée de la mise en œuvre des systèmes informatiques d'un très important Groupe d'Assurances recherche pour ses équipes systèmes

ingénieurs-système

expérimentés et débutants

pour le développement d'importants projets informatiques utilisant des bases de données et un réseau de télétraitement (1200 terminaux dans toute la France).

Envoyer CV + photo, sous réf. 12320, à GIE, Service *du Personnel, Tour Franklin* Cédex 11, 92081 Paris La Défense.

GIE

média-system



examine la candidature de

JEUNES INGÉNIEURS ÉLECTRICIENS

pouvant avoir une certaine expérience dans l'ENTRETIEN

Connaissances T.C.E. appréciées destinés après formation à un poste d'inspecteur technique régional

- Contrôle de la maintenance des installations électriques, des infrastructures techniques et du matériel.
- Gestion administrative des travaux et commandes.
- Ce poste peut convenir à un ingénieur débutant.

Evolution assurée à forte personnalité dynamique et performante.

Adresser curriculum vitae, prétentions et photo à MONOPRIX Service Recrutement B.P. n° 191 - 75361 PARIS Cedex 08.

FABRICANT D'AMORTISSEURS DE CHOC réalisant plus de la moitié de son C.A. à l'exportation recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL EXPORT

PROFIL :
formation A.M., Centrale ou équivalent, très bonne connaissance de l'anglais et si possible de l'allemand, *expérience de quelques années dans l'industrie.*

FONCTIONS :
le candidat retenu sera respons. des ventes de la société sur les marchés d'exportation qu'il contribuera à renforcer.
Le poste, basé à Paris, implique des déplacements généralement de courte durée dans de nombreux pays étrangers.

Adresser C.V. sous référence n° 7.682, *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Les Sociétés d'ASSURANCES du GROUPE de PARIS *recherchent des*

INGENIEURS DIPLOMES

(25 ans minimum)
ayant une expérience technique

Ils auront pour mission, après un stage de formation :
- d'analyser les risques «Incendie, Pertes d'Exploitation, Bris de Machines, Responsabilité Civile» auxquels les entreprises industrielles sont exposées.
- de les conseiller en matière de prévention
- d'assister techniquement les réseaux commerciaux auprès de la clientèle industrielle du Groupe.

Les candidats devront adresser un dossier complet avec photo, curriculum vitae et prétentions au GROUPE DE PARIS Service du Personnel 21, rue de Châteaudun 75447 PARIS CEDEX 09.



Recherche pour son département après-vente téléinformatique - transmission commutation

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Sur des matériels développés autour de mini-ordinateurs ou de microprocesseurs.

LE CANDIDAT DEVRA :
- Encadrer les techniciens intervenant sur ces matériels ;
- développer les méthodes de maintenance ;
- Assurer le suivi technique des matériels ;
- Développer et promouvoir les « Services » en clientèle.

Expérience 2 à 3 ans dans le support technique ou la maintenance de matériels informatiques ou de commutation.

Quelques déplacements courts province ou étranger à prévoir.

Adresser curriculum vitae à T.R.T., 5, avenue Réaumur, 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

OFFRES D'EMPLOIS

YREL

ELECTRONIQUE et INFORMATIQUE

Nous avons décuplé notre CA en 5 ans et nous recherchons pour continuer cette progression

2 ingénieurs technico-commerciaux

REGION PARISIENNE

pour la promotion et la vente de systèmes et de cartes à micro-processeurs à une clientèle existante et à développer.
Ces postes, qui requièrent une bonne connaissance de base de l'électronique logique et des micro-processeurs, conviendraient à des candidats dynamiques, même débutants.
Salaire et promotion motivants.

Ecrire avec C.V. à YREL - B.P. 40 - Z.I. rue Fourny 78530 BUC - Division Instruments et Systèmes.

LABORATOIRE CENTRAL DE TÉLÉCOMMUNICATIONS recherche dans le cadre du développement de ses activités « Radar militaire »

INGÉNIEUR-ÉLECTRONICIEN GRANDES ÉCOLES

ESE - ENST - ENSERG - ENSEEIHT - ENSEM

Débutants ou quelques années d'expérience

Pour étude et réalisation de systèmes évolués de traitement de signal

- Bon niveau mathématiques.
- Goût de l'analyse.
- Travail en équipe.

Nationalité française exigée.

Écrire avec C.V. sous n° 83.590 à L.T.C. B. P. 40 - 78141 VÉLIZY-VILLACOUBLAY Cedex.

SOCIETE FRANCAISE (C.A. 50 MF - 200 Personnes) Filiale d'un important groupe international du secteur industriel recherche dans le cadre de son expansion

INGENIEUR PROJET AEROREFRIGERANT

de formation ingénieur ou technicien supérieur. Une expérience de 3 ans minimum, de préférence chez un constructeur, lui permettra de maitriser parfaitement les calculs, l'établissement des projets, et leur suivi dans le domaine des aéroréfrigérants process.
- Anglais nécessaire, allemand souhaitable,
- Rémunération : 90.000 F + (fonction de l'expérience),
- Lieu de travail : Paris 12ème,
- Poste à pourvoir au plus vite.

Adresser C.V. et photo s/réf. 7508 à P. LICHAU SA B.P. 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

recherche pour sa filiale chargée des instruments de paiements

Ingénieurs Analystes réf. SB/C1

Ils participeront aux études et à la réalisation de nouveaux projets dans le domaine des instruments de paiements nationaux et internationaux.
Ecoles d'Ingénieurs ou MIAGE et quelques années d'expérience.

Analystes Programmeurs réf. SB/C2

Ils participeront à la réalisation des projets relatifs au traitement des instruments de paiements depuis la phase fonctionnelle jusqu'à la mise en oeuvre opérationnelle.
MIAGE - DUT et quelques années d'expérience.

Adress. CV, photo, sal. et prét. en précis. la réf à CNCA Recrutement Carrières cedex 26 - 75300 Paris Brune

ERIA ECA AUTOMATION

SOCIETE DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE (450 personnes, C.A. 100 MF) partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion, nous offrons des postes :

d'INGENIEURS INFORMATICIENS

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA, Maîtrise...
De 0 à 5 ans d'expérience,
désirant exercer leur activité dans les domaines suivants :
- SYSTEMES TEMPS REEL
- INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- LOGICIEL DE BASE
- SYSTEMES DE GESTION
- SYSTEMES DE COMMUNICATION
- SYSTEMES DE GESTION DE BASE DE DONNEES

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et *prétentions* à ERIA ECA AUTOMATION Service du Personnel 315 Bureaux de la Colline 92213 SAINT CLOUD Cedex

OFFRES D'EMPLOIS

hygiène sécurité

Grand groupe électromécanique français recherche pour un de ses établissements, 1800 personnes, proche banlieue Nord de Paris

INGENIEUR CHEF SERVICE HYGIENE ET SECURITE

De formation Ingénieur diplômé d'une grande école (Mécanique de préférence), ayant acquis soit par spécialisation, soit sur le tas, une bonne expérience des problèmes Hygiène et Sécurité, il assure la responsabilité du Service (2 Ingénieurs - 2 ATAM).

Ecrire avec C.V. sous réf. 3019-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

Importante Société du secteur parapétrolier recherche pour participer à la conception et à la réalisation de son Plan Informatique

INGENIEUR ANALYSTE

réf. 4535/M

Le Plan Informatique couvre la comptabilité, le contrôle de gestion, la gestion des achats et du matériel, la gestion du personnel, la trésorerie. Les candidats (MIAGE ou ECOLE D'INGENIEUR option informatique) devront posséder une pratique complète en informatique sur les plans conception, analyse et programmation. Une première expérience de l'entreprise est nécessaire. La connaissance du CII HB 66 et des logiciels IDS et TDS, serait appréciés. Formation complémentaire à ce matériel assurée.

PROGRAMMEUR

réf. 0204/M

Débutant ou première expérience.
Diplômé IUT ou équivalent.
Libéré des obligations militaires.
Connaissance COBOL.
Souhaitant travailler dans un contexte télétraitement et base de données.

Faire acte de candidature en précisant la référence à Jean PORRACCHIA



CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

ROHDE ET SCHWARZ FRANCE

recherche

pour son département instrumentation

INGÉNIEURS TECHNICO-CIAUX

- *Région Parisienne*
- *Région Sud-Ouest Toulouse*

Anglais lu et parlé souhaité.

Envoyer C.V. :
45/46 Place de la Loire
94563 RUNGIS CEDEX



recherche pour les Laboratoires de son Centre Technique au PLESSIS-ROBINSON 92

INGÉNIEURS D'ÉTUDES Débutants

- TÉLÉMATIQUE formation informatique temps réel microprocesseur pour logiciel sur importants projets.
- AÉRONAUTIQUE circuits analogiques et logiques pour équipements de bord.
- TÉLÉCOMMUNICATIONS avancées V, UHF et systèmes radar.
- TRANSMISSIONS ET COMMUTATION DE DONNÉES mini et micro-informatique, systèmes numériques et microprogrammes.

Adresser curriculum vitae à T.R.T., 5, avenue Réaumur, 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

Société 1.500 personnes, 120 ingénieurs, à grande stabilité de personnel, fabriquant instruments de précision et des systèmes très variés en technique de pointe, leader dans sa branche et présente sur le marché mondial recherche pour PARIS (20e).

UN INGÉNIEUR

TELECOM - E.S.E. - E.S.O. - E.S.P.C.I.

Son expérience de quelques années dans le domaine des systèmes optroniques devra lui permettre, au sein d'une équipe jeune et dynamique, de collaborer à la recherche et à la définition de produits nouveaux concernant la vision de nuit notamment.
Il concrétisera ses recherches au laboratoire et par l'expérimentation sur le terrain.

Adresser curriculum vitae détaillé à SOPELEM. 125, boulevard Davout, 75020 Paris.

CITIBANK

recherche un

comptable de banque

statut cadre

Il sera essentiellement chargé des rapports CCB. Formation requise ITB, INTEC, Écoles supérieures de commerce. Expérience d'un environnement automatisé nécessaise. Connaissance de l'anglais souhaitée.

Adresser lettre manuscrite, C.V. à CITIBANK B.P. 738-08 75361 Paris Cedex 08

Emplois et Carrières

WABCO WESTINGHOUSE

Spécialiste dans le domaine du FREINAGE AUTOMOBILE leader sur le marché international recherche pour participer à son expansion

1 TECHNICIEN ELECTRONICIEN

Il sera rattaché à l'Ingénieur responsable des Sections Mesures et Protoclients au sein de la Direction Technique

- **Principales responsabilités**
  - Dispositifs électroniques pour véhicules industriels. Participation à la conception des systèmes futurs
  - Mesures. Rédaction des méthodes de mesure. Définition des besoins
- **Exigences**

  Expérience souhaitée : en Techniques digitales notamment en micro-processeurs; en mesures : déplacements, pression, débit, température, effort, vibration, etc

  Anglais lu, parlé, écrit. Allemand souhaité. Grande qualité de contact. Disponibilité pour courts déplacements France et Etranger

  Niveau BTS ou DUT apprécié

Lieu de travail Sevran 93

Ecrire avec CV, photo et prétentions sous référence DT/6/LM à J.P. Le Corroncq Direction des Relations Humaines WABCO WESTINGHOUSE B.P. 16 - 77410 CLAYE SOUILLY

COFAP

*annonce parlée**

DUT Informatique Ingénieur d'application

Un des tout premiers Groupes de Services Informatiques mondiaux recherche pour le développement de ses applications Télématiques un jeune DUT informatique Ingenieur d'application

25 ans environ - Anglais courant

D'une courte expérience (1 an environ), il aura acquis une bonne connaissance de l'assembleur IBM et, si possible, des architectures de réseaux. Il devra avoir, en outre, de reelles facultés d'integration: le sens du service client et le goût du travail mené à bonne fin.

* Avant de faire acte de candidature, prenez connaissance par téléphone du descriptif détaillé de cette offre conçu pour vous par SVP Information Carrière. Vous serez informé immédiatement en toute discrétion et notre rencontre s'en trouvera accélérée. Appelez le 763.11.15, référence 999

SVP Information Carrière
7 rue de Logelbach 75017 Paris

SOCIÉTÉ FRANÇAISE BRAN et LUBBE

recherche pour son implantation près autoroute de l'Ouest

INGÉNIEUR ou TECHNICIEN SUPÉRIEUR

Confirmé en mécanique et électricité

Allemand ou Anglais parlé et écrit.
Responsable de projets pour la division Pompes Doseuses et Analyseurs.
Poste recouvrant la recherche et le suivi des contrats depuis la prospection des études jusqu'à la mise en service.
Activité de contacts.
Nombreux déplacements.

Ecrire avec C.V. et photo à
Société Française BRAN et LUBBE
33. Bd Renard Benoit
78680 EPONE

bleu

FIDUCIAIRE EXPERTISE COMPTABLE

recherche à Paris pour missions Expertise comptable-Audit

STAGIAIRES E.C. - AUDITEURS

- D.E.C.S., débutants ou 1 à 2 ans d'expér.
- Diplômés enseignement supérieur.

Adresser C.V. détaillé avec prétentions et photo à F.C.P. 19, rue Clément-Marot - 75008 PARIS.

STE DE BIENS D'EQUIPEMENT FILIALE D'UN GROUPE INDUSTRIEL IMPORTANT

recherche

INGENIEURS DEBUTANTS

pour assurer rapidement responsabilité d'affaires ou de secteur en agence ou sur chantier dans les domaines mécanique, chaudronnerie, tuyauterie.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à N. 697 PUBLICITÉS REUNIES, 112, Bd Voltaire - 75011 PARIS qui transmettra

SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE

leader sur le marché des équipements aéronautiques recherche

INGÉNIEUR DE S.A.V.

De formation ingénieur électronicien ou équivalent, le candidat aura une expérience technique dans le domaine des systèmes de bord et une connaissance des milieux aéronautiques civils.

Ayant le goût des contacts et le sens de l'organisation, il animera les activités de plusieurs techniciens et aura à effectuer des déplacements de courte durée à l'étranger. (Position II - Anglais courant)

Adresser curriculum vitae sous nº 83.934 à CONTESSE PUBLICITÉ, 20, aven. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.



Ingénieur génie civil

Le Groupe SOCOTEC (2000 personnes en France et dans le monde) s'est acquis, par la compétence de ses collaborateurs et le sérieux de ses prestations, une très grande notoriété dans les milieux du Bâtiment et de l'Industrie. Dans le cadre de notre plan de développement, nous sommes amenés à vous proposer un poste d'Ingénieur Génie Civil au sein du département «Béton Armé» de la Direction Technique. Ingénieur Grande Ecole (E.C.P., E.N.P.C., E.P., E.T.P.,...) vous possédez éventuellement une formation complémentaire de type CHEBAP ou ISBA. Vous aurez à prendre en charge, après une formation à nos méthodes, le suivi d'affaires de haute technicité qui vous seront confiées et à traiter des problèmes de dynamique des structures. Vous serez appelé à utiliser, voire à participer au développement de codes de calcul sur ordinateur. Le poste est basé à Saint Quentin en Yvelines. Si cette offre vous intéresse, adressez votre candidature sous référence 81 - 04 à P.CANDES SOCOTEC - Service Emploi et Formation - 3, avenue du Centre - 78182 SAINT QUENTIN YVELINES CEDEX.

Importante Société de Construction Mécanique 60 kms de Paris. recherche

GESTIONNAIRE DES COUTS DE PRODUCTION

dépendant du Directeur de la Production, il sera chargé de l'étude et de la mise en place de systèmes d'analyse de gestion des coûts directs et indirects (effectif 1600 personnes). Il en assurera le fonctionnement en conseillant et formant les cadres responsables, analysera les résultats (calculs de rentabilité, prix de revient) en liaison avec l'informatique et les autres services concernés et proposera les actions correctives nécessaires.

Missions spécifiques de conseils et d'analyses économiques.

Le candidat aura une formation de type Ecoles Supérieures de Commerce, option finances ou sera autodidacte avec formation ICG et une expérience en production de quelques années.

Anglais indispensable.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions, en précisant la réf. 840 sur l'enveloppe au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE Conseil en Gestion du Personnel 397 ter, rue de Vaugirard 75015 PARIS

LES ARTISTES ASSOCIÉS

recherchent

CAISSIER COMPTABLE (H. ou F.)

pour tenue des livres (banque, caisse) sur comptabilité informatique. Expérience dix ans dans ce poste.

Adresser curriculum vitae et prétentions à ARTISTES ASSOCIÉS 25-27, rue d'Astorg, 75008 Paris. Service du personnel.

GAMMA — GROUPE HAY

En association avec le **Groupe Hay, GAMMA INTERNATIONAL** poursuit son développement en France et à l'étranger.

Actuellement l'effectif de 70 consultants de haute compétence professionnelle doit être augmenté par la cooptation de

Consultants en organisation et gestion

Il faut :
- Une formation Grandes Ecole (X, Mines, Centrale, HEC, MBA...).
- Une solide expérience de 3 à 7 ans dans différentes disciplines du management.
- Une bonne connaissance pratique de l'informatique, l'habitude des contacts à tous niveaux.

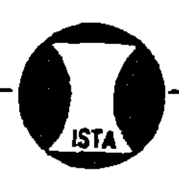
Nos clients sont en majorité de Grandes Entreprises, appartenant à tous les secteurs économiques, et de grandes administrations.

GAMMA, implanté dans 5 pays, offre de réelles possibilités de développement de carrières pour des consultants à fort potentiel.

Les dossiers seront adressés à Alain DELPY.

GAMMA International
3, Place de Valois - 75001 PARIS

MEDIA



Société de services en informatique de gestion en forte expansion

recherche pour son Département TELEMATIQUE

Ingénieur-Commercial

Confirmé et ayant :
- un sens de la négociation à niveau élevé
- une expérience commerciale en SSCI

Pour ce poste, nous offrons une rémunération motivante et de réelles perspectives d'évolution.

Nous vous remercions d'envoyer C.V. détaillé à : ISTA, R.N. 186 - La Boursidière 92357 Le Plessis Robinson

Publicités Réunies

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS recherche pour l'une de ses filiales

SOCIÉTÉ DE SERVICES (GESTION-INFORMATIQUE)

ADJOINT DE DIRECTION

Le candidat âgé de 28 ans minimum, de formation SUP. (INGÉNIEUR H.E.C, E.S.S.E.C ou équivalent) aura quelques années d'expérience dans fonctions similaires.

Ils sera plus spécialement chargé d'animer les services comptables et informatiques.

Il sera répondu à toute lettre manuscrite accompagnée d'un C.V. détaillé indiquant derniers émoluments perçus adressée à :

(référence 7.892)
B.E.O. 3, rue de Téhéran, 75008 PARIS.

SOCIETE INDUSTRIE PETROLE recherche pour son réseau commercial

Technico-Commercial

- Esprit d'initiative
- Expérience souhaitée dans les gaz liquéfiés
- Technicien ayant pratiqué des problèmes d'application thermique et traitement de l'énergie.

Envoyer C.V. manuscrit, photo, références et prétentions à No 83631, CONTESSE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 q.tr.

Société de services

SECTEUR PÉTROLIER

Banlieue nord

désire intégrer à son équipe d'études et de réalisation d'appareillage de mesures

TECHNICIEN EN ÉLECTRONIQUE

FORMATION D.U.T., B.T.S., 2 à 5 ans d'expérience.

- Nous recherchons des hommes jeunes attirés par les problèmes concrets de mesures électroniques appliquées aux phénomènes physiques ;
- Des connaissances dans les domaines des microprocesseurs, des circuits logiques et analogiques seraient appréciées :
- La connaissance de l'anglais est un atout ;
- Quelques déplacements de courte durée sont à prévoir.

Envoyer curriculum vitae et photo sous référence 830 à M. BIGARD, 2, rue Gustave-Larroumet, 75015 Paris.

CITIBANK

propose un poste de

auditeur interne

statut cadre

Adjoint au responsable du service, il devra s'assurer du respect des procédures de comptabilisation des opérations bancaires et de contrôle. Une bonne formation comptable de base est exigée (ITB, INTEC, Écoles supérieures de commerce...). L'expérience d'un environnement automatisé est requise. La connaissance pratique de la langue anglaise est nécessaire.

Adr. lettre manuscrite, C.V. à CITIBANK B.P. 738-08 75361 Paris Cedex 08

Emplois et Carrières

Importante Société accessoires auto

développant son informatique et mettant en place son plan de décentralisation

recherche

INGÉNIEUR SYSTÈME

Homme d'expérience, il assurera la continuité du service de l'informatique actuelle (370/125, BATCH et CICS).

Creatif, il participera à la definition et mise en place de notre informatique décentralisée à base de reseau de mini-ordinateurs

Expérience souhaitée 1 à 2 ans comme ingénieur système, connaissance et experience télécom et réseaux.

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

pour s'intégrer a notre équipe d'études et participer au développement des nouvelles applications définies dans le cadre de la décentralisation.

Expérience souhaitée : quelques années dans un poste similaire, miniordinateurs.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 8908 M à : BLEU Publicité - 17, rue du Dr Lebel 94300 VINCENNES



THOMSON-CSF

ACTIVITÉS SPATIALES

INGÉNIEURS Position I - II - III A

(Débutants ou expérimentés)
GRANDES ÉCOLES (E.N.S.T., E.N.S.A., E.S.E.)

MISSION :
- Conception ;
- Développement ;
- Gestion de projets spatiaux.

DOMAINES :
- Télécommunications ;
- Hyperfréquences ;
- Radar ;
- Transmission d'images ;
- Electronique numérique ou analogique.

Anglais écrit et parlé

Transfert du département à TOULOUSE prévu dans deux ans environ.

Adresser curriculum vitae, photo, rémunération souhaitée sous nº 83.937 au Service du Personnel, Département ESPACE-SATELLITES, B.P. 51, 92360 MEUDON-LA FORET.

Le MINISTERE DE LA DEFENSE
DIRECTION TECHNIQUE
DES ARMEMENTS TERRESTRES
recherche

INGENIEUR

. SPECIALITE OPTIQUE - (Réf. T.0.1)

Maximum 35 ans, dégagé des Obligations Militaires.
Pour mesures en optique instrumentale avec responsabilite d'un laboratoire.
Formation ESO ou Maitrise de physique ou DEA optique.
Salaire de depart : superieur à 90.000 F. brut annuel.

TECHNICIENS

. SPECIALITE ELECTRONIQUE ET MICROPROCESSEURS - (Réf. S.1)

Pour essais de tourelles et de conduite de tirs. Deplacements frequents (3 mois au maximum) pour suivi d'essais.

. SPECIALITE ELECTRONIQUE - (Réf. S.2)

Pour mise en œuvre de systèmes video (optique, electronique, transmissions).
Deplacements frequents (3 mois au maximum) pour suivi d'essais.

- Pour les references S.1 et S.2 :
  maximum 35 ans.
  Degage des Obligations Militaires.
  BTS ou DUT indispensable.
  Salaire de depart : 70.000 F. brut annuel.

Adresser candidatures avec C.V. et photo sous référence ci-dessus au lieu de travail :

ETABLISSEMENT D'ARMEMENT
AMX-APX
Route de la Minière - SATORY - RP 1342
78013 VERSAILLES Cédex

OFFRES D'EMPLOIS

DUO FAST FRANCE

Filiale d'un groupe américain
« Leader en clouage et agrafage »

recherche pour son siège social

LE RESPONSABLE DE SES SERVICES COMPTABLES

Le candidat sera âgé de 28 ans environ, de formation supérieure, complétée par le D.E.C.S. Une expérience de 3 à 4 ans de la comptabilité est indispensable.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions, sous la référence 524/181, à

JEUNE RESPONSABLE ADMINISTRATION DES VENTES EXPORT

80 000 F +

GEM PUBLICITÉ

Notre Société, bien implantée sur le marché des produits qu'elle fabrique pour le *bâtiment*, est la filiale d'un Groupe américain.
Le Chef du Département Administration des Ventes recherche un adjoint qui assure la gestion du secteur exportation. Il établit les devis et propositions, suit les commandes, prépare la facturation, effectue les analyses de vente, interlocuteur permanent des clients étrangers ainsi que des Services de Production et de la force de vente.

Agé de 26 ans minimum, il possède une première expérience dans le domaine de l'administration commerciale ou, éventuellement, dans celui de la vente. Il a une bonne connaissance de l'anglais et, si possible, de l'allemand.

Le lieu de travail est situé à 70 km à l'ouest de Paris.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M 4818, à Nicole DOGNIN qui étudiera confidentiellement votre candidature.

SERTI SELECTION — 49, av. de l'Opéra 75002 Paris

Cabinet International de Conseil
recherche un

CONSULTANT

pour s'intégrer dans une équipe jeune et extrêmement performante et contribuer au développement de son département conseil en informatique.

Ce poste requiert :

- une expérience de 8 à 10 ans,
- la maîtrise des petits et grands systèmes,
- la potentialité d'un chef de projet,
- de grandes qualités relationnelles,
- la connaissance de l'anglais.

La motivation, l'engagement et une grande disponibilité sont les facteurs essentiels de sélection.

Le lieu de travail est situé à Paris.
Des déplacements en province sont à prévoir.

Les candidatures seront examinées avec la plus totale discrétion.

Adresser CV et lettre manuscrite s/réf. 1147 à P. Lichau S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Banque Quartier Montparnasse
filiale d'un important Etablissement Financier
recherche

UN CHEF DE PROJET réf. BV1

Pour concevoir des schémas d'organisation et conduire des projets informatiques dans les domaines bancaires (dépôts, comptabilité, prêts).
Grande Ecole ou équivalence et 4/5 années d'expérience en organisation/informatique (dont 2 *années minimum exigées dans le secteur bancaire*).

UN ANALYSTE réf. BV2

Pour réaliser des analyses fonctionnelles et organiques d'applications bancaires. La pratique du COBOL sur la série 66/Cii-HB. Connaissance télétraitement et base de données appréciée.
Niveau Maîtrise informatique - Expérience 2 ans min. indispensable (si possible bancaire).

Adress. CV, photo, salaire et prétentions s/no 8124 en précisant la réf. à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

---

IMPORTANT CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE

SPÉCIALISÉ EN

AUDIT ET COMMISSARIAT AUX COMPTES

recherche

AUDITEUR INFORMATICIEN

- Expérience en informatique de gestion indispensable ;
- Connaissances et éventuellement examens comptables souhaitables ;
- Expérience en audit interne ou externe appréciée ;
- Larges possibilités de carrière.

Envoyer lettre de candidature manuscrite, photo, C.V., *prétentions, sous n° 1.101 à PUBLICITÉ MEESTERS*, 113, rue de Reuilly, 75012 Paris, qui transmettra.

PME - CONSTRUCTEUR D'USINES
implantée à Paris, réalisant 80% de son C.A. (200 MF) à l'exportation,
recherche

adjoint au chef du service financier

Agé de 27 ans minimum, diplômé d'une grande école de commerce, son rôle sera :
- d'assister les négociateurs,
- de mettre en vigueur et de gérer les contrats,
- de superviser les comptes clients.

Connaissance Banque et Coface.
Anglais et Espagnol nécessaires.
Apte à voyager une semaine par mois.

Adresser c.v., photo et prétentions sous réf. 6541 à AXIAL Publicité, 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.

SOURCES

Pour rapprocher les bons candidats de votre entreprise et après pour les garder !

Une agence de publicité spécialisée qui bouge

Nouvelle adresse à retenir :

**16 Rue Jean-Jacques Rousseau
75001 - Paris**

Appelez d'urgence
Loïc SEROT ALMERAS

233.18.69

SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE EN CROISSANCE RAPIDE banlieue sud recherche

UN CHEF COMPTABLE CADRE II

30 ans minimum. Sous l'autorité du chef du service administratif et financier, il prendra en charge tous les aspects de la fonction et animera une équipe de six personnes. Le poste à pourvoir rapidement exige :
- Le D.E.C.S. (ou niveau) ;
- Une expér. de 5 ans min. de comptabilité industrielle ;
- Une forte personnalité.

La connaissance de l'outil informatique sera appréciée.
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 9.320 à VALENS CONSEIL, B.P. 359, 75064 Paris Cédex 02 (discrétion assurée).

LE SERVICE FORMATION D'UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL EUROPÉEN

recrute

UN JEUNE ESCP - ESSEC ou HEC

Pour lui confier - après formation sur le terrain - le rôle de **formateur de ses forces de vente.**
Il interviendra auprès de réseaux commerciaux variés (industrie, agriculture, informatique, grand public).

Poste basé à Paris.

Déplacements de courte durée.

Première expérience commerciale ou expérience similaire dans un cabinet de formation souhaitée.

Adresser candidature sous réf. 8570 M à BLEU Publicité - 17, rue Lebel 94300 VINCENNES

Filiale d'un Groupe multinational, leader dans son activité, localisée en proche banlieue Sud de Paris
recherche son

FINANCIAL CONTROLLER

Rattaché au Directeur Général, il assurera la supervision des fonctions liées à sa tâche :
- *comptabilité générale et analytique,*
- contrôle budgétaire,
- reporting,
- trésorerie,
- juridique et fiscal,
- informatique.

Le candidat retenu, de formation ESC, ESSEC, HEC, etc.. aura déjà acquis une expérience dans un poste à responsabilité et connaîtra la comptabilité anglo-saxonne.

La bonne maîtrise de l'Anglais est indispensable.

Envoyer C.V. et prétentions
sous référence CS30 à
COGEPLAN - SELECTION
Tour de Lyon - 185, rue de Bercy
75012 PARIS
à qui nous avons confié cette recherche.

CSNCR

COGEPLAN

VISCORA (Société Industrielle Filiale de groupes internationaux)

crée son informatique
(IBM 4331 DOS/VSE, CICS, POWER RJE)

et recherche :

ANALYSTE PROGRAMMEUR

D.U.T. 3 ans d'expérience
parfaite maîtrise du Cobol

PROGRAMMEUR

ayant au moins 2 ans d'expérience Cobol

Adresser C.V. et prétentions à :
Service du personnel
24, rue des Jeuneurs
75081 Paris Cedex 02

EXPORTER

Notre Société réalise déjà plus de la moitié de son chiffre d'affaires à l'exportation.
Nous voulons faire mieux.

Spécialisée dans le prêt-à-porter féminin, elle bénéficie d'une notoriété indiscutable.

- *Vous parlez anglais (peut-être aussi allemand).*
- *Vous avez l'expérience de notre secteur d'activité.*
- *Vous êtes suffisamment disponible pour parcourir le monde.*

Alors, nous aimerions vous rencontrer.

Merci d'adresser votre C.V. et vos prétentions sous n° 83.607 à Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

---

collaborateur

POSTE SEDENTAIRE
demandant agressivité commerciale.
Anglais parlé indispensable.
Résidence Région Paris
Connaissances Bâtiment G.O. et S.O. souhaitables.
Expérience vente appréciée.
Evolution carrière possible suivant capacités.
Envoyer c.v., photo et prétentions à ADRISS - Boîte Postale 76 - 92233 Gennevilliers Cedex ou téléphoner 798 55 69 poste 91.

ASSISTANTE SOCIALE

L'entreprise a de multiples établissements en France avec une forte population d'ouvriers et d'employés.

Pour cette création de poste, elle souhaite rencontrer une femme d'environ 38 ans, diplômée d'Etat, et ayant une expérience d'au moins 5 ans en entreprise.

Le poste basé à ST-QUENTIN en YVELINES nécessite de courts déplacements en province.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec photo et prétentions sous réf. n° D 194 à TELEX P.A. 34, Bd Haussmann, 75009 PARIS qui transmettra

---



MILLIPORE S.A.

recherche

pour son service technique EUROPÉEN

UN ASSISTANT (e) A LA DIRECTION TECHNIQUE

Le candidat (e) retenu (e) :

- Sera un/une jeune diplômé (ée) de l'enseignement technique supérieur en *génie bio-chimique ou en chimie industrielle.*
- Possèdera une connaissance parfaite de l'Anglais et de l'Allemand parlés et écrits.
- Sera un bon redacteur, possèdera un esprit de synthèse didactique.

Si vous êtes méthodique et curieux de l'évolution de la technologie, et si vous comprenez vite.

Téléphonez à M. Claude CESTINO
MILLIPORE S.A.
43, Avenue de l'Europe
78140 VELIZY-VILLACOUBLAY
Téléphone (3) 946.97.49

bleu

Importante société crée un poste

d'ADJOINT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Agé de trente ans minimum, il a bien assimilé une formation universitaire supérieure et une première expérience professionnelle comptable ou financière.

Les domaines concernés par cette fonction de Chef de Cabinet sont très vastes. Aussi les qualités humaines et intellectuelles seront-elles des éléments déterminants autant que les connaissances professionnelles.

Lieu de travail PARIS (8e).

Ecrire avec curriculum vitae très détaillé, photo et salaire actuel sous référence 14.987 à
MARIE GILMERY
CONSEIL EN RECRUTEMENT
47, rue de Prony, 75017 Paris.

Etablissement financier de crédit bail
recherche

JEUNES DIPLOMES E.S.C.

ou similaire

Après une formation d'environ 2 ans, à l'analyse des dossiers clientèle, leur carrière sera orientée vers le réseau commercial.

Un goût pour l'activité commerciale (prospection et négociation), et une totale disponibilité géographique après la période de formation, sont nécessaires.

Envoyer C.V. avec photo sous référence 7507 à : P. LICHAU S.A. B.P. 220 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

SOCIETE D'ELECTRONIQUE
Proche banlieue
recrute

Contrôleur de Gestion

Pour mettre en place nouvelles procédures, analyser et contrôler les résultats, gérer la trésorerie et superviser les services comptable et informatique.

Agé d'au moins 28 ans, de formation supérieure (DECS, Sup. de Co ou équivalent), le candidat justifiera une première expérience réussie en P.M.E. ou cabinet d'audit.

Les candidats devront posséder un fort potentiel leur permettant d'accéder, à terme, à la fonction de Direction Administrative et Financière.

Adresser CV manuscrit, photo et prétentions en indiquant sur l'enveloppe la référence 499 M. à



9, Bd des Italiens. 75002 Paris
qui transmettra

qui garantit une totale discrétion.

MEDIA PA

Importante société de distribution de produits chimiques Paris
spécialisée en papeterie
recherche

technico-commercial papetier

pour vente et suivi en clientèle des produits suivants :
- bactéricides - algicides, antimousses, adjuvents de fabrication, produits de rétention.

Bonnes connaissances papetières et expérience de la vente de ces produits exigées.

Anglais souhaité.

Envoyer CV, photo et prétentions sous No 83.373 CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

---

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

recherche pour son
Service « Approvisionnements »

UN CADRE TRANSPORTS

De formation supérieure, il aura une expérience acquise soit chez un transitaire, soit dans une Société de préférence chimique.

Il aura des connaissances dans les transports intérieurs et internationaux et sur la réglementation des transports des matières dangereuses.

Anglais courant indispensable.

Adr. C.V. et prét. s/n° 83.276 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

ORFÈVRERIE CHRISTOFLE

recherche

UNE ASSISTANTE EXPORT

- Bonne dactylo trilingue (Anglais-Allemand).
- Sténo non indispensable mais appréciée.
- Formation générale BAC + 2.

Elle secondera le Chef de Vente Export avec une certaine autonomie.
Poste exigeant une grande organisation et sens de l'initiative.

Lieu de travail : SAINT-DENIS
(Métro : Porte-de-Paris)
5 jours/8 heures - Nombreux avantages sociaux.

Env. lettre manuscrite avec C.V., photo et prét. à : M. le Chef du Personnel, 112, rue Ambroise-Croizat, 93206 SAINT-DENIS Cedex 1.

LA FILIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE AMÉRICAIN

RECHERCHE SON

CONTROLEUR DE GESTION

Sous l'autorité du directeur administratif et financier

Il développera les contrôles nécessaires pour une usine d'environ 1.000 personnes (banlieue nord de Paris) fabriquant des produits industriels.

En plus, il supervisera la préparation des synthèses mensuelles, des rapports financiers, des analyses, des budgets et le plan à long terme.

Les candidats parlant couramment anglais doivent posséder une expérience similaire au sein d'une entreprise industrielle américaine.

Envoyer C.V. et prétentions à :
SIPEP, réf. 1027, 3, rue de Choiseul, 75002 PARIS

OFFRES D'EMPLOIS

UN CADRE

FORMATION OU EXPÉRIENCE COMMERCIALE
est recherché
pour être RESPONSABLE groupe de PRODUITS
par SOCIÉTÉ IMPORTATION MATIÈRES PLASTIQUES.
Connaissance de l'allemand indispensable.
Domicile région parisienne.
Envoyer curriculum vitae et photo à :
ROHM - France
B.P. 59 - 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX.

SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DE CHAUFFAGE ET DE CLIMATISATION
recherche
POUR SES DIRECTIONS RÉGIONALES :
- MÉDITERRANÉE
- PARISIENNE
- NORD

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Ces postes conviendraient à candidats dynamiques, ayant de bonnes connaissances en génie climatique, capables d'étudier et de négocier des contrats importants auprès d'une clientèle privée industrielle et publique.

Ecrire avec C.V. manuscrit + photo et prétentions sous nº 83.357, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

ÉRIN
recherche
- DES INGÉNIEURS (option : électronique/automatique/informatique) débutants à trois ans d'expérience.
- DES ANALYSTES PROGRAMMEURS minimum DUT.

Pour développer logiciel de base, contrôle de processus industr.

Formation complémentaire assurée.

Ecrire avec C.V. sous réf. 8.539 à AXIAL Publicité, 27, rue Taitbout, 75009 Paris, qui transmettra.

Recherchons
ANALYSTE-PROGR.
CITI 205.24.63 Centre International de Traitement Informatique

---

Société multinationale Paris recherche
COMPTABLE-RÉVISEUR
Responsable facturation clients, suivi affaires long terme, ordre, méthode et références exigés. Tél. pour R.V. : 278-71-61.

Organisme social recherche pour 77, ingén. T.P., bât., pour animation réhabilitation centres villes, financements. Libre rapid. Envoyer C.V. + prétentions à A.R.I.M. 77, B.P. nº 97, 77004 MELUN CEDEX.

IMPORTANT ÉT. PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT A DISTANCE, spécialisé depuis 1894 dans la préparation des concours administratifs, recherche J.H. ou J.F.

MAITRISE DE GÉOGRAPHIE
pour emploi
RÉDACTEUR (TRICE)
A TEMPS COMPLET

Excellente culture générale et parfaite expression écrite exigées. Intérêt nécessaire pour toutes autres matières inscrites aux programmes de l'enseignement secondaire. Adresser C.V. manuscrit + photo à M. Bar, 72, rue Anatole-France, 92300 Levallois, qui transmettra.

Sté d'expertise comptable recherche
1 CHEF DE MISSION
EXPÉRIMENTÉ
2 RÉVISEURS
EXPÉRIMENTÉS
Adresser curriculum vitae et photo à C.F.R. 4, rue St-Albin, 92120 Montrouge. Téléphone : 253-69-80.

Importante société banlieue Nord-Est recherche JEUNES
TECHNICIENS EN ÉLECTRONIQUE
Possédant B.T.S., connaissant circuits numériques et analogiques pour assurer après formation l'installation et la maintenance de machines de photocomposition en clientèle.
Connaissance anglais nécessaire. Nécessité posséder permis V.L. et pouvoir voyager. Semaine 5 jours avantages sociaux.
Écr. avec C.V. détaillé, photo et prét. s/nº 9153 M BLEU, 17, rue Lebel, 94300 Vincennes, qui transmettra.

BANQUE INTERNATION.
PLACE DE PARIS
recherche
RÉDACTEURS (TRICES) CONFIRMÉS
Avant longue expérience de l'étude des crédits.
Adresser lettre man., C.V., photo s/nº 024.725 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Nous sommes une société Française de première importance
Nous recherchons quelques
PERSONNES DE CARACTÈRE
Capables après STAGE d'atteindre en quelques mois de 5.000 à 7.000 Frs MENSUEL
Nous leur offrons :
- Une formation complète
- Une activité prenante.
- Un plan de carrière précis.

Si vous pensez pouvoir faire « PEAU NEUVE »

Ecr. avec C.V. et photo nº 701 Publicités Réunies 112, Bd Voltaire 75011 Paris

La préférence sera donnée à candidat ayant fait :
- SOIT de bonnes études.
- SOIT la preuve de leur personnalité.

Le Centre d'Informations Financières recherche FUTURS CADRES COMMERCIAUX
- Dynamiques et ambitieux.
- Goût contact haut niveau.
- Très bonne présentation.
- Sens des responsabilités.

Rémunération importante.
Pr R.-V. 553-20-00, poste 201.

Sté Multinationale recherche
INGÉNIEURS
Connaissant SOLAR 16/40 pour réalisation d'un système T.P.
Rémunération très motivante.
Si libre rapidement. Tél. : 874-36-23.

Groupe Jeunes Experts comptables recherche
ASSISTANT
Niveau certificat supérieur. 1 à 2 ans expérience minimum pour missions révision, assistance P.M.E.
Adresser C.V. à C.E.A., 10, rue Pergolèse, 75116 Paris. Tél. : 500-84-40.

Entreprise moyenne de bâtiment Z.I. VELIZY 78 recherche
CHEF
de service comptabilité, expér. bâtiment indispensable. Adresser C.V. et prét. à/réf. 2.918 à INTER P.A., B.P. 506, 75066 Paris Cedex 02, qui transmettra.

VILLEROY et BOCH S.A.
recherche pour son service central de comptabilité analytique situé à
LA FERTÉ-GAUCHER (Seine-et-Marne)
COMPTABLE
Homme ou Femme possédant B.E.P.C. ou B.T.S. ou B.P. Comptable.
Envoyer C.V. détaillé et prétentions à M. le Chef du Personnel, VILLEROY et BOCH S.A., 77320 La Ferté-Gaucher.

C.G.E. DISTRIBUTION
Groupe C.G.E. recherche
JEUNE INGÉNIEUR I.U.T. ou B.T.S.
option électricité, automatisme pour activité
TECHNICO-COMMERCIAL
Lieu de travail : PARIS et banlieue Sud.
Envoyer C.V. à C.G.E. DISTRIBUTION, 17, rue Ampère, 91300 MASSY.

S.A. CIMLEC, 24, rue des Moulineaux, 92150 Suresnes, rech.
TECHNICIEN SUPÉRIEUR
B.T.S. ou I.U.T. pour B-E et mise au point électronique industrielle. Tél. : 772-12-40.

ORGANISME PROFESSIONNEL
QUARTIER ETOILE
recherche
CADRE DÉBUTANT
Niveau licence en droit ou formation équivalente
pour poste collaborateur service du personnel.
Envoyer C.V., photo et prétent. à nº 7.933 M BLEU, 41, avenue du Château, 94300 Vincennes.

URGENT recherche plusieurs SPECIALISTES de la réparation du préjudice corporel sachant dactylographier. Tél. : 504-01-36.

CONSEIL JURIDIQUE et FISC. recherche STAGIAIRE HOMME.
Maîtrise Droit et Affaires, minimum D.E.A. ou DESS et niveau probatoire comptable souhaité. Tél. 256-58-35.

TECHNICIEN D'EXÉCUTION
expérimenté chauffage, conditionnement d'air. De préférence formation MAX.-PERRET.
Ecrire : I.C.E., 68, av. Jean-Baptiste-Clément, B.P. 404, 92103 BOULOGNE.

LEVALLOIS, Mº A.-France
GROUPE PRESSE
cherche pour assister RÉDACTION EN CHEF
SECRÉTAIRE sténo-dactylo
Très qualifiée, capable rewriting et corrections.
Adresser C.V. détaillé et prét. Publi-Inter, 75, rue Voltaire, 92532 LEVALLOIS-PERRET.

DANS LE CADRE DE SES NOUVELLES ACTIVITES IMPORTANT GROUPE recrute pour REGION PARISIENNE
DES INGÉNIEURS LOGICIEL
DIPLOME E.N.S.I. - I.N.S.A. TELECOM...
2 à 5 ans d'expérience exigés pour projets importants. Aptes à diriger équipe
140.000 +
Les entretiens auront lieu les 13-14-15 JANVIER. Tél. pour R.-V. 806-50-00 p. 3.

FLUKE
3º constructeur mondial en instrumentation de mesure et tests électroniques, recherche son
RESPONSABLE POUR LA FRANCE
Il devra :
- assurer la promotion des produits FLUKE auprès de la force de vente (40 vendeurs),
- assurer personnellement le suivi des clients les plus importants,
- développer les ventes de certains produits à travers un réseau de revendeurs.

Ce poste nécessite :
- une très solide expérience dans des fonctions semblables (2 à 3 ans minimum).
- d'excellentes connaissances techniques en instrumentation de mesure électronique.
- un sens aigu des responsabilités.

La pratique de l'anglais est indispensable.
Lieu de travail : BUC, proximité Versailles.

Téléphoner pour rendez-vous : MB Électronique, Tél. 956-81-31, poste 221.

Importante organisation de tourisme, recherche une personne pouvant occuper le poste DE RESPONSABLE de Village de Vacances du 1ᵉʳ avril au 15 octobre.
Conditions exigées :
- Solide expérience de gestion, direction du personnel, animation.
- Connaissance de la Tunisie souhaitée.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions à M. BARASZ, BUTECO - 45, r. Eugène-Oudinet 75013 PARIS.

SOCIÉTÉ D'ACTIVITÉS AÉRONAUTIQUES
Banlieue Ouest (RER) recherche
pr installations et assistance technique à l'Étranger
UN ANALYSTE
5 à 10 ans expérience
Matériel Burroughs I.B.M.
langage cobol
Anglais courant exigé
Libre rapidement
Avantages sociaux
Env. CV., photo et prét. nº 9169 M. BLEU 17, rue Lebel 94300 Vincennes.

CANAL
recrute pour été de tout premier plan dans la TÉLÉ-INFORMATIQUE
5 INGÉNIEURS
GRANDE ÉCOLE INFORMATICIENS et ÉLECTRONICIENS
Spécialistes :
- le 1ᵉʳ des transmissions expér. supérieure à 5 ans.
- le 2ᵉ en gestion de fichiers sur micro ou mini-ordinateur + de 2 ans d'expérience.
- le 3ᵉ bases de données en particulier IBS.
- le 4ᵉ temps réel s/mini + de 2 ans d'exp. SFENA, PDP 11/34 et SEL 32 apprec.
- le 5ᵉ logique ECL.

Envoyer C.V. M. Touzé 47, rue de Liège Paris-8ᵉ ou tél. 293-62-41.

INSTITUTION JEANNE D'ARC
Etablissement catholique cherche
SURVEILLANT GÉNÉRAL
40 ans environ, expér. éducation, organisation, responsabilité. Colombes. 780-71-48.

Une fiduciaire d'expertise comptable performante, Paris 8ᵉ, recherche pour secteur Audit et Commissariats
UN (E) FINALISTE DE BON NIVEAU
Titulaire du certificat supérieur de révision comptable en vue d'une collaboration immédiate et d'une association future. Elle assurera au candidat retenu (e) une situation d'avenir. Env. C.V., photo et prét. à COFAREC, 42, rue de la Bienfaisance, 75008 PARIS.

MOYENNE ENTREPRISE EN EXPANSION PROCHE BANLIEUE EST propose SITUAT. D'AVENIR A
COLLABORATEUR COMMERCIAL
(FRANCE-ETRANGER)
DISPONIBLE - AMBITIEUX PERFORMANT
acceptant déplacements courte durée
ANGLAIS PARFAIT (allemand souh.). Quelques années d'exp. vente biens d'équipements. Capable ASSURER CONTACTS HT NIVEAU (architectes, etc.)
Adresser C.V. manuscrit et photo s/nº 000.000 Régie-Presse, 85 bis, r Réaumur, 75002 Paris.

Association de prévention recherche
ÉDUCATEUR DIPLOMÉ
Pour création nouveau secteur d'activités proche banlieue. Travail en équipe pluridisciplinaire. Téléphon. au 736-91-83 entre 14 heures et 16 heures du mardi 13 au vendredi 16 inclus.

GUILLIET
Fabricant de biens d'équipement (850 pers.) recherche pour sa division internationale
COMMERCIAL EXPORT
Responsable de zone
Profil :
- 25 ans environ ;
- expérience commerciale ;
- trilingue français-anglais-espagnol. Connaissance italien appréciée.

Une information sur nos types de matériels est assurée au départ par l'entreprise.

Lieu de travail : proche banlieue Sud de Paris avec déplacements à l'étranger, représentant 40 à 50 % du temps de travail.

Adresser C.V., photo et prétent. à GUILLIET, B.P. 219, 89000 AUXERRE.

SOCIETE FRANC. représentant important GROUPE COREEN recherche
CHEF COMPTABLE
Niveau D.E.C.S. + expérience. Lieu de travail BAGNOLET 93. Env. C.V., photo et prétentions s/nº 024.727 M à Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

VOUS ETES JEUNE ET VOUS AVEZ
- une formation juridique (licence ou maîtrise de Droit) ;
- une expérience professionnelle de 2 à 3 ans acquise chez un conseil juridique (avocat ou notaire) ;
- le goût des contacts humains de la recherche des études précises et claires.

VOUS POUVEZ VOUS RENDRE DISPONIBLE RAPIDEMENT

LE GROUPE
BAIL ÉQUIPEMENT
Une des trois premières Sociétés de Crédit Bail Mobilier recherche pour son service juridique
UN (E) ATTACHÉ (E) DE DIRECTION
chargée de :
- de la gestion formelle des sociétés du groupe ;
- des questions d'assurance et de gestion immobilière.

Anglais juridique apprécié.

Env. lettre manuscr., C.V., photo et prét. au Service du Personnel, 22, place Vendôme, B.P. 35, 75021 Paris Cedex 01.

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE (30 personnes) situé à PARIS-7ᵉ
recherche
COMPTABLES CONFIRMÉS
TENUE et SURVEILLANCE PARIS et PROVINCE
Les postes conviendraient à des candidats de 30 ans minimum ayant acquis en Cabinet une expérience similaire de suivi de dossiers clientèle.
Envoyer C.V. à nº 84.027 CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra (en précisant le poste choisi).

MUTUELLE MÉDICALE recherche
OPÉRATEUR-PUPITREUR expérimenté.
Connaiss. N.C.R. 8450 souhaité.
Adresser C.V. et prétentions à A.G.M.F., Mlle ALLAIN, 30, bd Pasteur, 75015 PARIS.

CANAL
Importante Sté électronique recrute pour
VAUCLUSE
INGÉNIEUR III A
Responsable contrôle qualité formation électronique ou électrotechnique.
INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN II
connaissances en génie atomique appréciées.
1 DUT
ÉLECTRONIQUE connaissant micro-processeurs.
1 DUT
MESURES PHYSIQUES ou GENIE NUCLEAIRE
Envoyer C.V. M. Touze, 47, rue de Liège, Paris (8ᵉ) ou tél. 293-62-41.

Importante société transports (2 300 personnes) renforçant sa structure commerciale recrute
5 AGENTS COMMERCX
(homme ou femme) pour :
- Paris,
- Rouen,
- Amiens,
- Saint-Quentin,
- Bourges.

Niveau Sup. de Co, I.U.T, B.T.S. ou équivalent.
Débutant formation assurée. Plan de carrière. 4 500 F × 13 + commissions + frais.
Adresser C.V. et photo à M. B. Gras, C.F.T.A., 4, cité de Londres, 75009 Paris.

Association de Formation connu cherche pour intervention ponctuelle en vacation
ANIMAT. en COMPTABIL.
niveau moyen
Adr. C.V. à AFRAMP, réf. BL, 24, rue d'Aumale, 75009 PARIS.

secrétaires

IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
recherche pour la Direction de son centre de recherche en voie de création
SECRÉTAIRE
parfaitement bilingue français-anglais.

Ce poste, à pourvoir dans une unité en création, comportera des activités multiples, et cela dans les domaines les plus divers. Il exige une formation universitaire, la connaissance des techniques de documentation présentant un atout supplémentaire.

Envoyer C.V. en mentionnant rémunération actuelle ou souhaitée, sous réf. 70.585, à Havas Contact, 156, boulevard Haussmann - 75008 Paris, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

IMPORTANTE BANQUE PRIVÉE PARIS 9e
recherche
pour son secteur international
SECRETAIRE trilingue
FRANÇAIS ANGLAIS + ALLEMAND PARFAIT
Age 25 ans minimum.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 700 à :
Jean GAUSSIN 104 rue de Richelieu PARIS 2e

SOCIÉTÉ GRAND STANDING 8ᵉ
recherche
- Une secrétaire administrative, parfait. trilingue anglais, espagnol, 5 ans exp. min.
- Une secrétaire de direction, parfait. trilingue anglais, espagnol. Lieu de travail MARBELLA, Espagne. Très bonnes références exigées.
- Une secrétaire technique bilingue anglais. Expérience du suivi de chantier souhaitée.
- Bonne rémunération.

Adr. C.V. + photo s/nº 024.707 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

A.E.G. - TELEFUNKEN FRANCE (S.A.)
recherche pour une DIVISION TECHNIQUE
UNE SECRÉTAIRE
parfaitement BILINGUE FRANÇAIS-ALLEMAND
Horaire variable. Avantages sociaux.
Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à A.E.G. TELEFUNKEN FRANCE, Service du Personnel, 6, boulevard du Gal-Leclerc, 92118 CLICHY.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MATÉRIEL MÉDICAL
recherche
SECRÉTAIRE
POUR SERVICE DU PERSONNEL.
Lieu de travail : Paris (4ᵉ). Courant 82 : transfert au Plessis-Robinson.
Expér. 2 ou 3 ans souhaitée. Ecrire avec C.V. et prét. sous nº 8.121 M, BLEU, 17, r. Lebel, 94300 VINCENNES.

SOCIÉTÉ DE BIENS D'ÉQUIPEMENT (850 pers.) recherche pour sa division internationale :
SECRÉTAIRES TRILINGUES
Français, anglais, allemand.
Français, anglais, espagnol.
Possédant expérience export. Niveau B.T.S. ou équivalent, 13ᵉ mois. Prime de vacances. Avantages sociaux divers. Lieu de travail : proche banlieue Sud de Paris.
Adr. C.V. et photo (indispens.) à nº 83.823, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE BIENS D'ÉQUIPEMENT (850 pers.) recherche pour sa division Arts graphiques
SECRÉTAIRE COMMERCIALE
Bilingue Français-Anglais
Mission : tâches classiques de secrétariat, contacts avec clientèle sur la France et export.
Adresser curr. vitae et photo (indispensable) à nº 83.828, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Très importante société de commerce international située à Neuilly-sur-Seine recherche la
SECRÉTAIRE DE SON DIRECTEUR COMMERCIAL
Elle a :
- une grande expérience de la fonction ;
- parle parfaitement anglais ;
- est à l'aise dans les contacts à haut niveau ;
- l'habitude des milieux internationaux ;
- est capable de prendre des initiatives lorsque son patron est en voyage (ce qui est fréquent) ;
- horaires variables, 13ᵉ mois ;
- rest. d'entr., avant. sociaux

Env. lettre man., C.V., photo, prétentions sous réf. 1.152 à SOURCES, 16, r. J.-J.-Rousseau 75001 PARIS, qui transmettra.

Importante société recherche
SECRETAIRE
- libre de suite, sérieuse, méthodique, aimant les chiffres.
- elle doit être excellente sténodactylo.

Ecrire M. ZANETTI, bureau 17, 364 r. St-Honoré, 75001 PARIS.

enseignement

Apprendre l'américain
à
L'AMERICAN CENTER
261, bd Raspail, PARIS (14ᵉ)
TÉL. 633-67-28
Cours de conversation dans la journée et le soir. Lycéens à partir de 15 ans.
Inscription immédiate.
Début : 12 janvier.
Cours privés, préparation au TOEFL - Cours pour enfants

cours et leçons

Professeur lycée, expérience, donne leçons philosophie. Téléphone : 306-20-68.

Représentations offres

Importante Société Française spécialisée dans la vente de
MATIERES PREMIERES POUR L'INDUSTRIE CHIMIQUE ET L'ELECTROLYSE
recherche
REPRESENTANT EXCLUSIF
Chargé de visiter et développer importante clientèle existante.
Secteur Grande Région Parisienne.
Envoyer C.V., photo et prétentions sous No 83371, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

RECHERCHONS REPRÉSENTANT MULTICARTE
bien introduit chez horlogers-bijoutiers, pour exploiter, en carte d'appoint, les 20 arrondissements de Paris (75), solide expérience de la vente, dans le produit de luxe, assimilé à l'horlogerie.
Résidence Paris souhaitée.
Commission + intéressement + prime d'aménagement, tout en pourcentage.
Frais à charge.
Ecrire avec C.V., photo et prétentions à :
ZENITH TIME FRANCE S.A.
26, rue Proudhon - B.P. 1639
25010 BESANÇON CEDEX
Téléphone : (81) 83-42-00

RECHERCHONS REPRÉSENTANT EXCLUSIF
homme de terrain, dynamique, ayant une solide expérience de la vente dans la branche produits de luxe, de préférence l'horlogerie, pour exploiter important secteur (départements 44 à 62), auprès d'une clientèle sélectionnée.
Résidence centre de secteur ORNE - EURE, si possible.
Commission + intéressement + prime d'aménagement, tout en pourcentage. Frais à charge.
Ecrire avec C.V., photo et prétentions, à :
ZENITH TIME FRANCE S.A.
26, rue Proudhon - B.P. 1639
25010 BESANÇON CEDEX
Téléphone : (81) 83-42-00

Pour produit leader sur le marché, recherchons vendeur confirmé pour visiter pharmacies banlieue parisienne. Ecrire sous nº 1936 à HAVAS, 03201 VICHY Cedex.

RECHERCHE V.R.P. RÉGION SUD-OUEST
V.R.P. RÉGION CENTRE
V.R.P. OU ATTACHÉ COMMERCIAL RÉGION PARISIENNE
pour diffusion vêtements de ski, maillots de bain, pulls, après-ski haut de gamme. Dans boutiques traditionnelles et magasins de sport.
Env. C.V. manuscrit M. CARON, 29 bis, rue Colonel-Bougault, 38000 GRENOBLE.

Importateur radio, auto-radio, hifi, bonne marque rech. Cadre Commercial et Représentants, région parisienne, désirant se créer situation stable. Adr. C.V., prétentions sous nº 43.686, P.A. S.V.P., 37, rue du Général-Foy, 75008 Paris.

STE D'AGENCEM. MAGASINS ET VÉHICULES COMMERC. recherche
Agents COMMERCIAUX
Pour Paris et toutes régions. Exp. souhaitée. Tél. 084-07-83.

propositions diverses

Pour connaître les emplois offerts à l'étranger (Australie, Afrique, Amérique, Asie) demandez la revue spécialisée *MIGRATIONS* (LM) 3, r. Montyon, 75429 Paris C. 09.

C.S.H. Cabinet des Sciences humaines, conseils pratiques et personnalisés pour trouver votre prochain emploi. Tél. 954-51-00

C.V. ?
LE GUIDE DU CURRICULUM VITAE
320 pages : 73 modèles
En LIBRAIRIE ou 75 F à A. BADEN, 91830 Le Coudray.

travail à domicile

Frappe tous textes et documents sur IBM SPHÈRE travail rapide et soigné. Téléphone : 046-79-98.

Traductrice indépendante (3 ans expér., membre S.F.T., nº d'URFF«F) effectue trav. traduct. anglais. Tél. : 021-42-86.

SECRETAIRE DE DIRECTION confirmée frappe tous textes et manuscr. sur I.B.M. 061-44-49.

travaux à façon

ENTREPRISE. Sérieuses réf. effectue rapidement travaux peinture, décorations, coordinations tous corps d'état. Devis gratuit. Tél. : 368-47-84 ou 893-50-02.

traduction demande

TRADUCTION
Anglais par ingénieur.
Anglais bilingue : technique, commerciale ou littéraire.
Tél. : 989-56-47 (soir).

information divers

POUR
TROUVER UN EMPLOI
LE CENTRE D'INFORMATION SUR L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages).
Extraits du sommaire :
3 types de curriculum vitae : rédact., exemples, erreurs à évit.
- La graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : avec plans.
- Réussir entretiens, interv.
- Les bnes réponses aux tests.
- Emplois les plus demandés.

Pour informations, écrire CIDEM, 5, sq. Mondovy, 78 Le Chesnay

capitaux propositions commerciales

Dispose bureau + secrétariat près d'Aix-en-Provence. Recherche représentation entreprise sur 13/84/83/06/30. Tél. 16 (42) 28-31-69.

automobiles

achats

CONCESSIONNAIRE B.M.W
63, Bd J. Jaurès
92 CLICHY. Tél. 731-05-05

ACHETER ou LOUER VOTRE BMW
PRÉSENTATION et ESSAIS de
TOUTE LA GAMME
NEUVES, DISPONIBLES
Nombreuses occasions
GARANTIES BMW

---

les annonces classées du
Le Monde
sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi
de 9 à 12 h. 30, de 13 h. 30 à 18 heures
au 296-15-01

DEMANDES D'EMPLOIS

DIRECTEUR FINANCIER (40 ANS)
dans un important groupe bancaire à l'étranger
Ingénieur conseil, spécialiste en gestion, comptabilité, informatique
Expérience couvrant domaines :
- Bancaire ;
- Leasing immobilier ;
- P.M.E. (distribution et T.P.).

Recherche :
collaboration haut niveau dans
Direction financière ou comptable
France ou étranger
Écrire sous le n° 3026, *le Monde Publicité*
5, rue des Italiens, 75009 Paris

FISCALISTE
HAUT NIVEAU
12 ans expérience, rompu pratique fiscalité française et internationale, formation expert-comptable D.E.S. droit, bilingue français-anglais, recherche poste de responsabilité dans société ou cabinet. Disponible rapidement.
Écrire s/n° 3034 *le Monde Publicité*
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

DOUANE TRANSPORT MANAGER
Expert officiel auprès douanes et tribunaux. Expérience industrielle de tous problèmes pratiques du commerce international. Références personnelles et professionnelles de premier ordre attestant d'une qualification supérieure
recherche
Poste à larges responsabilités pour organiser au sein d'un groupe à vocation internationale un département transport-distribution avec objectifs et moyens adaptés aux pays et produits à traiter (import-export).
Etudie toutes offres sérieuses (temps partiel possible).
Ecrire sous n° T024.650M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transm.

QUINCAILLERIE, BRICOLAGE, DECORATION
DIRECTEUR CCIAL EN POSTE
31 ans, formation commerciale, financière et juridique
7 ans d'expérience professionnelle
- Très bien introduit auprès centrales d'achat,
- GMS de bricolage, bâti-centers, etc.

recherche collaboration entreprise française ou étrangère désirant s'introduire sur ce marché ou améliorer une position existante.
Ecrire s/n° 7672 *le Monde* Publ., 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Cadre supérieur . Homme de terrain. Ingénieur IPSA. Bilingue anglais. 38 ans
●7 ans d'expérience informatique chez CII . HB, dont 3 comme Directeur de Filiale en Afrique Noire.
●Créateur, puis Directeur pendant 4 ans de la filiale Iran d'un important groupe français.
A l'étroit dans actuel fauteuil de Direction à Paris, je souhaite mettre mon dynamisme et mon expérience des marchés étrangers au service de sociétés ayant ou envisageant des implantations internationales.
Pour un premier entretien, écrire No 28358 à PROJETS PUBLICITE
12 rue des Pyramides 75001 Paris qui transmettra.

J.F. Dix ans exp. revue technique professionnelle. Bonne connaissance questions rédactionnelles, techniques fabrication, problèmes édition, recherche emploi dans rédaction publication ou société édition ou poste attachée de presse.
Ecrire s/n° 7.634 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Directeur aminist. financier 61 ans, formation supérieure coordination comptabilité française ou anglo-saxonne, bilans, fiscalité, reporting, gestion financière, méthodes modernes gestion coûts et prix revient, procédures administratives, traitement information, parlant anglais, 533-99-63

J. H. 24 ans, lib. O.M., DECS complet, maîtrise gest. cherche place st. Ecr. Schindler, 8, allée Diane-de-Poitiers, 75019 Paris.

J.H. 28 a. tit. CAP, probatoire au D.E.C.S. prép. C.E.C. (D.E.C.S.), 3 a. exp. ch. pl. comptable (1). Écrire s/n° 3037 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H., E.S.C. + D.E.C.S. cherche stage d'expert comptable. Étudie toutes propositions. Écrire s/n° 3035 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens 75009 Paris.

DOCTEUR Ingénieur nutrition et biochimie, 29 ans, esprit ouvert et critique, expérience maladies métaboliques et expérimentation animale, publications. Anglais, all., recherche poste passionnant. Service recherche développement. Ecr. s/n° 024733 M. R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Secrétaire bilingue anglais 25 ans compétente et dynamique, cherche emplois durée 4 mois. Gire Françoise - 366-40-67.

Recherche Direction ou poste à responsabilités dans petit magasin prêt-à-porter. Appeler au 969-18-29 Mme Gougassian, tous les lundis.

Jeune fille débutante cherche emploi sténodactylo, libre de suite. 914-24-38.

CHEFS D'ENTREPRISE !
RECHERCHE + SELECTION RIGOUREUSE DE VOS
CADRES
PAR SPECIALISTES
GARANTIE 1 AN
SOFFOP 376-07-73.

Ingénieur d'affaires, 42 ans, angla.-all., habitué Afrique, installat. et matériel thermique trait. air, cherche poste Outre-mer, commercial ou production. Ecr. s/n° 3.018 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Secrétaire Direction cadre, expérimentée, excellente dactylo - libre 1-4-81 - préférence Secteur Commercial. Ecrire : Mme SIMONNEAU, 20 bis, rue d'Yerres, 94440 VILLECRESNES.

Cadre électromécan. diplômé CNAM, 31 ans expér. entretien matériel imprimerie dont 22 ans chef service, ch. situat. équival. Ecr. sous n° 1.000 à Publifop, 29, r. Bleue, 75009 Paris qui tr.

J. F. Licenciée en Droit - spécialiste Droit des affaires - Droit des sociétés - 7 ans d'expérience professionnelle auprès d'un conseil juridique et d'une banque, étudierait toute proposition d'emploi, et notamment poste de juriste au sein d'une société de groupe. Ecr. s/n° 7.645 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Prof. anglais-amér. exp. donne cours entreprise, tous niveaux *commercial, conversation, déjeuner* anglais bons résultats. Tél. Mme GRACE 436-61-69.

ESC + DECS
Anglais courant étudierait toutes prop. PARIS, PROVINCE.
Ecr. s/n° 024735 M. R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Retraité Police, gradé, seul, 55 ans, cherche surveillance propriété, logé, capable diriger et secrétariat.
Ecr. Havas, BP 346, 06072 Nice Cedex réf. 0545.

J. F., 25 ans, lic. droit public, connaissances droit du travail, anglais courant, connaissances allemand, ch. emploi Paris ou banlieue, étudierait ttes propos. Ecr. n° T024663M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 27 ans, maîtrise économie option économétrie + niveau licence maths ch. poste de chargée d'études. Tél. 987-15-17.

Ingénieur commercial posit. III A, 35 ans, autodidacte, formation électrotechnique, anglais lu, écrit, connaissance marchés industriels français, recherche POSTE RESPONSABLE VENTE FRANCE ou OUEST FRANCE. Écrire s/référ. n° T 024.715 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Secrétaire direction cherche place stable Paris, 5.500-6.000 F. D. BRUNE, 8, rue de Turenne, 75004 Paris.

INGÉNIEUR Électro-mécanicien (BP, BTS, Ingénieur EEMI), 41 ans, 10 ans exp. direct. d'usine et de product., meneur d'hommes, anglais écriz, rech. pour l'étranger un poste équival., disponible immed. 250-42-85.

Jeune fille 23 ans, certificats comptable, économique DECS, 6 mois d'expérience, cherche emploi stable. Ecrire Mlle GARRIC, 29, rue du Viaduc, 91330 YERRES. Tél. 948-86-01 soir.

INGÉNIEUR TELECOM 71 spécialiste acoustique des salles, du bâtiment (habitations et bureaux), vibrations, problèmes spéciaux, 10 ans d'expérience, étudierait toutes propositions pour emploi similaire en région parisienne. Tél. 350-44-99 après 19 heures.

INGÉNIEUR MINES 40 ans, *manager diplômé et homme de terrain* ayant de solides références dans le domaine de l'industrialisation, développement de produit, d'activité, France et étranger, travaillant essentiellement sur contrat à durée déterminée recherche société, entreprise ou projets à mettre sur pied, développer ou relancer.
Ecrire n° T 024636 M, Régie-Presse
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J. Femme, 26 ans, licence et maîtrise d'histoire de l'art, connaissance anglais, allemand recherche collaboration mi-temps ou plein-temps dans galerie ou chez antiquaire. 522-36-10.

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN
7 ans d'expérience, recherche poste à l'étranger.
Ecrire s/n° 3.038 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE ADMINISTRATIF
10 ans expérience industrie. Bilingue anglais. Probatoire au DECS, offre sa compétence sous statut indépendant ou multi-employeurs dans domaines suivants :
Déclarations sociales et fiscales, payes informatisées, législation sociale, gestion du personnel, formation continue, participation, contentieux, comptabilité investissements crédits : Emoluments à déterminer suivant temps, forfait ou à la mission.
Ecr. s/n° 024709 M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

JURISTE, 27 ans, maîtrise de droit des affaires ; D.E.S.S. de juriste d'affaires internationales, 2 ans expérience professionnelle (dans syndicat d'employés et chambre de commerce et d'industrie) cherche poste cabinet conseil en droit internat. ou de juriste d'entreprise. Ecr. SOUTIN 78, avenue des Champs-Elysées, 75008 Paris.

Secrétaire médicale BAC F8 Croix-Rouge, expérience + références cherche emploi stable social ou médical, Paris ou banlieue Sud. Tél. 889-46-33.

INGÉNIERIE
bat., génie civil, T.P., effectue ttes missions France et Étranger. Tél. (64) 97-10-48.

Diplômé expert-comptable 49 ans expérience entreprise et cabinet cherche situation en entreprise région centre-ouest (départements 37-41-45-72) ou PARIS.
Ecrire HAVAS 136888 TARBES 65.

Jeune homme ESC + DECS cherche stage d'expert-comptable. Etudie toutes propositions. Ecrire s/n° 3.035 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H. 24 ans, bac + dipl. I.N.F.A.C. tourisme + stages pratiques, cherche emploi agence de voyages, T.O., compagnies aériennes, compagnies maritimes. Tél. 16 (58) 70-90-87.

Chef de file, convoyeur, 10 ans sér. réf., ch. sit. rég. 92-94. Ecr. s/n° 6.052 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Recherche travail à domicile (86) secrétariat ou similaire. Téléphone : (49) 49-25-92.

J.H. 17 ans, cherche place
APPRENTI DIESEL
(1 an de stage, certificat de travail 4 mois)
OU APPRENTI ELECTRICITE
Ecr. s/n° 6.053 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Spécialiste V.P.C., 40 ans, large expérience de gestion + langues, peut développer un département V.P.C. rentable dans le cadre de votre entreprise. Plusieurs opérations très rentables prêtes à démarrer. Temps plein ou partiel. Ecr. s/n° 7.673 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

DIRECT. FIN. ET ADM., 45 a., dipl. ESC, expert. compt., 17 a. expér. P.M.E. et multi US, angl., crt, lib. imméd. Ecr. s/n° 3.032 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. F. 34 ans, DECS
Expér. cadre comptable dans P.M.E. recherche poste
ASSISTANTE DE GESTION
Ecr. s/n° 84979 Havas Contact, 156, bd Haussmann, Paris-8e.

COUPLE SÉRIEUX (la trentaine) cherche place stable de concierges ou gardiens de propriété. Région indifférente. Téléphone : 011-84-74.

J.F. 26 ans, études supérieures, 2 ans exp. secrétariat. Anglais, espagnol. Ét. ttes propositions. Écrire s/n° 6050 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. F. très bonnes connais. compt. cherche travail le soir, caissière hôtellerie, réception, standard, faire propositions à n° 6.048 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

L'immobilier

appartements ventes

1er arrdt

PALAIS-ROYAL restauration petit imm., ascens. appartements 2, 3, 4 P. DUPLEX aménagés, charme. 261-27-46.

2e arrdt

OPÉRA-MONSIGNY studios, 2 et 3 Pièces aménagés dans bel imm. restauré, calme, soleil, ascens. Tél. : 261-27-46.

3e arrdt

MARAIS Imm. XVIIe 171 m² en L. à aménager. 272-40-19.

21, rue des GRAVILLIERS Agréable Duplex 28 m², 240.000. Mardi 14 h 30 - 17 h.

4e arrdt

QUINCAMPOIX s/patio, dans hôtel XVIIIe original Duplex luxe, 5 poss. 200 m². Doressay 548-43-94.

Ile de la Cité, beau 4/5 pièces, tout confort, dégagé, parking, chambre service. 633-38-80.

5e arrdt

SUR LE LUXEMBOURG ravissant 92 m² en salon, s. à manger, 1 bur. + 3 chbres en duplex. PLEIN DE CHARME, SOLEIL, VUE, 5e sans asc., 900.000 F. 535-86-37.

ST-MICHEL, double living + 2 chambres refait à neuf, 118 m². 950.000 F. - 280-26-23.

6e arrdt

BEAUX-ARTS très beaux appartem. restaurés 2-3 Pièces, calmes, soleil, vue sur jardin. Tél. : 261-27-46.

Pr. BON MARCHE 354-42-70 Duplex, séj., 2 chbres, 2 bns, asc.
TERRASSE, SOLEIL

7e arrdt

Mº VARENNE 6 P., imm. XVIIIe 526-92-13 le matin.

PAVILLON XVIIIe, 4 pièces, 150 m², RUE PRESTIGIEUSE. EXCEPTIONNEL. 705-61-91.

BAC Liv. + 2 chbres 2 bains tt cft Gde terrasse - 575-00-43.

38, RUE VANEAU Pied-à-terre, 2 p. 36 m²
IMMEUBLE DIRECTOIRE stand. S/pl., 11/19 h. ts les jrs
NEVEU 550-21-26 743-96-96.

9e arrdt

RUE D'AUMALE, imm. 1880, élég. 4 p., 125 m² + serv. Libre juin 82, loué 4.500 F/mois. Téléphone : 631-51-10.

10e arrdt

GDS BOULEVARDS appt. possib. cal, grand atelier tranformable loft ou 5 P., immeuble ravalé, soleil 520.000 F ou aménagé, selon votre goût 650.000 F crédit. Propriétaire 260-79-25.

11e arrdt

BASTILLE A aménager 55 et 85 m², dble expos., imm. rénové. 272-40-19.

14e arrdt

FACE TOUR superbe imm. bien rénové 2 p., 42 m², 490.000 F. DUPLEX, 67 m², 810.000 F. Poutres, belles finitions. Propriétaire 742-24-26.

15e arrdt

Mº VOLONTAIRES Propriétaire vend chbre ensoleillée, R. de C. rue. 526-92-13 le matin.

MOTTE-PIQUET (près) Bel imm. studio tt confort CALME, 120.000 F. 577-74-38.

Mº MOTTE-PICQUET 142 m² + CHAMBRE 2 portes palières. Jean FEUILLADE. 566-00-75.

FRONT DE SEINE Vue panoramique, plein sud superbe 2 pces, cuis., 17e ét., 50 m² env., libre. 550.000 F. *Téléphone : 903-82-09.*

16e arrdt

à 300 mètres **ÉTOILE** près av. V.-HUGO sur de calmes jardins intérieurs restauration luxueuse de 16 APPARTS du studio au 5 P. DUPLEX ET TRIPLEX. Tél. : 261-27-46.

TROCADÉRO AVENUE P.-DOUMER Gd stand., ét. él., soleil, splend. récept., 4 chbres, 2.200.000 F VERNEL 526-01-80.

VUE PANORAMIQUE Beau 7 pièces, étage élevé *STE AUBRY.* 501-88-89.

18e arrdt

PRÈS MAIRIE 18e Imm. résidentiel 1970, beau 3 P. tt conft. 8e étage, parfait état, vue Sacré-Cœur, loggia, TERRASSE 40 M2. 700.000 F. Tél. : 252-04-93.

RUE EUGÈNE-CARRIÈRE Imm. pierre tail., 3 P., tt cft, 50 m², rez-de-ch. rue et cour. Prix 270.000 F. 229-44-61.

Soulpt., vd atelier studio 30 m², tt cft. r.-de ch. cour, calme. Tous les jrs, 14 à 18 h. 5, rue Lambert.

RUE MYRHA, dans immeuble résidentiel, pierre detaille, appt gd conft, 4 pièces, cuis., s. de bns, entrée, cave, interph., chauf. cent. ind. au gaz + 2 parkings. En vente 600.000 F., à débattre. Téléphone : 255-27-15.

20e arrdt

Chambre 25 000 F, 1 P. cuis. 45.000 F, 2 P. cuis, bains, w.-c. 90.000 F Pptaire 250-29-61.

Près BLD DE CHARONNE 4 P. TT CFT BALC., Park. imm. récent 440.000 cpt + 3.200 F/mensuel. Viagers F. CRUZ. Appartement LIBRE DE SUITE. 266-19-00.

Dans site classé, part. vend belle maison, 130 m² + jardins, calme, soleil. Tél. : 327-78-82.

78 - Yvelines

VERSAILLES Grand Siècle magnifique duplex 165 m², séjour, atelier + 4 chbres, 2 bains, parking. GARBI - 567-22-88.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY-SABLONS Moderne séjour, 3 chbres, 2 bns, 2e étage, 115 m², impeccable. Michel et Reyl S A. 265-90-05.

93 Seine-Saint-Denis

METRO LILAS, part. vds 2 p., 56 m², + terrasse, cuisine équipée, parking : 280.000 F, possibilité reprise, Crédit Foncier 7,40 %. 416-47-86, soir.

Province

JURA
A vendre LELEX (01), station familiale : studio et appartement dans immeuble de standing. Possibilité gestion locative. Tél. : 522-95-32.

appartements achats

EMBASSY SERVICE 8, av. de Messine, Paris (8e) recherche Paris pour diplomates et clientèle étrangère APPTS et HOTELS PARTIC. ACHAT ou LOCATION **562-78-99**

JEAN FEUILLADE, 54, avenue de La Motte-Picquet (15e), 566-00-75, rech. Paris (15e) et (17e), pour bons clients, appts ttes surf. et immeubles. Paiement comptant.

RECHERCHE appts 1 à 3 Pces, Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e, av. ou sans trav. PAIE COMPT CHEZ NOTAIRE. Tél. : 873.23.55, même le soir.

Recherche pour placement de la chbre au 5 P. bon quartier 526-92-13 le matin ou 256-14-06 après 18 h.

URGENT RECHERCHE 5-7 P., tt cft, 8e, 16e, 17e, Rive Gauche, Neuilly.
MICHEL & REYL 265-90-05.

URGENT, paie cpt chez notaire, 2 à 4 P., Paris, av. ou sans trav. Mme LEULIER, tél. 261-68-61 ou le soir, 900-84-25.

appartements occupés

Près CHAMPS-ÉLYSÉES 4 PIÈCES, BON ETAT, occupé 490.000 F. - Tél. 200-36-01.

locations non meublées offres

Paris

PARIS (19e) Métro : Place des Fêtes SANS COMMISSION Immeuble tout confort
2 PIECES 45 m², loyer 1.293 F Charges 404 F, parking 177 F.
3 PIECES 62 m², loyer 1.810 F Charges 556 F, parking 177 F.
S'adresser au régisseur, 25-29, rue des Lilas, Paris. Tél. 202-05-88, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h.

Importante société loue SANS COMMISSION appartem. récents tout confort
PARIS (19e) 15-17, rue Henri-Ribière face métro Place-des-Fêtes
STUDIO 36 m², loyer 1.040 F. Charges 284 F, parking 176 F.
3 PIECES 67 m², loyer 1.800 F. Charges 546 F, parking 176 F.
5 PIECES 100 m², loyer 2.554 F. Charges 815 F, parking 176 F. Tél. 205-74-30, de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h.

Prop. loue direct. ds imm neuf, stand., appt. 4 p., 140 m² Prox. RER sta. Parc de St-Maur. 3.800F + ch. 766-52-24 p. 588.

Région parisienne

NEUILLY, *rés. somptueux* 6 p. s/jardin, balc., 2 bains parking exceptionnel. 6.100 F. - 531-14-20.

locations non meublées demandes

Paris

PPTAIRES Louez vos appts sous 24 heures. Nous garantissons vos loyers, services gratuits. 272-02-62.

Peintre cherche local pour vivre et travailler. Ecr. s/n° 6.049 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

locations meublées demandes

Paris

INTERNATIONAL HOUSE LOYERS GARANTIS rech. 1 à 6 P. pour banques et ambassades. Tél. : 705-54-78.

OFFICE INTERNATIONAL recherche pour sa direction beaux appartem. de standing 4 pièces et plus. 285-11-08.

DIPLOMATE recherche 100 à 120 m², tt conft, PARKING, proximité PORTE DAUPHINE, PORTE DE LA MUETTE. 296-61-38, à partir de 12 h.

Région parisienne

Etude ch. pour CADRES villas, pavillons tres banl. Loyer garanti 5.000 F maximum. - 283-57-02.

viagers

QUIBERON. Près plage, belle villa, jardin 720 m², partie libre indépend. Comptant 22.500 + 2.700 rente. LODEL 355-00-44.

17, BD PEREIRE, GD 3 P. 100 m² + CHAMBRE SERVICE Le tout au 3e ét., asc, chauf. cent. 300.000 F. + 3.200. Occupé femme 69 ans. Viagers F.CRUZ, 8, rue La Boétie. 266-19-00.

fonds de commerce

St-Lazare, 62, rue de Rome, magasin, 40 m² + s. sol 40 %. 2 tél. + ant. radio sur toit, repr. bail nf, tt comm. 2.600 F/mois + ch., 100 F/mois. DEF'S. Téléphone : 522-33-52.

immeubles

Recherche immeubles ou groupe d'immeubles de rapport, Paris ou banlieue immédiate. Paiem. cpt. interm. rétribués, discrétion garantie. CLARIDE (Mº Morello ou Mº Krempff), 11, rue Amiral-d'Estaing, 16e. 720-16-61.

DESIRE ACQUERIR immeuble Paris ou banlieue. Monsieur BIGIANI, 9, rue du Thann, 75017 Paris.

PARIS 10e, immeuble construction 1974, à usage de bureaux ou commercial, 1.150 c, 5 étages, asc., 14 park. Libre en partie ou occupé. Loyer : 675.000 F. Px avec 2.450.000 F compt., le surplus 4.800.000 le 15 juil. 82 sans intérêt, sans indexation. EXCLUSIVITE TREVAL, GERANT D'IMMEUBLES : 277-62-23.

locaux commerciaux

RUE SAINT-HONORÉ. Locaux commerciaux à louer, diverses surfaces. Tél. le mat. 606-95-24.

PLACE REUNION 36, rue de Terre-Neuve 32 m² à louer pour atelier artiste très clair, calme - 368-13-60.

PLACE REUNION 36, rue de Terre-Neuve 2 ateliers ou dépôts à louer r.-de-chauss. sur cour de 90 m². Possible réunir. 368-13-60.

LOFTS Ateliers d'artiste, triplex Pré St-Gervais-Buttes-Chaumont, verrière, terrasses. Bâtiments refaits nf + finitions. 6.000F le m² Téléphone : 340-77-48.

bureaux

CHAMPS-ELYSÉES loue directement 1 bureau ou + dans imm. stand. 563-17-27.

NOUS CONNAISSONS BIEN LE MARCHÉ DES BUREAUX...
NOUS EN AVONS CONSTRUIT, LOUÉ OU VENDU PLUS DE 200.000 m²
AVEZ-VOUS UN PROBLÈME DE VENTE, ACHAT OU LOCATION ?
APPELEZ-NOUS...
U.F.I.-S.A.F.
622-10-10
Mme MERLHES

Location directe BUREAUX, 493 m² environ, 18, rue de Tilsitt (17e). Loyer principal annuel : 465.000 F. Téléphone : 622-58-47.

CONSTITUTION de SOCIÉTÉS télex-secrétariat tous services **ASPAC** PARIS 8e 293.60.50 + votre SIÈGE SOCIAL délais rapides, prix compétitifs

VOTRE SIÈGE A PARIS de 80 à 250 F par mois. CONSTITUTION DE SOCIÉTÉS G.E.I.C.A., 296-41-12 + 56bis, r. du Louvre, 75002 Paris.

CONSTITUTION de S.A.R.L. **TELEX** Secrétariat téléphonique Domiciliations artisanales et commerciales. Tous services. **355-17-50**

VOTRE SIÈGE SOCIAL avec secrét., téléphone, télex CONSTITUTION DE SOCIÉTÉS ACTE S.A. - Tél. : 261-80-88.

VOTRE SIÈGE SOCIÉTÉ DOMICILIATION ET SECRÉTARIAT CONSTITUTION DE SOCIETES *Tél. 226-42-40.*

CHATELET 120 m², bail neuf. 5.000 F. par mois + ch. GIP 327-64-00.

Bd Magenta, 50 m gare du Nord R.C., 19 m façade, boutique d'angle sur 3 niveaux, 170 m² pondéré à louer, 3-6-9 avec ou sa droit au bail. 878-65-66.

8e PROPRIETAIRE loue 1 ou plusieurs bureaux dans imm. bon standing. 563-17-27.

propriétés

A VENDRE
BELLE PROPRIÉTÉ
Comportant 1.300 hectares, gentilhommière, terres, bois et marais, proche de LAON (02).
Pour tous renseignements Etude THIENOT, 8, rue Hincmar, 51100 REIMS. Tél. (26) 40-13-31.

A VENDRE CORSE près aéroport CALVI dominant la mer
COUVENT magnifique XVIe siècle entièrement rénové, meubles d'époque, 10 pièces récept. + 10 chbres, 7 salles de bains, cloître, piscine, maison gardien.
Ecrire Sté DE VILERS, 84, rue de l'Assomption, 75016 PARIS.

PONT-DE-RUAN 37260 MONTS, près TOURS Vend maison 1 étage, centre bourg, bord Indre, très bon état, tout confort, jardin, dépendances. Tél. 16 (47) 52-76-96.

12 KM OUEST Somptueuse propriété de style, réception en 4 pièces, 5 chambres, 5 bains. Logem. gardien. Pavillon d'amis, piscine, tennis. Parc 5.000 m². OFFRE EXCEPTIONNELLE. 976.05-37

maisons individuelles

Vous cherchez un terrain en PROVENCE sur la Côte d'Azur, arrière-pays ou bord de mer. Nous vous offr. grat. les serv. d'un conseiller pour choisir votre terrain (px, aménagement, voisinage). Maisons COSMOS CD, 6, Plan de Campagne, 13170 LA GAVOTTE. Tél. (42) 02-81-31.

villas

10 km VERSAILLES Site exceptionnel Vue splendide, villa récente 200 m². Séjour 54 m², 5 chbres 3 bns. Jardin 1.465 m². Urgent. 1.050.000 F. Tél. 954-68-00.

Vds en Corse St-Cyprien, Porto-Vecchio, villa F3, habitable, travaux à finir à 100 m de plage. 460.000 F. Prix à débattre. Tél. (16) 44-84-76 vers 18 h.

domaines

Domaine agricole et d'élevage, 150 ha en Mayenne, dont 1/3 labours, 2/3 herbage, avec bâtiments importants élevage, avec maison d'habitation neuve, confortable, très bien située. L'ensemble libre de suite. Pour tous renseignements écrire à M. André CUISSET, 180, avenue de Vichy, 03200 ABREST.

châteaux

ALLIER - Petit CHATEAU DU XVe sur parc, beaux arbres. 6 ha. T. gdes dépend. Px rais. Pos. acq. 25 ou 135 ha supplémentaires. Env. nos dossiers photos s/dem. CAB. PEZET 03500 SAULCET - Téléphone : (70) 45-35-70.

boutiques

SENTIER meilleur emplacement PLACE DU CAIRE boutique + 1er étage, murs et fonds libres à la vente. 876-75-90.

Immobilier (information)

Un appartement à Paris, en Région Parisienne... ou dans les Alpes ?



POUR ACHETER UN LOGEMENT NEUF
POUR SE LOGER OU POUR INVESTIR C'EST SIMPLE
CONSULTEZ GRATUITEMENT INFORMATION LOGEMENT
Appelez le
525 25 25
pour prendre rendez-vous et obtenir des conseils
INFORMATION LOGEMENT
49, avenue Kléber 75116 PARIS.

Information Logement, service gratuit créé par la Compagnie Bancaire et auquel la BNP, le Crédit Lyonnais, le Crédit du Nord, la Caisse Centrale des Banques Populaires, la Chambre Syndicale des Promoteurs-Constructeurs de l'Ile de France, *la Fédération Parisienne du Bâtiment, la Fédération Nationale* des Mutuelles de Fonctionnaires et Agents de l'Etat. La M.G.E.N., la Mutuelle Générale des P.T.T., l'Association pour la Participation des Employeurs à l'Effort de Construction apportent leur concours.

Publicorp

Le Monde

équipement

LA POLÉMIQUE SUR LA SÉCURITÉ NUCLÉAIRE

Le syndicat F.O. demande la démission de la direction du centre de La Hague

Le comité de coordination antinucléaire, réuni samedi 10 et dimanche 11 janvier à Valence-d'Agen (Tarn-et-Garonne), a décidé d'organiser, jeudi 15 janvier, dans plusieurs villes de France une journée d'action pour demander l'arrêt immédiat du fonctionnement de l'usine de retraitement de La Hague, et l'interruption du programme électronucléaire français.

L'incendie survenu mardi 6 janvier dans un silo de déchets radioactifs de l'usine de La Hague continue de provoquer de nombreuses réactions. Des journalistes ont été admis, samedi, à visiter la zone contaminée.

L'Union des syndicats F.O. de l'industrie nucléaire, dans un communiqué publié dimanche, demande la démission de la direction du centre de La Hague, affirmant que celle-ci a *« fait la démonstration de son incapacité et de son irresponsabilité devant une situation dont nul ne peut actuellement mesurer l'ampleur ni les conséquences éventuelles sur les travailleurs et les populations environnantes »*.

De son côté, le Syndicat des journalistes français (S.J.F.-C.F.D.T.) demande, dans un communiqué, *« la levée du secret »* et le libre accès à l'information pour *« tous les journalistes, la population et les élus »*.

D'autre part, notre correspondant nous indique que, cinq jours après l'incendie du silo de La Hague, les journalistes ont été invités à se rendre compte de l'étendue de la zone encore contaminée de l'usine de la Compagnie générale des matières nucléaires (Cogema), dont la direction doit faire face à de nombreuses réactions en dépit de ses explications. Ainsi, la C.F.D.T. appelle les organisations syndicales et les partis politiques à se joindre à ses adhérents devant la sous-préfecture de Cherbourg ce lundi à 18 heures, mais la C.G.T. réclame une concertation préalable.

La manifestation a déjà reçu le soutien des antinucléaires qui ne veulent pas manquer cette occasion de dénoncer les dangers de retraitement, mais d'autres appels à se rassembler ont été lancés, en particulier par quatre des dix-neuf maires du canton de Beaumont-La Hague, et par les organisations de défense des agriculteurs, ainsi que la section du parti socialiste d'Equeurdreville.

Pour sa part, la Confédération générale des cadres de La Hague est sortie de son silence pour dire sa conviction que l'incident n'aura pas de conséquences sur l'intégrité physique et la santé des personnels. Mais le communiqué de la C.G.C. déplore que des explications n'aient pas été aussitôt données aux personnes travaillant sur le centre pour éviter à la population de dramatiser. Des prélèvements laitiers effectués à titre de contrôle par le Service central de protection des radiations ionisantes (S.C.P.R.I.) ne sont pas étrangers à l'inquiétude de certains agriculteurs, d'autant que la C.F.D.T. a de nouveau contredit la direction du centre en affirmant, samedi 10 janvier, au cours d'une conférence de presse qu'une contamination en césium 137 égale à dix fois la concentration maximale admissible avait été constatée mardi dernier au niveau du bâtiment médical de l'usine, c'est-à-dire à 200 mètres seulement des grilles situées sous le vent du silo sinistré.

Dans le Tarn-et-Garonne

MANIFESTATION AUTOUR DU SITE DE GOLFECH

(De notre correspondant régional.)

Toulouse. — Plus de cinq cents personnes auraient été contaminées à l'usine de retraitement des combustibles nucléaires de La Hague (Manche) à la suite de l'incendie d'un silo de déchets. C'est ce qu'ont indiqué les membres d'une délégation venue du Cotentin pour assister au comité national de coordination antinucléaire, qui a siégé les 10 et 11 janvier à proximité du site de Golfech (Tarn-et-Garonne).

Le comité avait choisi son lieu de réunion pour remettre en cause le site de Golfech, sur les rives de la Garonne, où E.D.F. a commencé la construction d'une centrale nucléaire malgré l'avis contraire des populations proches. Le comité de coordination a indiqué qu'il organisait une journée d'action, jeudi 15 janvier, pour mettre le gouvernement en face de ses responsabilités concernant la sécurité des usines de traitement des déchets. S'appuyant sur les études faites par le groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire (G.S.I.E.N.), le comité met en cause la direction de la COGEMA, à La Hague, coupable, selon lui, de n'avoir pas donné l'alerte à temps. — L. P.

● *Le comité interministériel de la sécurité nucléaire* ne dispose pas *« de moyens propres lui permettant d'assurer véritablement [son] indépendance »*, affirme, dans une question écrite au premier ministre, M. Paul Quilès, député de Paris, secrétaire national du parti socialiste. M. Quilès souligne en particulier que *« le secrétariat général n'a pas d'existence budgétaire »*, que *« ses frais de fonctionnement sont pris en charge par le ministère de l'industrie »*, et que *« son personnel est mis à sa disposition par les ministères et le Commissariat à l'énergie atomique »* ; il demande, notamment, au premier ministre *« s'il ne considère pas qu'il conviendrait de rendre les organes de contrôle en matière nucléaire effectivement indépendants* des organes de décision *afin que soient respectées dans toute leur rigueur les exigences de la sécurité nucléaire »*.

● *Appel à Interpol pour retrouver un pétrolier pollueur.* — La police suédoise a demandé l'aide d'Interpol pour retrouver un cargo grec, le *Scape Trade*, qu'elle soupçonne d'être à l'origine d'une importante nappe de pétrole responsable de la mort de plus de cent mille oiseaux, dans le Kattegatt, bras de mer situé entre la Suède et le Danemark. La police soupçonne le navire d'avoir nettoyé ses cuves dans la mer avant d'effectuer un chargement de pétrole près d'Uddevalla, sur la côte sud-ouest de la Suède. — *(A.F.P.)*

REGROUPEMENT, CENTRALISATION DES ACHATS

Le conseil général du Calvados prend en main l'organisation du réseau d'autobus dans la région de Caen

De notre correspondant

Caen. — *« Je suis un nouveau bus, aujourd'hui voyagez à l'aise. »* Depuis le 1er janvier, des véhicules neufs portant ce slogan circulent dans la région de Caen. Il ne s'agit pas d'un simple changement de matériel mais de la première étape d'une opération originale en France.

Jusqu'alors une société privée, les Courriers normands (filiale de la Générale de transports et d'industrie) avait le monopole des lignes régulières dans le Calvados. Le service s'était peu à peu dégradé : vieillissement du parc, fermeture des liaisons les plus déficitaires. Le conseil général a décidé en 1978 de procéder à une refonte complète du réseau, y compris les nombreuses organisations de transport scolaire dont le coût, aggravé par des abus, grevait lourdement son budget (15 millions de francs).

Sous l'égide de l'assemblée départementale une société de transports en commun du Calvados (groupe Transexel) a établi un schéma de restructuration. L'opération pilote entre dans sa phase concrète. Elle sera totalement mise en place en 1983. Pour répondre avec plus de dynamisme aux besoins spécifiques des différents secteurs, plusieurs sociétés d'exploitation seront créées, la plupart avec des capitaux G.T.I. Il en résultera donc un éclatement des Courriers normands. Des contrats pourront être passés avec des transporteurs locaux par la S.T.C.C. qui assure la maîtrise de l'ensemble du réseau pour le compte du conseil général.

Cette rationalisation permet en particulier de grouper les achats de bus et d'obtenir des conditions plus avantageuses. Vingt et un véhicules neufs ont été acquis par le département en 1980. Une économie est également attendue de l'utilisation des cars de ramassage scolaire pour les dessertes locales. La suppression de la subvention au kilomètre parcouru devrait freiner certains excès des organisateurs (voyages de personnes âgées comptabilisés au titre du transport scolaire, par exemple).

Le surcoût de la reprise en main par la collectivité départementale est de 5,6 millions de francs pour 1981. L'État le subventionne pour moitié. Compte tenu de l'amélioration du service, de l'accroissement de la fréquentation grâce à des tarifs incitatifs et une promotion dynamique, les élus estiment cet effort justifiable. Ils ont cependant fixé un plafond de 20 millions de francs par an à l'enveloppe consacrée aux transports.

La mise en service des cars vert et blanc frappés des armes de la Normandie est un signe évident du renouveau pour les usagers. Restent les craintes des trois cent trente employés des Courriers normands et des sections C.G.T. et C.F.D.T. quant aux conditions de transfert dans les nouvelles sociétés d'exploitation.

DANIEL MORNET.

— A PROPOS DE... —

LES CONTRAVENTIONS DES AUTOMOBILISTES

L'indiscipline est payante

Beaucoup de Français ont commis, commettent ou commettront des infractions aux règles de la circulation routière. Mais peu savent ce que « rapportent » les amendes qu'ils payent et à quoi sert tout cet argent.

Tout cet argent, en effet... Car si en 1973 (5,8 millions de contraventions dressées) les automobilistes avaient versé 47,9 millions de francs, en 1977 ce chiffre atteignait 130 millions (12,2 millions de contraventions) et, en 1980, 195 millions (14,1 millions de contraventions). Pour cette année, les experts du ministère de l'intérieur tablent sur une « recette » de 222,4 millions de francs.

En application du code des communes et de la loi du 3 janvier 1979, le produit des amendes de police relatives à la circulation routière est réparti par le comité des finances locales et versé aux communes (1), en vue de financer des opérations d'amélioration des transports en commun et de la circulation. Les crédits sont distribués proportionnellement au nombre des contraventions dressées sur les territoires respectifs de chaque commune.

Autrement dit, plus les automobilistes sont indisciplinés dans une ville, plus le conseil municipal recevra d'argent pour, ensuite, améliorer son réseau de transport. Le nombre d'habitants dans la commune n'est, en aucune manière, pris en considération.

Ici, le conseil municipal choisira de construire une gare routière pour les autobus, un parc de stationnement, ou encore d'aménager les accès au réseau de banlieue des métros et de la S.N.C.F. (trottoirs roulants, escaliers mécaniques). Là, les élus aménageront des carrefours routiers, lanceront des études de plans de circulation, installeront des feux tricolores aux intersections des rues. Ailleurs, enfin (comble de la vexation pour des automobilistes !), on utilisera l'argent de leurs amendes pour améliorer les cheminements piétonniers...

Au hit parade des départements les plus indisciplinés au regard de la conduite automobile et aussi, par conséquent, les mieux servis dans la répartition financière les Bouches-du-Rhône, arrivent en tête (7,6 millions de francs), suivi par le Rhône (6,5), le Nord (4,6), la Seine-Maritime (3,6) et la Gironde (3,6). Départements et automobilistes (il est vrai peu nombreux) les plus sages : la Lozère, la Creuse, l'Ariège, la Guyane.

Sur ce chapitre comme sur tous les autres, le cas de Paris et de sa région doit être traité à part. Le Syndicat des transports parisiens (organisme public qui coordonne l'activité de la R.A.T.P. et de la S.N.C.F.) reçoit 45,2 millions, la région Île-de-France 22,6 millions et la commune-département de Paris 17 millions.

Un tout autre débat est de savoir si le zèle des agents de la force et de l'ordre publics à l'égard des automobilistes est proportionnel au taux d'urbanisation...

FRANÇOIS GROSRICHARD.

(1) On fait la distinction, dans les critères de répartition, entre les communes de plus de 25 000 habitants et celles de moins de 25 000 habitants.

Faits et projets

LA GRÈVE DES MARINS BRITANNIQUES.

Malgré une ultime proposition de leurs employeurs portant de 10,5 % à 12 % leurs offres d'augmentation des salaires, les gens de mer britanniques ont commencé, le dimanche 11 janvier, un mouvement de grève. Plusieurs ferries assurant le trafic à travers la Manche n'ont pas pris la mer, mais les passagers et leurs véhicules ont pu trouver place à bord de bateaux français et belges. Néanmoins si, comme on s'y attend, le Syndicat des gens de mer refuse l'ultimatum des employeurs, décidés à retirer leur proposition améliorée si elle n'est pas accepté d'ici au 13 janvier, le mouvement devrait s'étendre par des arrêts de travail inattendus de vingt-quatre heures et le blocage dans les ports de tous les navires prêts à appareiller pour l'étranger, y compris les tankers et les conteneurs.

Le Syndicat, qui prévoit également une action de grève des équipages de navires britanniques actuellement dans les ports étrangers, a demandé l'appui des gens de mer du continent.

Le représentant du conseil général du shipping britannique a déclaré que les concurrents étrangers seraient les seuls bénéficiaires du mouvement de grève, avec pour conséquence une augmentation du chômage des marins britanniques. Au cours des dernières années, a-t-il souligné, trois cent cinquante bateaux ont dû être désarmés et huit mille emplois ont été perdus. Les observateurs notent que si le commerce britannique est assuré à 95 % par mer, le pourcentage assuré par la marine marchande britannique a diminué. Ils notent aussi que les gens de mer britanniques sont relativement bien payés. Certes leurs salaires de base sont nettement inférieurs à ceux de leurs concurrents européens, mais la pratique étendue des heures supplémentaires ainsi que le maintien d'un personnel en surnombre affectent sérieusement le shipping britannique par rapport à la concurrence étrangère très active. — H. P.

● *Pêche : « Assez bonne » année à Boulogne.* — En dépit de neuf semaines de grève des équipages, en juillet et août, le bilan que la pêche à Boulogne-sur-Mer pour l'année 1980 est satisfaisant. Les quantités débarquées ont en effet progressé légèrement : 114 863 tonnes en 1980 contre 112 025 en 1979. La valeur globale de ce poisson est sensiblement égale d'une année sur l'autre : 370 602 000 francs en 1979 ; 371 659 000 francs en 1980. Ce sont les deux mois de novembre et de décembre, très fructueux, qui ont « sauvé l'année ». Mais ce bon résultat ne change en rien les problèmes de fond que connaît la pêche boulonnaise. — *(Corresp.)*

TOUJOURS LA PASSERELLE DES ARTS.

Après la réunion de la commission des sites pour étudier le projet de construction de la nouvelle passerelle des Arts *(le Monde* du 8 janvier), l'association S.O.S.-Paris déclare dans un communiqué : *« Les explications données sur la hauteur du tablier du pont n'ont pas paru claires à toutes les associations... On voudrait être vraiment sûr que ce tablier ne sera pas relevé par rapport à son niveau actuel, ce qui compromettrait fortement la perspective en direction de l'Institut... En outre, bien que le projet présenté soit limité à la seule reconstruction de la passerelle et ne comporte pas d'avancée d'un mur de béton qui engagerait une partie de la berge, les explications données quant à l'avenir ont paru confuses. »*

L'association évoque ainsi l'avenir de la place de l'Institut, qui se trouve au débouché du pont des Arts. Bien évidemment, on ne peut reconstruire cette passerelle sans évoquer l'aménagement de cette place complètement envahie par les automobiles. La Ville a donc prévu de l'aménager et de la rendre aux piétons.

C'est, paradoxalement, ce qui fait peur aux associations. Car les voitures passeraient dans un souterrain, lequel était prévu dans le projet de réalisation de la voie express rive gauche... *« Pour éviter tout risque d'ambiguïté, il convient de souligner qu'un tel aménagement se différencie complètement de celui de la voie express, puisque, au lieu du double tunnel qui était autrefois nécessaire en raison de la réalisation de cette voie nouvelle, il ne s'agirait plus que d'un passage dénivelé de la circulation actuelle du quai haut »*, déclarent les services de la Ville.

CORRESPONDANCE

Les routiers et les malheurs du rail

Après la publication d'un commentaire des dernières déclarations du directeur général sur les résultats de la S.N.C.F. en 1980 (Point : *les malheurs du rail* ; le Monde *du 2 janvier), M. H. M. Ghigonis, délégué général de la Fédération nationale des transports routiers (F.N.T.R.) nous écrit :*

Ce commentaire nous a surpris et, pour tout dire, choqués parce qu'il ne correspond pas aux déclarations objectives du directeur général de la S.N.C.F., qui, tout au long de son exposé, analyse avec beaucoup de franchise les raisons du fléchissement du trafic ferroviaire et les moyens très importants que met en œuvre le chemin de fer pour offrir à sa clientèle des qualités équivalentes à celles de la technique routière : réduction des délais de transport, porte-à-porte, spécialisation du matériel à la nature des marchandises transportées.

Que votre journal s'interroge sur les moyens d'utiliser au mieux le potentiel transport de notre pays nous paraît normal dans le contexte du renchérissement exorbitant du coût de l'énergie que connaît notre économie. Nous admettons moins bien, par contre, qu'une réponse *a priori* soit donnée à cette question : *« Le camion reste mieux adapté à l'acheminement de certaines marchandises sur de courtes distances »* sans qu'aient été approfondies les raisons fondamentales qui motivent le choix des usagers pour leur mode de transport.

Ce choix est fondé sur des raisons techniques et économiques ; le rail occupe une place prépondérante pour les produits pondéreux, ce qui explique pourquoi, comme le reconnaît le directeur général de la S.N.C.F., le repli de la sidérurgie a eu cette année des conséquences directes en baisse sur le volume du trafic ferroviaire.

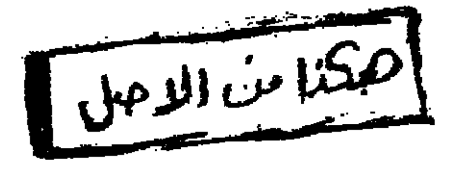
La route, pour sa part, est le transporteur des produits à haute valeur ajoutée dont l'acheminement est lié à une activité complémentaire à la production, principalement en ce qui concerne la distribution. Ainsi, une étude de la nature des produits transportés, des déplacements inter et intrarégionaux et des délais d'acheminement (toujours plus courts pour la route), montre que le partage du trafic entre les deux modes s'est établi en fonction des qualités spécifiques respectives du rail et de la route et que, sauf situation exceptionnelle de crise, les possibilités de substitution sont très faibles (cf. Alain Cotta, *Energie et transport routier de marchandises* et Rapport du comité des transports du VIIIe Plan).

La route excelle par sa souplesse, son porte-à-porte, sa flexibilité qui permet des rotations de stocks rapides et l'absence de rupture de charges ; comment, dans ces conditions, prétendre que son rôle puisse être limité aux courtes distances alors que, par ailleurs, ses avantages sont unanimement reconnus et qu'aucun industriel ou exportateur ne saurait se priver d'un auxiliaire aussi indispensable à sa compétitivité.

On rappellera, en outre, que le trafic à grande distance effectué par la route n'absorbe au total que 3 % de la consommation des produits pétroliers et que la profession routière s'est engagée dans un processus d'économie de consommation qui a donné des résultats tangibles souvent méconnus du fait de l'augmentation de la demande en gasoil des voitures particulières et du parc des petits véhicules commerciaux.

Comme le souligne le directeur général de la S.N.C.F., les vraies raisons de la baisse du trafic ferroviaire sont d'origine conjoncturelle et liées à la récession économique.

La route n'a pas de responsabilité dans les malheurs du rail, mais elle subit comme lui les effets d'un ralentissement général des échanges. Selon les dernières estimations du ministère des transports, la route connaîtrait à nouveau pour la première fois depuis 1975 un taux de croissance zéro. Ce résultat, s'il est confirmé, serait pour notre profession, la nouvelle la plus inquiétante de l'année !



ILE-DE-FRANCE

Paris dans l'enfer du stationnement

DISSUASION ET AMÉLIORATION

• Cinq mille nouveaux parcmètres en 1981
• Le sens unique de la rue de Richelieu est inversé

Les parcmètres parisiens vont gagner du terrain en 1981 : les édiles de la capitale vont être appelés, en effet, à voter au cours de leur prochaine séance une extension du stationnement payant portant sur *cinq mille nouvelles* places. Particulièrement touchés par cette décision : les XVI[e] et VII[e] arrondissements et le quartier des Halles à proximité de la zone piétonne.

APRES un moment de doute dû à un léger déficit en 1979-1980 (*le Monde* du 19 septembre), le stationnement payant est reparti à la conquête des rues de Paris. En fait, selon M. Edouard Frédéric-Dupont (app. R.P.R.), adjoint au maire, chargé de la circulation, tout plaide en faveur de cette politique : une meilleure rotation des véhicules, ce qui « facilite » le stationnement et la circulation, moins de gardiens de la paix employés au contrôle du stationnement — ce qui arrange les affaires de la préfecture de police — et enfin une surveillance accrue des couloirs d'autobus. Bref, tout concourt à augmenter le nombre des parcmètres dans la capitale, qui seront au nombre de 53 000 à la fin de l'année 1981. Mais les services de la préfecture de police ne s'arrêteront pas en si bon chemin puisqu'il est prévu, en 1982, d'étendre encore ce stationnement sur 5 000 autres emplacements. Une fois les 58 000 parcmètres en place, il semble, toujours selon les techniciens de la préfecture de police, que le seuil au-delà duquel il devient inutile de faire payer les automobilistes pour garer leur voiture le long du trottoir soit atteint.

Mais l'augmentation du nombre des parcmètres entraînera-t-elle l'augmentation du nombre des « pervenches » ? « *Il n'en est pas question* », réplique M. Frédéric-Dupont, qui précise « *le nombre de véhicules surveillés par les contractuelles sera comparable à celui des grandes villes étrangères* ». Vraisemblablement. Mais l'adjoint au maire de Paris pourrait également préciser que le salaire des « pervenches », qui augmente plus vite que le revenu des parcmètres, est une des causes du déficit qui a pu apparaître récemment. Si l'on veut donc maintenir un certain équilibre dans cette affaire du stationnement payant, dont la recette a été de 115 millions de francs en 1980, l'embauche de nouvelles « pervenches » est effectivement en question. Mais le bénéfice procuré par les parcmètres ne tombe pas totalement dans les caisses de la Ville. Il est réparti, en effet, entre la mairie, l'État et le syndicat des transports parisiens. Ce dernier organisme se réservant la plus grosse partie. Cette répartition est toujours l'objet d'âpres discussions entre les parties concernées. D'autant plus que, comme l'affirme M. Fréderic-Dupont, « *70 % des contraventions sont dressées par des contractuelles qui sont entièrement à la charge de la Ville* ».

En fait, pour parer à toute éventualité, et financer certains investissements, il a été décidé d'augmenter le tarif du stationnement payant (*le Monde* du 14 décembre). Du classique stationnement rotatif mais aussi celui du stationnement « résidentiel » qui permet aux riverains de certains quartiers de garer leur véhicule pendant dix heures moyennant une taxe forfaitaire de 10 francs. Ce système, qui connaît un réel succès sera notamment étendu prochainement dans le quartier d'Auteuil pour remplacer un garage privé qui a laissé la place à une ambassade.

Sous l'Hôtel de Ville

Pour justement compenser la fermeture de trop nombreux garages (38 000 places ont disparu entre 1973 et 1977), la Ville a lancé une politique de construction de parcs de stationnement. Dix parcs ont été ainsi créés depuis 1977, offrant aux usagers plus de 4 700 places. Mais la réalisation la plus spectaculaire de cette volonté est la construction, place de l'Hôtel-de-Ville, d'un parc souterrain de 530 places. Une fois les travaux achevés, la place sera entièrement piétonne.

Mais l'année 1981 devrait également voir la mise en place, à Paris, de nouveaux plans de circulation (*le Monde* du 2 janvier). C'est ainsi qu'au mois de juin prochain, la rue de Richelieu sera mise à sens unique vers le nord depuis la rue de Rivoli jusqu'aux Grands Boulevards. Ces dispositions impliquent, selon M. Frédéric-Dupont, l'inversion du sens de la circulation rue Drouot. L'interdiction de stationner dans cette artère est compensée par l'ouverture du parking de la salle des ventes. Le plan de circulation de ce quartier prévoyait également de mettre à sens unique, vers le nord, l'avenue de l'Opéra, de la rue de Rohan jusqu'à la rue de l'Echelle. Ces dispositions, si elles étaient appliquées dans leur totalité, permettrait d'effectuer divers aménagements en faveur des *piétons place de l'Opéra et* place André-Malraux (ancienne place du Théâtre-Français).

Toutes ces tentatives pour améliorer la circulation et le stationnement sont délicates à mener. Le réseau de voirie de la capitale comprend, en effet, mille kilomètres de voies représentant vingt-quatre pour cent des 8 700 hectares de Paris. Ses chaussées permettent la circulation simultanée de 110 000 véhicules et autorisent le stationnement licite de 250 000 véhicules environ. Ces chiffres rapprochés de ceux du parc automobile parisien (520 000 véhicules) et régional (2,7 millions de véhicules) et du nombre des entrées et sorties quotidiennes de la capitale (plus d'un million) montrent bien le problème aigu qui est posé dans les domaines indissociables de la circulation et du stationnement. C'est la raison pour laquelle on ne peut que regretter la « paresse » des banlieusards qui refusent d'utiliser les transports en commun pour venir à Paris. Les parcs de dissuasion installés aux portes de la capitale sont, en effet, toujours aussi peu utilisés.

JEAN PERRIN.



Le dur métier de dame Pervenche

D'« AUBERGINES » qu'elles furent à leurs débuts, en 1971, elles sont devenues des « pervenches ». Mais la métamorphose, digne d'un conte de fées — dont le préfet de police aurait adroitement subtilisé la baguette magique, — qui les a fait passer de l'état peu enviable de légume rebondi à celui, plus flatteur, de gracieuse herbacée des bois, *n'a, excepté la couleur de leur* robe, changé en rien ni leur statut ni leurs attributions.

Qui sont-elles, ces mille deux cent vingt-quatre fonctionnaires que l'administration, respectueuse des convenances, répertorie dans ses grands registres non pas sous leur sobriquet, pourtant fort répandu et jusqu'en très haut lieu, mais sous l'appellation autrement officielle d' « agents de bureau, option voie publique » ? Des agents de la préfecture de police de Paris, chargées tout spécialement de veiller à ce que l'usager, cet automobiliste parisien *roi* du système D et expert en combines, sache s'acquitter sans exception des droits de stationnement créés, en 1971, eux aussi, par une décision de feu le Conseil municipal de Paris.

Mais ce que le public ignore généralement — à moins d'être passé sous leurs fourches caudines, — c'est que ces dames de bleu vêtues, au carnet de contraventions facile, sont dûment habilitées, de surcroît, depuis le mois de juillet 1979, à relever toutes infractions aux règlements d'hygiène et de salubrité publics. Gare au propriétaire d'un chien assez mal élevé pour se soulager au beau milieu du trottoir, au gargotier insouciant qui, négligeant le bon usage de la poubelle, jettera sans vergogne à même la chaussée ses trognons de choux et ses eaux grasses, ou au colleur d'affichettes s'imaginant — à tort — que les *murs* de la ville sont là exprès pour lui permettre d'exercer ses talents clandestins ! Dans de tels cas, dame Pervenche peut sévir (et ne s'en prive guère...), et avec d'autant plus d'efficacité qu'elle est, à l'instar de son collègue le gardien de la *paix, assermentée, et que sa parole ne* saurait être *un* seul instant mise en doute...

Mal-aimées Maltraitées

Des mal-aimées ? *C'est évident*. On n'est pas chargé de veiller six jours par semaine, à raison de six heures de service quotidien, *été comme* hiver, sur les quelque quarante-sept mille places de stationnement payant de la capitale sans devenir la cible obligatoire de dizaines de milliers de rois du volant qui se passeraient volontiers de votre présence ! Mal-aimées et même parfois *maltraitées* : si elles payent rarement de leurs joues la paire de claques que leur balance traîtreusement un conducteur irascible, en revanche les insultes pleuvent, venant aussi bien de messieurs offusqués de voir le petit papillon fatidique faire son nid sous leurs essuie-glace que de dames pourtant distinguées en apparence, et où les mots de « *salope* », « *pute* », « *mal baisée* » — et bien pis encore — sont monnaie aussi courante que celle qui, le soir venu, fait aux parcmètres un ventre replet.

D'où viennent-elles, ces fonctionnaires *redoutablement* efficaces, qui, chaque jour que Dieu fait, décernent à elles seules dix mille « contredanses » en moyenne, soit environ 75 % de la totalité des infractions sanctionnées dans la *capitale* ? Très fréquemment des femmes, filles, sœurs ou parentes de gardiens de la paix, de gendarmes, de fonctionnaires des services administratifs de police, voire de sapeurs-pompiers. Si *la majorité* d'entre elles avouent avoir choisi cet *emploi, maigrement rémunéré* (leur traitement mensuel tourne autour de 3 000 à 3 500 francs), pour « mettre un peu de beurre dans les épinards », d'autres ne se gênent pas pour dire qu'elles « aiment cela » et qu'elles n'auraient pas choisi autre chose.

Mais qu'elles aient ou non la vocation, toutes ensemble elles ont bel et bien l'intention de se battre encore et toujours pour obtenir des pouvoirs publics, leurs syndicats aidant, un statut qui leur a été jusqu'ici refusé, celui des personnels classés dans les services actifs de la police. Elles restent, pour l'heure, cataloguées dans le statut des agents de bureau, et relèvent à ce titre du statut communal de la Ville de Paris — qui, d'ailleurs, assure leur rémunération, par le biais du budget que la mairie verse à la préfecture de police.

Outre le droit de faire valoir, comme les policiers, leurs droits à la retraite à cinquante-cinq ans, une telle *promotion* les ferait bénéficier d'augmentations substantielles... Si la mairie semble leur prêter une oreille attentive et soutient volontiers leur cause, en revanche le gouvernement s'entête à bloquer leur salaire et ne veut pas, jusqu'ici, entendre parler de changement de régime statutaire. Affaire à suivre...

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

POINT DE VUE

Une affaire rentable...

par GEORGES SARRE (*)

EN quelques années, le stationnement à Paris a connu une escalade continue de mesures dissuasives ou répressives. Le temps où l'application rigoureuse des interdictions faisait les beaux jours des contractuels appartient déjà à la préhistoire. Depuis sont apparues les zones bleues, auxquelles ont succédé les parcmètres. Les sabots de Denver rajoutaient encore un instrument à la panoplie, tandis que les enlèvements, les mises en fourrière devenaient de plus en plus fréquents et s'exécutent même désormais sans délai. Un personnel nombreux, mais mal rémunéré et en butte aux sarcasmes des Parisiens, s'évertue à faire appliquer ces mesures de répression du stationnement, spécialement au centre de la capitale, et avec les résultats que l'on connaît.

Fondamentalement, cette escalade rapide traduit le désarroi et l'incapacité des pouvoirs publics à maîtriser le stationnement à Paris. On tente d'étouffer les effets de la surdensité des véhicules, mais on se refuse à traiter le problème global de la circulation. C'est pourquoi les socialistes au Conseil de Paris ne peuvent pas approuver les mesures ponctuelles qui sont présentées régulièrement par la municipalité. D'une part la transformation d'une place de stationnement gratuit en emplacement payant n'a jamais créé une place supplémentaire. Mais surtout, réglementer le stationnement sans traiter de la circulation dans son ensemble n'a pas de sens. Comment prétendre lutter contre le stationnement abusif au cœur de Paris, alors que le plan de circulation de la capitale continue d'y faire transiter les grands axes nord-sud et est-ouest ?

Comment prétendre dissuader les Parisiens d'utiliser leurs véhicules individuels, alors que les transports en commun accusent un sérieux retard ? Les couloirs d'autobus ne sont pas réellement efficaces ; il faudrait les matérialiser davantage pour empêcher leur occupation abusive. L'amélioration insuffisante du métro, les mauvaises conditions de raccordement aux réseaux S.N.C.F. de banlieue sont autant de handicaps. Et puis comment prétendre traiter la question du stationnement sans aborder l'ensemble des moyens de transports banlieue-Paris ?

En réalité, la cohérence commande de maîtriser la totalité du phénomène pour traiter ses effets. Cela suppose qu'en amont, c'est-à-dire sur tout le réseau S.N.C.F. et R.A.T.P. de banlieue, des parkings dissuasifs — et donc gratuits — soient mis à la disposition des usagers et raccordés directement aux gares. La priorité absolue aux transports en commun doit se traduire dans les faits : amélioration du service des autobus, modernisation du métro, extension à la banlieue et interconnexions doivent être entreprises ou poursuivies. Les transports collectifs doivent devenir attractifs pour les usagers actuels, bien entendu, mais aussi pour les usagers potentiels qu'il s'agit, en fin de compte, de gagner.

Faute de telles mesures, la répression du stationnement abusif, telle qu'elle est menée aujourd'hui, est condamnée à l'inutilité et à l'injustice. L'inutilité ? Il suffit de traverser le centre de Paris pour s'en convaincre. L'injustice ? Elle naît du coût exorbitant des sanctions, des amendes, des mises en fourrière, qui pénalisent, bien entendu, plus fortement les plus démunis, souvent obligés, pourtant — pour leur travail — de par l'insuffisance des transports collectifs d'utiliser leur voiture personnelle.

Pendant ce temps, la Ville de Paris, en concédant des parkings souterrains à des sociétés privées, ou à des sociétés d'économie mixte, ouvre au secteur privé un nouveau terrain pour la recherche du profit. Le stationnement, dans la capitale, du fait de la pénurie et de l'incurie, devient, pour certains, une affaire rentable.

(*) Président du groupe socialiste au Conseil de Paris.

Le Monde

économie

La grande bataille des communications

(Suite de la première page.)

Avec un père haut-fonctionnaire, spécialiste des douanes et des exportations d'armes, celui que l'on appelle familièrement J.L.L. a été à bonne école. Sa connaissance, tout jeune, de la fonction publique lui servira. Outre son bagage de technicien (Sup Elec), il dispose de deux atouts : son dynamisme et son charme. Deux qualités qui lui permettront de tisser un vaste réseau de relations, de mobiliser des équipes, les cadres des entreprises qu'il dirige. Ces qualités le feront également apprécier de la génération précédente. *« Il a séduit,* explique un ancien de Matra, *M. Chassagny, qui l'a fait entrer chez Matra, M. Floirat, qui lui a apporté l'ouverture sur Europe 1, et, plus récemment, MM. Spangler, de Manurhin, et Goudart, de Solex.* » Ces hommes ont tous un point commun : créateurs d'entreprise, ils ne trouvaient pas autour d'eux de successeur possible. « *Chacun a vu en J.L.L. le jeune garçon dynamique qu'il aurait aimé avoir pour fils.* »

Ce « *fils spirituel* » a d'autres talents, notamment un sens inné de la communication et des relations publiques.... Il s'affirmera dès 1965 avec l'utilisation de la course automobile, pour façonner une image de marque « *jeune, dynamique et... civile* » de Matra. Car, dès cette époque, le groupe cherche à se diversifier, à utiliser les bénéfices du militaire pour prendre des positions dans des activités civiles. C'est une stratégie qui connaîtra des hauts et des bas pendant dix ans. Un grave échec en 1973, avec la faillite de EMO, entreprises conçue pour fabriquer des téléviseurs couleur grand public. Cette non-réussite laissera une ardoise évaluée à 60 millions pour Matra (1), et au double pour les finances personnelles de M. Floirat. Celui-ci sauvera cependant son jeune P.-D.G. dont les banques exigeaient la tête. La diversification restait, à cette époque, limitée. En dehors de domaines nouveaux comme les satellites et les transports urbains, les efforts de Matra se heurtaient aux puissance en place. Ainsi, une première tentative vers les télécommunications (rachat de la filiale française d'Ericsson) tournera court.

Le déclic va se produire au milieu de la dernière décennie avec la combinaison de trois facteurs. L'argent coule à flots grâce à de nombreux contrats de vente d'armes à l'exportation. Le pouvoir politique change de main. La technologie s'accélère et bouleverse les frontières traditionnelles.

Le pactole militaire

« *Enlevez les missiles, il ne reste rien des bénéfices de Matra* », constate un analyste financier. De fait, la firme gagne beaucoup d'argent dans cette activité sans avoir pris beaucoup de risques. Les études de base sont financées, pour une bonne part, sur les fonds publics. Les premières commandes de l'armée française permettent d'amortir les investissements productifs. En outre, Matra a toujours sous-traité au maximum (75 % en moyenne). A l'exportation (70 % de ses ventes d'armes), le groupe s'est accroché au « *train Dassault* » (chaque avion vendu comporte ses missiles), a profité de son réseau commercial et des efforts des « *fonctionnaires vendeurs d'armes* » de la défense.

A partir de 1975, la manne devient pactole. Les contrats affluent, du Proche-Orient, de la Libye, pour des matériels dont les frais sont déjà amortis. On estime que la marge brute d'autofinancement de la division militaire de Matra est d'au moins 20 %. En 1979, pour un chiffre d'affaires de 1,8 milliard de francs, le cash flow militaire aurait donc représenté à lui seul 360 millions de francs, soit 100 millions de francs de plus que la marge brute déclarée pour l'ensemble de la société. Ce qui, par parenthèse, tendrait à prouver que bon nombre des autres activités du groupe sont peu ou prou déficitaires...

A cela s'ajoute le système des avances à la commande sur les contrats à l'étranger. Les acheteurs versent entre 20 et 30 %, lors de la signature, pour des produits dont les livraisons interviendront plusieurs mois plus tard. Matra dispose ainsi en permanence d'une trésorerie comprise entre 1 et 1,5 milliard. Cet argent « travaille » et rapporte des sommes considérables : 133 millions de francs en 1979. Autant en 1980, soit près de la moitié des bénéfices nets. Ces sommes peuvent, également, être utilisées pour saisir des opportunités. « *Faire des coups* ». Celui de Hachette va être, ainsi, grandement facilité par un contrat... saoudien.

L'Arabie Saoudite a commandé, récemment, à la France pour 14,4 milliards de francs d'armements navals. La part directe de Matra dans ce contrat est de 1,06 milliard de francs. Les missiles équipant les navires ne seront pas livrés avant au moins dix-huit mois, mais Matra, comme les autres contractants, a perçu, dans les derniers jours de 1980 et les premiers jours de 1981, une avance de 20 %, soit 200 millions de francs. C'est, à peu de chose près, ce que va lui coûter l'opération Hachette !

Bras séculier

Ce pactole, qui tombe dans les caisses du groupe à partir de 1975, va lui donner les moyens financiers de jouer sa partie dans la redistribution de cartes que souhaite le pouvoir. Les nouvelles équipes, à l'Elysée comme dans les ministères, veulent faire bouger les grands groupes, voire rogner leurs domaines traditionnels. Une stratégie industrielle qui a son arrière-plan politique de règlements de comptes et de luttes d'influence au sein de l'*establishment*. Les intérêts du pouvoir vont objectivement coïncider avec ceux de M. Lagardère, et celui-ci va peu à peu apparaître comme « *un des bras séculiers de la politique gouvernementale* ».

« *Lorsque les pouvoirs publics nous demandent, pour diverses raisons, de reprendre telle ou telle société, d'investir dans tel ou tel domaine, notre première réaction est généralement négative* », explique un dirigeant d'un de ces grands groupes. « *Puis, les choses étant ce qu'elles sont, nous sommes souvent obligés de céder. Mais nos réticences premières nous font perdre le bénéfice psychologique de telles actions. Jean-Luc Lagardère a adopté une autre attitude. Il dit oui par principe. Puis, par la suite, il explique que l'opération coûtera plus cher que prévu, qu'elle suscite des réticences au sein du groupe. Il serait donc bon que l'Etat accorde quelques compensations, financières ou autres* »

Ainsi s'explique l'association Matra-Harris pour l'installation d'une usine de circuits intégrés, opération à laquelle les pouvoirs publics tenaient beaucoup. L'entrée de Matra dans les télécommunications se fera en échange de la reprise de la société Depaepe, en difficulté. L'horlogerie est en crise et n'intéresse aucun des grands industriels ? Matra s'offre à être le fédérateur de la branche, prend le contrôle de Jaz et Jaeger. Le pouvoir s'inquiète-t-il des convoitises dont le quotidien régional *les Dernières Nouvelles d'Alsace* est l'objet ? Matra se présente et rachète 40 % des actions au prix fort.

Plus le groupe Matra rend service, plus il devient puissant, plus les rapports avec le pouvoir s'entremêlent, et plus ce dernier est amené à favoriser la firme de M. Lagardère.

Un tel phénomène n'est, certes, pas nouveau. M. Ambroise Roux, le président de la C.G.E., n'était-il pas, à tort ou à raison, considéré sous M. Pompidou comme un ministre de l'industrie « bis » ? « *A deux différences près* », précise un ancien haut fonctionnaire :

« *D'une part, des contre-feux puissants existaient à tous les échelons de l'administration, jusques et y compris à l'Elysée. La C.G.E. n'obtenait pas, quoi qu'on ait pu en penser, tout ce qu'elle voulait. Elle a essuyé à l'époque des échecs cuisants (nucléaire, informatique, tentative de prise de contrôle de Thomson). Matra n'a pas connu de telles rebuffades. Peut-être en raison de l'hyper-centralisation du pouvoir.*

« *D'autre part, M. Lagardère dispose d'un moyen de pression non négligeable grâce à la nébuleuse qui se forme peu à peu autour d'Europe N° 1 et de Radio-Télé-Monte-Carlo...* »

Certes, d'autres groupes industriels ont possédé des médias avant Matra : Boussac, Prouvost, Dassault. Mais l'influence de ces groupes restait limitée. Ils ne touchaient pas vraiment à l'audiovisuel, ni surtout à l'ensemble de la filière communication, qui englobe aussi bien la publicité (qui fait vivre la presse), le cinéma, l'édition, les journaux, que la télématique, avec les moyens de transmission, les satellites et les divers produits électroniques. Avec la prise de contrôle de Hachette, pour la première fois, un groupe industriel va « *pouvoir mêler sur une grande échelle le contenant et le contenu* ».

J.-M. QUATREPOINT.

(1) Un contrat d'armes, en Libye, permettra de « boucher le trou ».

La passerelle américaine

Pour boucher les trous de sa filière électronique, Matra cherche des alliés hors de France. Aux Etats-Unis de préférence. Cela afin d'avoir immédiatement des produits à vendre et d'« apprendre le métier ». Des liens étroits ont été noués avec Harris et T.R.W. La branche informatique de Matra vend des produits américains (Datapoint). On négocie avec Qwip pour la bureautique. Dans les satellites, T.R.W. apporte son soutien logistique, notamment pour les réponses aux appels d'offres, moyennant une redevance sur les contrats. La branche composants de Matra et l'usine de Nantes dépendent de Harris, qui, selon son président, « a réalisé là sa meilleure affaire ». Harris est également fabricant de photocomposeuses, le principal producteur américain d'antennes de satellites, et un des géants pour les stations terriennes de satellites.

Une telle stratégie privilégiant les importations de technologie, voire de produits américains, peut se justifier au seul plan de l'entreprise. Mais, dans un cadre plus général, cela amène le groupe à concurrencer d'autres entreprises françaises qui disposent de leurs propres techniques.

Ainsi, un récent contrat pour l'équipement en automatismes de champs pétroliers à Abou-Dhabi a fait quelques vagues au début de 1980. Matra a obtenu la commande avec des produits de la société américaine Hydril, les services et la maintenance étant assurés par la filiale locale de la société britannique Plessey. Le ministère de l'industrie a « appuyé » cette offre plutôt que celle d'un autre groupe français — Thomson, — qui proposait pourtant des matériels nationaux.

Prochain article :

PUBLICIS, HACHETTE, R.T.L. ET LES AUTRES

ÉNERGIE

L'IRAN EXPORTE PLUS D'UN MILLION DE BARILS DE PÉTROLE PAR JOUR

Les exportations pétrolières de l'Iran dépassent de nouveau 1 millions de barils par jour (1,1 million, soit 55 millions de tonnes par an), malgré la guerre avec l'Irak, affirme-t-on dans les milieux pétroliers et diplomatiques américains. En novembre et décembre, les exportations iraniennes étaient tombées en dessous de 400 000 barils par jour. Grâce à cette reprise des ventes à l'étranger, Téhéran peut espérer recevoir un peu plus de 1 milliard de dollars par mois, un pactole bienvenu pour un pays qui achète une grande part de sa consommation alimentaire à l'étranger.

AGRICULTURE

● *Trains de pommes pour l'Irak.* — Un train frigorifique transportant 500 tonnes de pommes produites dans le midi de la France a quitté la gare de marchandises d'Avignon, le vendredi 9 janvier, à destination de Bagdad (Irak). Prêté par le groupement d'intérêt économique de la Garonne, ce train de vingt-huit wagons est le premier d'une série de vingt, dont huit partiront du Vaucluse. Le convoi doit faire ce voyage en une quinzaine de jours par l'Italie, la Yougoslavie et la Turquie. Il comporte un wagon atelier et transporte deux techniciens de la STEF (Société de transports et d'entrepôts frigorifiques) prêts à intervenir en cas d'avarie. — *(Corresp.)*



AFFAIRES

A PLOERMEL (Morbihan)

Fermeture d'une usine construite il y a deux ans grâce à d'importantes subventions

De notre correspondant

Vannes. — Construite il y a deux ans grâce à des emprunts souscrits par la commune et garantis par le département du Morbihan, la tréfilerie de Saint-Armel, à Ploërmel, est fermée depuis octobre 1980.

Spécialisée dans le fil de titane et d'inox, cette usine fut construite fin 1978, pour le compte d'une société parisienne, la Société française de forge et de métallurgie, grâce au conseil général, qui accordait la garantie du département à la ville de Ploermel pour un emprunt de 13 millions de francs. Ce n'était que la première puisqu'en mars 1979 cette *même ville obtenait une garantie* supplémentaire du département pour un nouvel emprunt, celui-ci de 1,1 million de francs.

C'est donc 14,1 millions de *francs au total* que la municipalité avançait dans cette affaire, qui prévoyait la création de deux cents emplois. Ces emprunts étaient réalisés pour une durée de quinze ans auprès du Crédit mutuel de Bretagne, au taux de 9,95 %.

Un télex au siège parisien

En janvier 1980, moins d'un an et demi après le début de ses activités, la tréfilerie demandait *et obtenait du conseil municipal* un report, au 30 novembre de cette même année, de ses annuités. En mars, le conseil général acceptait une opération aménageant la garantie du département au contrat d'emprunt.

M. Le Rohellec, conseiller général (P.S.) de Vannes-Ouest écrivait alors au préfet pour s'inquiéter de cette situation. On lui répondait que *« le plan de financement de la société prévoyait l'obtention de prêts de la société de développement régional pour un montant de 7 millions de francs. 2 millions seulement ont été débloqués. Les 5 millions manquants ont empêché l'entreprise de réaliser les investissements en matériel prévus, ce qui ne lui a pas permis d'atteindre ses prévisions de chiffre d'affaires (10 750 000 francs au lieu de 24 millions). Des négociations sont en cours pour l'obtention de financement des 5 millions manquants pour relancer l'activité »*.

Mais le 10 septembre, le personnel, inquiet du retard des salaires du mois d'août, envoyait un télex au siège parisien. Le même jour, le patron révélait que l'entreprise était dans l'incapacité de payer ces salaires. Le 3 octobre, l'ensemble du personnel était mis en chômage technique, sauf une dizaine d'employés occupés à fabriquer du fil de titane utilisé par la SNIAS de Nantes pour la construction de l'Airbus.

On parle de vendre l'usine et le *19 décembre dernier, alors qu'il* accompagne d'éventuels acquéreurs à Ploermel, le patron informe le comité d'entreprise qu'un projet de licenciement pour motif économique est en cours. L'inspection du travail refuse ce projet pour défaut de procédure (le comité d'entreprise n'avait pas été réuni ni en octobre ni en novembre).

A l'occasion du conseil des prudhommes de fin décembre, auquel les 56 ouvriers ont dû s'adresser pour obtenir des avances sur les salaires de novembre, restés impayés, ils apprendront que le tribunal de commerce n'a été saisi d'aucune affaire concernant cette tréfilerie et que son bilan n'était toujours pas déposé. La C.F.D.T. parle de *« désinvolture et de manigance »*, la C.F.T.C. espère que d'autres groupes s'intéresseront à cet outil de travail. Quant aux employés, ils sont inquiets pour leur avenir. On le serait à moins.

MICHEL LORET.

Un échec exemplaire

Une décentralisation ratée dans un créneau industriel en principe très porteur, une municipalité bretonne *qui se retrouve avec une usine neuve* sur les bras et une lourde facture à payer, soixante emplois menacés au bout de dix-huit mois seulement d'activité, telle est la triste histoire d'un échec qui peut apparaître exemplaire à bien des points de vue et derrière lequel se profile la crise d'une industrie nationale, celle du ressort.

En 1977, la Société française de forge et de métallurgie (S.F.F.M.), holding du groupe Saint-Urbain, rachète le fonds de commerce des Tréfileries de Bohin, dans la région parisienne, et le transfère à Ploërmel, près de Rennes, dans une usine que lui construit la municipalité pour y fabriquer des produits de très haut de gamme incorporant une forte technicité, fils et petits profilés en titane et en inox de qualité spéciale avec, à la clé, d'importantes commandes, notamment de la SNIAS pour l'Airbus.

L'opération, très appuyée politiquement au plus haut niveau, apparaît fort intéressante, *car elle évite des* importations et crée des emplois dans une petite ville de Bretagne dont le maire, M. Anselin, est chef de cabinet *du secrétaire d'Etat aux anciens* combattants, M. Plantier. Tout semble donc aller très bien mais, rapidement, des difficultés apparaissent, l'usine s'arrête, comme on l'a vu. Que s'est-il passé ? A la maison-mère, on met en cause la Société de développement régional (S.D.R.) de Bretagne, qui, ne tenant pas ses promesses, aurait refusé les 5 millions de prêts à moyen terme indispensables pour terminer une usine qui n'a jamais pu véritablement entrer en production.

La S.D.R. proteste vigoureusement, assurant que, en 1978, elle a été mise devant le fait accompli par un syndicat de communes qui avait traité directement avec la S.F.F.M. et, à son avis, s'était engagé dans un financement imprudent, sans garantie réelle sur l'exploitation à venir. Elle *a bien consenti un prêt à long terme* de 1,6 million de francs, mais à condition que la S.F.F.M. obtienne de ses banquiers un prêt à moyen terme de 5 millions de francs, ce qui n'a jamais pu être fait, faute de garanties suffisantes, paraît-il. Et c'est là que l'affaire se complique.

La S.F.F.M. est la holding qui coiffe le groupe Saint-Urbain : cinq usines, plus de mille personnes et 260 millions de francs de chiffre d'affaires dans la forge et le tréfilage des métaux. C'est l'un des deux grands français de l'industrie du gros ressort fabriqué à chaud, fournissant des suspensions à la S.N.C.F. *et à la construction automobile* : il équipe, notamment, les voitures Corail et celles du T.G.V. Paris-Lyon. Son animateur est M. Charles *Renauld, personnalité hors du commun* : très dynamique, mais aussi très entier, affichant ses convictions monarchistes et son goût de l'ordre, *il est réputé pour son caractère difficile* qui fait soupirer ses interlocuteurs, publics et privés.

La Bretagne n'a pas de chance

Sous son impulsion, son groupe s'est rapidement développé, absorbant de petites entreprises et effectuant de gros investissements au prix d'un endettement croissant, avec *une politique commerciale hardie*, trop hardie peut-être, au gré de la profession et des banques, qui l'accusent de pratiquer des prix trop bas et une véritable fuite en avant : *« De l'expansion, mais pas de résultats. »* La crise de l'automobile et la concurrence européenne, qui viennent de faire chuter Herckelbout-Dawson, l'un des principaux fabricants de petits ressorts à froid, récemment admis au bénéfice de la suspension provisoire de poursuites, *ont plongé le groupe Saint-Urbain* dans de graves difficultés, dont il essaie de sortir en recherchant des concours, en France, mais également à l'étranger, ce qui inquiète le ministère de l'industrie. Celui-ci a proposé des partenaires, notamment l'autre grand du ressort à chaud, Ressort-Industrie, filiale des Forges d'Allevard (groupe Marine Wendel), et qui se porte très bien. Mais M. Renauld a rejeté ces propositions avec indignation, criant au dépeçage.

C'est dans ce climat qu'a éclaté l'affaire de Ploërmel : *« L'usine est très valable, on a dépensé 25 millions de francs, mais cela menait le groupe à l'abîme »*, estime-t-on à la maison-mère, qui recherche, pour cette filiale, un partenaire ou un acquéreur (on parle de plusieurs groupes, dont Sacilor-Pompey), sans vouloir, pour l'instant, déposer le bilan. La Bretagne n'a, décidément, pas de chance...

FRANÇOIS RENARD.

M. JOLY EST RÉÉLU PRÉSIDENT DU SYNDICAT NATIONAL DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

M. Pierre Joly, directeur général du groupe Roussel-Uclaf, a été réélu le 6 janvier à la présidence du Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (SNIP).

Il avait été désigné le 15 janvier 1980 pour succéder à M. Gabriel Maillard, qui avait occupé ce poste durant douze ans et avait remis sa démission un an avant la fin de son mandat triennal pour convenances personnelles.

Cette réélections était attendue. Précédemment composé de trois vice-présidents, MM. Baetz (Métabio-Jaillé), Petitbon (Bouchard) et Soucaret (*Pfizer*), tous réélus, le bureau du SNIP en a désormais quatre avec la nomination de M. Chatain (Sandoz). M. Pejouan (Merck) reste secrétaire général et M. Courtaigne (Delalande) trésorier.

Pour sauver le numéro trois allemand de la vente par correspondance

LA CHAINE DE MAGASINS KARSTADT VA ACQUÉRIR LA TOTALITÉ DU CAPITAL DE NECKERMANN

C'est finalement la chaîne de grands magasins ouest-allemande Karstadt, la plus importante d'Europe dans sa branche d'activité, qui renflouera Neckermann, second *« Tour Operator »* de la République fédérale et numéro trois dans la vente par correspondance, sur le point de déposer son bilan à la suite de graves *difficultés financières (le Monde* du 1er janvier 1981). En effet, Karstadt, qui détient déjà 51,2 % du capital de Neckermann, se propose d'acquérir la totalité des *actions de sa filiale. Il lui en* coûtera au total 248 millions de deutschemarks (570 millions de francs).

Pour ce faire, une importante opération financière aura lieu, dont le principe sera soumis à l'approbation de l'assemblée annuelle de Neckermann du 11 juin. Actuellement de 137,4 millions de DM (179 millions de francs), le capital de cette entreprise sera d'abord réduit de moitié (une action nouvelle pour deux anciennes) puis relevé à ce niveau par émission d'actions nouvelles (50 DM de nominal) au prix de 100 DM (1 pour 1).

Avant ce coup d'accordéon, qui aura effet rétroactif au 31 décembre de l'année écoulée, Karstadt, soucieux de ne pas léser les actionnaires minoritaires de Neckermann leur offrira entre le 13 février et le 13 mars prochains de reprendre les titres en leur possession sur la base de 82,5 DM.

En 1980, Neckermann a encore perdu 70 millions de deutsche*marks (161 millions* de francs), dont 40 millions dans la branche *« tourisme »* et 30 millions dans la vente par correspondance, ce qui porte à près de 500 millions de *DM (1,15 milliard de* francs) son déficit en cinq ans.

La firme avait été une première fois sauvée de la faillite en 1976 par Karstadt, qui, à cette occasion, avait bénéficié de l'appui des banques pour en prendre le contrôle. Ce soutien paraît, cette fois-ci, lui avoir fait défaut. — A. D.

AUTOMOBILE

LE GROUPE RENAULT A ASSURÉ, EN 1980, 52 % DE LA PRODUCTION NATIONALE

Le P.-D. G. de la régie Renault a présenté, le 12 janvier, au président de la République, un bilan des activités de son groupe pour 1980, bilan qui apparaît largement positif.

Pour la première fois, la Régie a produit plus de 2 millions de véhicules (voitures particulières et véhicules industriels), 2 055 000, pour être précis, chiffre qui fait apparaître une progression en volume de 10 %, et qui représente 52 % de la production nationale.

Les exportations de la Régie ont, de leur côté, atteint plus de 1,1 million de véhicules (+ 7 %), et Renault est resté la première marque au niveau de la Communauté économique européenne avec une part de marché de 14,2 %, contre 12,9 % en 1979.

En France, la production en volume a également augmenté de 10 %, en dépit du recul de l'activité, ce qui s'est traduit par une augmentation sensible de la part de marché de la Régie, qui est passée de 35 à 40 %.

VERS UN CONTINGENTEMENT DES IMPORTATIONS DE VOITURES JAPONAISES EN BELGIQUE ?

Bruxelles *(A.F.P.)*. — Le ministre belge des affaires économiques, M. Willy Claes, vient d'annoncer qu'il *« entamera, avant la fin du mois, des négociations avec les Japonais pour contingenter les importations de voitures japonaises »*, dans une interview publiée, lundi 12 janvier, à Bruxelles, par le quotidien flamand *Het Belang Van Limburg*.

La Belgique semble ainsi tenir compte de la mise en garde de la firme française d'automobiles Renault qui, fin décembre, avait fait savoir qu'elle pourrait reconsidérer ses investissements en Belgique si le gouvernement belge ne mettait pas un frein à la pénétration japonaise.

« La situation est devenue intenable » en ce qui concerne l'emploi, et *« je me vois donc obligé de fixer un plafond à l'importation japonaise »*, déclare le ministre, qui ajoute toutefois que des mesures efficaces ne pourraient être prises que dans le *cadre du* Benelux.

La percée des voitures japonaises sur le marché belge (25 % des ventes en 1980 contre 18 % en 1979) émeut les constructeurs automobiles étrangers qui emploient, en Belgique, soixante mille personnes et produisent annuellement un million de véhicules, dont 95 % sont exportés.

Faits et chiffres

Affaires

● *Mesures compensatoires pour le cognac ?* — Selon M. Jacques Blanc, secrétaire général du P.R., les professionnels du cognac sont les mieux placés pour proposer des mesures compensatoires qui adoucissent la hausse des taxes. Selon M. Blanc, *« l'harmonisation des taxes avec celles des pays européens était nécessaire, car dans le cas contraire n'importe quel pays pourrait appliquer n'importe quelle taxe, alors que la France exporte la majeure partie de sa production de cognac »*. — *(A.F.P.)*.

Social

● *Licenciement au C.E. d'Usinor - Dunkerque.* — Les responsables F.O., C.F.D.T. et C.G.C. du nouveau comité d'établissement d'Usinor-Dunkerque ont fait parvenir à *l'inspection du travail* une demande de licenciement visant M. Michon, secrétaire administratif du comité d'établissement, qui avait été engagé à ce poste par les anciens responsables C.G.T. En revanche, la direction de l'usine a accepté de reclasser l'autre titulaire des deux postes de permanents créés par la C.G.T. et supprimés voici quelques semaines. La C.G.T. et le P.C., dont M. Michon est membre, accusent les trois syndicats de *collusion* avec le patronat dans *« la lutte anti - C. G. T. et anticommuniste »*. — *(Corresp.)*

● *Métro parisien : nouveaux débrayages sur la ligne n° 12, Mairie - d'Issy - Porte - de - la Chapelle.* — Lundi 12 janvier, le trafic n'a été assuré qu'à 65 % de 8 heures à 9 heures, et devrait être à nouveau perturbé entre 18 heures et 20 heures, en raison des débrayages de protestation des conducteurs C.G.T. contre les horaires de travail.

MONNAIES

FLÉCHISSEMENT DU DOLLAR ET DE L'OR

Le cours du dollar a fléchi lundi 12 janvier sur les marchés des changes en raison de l'annonce d'une baisse de la masse monétaire aux Etats-Unis, dont le ralentissement de la croissance est considéré comme le préalable de toute réduction durable des taux d'intérêt. A Paris, la monnaie américaine valait, en fin de matinée, 4,5450 F contre 4,5750 F vendredi après-midi, et à Francfort elle revenait de 1,9850 DM à 1,9650 DM.

Pour le marché de l'or, le cours de l'once a fléchi sensiblement, passant de 586 dollars environ à la veille du week-end à 564,50 dollars.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. −		Rep + ou Dép.		Rep. + ou Dép. −	
$ E.-U.	4,5350	4,5380	− 355	− 335	− 560	.. 515	− 930	− 890
$ can.	3,8185	3,8228	− 248	− 285	− 420	− 360	− 630	− 499
Yen (100)	2,2460	2,2500	+ 35	+ 65	+ 73	+ 115	+ 355	+ 445
DM	2,3100	2,3130	+ 20	+ 50	+ 68	+ 90	+ 320	+ 409
Florin	2,1275	2,1300	+ 20	+ 45	+ .45	+ 80	+ 250	+ 330
F.B. (100)	14,3550	14,3730	− 225	− 50	− 410	− 170	− 525	+ 85
F.S.	2,5475	2,5510	+ 115	+ 150	+ 230	+ 270	+ 735	+ 910
L. (1 000)	4,8635	4,8695	− 310	− 245	− 560	− 460	−1360	−1105
£	10,9400	10,9525	− 446	− 385	− 645	− 470	−1130	− 750

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	8 5/16	8 15/16	8 7/8	9 1/4	8 7/8	9 1/4	8 7/8	9 1/4
$ E.-U.	19 3/4	20 1/4	18 7/8	19 1/4	18 3/16	18 9/16	16 3/8	16 3/4
Florin	8 5/8	9 3/8	9	9 1/2	9	9 7/8	9 1/4	9 7/8
F.B. (100)	10	11	11 1/2	12 1/2	12	13	12 1/2	13 1/2
F.S.	3 3/4	4 1/4	5 1/4	5 5/8	5 5/16	5 11/16	5 5/8	6
L. (1 000)	13 3/4	14 3/4	16	17 1/2	16 1/4	17 3/4	17 3/4	19
£	13 1/2	14 1/2	14 3/16	14 13/16	14 3/16	14 13/16	14	14 1/2
Fr franc	10 5/8	10 7/8	10 1/2	10 3/4	11 1/4	11 1/2	12	12 1/4

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

SOCIAL

LE PREMIER TRIMESTRE SERA FERTILE EN ACTIONS SYNDICALES affirme M. Georges SÉGUY

M. Georges Séguy écrit qu'il n'y aura pas de trêve revendicative jusqu'à l'élection présidentielle dans l'éditorial du premier numéro de 1981 du journal *le Peuple*, organe bimensuel de la C.G.T.

Le secrétaire général de la C.G.T. estime que le temps où les travailleurs attendaient d'une échéance électorale la satisfaction de leurs revendications est *« bien dépassé »*. Le premier trimestre 1981 sera *« fertile en activité et en actions syndicales »*, écrit-il.

La C.G.T. estime en effet que la démarche qui préconise de mettre une sourdine à ses propres objectifs pour s'en tenir *« à quelques grands thèmes avant, pendant et après l'élection afin qu'aucune convergence, aucune ressemblance, ne puissent apparaître entre les positions de la C.G.T. et celles du candidat communiste »* reviendrait *« à prôner la mise au frigo »* de son programme.

Evoquant le passé, M. Séguy dénonce *« l'inertie des autres organisations syndicales et parfois même leur opposition aux initiatives d'actions de la C.G.T., opposition dont la C.F.D.T. prend de plus en plus systématiquement la tête »*.

Toutefois, ces difficultés, souligne M. Séguy, ne sont pas *« insurmontables »* dès lors notamment que *« la combativité des travailleurs s'affirme »*. Ainsi la négociation *« s'impose et quand, sous la pression, elle s'engage, son issue dépend du rapport des forces et donc encore de la lutte »*. Mais là aussi M. Séguy reproche aux dirigeants de la C. F. D. T. d'avoir perdu de vue ce principe et de pratiquer *« un syndicalisme mou et au rabais, créant des situations que ne manque pas d'exploiter à son avantage la partie adverse »*.

Notant que des organisations cédétistes passent *« outre aux consignes d'abstention »*, le dirigeant cédétiste pense que *« l'unité d'action survivra aux turbulences actuelles »*.

Avis financiers des sociétés

Moët-Hennessy

DISTRIBUTION D'ACTIONS GRATUITES ET ACOMPTE SUR DIVIDENDE

Au cours de sa réunion du 9 janvier 1981, le conseil d'administration a constaté la bonne fin de l'augmentation de capital contre espèces, qui a porté celui-ci de *157 953 150 F à 184 278 650 F*. Cette opération s'est déroulée dans des conditions très satisfaisantes et a été réalisée définitivement le 29 décembre 1980. A la même date, le capital a été ensuite porté de 184 278 650 F à 210 604 150 F par incorporation d'une somme de 26 325 500 F prélevée sur la prime d'émission.

En représentation de cette seconde augmentation de capital, il sera créé, comme il a été dit, 526 510 actions de 50 F nominal, qui seront attribuées gratuitement à raison d'une action nouvelle pour 7 actions, tant anciennes que souscrites contre espèces. L'opération débutera le 2 février 1981 et le droit d'attribution sera matérialisé par le coupon n° 30. Ce coupon étant le dernier attaché aux actions au porteur en circulation, en conséquence les titres actuels seront échangés contre de nouveaux titres comportant 30 coupons allant du n° 31 au n° 60. Cet échange pourra être réalisé en même temps que l'attribution gratuite.

Par ailleurs, le conseil a également décidé le versement d'un acompte sur dividende de 6 F auquel s'ajoute l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 3 F, soit un total de 9 F. Toutes les actions, tant anciennes que nouvelles, auront droit à cet acompte qui sera mis en paiement à partir du 16 mars 1981 contre remise du coupon n° 31.

D'autre part, le président a rendu compte au conseil de la réalisation définitive de l'acquisition de la société Schieffelin & Co qui s'est effectuée le 5 janvier 1981 à New-York.

Il a également informé le conseil de l'activité très satisfaisante du groupe au cours de l'exercice 1980 et confirmé que la progression du chiffre d'affaires pour cet exercice serait sensiblement supérieure à [illegible] %.

Le conseil d'administration a enfin décidé de coopter M. Jacques Maisonrouge en tant qu'administrateur, en remplacement de M. Jean Terray, décédé, et pour la durée du mandat de celui-ci restant à courir.

JOHNSON FRANÇAISE

La Johnson Française tient cette année la 359e place parmi les entreprises industrielles dans le classement des 1 000 entreprises françaises, avec un chiffre d'affaires de 429 242 000 F pour le dernier exercice fiscal, en progression de 20,1 % *par rapport à l'année précédente où* la Johnson Française se situait à la 436e position.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

C.N.T. OBLIGATIONS 8,50 % 1971

Les intérêts courus du 17 janvier 1980 au 16 janvier 1981 seront payables à partir du 17 janvier 1981 à raison de 38,25 F par titre de 500 F nominal contre détachement du coupon n° 9 après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 4,25 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 6,37 F soit un net de 31,88 F.

Le paiement des coupons sera effectué sans frais aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires habituels ainsi qu'aux caisses des comptables directs du Trésor (Trésorerie générale, recettes des *finances et perceptions*) auprès des bureaux de poste et au siège de la C.N.T., 3, rue de l'Arrivée, Paris 15e.

Il est rappelé que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la Caisse nationale des télécommunications.

Le Carnet des Entreprises

est publié le vendredi.

Il est ouvert aux personnalités du monde économique qui souhaiteraient rendre publiques leurs nominations ou distinctions à des postes importants.

Toutes les précisions peuvent être obtenues en appelant le 770-85-33.

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
12 JANVIER

Calme et irrégulier

La semaine a débuté de façon très calme à la Bourse de Paris, où les valeurs françaises ont varié irrégulièrement, mais sans s'éloigner beaucoup de leurs niveaux précédents. Finalement, l'indicateur instantané a fléchi de 0,1 % environ.

Hausses et baisses ont alterné dans tous les compartiments, mais peu ont pris une ampleur importante. Une quinzaine de titres ont encore été malmenés, à savoir : Navigation mixte (— 4,2 %), Elf-Gabon (— 3,8 %), Dollfus-Mieg (— 3,5 %) et Michelin (— 2,4 %).

Un nombre à peu près égal a monté, comme Métallurgique Navale Dunkerque (+ 5,7 %), Creusot (+ 4,1 %) et Rhône-Poulenc (+ 3,5 %).

Le comportement du marché n'a pas surpris les spécialistes. Selon eux, la Bourse est désormais entrée de plain-pied dans la grande période des élections présidentielles. Le dernier sondage IFOP, plus optimiste que celui publié il y a une semaine par le Quotidien de Paris, *a, semble-t-il, un peu rassuré les opérateurs en donnant le président en place vainqueur. Mais les chiffres fournis n'en témoignent pas moins d'un certain recul et, autour de la corbeille, ils étaient abondamment commentés, d'aucuns redoutant d'autre part une nouvelle dégradation de la position de M. Giscard d'Estaing avec le risque de désunion que M. Debré fait courir à la majorité.*

Autre élément d'indécision : le comportement futur de Wall Street, la forte contraction de la masse monétaire américaine faisant planer sur l'économie des Etats-Unis le risque d'un sérieux ralentissement.

L'or a fortement baissé. A Londres, son prix a été fixé à 564,25 dollars l'once, tandis qu'à Paris le lingot perdait 1 505 F à 89 995 F. Bonne résistance, en revanche, du napoléon qui s'est inscrit à 939,90 F (— 0,10 F).

LA VIE DES SOCIÉTÉS

HOECHST-RICOH. — Le département Infotec de Hoechst vient de conclure avec la firme japonaise Ricoh un accord de semi-exclusivité pour l'Europe pour la distribution de photocopieurs « toner sec » jusqu'en 1990 au moins. La signature de ce contrat, qui entre immédiatement en application, s'ajoute à l'accord déjà conclu entre les deux groupes sur la diffusion des photocopieurs à « toner liquide », récemment reconduit.

Rappelons qu'Infotec dispose lui-même d'une gamme de télécopieurs très performants.

KIMBERLY-CLARK prévoit pour 1980 un bénéfice net de 182 millions de dollars, en progression de 15 %.

MOET-HENNESSY. — Comme prévu, au terme de l'augmentation de capital contre espèces, une distribution d'actions gratuites (1 pour 7) débutera le 2 février 1981. Par ailleurs, le conseil d'administration a décidé le versement d'un acompte sur dividende de 6 F (9 F avec avoir fiscal). La progression du chiffre d'affaires pour l'exercice en cours serait sensiblement supérieure à 20 %. Enfin, M. Jacques Maisonrouge a été nommé administrateur.

MARTELL. — L'augmentation de capital annoncée le 11 décembre 1980 se traduira par l'émission d'une action pour cinq anciennes au prix unitaire de 460 F.

PUK. — La société a décidé de distribuer 3 % de son capital à son personnel.

AMAX. — Un dividende trimestriel de 60 cents, sans changement, sera payé le 2 mars 1981.

LEGRAND. — L'exercice 1980 s'est terminé par un bon mois de décembre, qui a porté le chiffre d'affaires consolidé du groupe à 2,1 milliards de francs (+ 40 %, et, en fait + 18 % à structure comparable, sans tenir compte des ventes d'Arnould, FAF).

BAIL-EQUIPEMENT. — Le groupe Bail-Equipement et Volvo France S.A. viennent de créer une filiale commune (55 % Volvo, 45 % Bail-Equipement) pour le crédit-bail de véhicules industriels suivant la formule de la « location flexible », donnant une plus grande souplesse au crédit-bail.

DROITS DE SOUSCRIPTION

VALEURS (Actions et parts)	Modalités	Derniers cours
Berger-Levr., c. 45, bon	1 p. 2	4 10
La Hénin, c. 35	1 p. 5	4 ..
Motobécane, c. 48	1 p. 2	... ..
Sada, bon	2 p. 3	..

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	9/1	12/1
1 dollar (en yens)	282 30	282

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES
Base 100 : 29 décembre 1972

	2 janv.	9 janv.
Indice général	130,8	128,3
Assurances	238	230,6
Banq. et sociétés financ.	95,5	93,4
Sociétés foncières	151,5	147,8
Sociétés investiss. portef.	130,6	125,8
Agriculture	161,7	153,8
Aliment., brasseries, distill.	150,6	146
Autom., cycles et l. équip.	48,1	48
Bâtim., matér. constr., T.P.	174,5	168
Caoutchouc (ind. et comm.)	48,9	49,6
Carrières salines, charbon.	128,5	126,4
Constr. mécan. et navales	134,8	128,5
Bâtim., matér. constr., T.P.	157,5	155,2
Imprimeries, pap., cartons	121,7	121,1
Magas., compt. d'exportat.	101,9	98,5
Matériel électrique	138,2	130,6
Métall., com. des pr. métal	36,6	34,8
Mines métalliques	124	119,7
Pétroles et carburants	162,3	157,5
Prod. chimiq. et dl.-mét.	147,4	142,4
Services publics et transp.	111,4	109,8
Textiles	88,4	85,1
Divers	153,1	149,1
Valeurs étrangères	174,4	173,4
Valeurs à rev. fixe ou ind.	205,4	204,5
Rentes perpétuelles	33,5	34,2
Rentes amort., fonds gar.	542,6	542,2
Sect. indust. publ. à r. fixe	88,9	89,1
Sect. ind. publ. à rev. ind.	365,8	344,5
Secteur libre	96,4	98,3

INDICES GENERAUX DE BASE 100 EN 1949

	2 janv.	9 janv.
Valeurs à rev. fixe ou ind.	358,9	358,3
Val. franç. à rev. variable	908,4	875,3
Valeurs étrangères	1 289	1 281,8

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE
Base 100 : 29 décembre 1961

	2 janv.	9 janv.
Indice général	108,8	104,6
Produits de base	97,4	non parv.
Construction	158,4	—
Biens d'équipement	110,5	—
Biens de consom. durables	83,1	—
Biens de cons. non durabl.	81,3	—
Biens de consom. aliment.	117,5	—
Services	175,6	—
Sociétés financières	115	—
Sociétés de la zone franc expl. principal. à l'étr.	219,8	—
Valeurs industrielles	97,8	—

BOURSES REGIONALES
Base 100 : 29 décembre 1972

	2 janv.	9 janv.
Indice général	139,7	—

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1980)

	8 janv.	9 janv.
Valeurs françaises	95,8	95,9
Valeurs étrangères	100,5	99,9

Cie DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961)

	8 janv.	9 janv.
Indice général	104,8	104,6

Taux du marché monétaire

Effets privés du 12/1 .... 10 7/8 %

BOURSE DE PARIS - 12 JANVIER - COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
[illegible]											

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
[illegible]											

HORS COTE

Compartiment spécial

Autres valeurs hors cote

SICAV

* Absorbé par Soginter.
Cours précédent.

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
[illegible]					

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT
e : offert ; c : coupon détaché ; d : demande ; * droit détaché

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 12/1	COURS des BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	4 548	4 574	4 380	4 600
Allemagne (100 DM)	231 160	231 330	225	237
Belgique (100 F)	14 372	14 396	13 950	14 650
Pays-Bas (100 fl.)	212 800	212 900	206	217
Danemark (100 krd)	76 100	76 220	72 500	77 500
Norvège (100 k)	88 550	88 750	86	91
Grande-Bretagne (£ 1)	10 929	10 900	10 450	11
Grèce (100 drachmes)	9 730	9 750		
Italie (1 000 lires)	4 866	4 876	4 700	5 100
Suisse (100 fr.)	255 600	255 110	248	261
Suède (100 krs)	103 620	104 070	101	106 500
Autriche (100 sch.)	32 629	32 692	32 900	33 600
Espagne (100 pes.)	5 785	5 773	5 450	5 850
Portugal (100 esc.)	8 578	8 590	7 800	8 700
Canada ($ can. 1)	3 838	3 859	3 670	3 900
Japon (100 yens)	2 252	2 250	2 098	2 200

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 12/1
Or fin (kilo en barre)	91000	90000
Or fin (en lingot)	91500	89995
Pièce française (20 fr.)	940	939 90
Pièce française (10 fr.)	498 90	492
Pièce suisse (20 fr.)	690	659
Pièce latine (20 fr.)	650	643
Souverain	820	816
Pièce de 20 dollars	3400	3400
Pièce de 10 dollars	1750	1660
Pièce de 5 dollars	872	
Pièce de 50 pesos	3745	3700
Pièce de 10 florins	660	665

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 11-12 janvier 1981 a été tiré à 537 495 exemplaires.

Importantes chutes de neige dans le Sud-Est

● VOIES FERRÉES ET ROUTES BLOQUÉES
● PERTURBATIONS A E.D.F.

Le Languedoc-Roussillon et le sud du Midi-Pyrénées subissent, depuis dimanche 11 janvier, une tempête de neige qui a mis à mal lignes électriques, routes et voies ferrées. La vallée de l'Aude, entre Carcassonne et Narbonne, est particulièrement touchée.

Un train, où sont enfermées sept cents personnes, est ainsi immobilisé près de Capendu (Aude) depuis dimanche à minuit. Lundi 12, dans la matinée, la S.N.C.F. n'avait pu encore le dégager malgré l'envoi de deux motrices Diesel ; un convoi de cars tentait de l'atteindre par la route. Deux autres trains de voyageurs ont été bloqués dans la nuit à 2 kilomètres de Carcassonne, et c'est seulement lundi matin que leurs passagers ont pu être libérés et hébergés dans divers centres de secours. En tout, ce sont treize trains rapides, dont le Talgo (Barcelone-Paris) qui ont dû être arrêtés dans les gares de la région entre Béziers et Toulouse.

Une centaine de voitures ont été bloquées sur l'autoroute Narbonne-Carcassonne par la chute de lignes électriques. Ce lundi matin, l'autoroute est fermée à la circulation mais ses « prisonniers » ont été libérés, annonce la préfecture de Carcassonne. La plupart des routes de l'Aude et des Pyrénées-Orientales sont rendues impraticables soit par la neige, soit par la chute de lignes électriques. Le trafic est ainsi totalement interrompu entre Carcassonne et Foix, et une centaine de véhicules sont bloqués au Boulou, dernière localité avant la frontière espagnole.

Lignes haute tension rompues

Le réseau d'E.D.F. a particulièrement souffert de ces importantes chutes de neige. Les lignes haute tension qui rayonnent autour du poste de la Gaudière, entre Capendu et Lézignan, ont été rompues. Ainsi en est-il de la transversale nord-sud à 400 000 volts, qui transporte vers le nord du pays l'électricité produite à la centrale atomique espagnole de Vandellos. Mais aussi de deux lignes à 200 000 volts, d'une ligne à 150 000 et de quatorze lignes à 63 000 volts.

La direction régionale d'E.D.F. de Toulouse estime que 80 % du réseau de transport couvrant l'ouest du Languedoc-Roussillon et l'est du Midi-Pyrénées sont hors service. La remise en état est difficile, car elle ne peut être entreprise que par des spécialistes ; ce lundi matin, ils étaient déjà cent vingt sur place, mais la neige qui continue à tomber empêche les hélicoptères, précieux pour repérer les dégâts et pour gagner les lieux sinistrés, de décoller.

Le « maillage » du réseau permet heureusement de fournir de l'électricité à de nombreux usagers. Mais sont encore sans courant, ce lundi matin, les régions de Mazamet, Castres (Tarn), Revel (Haute-Garonne), Pamiers (Ariège) et 50 % des départements de l'Aude et des Pyrénées-Orientales.

Lézignan, Perpignan, Carcassonne ne sont toujours pas alimentées. L'E.D.F. craint de ne pouvoir rétablir le courant dans la journée.

De nombreux habitants sont donc sans chauffage et le téléphone fonctionne mal. Cette situation ne facilite pas les opérations de sauvetage qui sont rendues déjà difficiles par la poursuite du mauvais temps.

EN GRANDE-BRETAGNE

Record de faillites en 1980

Londres (A.F.P.). — Le nombre des faillites a battu tous les records en Grande-Bretagne à la suite de la récession. Selon la société Dun and Bradstreet, 6 814 sociétés ont déposé leur bilan en 1980, 50 % de plus qu'en 1979. Le précédent record datait de 1976 avec 5 939 faillites. La tendance s'est en outre aggravée au fil des mois : au dernier trimestre, le nombre des faillites et fermetures d'entreprises atteignait près de 160 par semaine, soit un taux annuel de plus de 8 000.

Outre le ralentissement de l'activité et l'intensification de la concurrence, l'inflation des coûts de production et des frais d'exploitation, de même que la grande cherté du crédit ont durement éprouvé les firmes dans la plupart des secteurs. A moins d'une reprise prochaine de l'activité, les difficultés financières deviendront de plus en plus lourdes, les banques redoublent de prudence à la suite de l'accroissement l'an dernier du nombre des mauvais payeurs.

Dun and Bradstreet n'identifie pas les victimes ; mais il s'agit essentiellement de petites entreprises. Toutefois plusieurs firmes de moyenne envergure, tel le constructeur de poids lourds Fodens, ont aussi déposé leur bilan, et les secteurs du textile, de l'industrie du bâtiment, du camionnage, de l'immobilier et de la construction mécanique, en général, ont particulièrement souffert.

Cependant on assiste aussi à une augmentation du nombre des petites entreprises qui se créent en dépit de la crise économique, et le résultat dépasse nettement celui des faillites. Selon des enquêtes, il s'agit pour une bonne part de la conséquence du chômage. De plus en plus fréquemment, des salariés privés de leur emploi et incapables d'en trouver un autre, profitent de leur indemnité de licenciement, souvent considérable, pour « *tenter leur chance* », parfois en s'associant pour fonder leur propre firme, parfois aussi en rachetant, notamment dans la construction mécanique, une partie du matériel de leur ancien employeur, obligé de cesser ses activités.

Les suites de l'affaire de Vitry

Le maire de Saint-Maur confirme son accord pour la reconstruction d'un foyer pour les Maliens

M. Beaumont, député, maire de Saint-Maur-des-Fossés, a violemment pris à partie, samedi 10 janvier, M. Marchais à propos de l'affaire des trois cents travailleurs maliens de Vitry. Au moment où se déroulait une manifestation P.C. à Vitry, qui a regroupé plusieurs milliers de manifestants — 3 000 selon la police, plus de 10 000 selon les organisateurs, 4 000 à 5 000 selon nos observations (*le Monde* daté 11-12 janvier).

Le député et maire non-inscrit de Saint-Maur, d'où trois cents Maliens ont été emmenés par l'ADEF, gestionnaire d'un foyer, pour être relogés à Vitry, a accusé M. Marchais de « *mettre en cause la crédibilité de la France* » et de « *porter atteinte à l'audience de notre pays en Afrique* ». Il a précisé que « *l'agression de Vitry avait pour but d'amener les Français à se battre contre les immigrés* » et appelé « *les communautés française et immigrée à la prudence* ».

M. Beaumont a indiqué que la municipalité de Saint-Maur avait donné son accord pour la reconstruction du foyer ADEF qui accueillait les travailleurs maliens. Il a précisé qu'il n'y avait aucun contentieux avec la municipalité de Vitry et qu'il avait déposé trois plaintes pour injures contre *l'Humanité*, après la publication d'un tract signé de la section de Saint-Maur du P.C. et la publication d'affiches dans la commune de Vitry.

Après la demande par les communistes de la convocation en séance extraordinaire du conseil général du Val-de-Marne, M. Nungesser, président de l'intergroupe R.P.R.-U.D.F.-C.N.I. de ce conseil, a déclaré dans un communiqué, le 11 janvier, que cette convocation visait à « *diluer dans un faux débat les responsabilités qui incombent au seul parti communiste, de l'agression* » commise contre les immigrés maliens de Vitry.

« *L'intergroupe ne se prêtera donc pas à une tentative du parti communiste d'esquiver ses erreurs, ses torts et ses délits* », précise le communiqué, qui résume la position de l'intergroupe « *sur le fond du problème* » : « *L'implantation anarchique et démesurée des immigrés dans les communes communistes a été facilitée — et souvent provoquée — par les élus communistes eux-mêmes. (...) Jusqu'en 1978, le groupe communiste du Val-de-Marne s'est opposé à toutes les mesures prises par le gouvernement afin de protéger l'emploi des travailleurs français en freinant l'immigration.* »

M. Nungesser ajoute que la suppression des bidonvilles a abouti à « *une dispersion des immigrés dans l'ensemble du département* », et que certaines des communes du département ayant la plus forte concentration d'immigrés (Ormesson, 22,8 %, et Chennevières, 16 %) ont des maires appartenant à la majorité présidentielle. En conclusion, l'intergroupe « *condamne la politique raciste délibérément adoptée par le P.C.F. (...) et souhaite que l'agression de Vitry fasse l'objet de jugements exemplaires (...) de la justice de la République* ».

Le RECOURS (Rassemblement et coordination unitaire des rapatriés et spoliés) a, d'autre part, manifesté sa totale solidarité à l'égard de Si Hamza Boubakeur, recteur de l'Institut musulman de la mosquée de Paris, « *au moment où il est mis en cause de façon scandaleuse par le parti communiste et son secrétaire général, Georges Marchais. Les rapatriés, si souvent victimes de campagnes analogues, ne peuvent que se retrouver aux côtés de toutes les victimes du racisme, notamment les Français musulmans* », ajoute le communiqué.

Le personnel d'une petite usine s'oppose à la réintégration d'une déléguée syndicale

De notre correspondant

La Roche-sur-Yon. — Licenciée le 10 mars 1978 d'une petite usine de confection vendéenne, la SO.EX.CO.VE. (Société d'exécution et de confection vendéenne) à Chef-fois, Mlle Catherine Marot, déléguée syndicale C.F.D.T., a obtenu de la cour d'appel de Poitiers, le 15 décembre 1980, le droit de réintégrer cette usine. La décision de la cour d'appel semblait mettre un terme aux affrontements répétés du patron, M. Maxime Bonnet (surnommé le « *Furnon de la Vendée* » pour son amitié avec l'ancien président de l'Association des Français de bon sens), et de la jeune militante, alors présidente nationale de la J.O.C. C'était sans compter sur les réactions du personnel de l'usine qui, en ce début d'année, emploie soixante-quinze personnes.

Le jour de sa réintégration, le 7 janvier, la totalité du personnel s'est mis en grève pour s'opposer au retour de la déléguée. Seule à son poste de travail, Mlle Marot, en dépit de ce climat d'hostilité générale, effectuait son temps de travail légal. La délégation de la C.F.D.T. qui l'accompagnait notait l'étonnante attitude du personnel, estimant qu'il était, de toute évidence, « *manœuvré* » par le patron. Ce dernier se contentait d'exhiber une pétition signée des soixante-quinze employées s'opposant au retour de l'ancienne déléguée. Le lendemain 8 janvier, même scénario. Cette fois, Mlle Marot explose : « *Je pars, je ne veux pas qu'on me dise que j'empêche le personnel de travailler !* »

La C.F.D.T. enregistre : « *Catherine Marot a été contrainte et forcée de quitter l'entreprise.* » Les soixante-quinze ouvrières ont obtenu gain de cause : « *Elles l'ont eue à l'usure* », dit un habitant, qui croyait pourtant enterrée l'affaire depuis 1978. L'union départementale C.F.D.T. n'est pas décidée à laisser les choses se passer ainsi : « *Nous ne tenons pas pour responsable le personnel (il est manipulé), mais M. Bonnet qui s'était toujours opposé jusque-là au moindre débrayage, et qui accepte maintenant que ses employées se croisent les bras.* »

Mlle Marot décide de saisir le parquet. L'entrave à la liberté du travail paraît largement fondée. Elle rédige aussi une longue lettre ouverte à son patron : « *J'ai quitté l'entreprise en raison de l'attitude adoptée par le personnel, mais il n'en demeure pas moins que je reste convaincue que vous êtes responsable de la mise en scène... En effet, je n'ai pas été dupe de votre volonté de rendre impossible mon retour dans l'usine. Ce que vous m'avez fait endurer lorsque j'étais chez vous, même une bête ne l'aurait pas supporté. Je garderai de vous l'image d'un individu intolérant et violent. Un jour viendra où les travailleurs de votre entreprise se révolteront. Si seulement ma croisade pouvait vous avoir servi de leçon.* »

En 1976, Mlle Marot avait subi insultes et brimades de la part du patron. Depuis, la justice a tranché en faveur de cette dernière. Aujourd'hui, elle ne peut faire valoir son bon droit. L'« *affaire Marot* », comme on l'appelle depuis deux ans, n'a pas fini de faire couler de l'encre. On dit que la déléguée syndicale prépare un livre sur cette douloureuse expérience.

HERVÉ LOUBOUTIN.

A Paris (16e arrondissement)

LE CHEF DE L'ÉTAT ET LE MAIRE DE PARIS INAUGURENT LA STÈLE MARÉCHAL-DE-LATTRE

M. Giscard d'Estaing a inauguré ce lundi 12 janvier, à 11 heures, un monument dédié à la mémoire du maréchal de Lattre de Tassigny à l'orée du bois de Boulogne, place de Lattre-de-Tassigny (l'ancienne place Dauphine dans le seizième arrondissement). Ce monument est l'œuvre de l'architecte Olivier Sue et du sculpteur Philippe Kaeppelin.

Plusieurs milliers de personnes et plus d'une centaine de drapeaux entouraient le monument lorsque le chef de l'État, accompagné de MM. Robert Galley, ministre de la défense, ministre de la coopération, et Maurice Plantier, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, passa en revue les nombreux détachements militaires qui rendaient les honneurs.

Après que M. Jacques Chirac, au nom de la Ville de Paris, eut « *pris possession du monument, taillé dans le grès des Vosges, ce qui associe le nom du maréchal de Lattre à ceux de Vauban et de Turenne* », M. Giscard d'Estaing a largement improvisé son discours, tout empreint de l'admiration et du respect personnel qu'il porte à celui qui fut son chef militaire en 1945.

Evoquant « *les visites inopinées du général dans les unités* », le président de la République a dit que le maréchal de Lattre était de la race « *de ces quelques hommes qui savent, de temps en temps, maintenir la France* ». Et le chef de l'Etat a conclu, en s'adressant tout spécialement à Mme de Lattre, présente à la cérémonie : « *Nous qui avons été ses soldats, nous continuerons à faire ce qu'il attendait de nous* ».

[Né à Mouilleron-en-Pareds le 2 février 1889, ancien élève de Saint-Cyr, officier d'infanterie durant la première guerre mondiale, Jean de Lattre de Tassigny fut nommé général en 1939. Il commanda, en mai-juin 1940 la 14e division d'infanterie qui se distingua à Rethel.

En novembre 1942, à Montpellier, où il commandait la 17e division militaire dans l'armée de l'armistice, il tenta de prendre le maquis lorsque les Allemands envahirent la zone libre, mais il fut désavoué par le gouvernement de Vichy et interné au pénitencier de Riom. Il s'évada, gagna Alger en septembre 1943 et, à la tête de la Ire armée française, participa au débarquement allié en Provence (Saint-Tropez, 15 août 1944). Il libéra Toulon, Marseille, Lyon, Dijon, l'Alsace et, le 8 mai 1945, il reçut pour la France la capitulation allemande à Berlin.

Le 14 décembre 1950, il fut nommé haut commissaire et commandant en chef en Indochine et mourut à Paris le 11 janvier 1952. La dignité de maréchal de France lui fut conférée à titre posthume en 1952.]

Nouvelles brèves

● *Jean-Paul II a visité le séminaire français de Rome*, dimanche 11 janvier. Dix évêques français, dont le cardinal François Marty, archevêque de Paris, l'y attendaient.

● *M. Malcolm MacDonald*, ancien secrétaire d'Etat et ancien haut commissaire de Grande-Bretagne au Kenya, est mort, dimanche 11 janvier, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

[Fils de Ramsey MacDonald, qui fut le premier chef de gouvernement travailliste en 1924, M. Malcolm MacDonald avait fait la plus grande partie de sa longue et brillante carrière diplomatique dans les pays du Commonwealth. Après avoir été secrétaire d'Etat aux colonies, il avait successivement occupé les fonctions de haut commissaire au Canada (1941), puis différents postes importants en Malaisie, en Inde, au Soudan, en Somalie et au Kenya.]

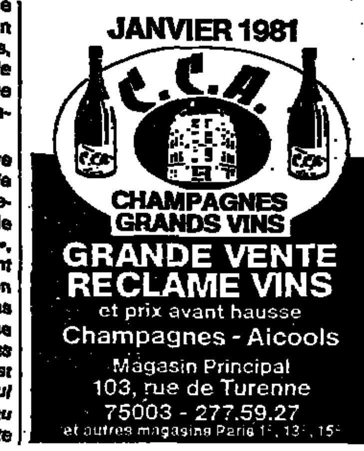
● *Le poète alsacien Nathan Katz vient de mourir* à Sentheim (Haut-Rhin). Il était âgé de quatre-vingt-huit ans.

[Né le 24 décembre 1892 dans le Sundgau, Nathan Katz a publié son premier ouvrage en 1920. Ecrite en allemand, c'était une méditation sur ses mois de captivité à Nijni-Novgorod. Ensuite il a fait paraître de nouveaux poèmes en dialecte sundgovien, des contes philosophiques, un opéra et plusieurs pièces de théâtre, notamment *Annele Baltasar*, qui a été montré pour la dernière fois en 1977 par le Théâtre populaire du Sundgau.

Méconnu dans le reste de la France, Nathan Katz est pourtant considéré en Alsace comme un des poètes lyriques les plus importants.]

● *Ford-France : trois mille six cent cinquante ouvriers en chômage pour deux semaines à Bordeaux.* — La direction de Ford-France a annoncé, lundi 12 janvier, que les ouvriers qui produisent des boîtes de vitesses automatiques cesseront le travail le 19 janvier pour deux semaines. Ceux qui produisent des axes de roues motrices seront mis en chômage pendant une semaine à partir du 26 janvier. La direction a précisé que d'autres arrêts de travail de deux ou trois semaines devront probablement avoir lieu avant la fin du mois de mars.

● *La Suissesse Doris de Agostini*, âgée de vingt-deux ans, a obtenu le 12 janvier sa première victoire dans une épreuve de Coupe du monde de ski alpin en gagnant la descente de Schruns (Autriche).



A B C D E F G